

# LA GUERRE DU DONBASS :

## « Du fragile État ukrainien à la Guerre des Scélérats ? »



Cosaques Ukrainiens, par Feodosiy Humeniuk . Date inconnue. (Source : Ukrainian Art Gallery)

*« Si vous saviez, jeunes seigneurs,  
Si vous saviez où les gens pleurent,  
Vous n'écrieriez pas d'élégies,  
Vous ne loueriez pas Dieu pour rien  
Tout en vous moquant de nos larmes. »*

*Taras Schevchenko*

**Gauthier TOCHON**

Sciences Po Strasbourg

4<sup>e</sup> année « *Etudes Européennes et Internationales* »

Année universitaire 2017 / 2018

Sous la direction de M. Emmanuel DROIT

## *Remerciements*

Je tiens pour conclure à saluer toutes les personnes, dont certaines sont des amis qui me sont chers, qui m'ont aidé et accordé de leur temps pour la rédaction de ce mémoire, ou même ayant manifesté un quelconque intérêt. Je remercie Yuri Lukianchuk, agent d'Interpol à Kiev, Vadym, colonel de l'armée ukrainienne, Tanya Andrushko, Lily Chulitska. Maria Varfolomeieva, journaliste et ancienne otage des séparatistes de Lougansk. Merci aux étudiants originaires du Donbass et aux combattants qui m'ont accordé une entrevue : ceux du bataillon Azov, de Pravyi Sektor et autres. Les députés du Parti Radical ukrainien qui ont répondu à mon appel également. Merci à Dimitri Muravsky, journaliste militaire ukrainien, pour son travail de photographe impressionnant sur la ligne de front. Merci à Isabelle Mandraud, correspondante du Monde à Moscou, pour m'avoir aiguillé dans mes recherches de sources côté russe. Merci à Daria Meyer pour ses contacts en Russie. Merci à Julia, mon amie, pour les contacts et la traduction des entretiens. Merci à l'agent du SBU qui a accepté de vérifier mes informations.

Remerciements toujours à Erwan Castel, ancien officier de l'armée française et séparatiste à Donetsk, pour les trois heures d'entretien que nous avons eu.

Pour terminer, un grand merci à M. Emmanuel Droit, docteur en Histoire contemporaine enseignant à Sciences Po Strasbourg, pour avoir accepté de diriger ce mémoire, ainsi qu'au lieutenant-colonel Rémy, pour avoir montré de l'intérêt pour ce travail, avoir assisté à sa soutenance, et avoir fait valider mes sources par ses analystes.

## SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	6
PARTIE I : L'Ukraine, un « <i>État-failli</i> », théâtre d'un conflit aux multiples facettes .....	14
Chapitre 1 : l'Ukraine, espace post-impérial « <i>aux confins</i> » de l'Europe et de la Russie.....	14
A. De la Rus' de Kiev à la Seconde Guerre Mondiale : un conflit aux racines historiques fortes.....	14
B. Le projet ukrainien d'ancrage à l'Ouest : de la République Modèle à l'Euromaïdan ..	23
C. Un État au cœur du projet russe de restauration de puissance .....	36
Chapitre 2 : le « <i>failed-state</i> » ukrainien : terreau de la Guerre du Donbass .....	45
A. Un État kleptocratique et corrompu .....	45
B. Un État centralisé et les limites de la fédéralisation.....	52
C. Un terreau de radicalisation : l'hypernationalisme ukrainien.....	57
Chapitre 3 : la Russie, un État autoritaire qui profite de la faiblesse étatique ukrainienne .....	64
A. Le projet « <i>Novorossia</i> » contre l'Empire Occidental.....	64
B. Le duel entre une armée de type soviétique et une armée moderne .....	68
C. Guerre hybride russe et obsolescence stratégique ukrainienne .....	72
PARTIE II : Guerre hybride en Ukraine, du coup d'éclat russe en Crimée à la Rogue War du Donbass, la Guerre de Scélérats.....	76
Chapitre 4 : D'une guerre hybride à l'autre – César en Crimée, Pyrrhus dans le Donbass.....	76
A. La Crimée, un triomphe russe à la romaine.....	76
B. Le Donbass : une victoire à la Pyr-russe, l'avènement de la Rogue War.....	81
C. La Rogue War/Guerre de Scélérats : définition et cas du Donbass.....	88
Chapitre 5 : l'État fragile ukrainien, vecteur de Rogue War .....	93
A. Maïdan : l'atomisation de la société ukrainienne .....	93
B. L'État ukrainien face au casse-tête de la Guerre Hybride.....	98
C. Privatisation du conflit et prolifération des factions armées : oligarques, paramilitaires et mercenaires.....	103
Chapitre 6 : Le point de vue des Républiques populaires « <i>novorossiennes</i> ».....	108
A. De Donetsk à Lougansk : seigneurs de guerre corrompus et querelles d'ego .....	108
B. Novorossia : projet gelé au soutien économique et moral russe, nationalisme et héritage soviétique.....	113
C. Novorossia comme parangon (de papier) de la dissidence contre l'Empire Occidental ..	117
PARTIE III : Le concept de Rogue War, quelles perspectives ? .....	126
Chapitre 7 : La Rogue War, concept du XXIème siècle .....	126

A. Le risque de « <i>donbassification</i> » des conflits contemporains .....	126
B. Au-delà de l'Ukraine : l'adaptabilité de l'exemple ukrainien aux risques actuels .....	130
C. Le Donbass et la Rogue War : contrecoups cruels du néolibéralisme ?.....	133
Chapitre 8 : Pérennité de la Rogue War – l'importance des acteurs extérieurs au conflit ukrainien.....	137
A. Acteurs privés et publics américains .....	137
B. Acteurs privés et publics européens .....	141
C. Autres acteurs et confirmation des diverses implications : un conflit taillé pour durer 145	
Chapitre 9 : quelles solutions pour la Rogue War du Donbass ? .....	149
A. Solutions politiques - entre centralisation ou indépendantisme aveugles : la « finlandisation » de l'Ukraine et l'autonomisation des régions du Donbass, vers une république fédérale ukrainienne ? .....	149
B. Solutions diplomatiques et juridiques - de la nécessité de condamner les chefs de guerre et les corrompus en Ukraine.....	155
C. Solutions militaires - de la nécessité de palier à la multiplicité des factions et à la privatisation du conflit de façon plus efficace, de réformer durablement l'armée ukrainienne : la création d'une Légion Etrangère ukrainienne comme outil décisif pour la défaite des séparatistes ? .....	159
CONCLUSION .....	165
PHOTOS EXCLUSIVES DE LA LIGNE DE FRONT DU DONBASS.....	173
ANNEXES .....	182
PARTIE I : L'Ukraine, un « État-failli », théâtre d'un conflit aux multiples facettes .....	182
I. Brève Histoire de la Rus de Kiev .....	182
II. L'Hymne national ukrainien et la symbolique des Cosaques .....	183
III. L'Hetmanat Cosaque et brève Histoire des Cosaques Zaporogues.....	184
IV. L'Histoire impériale russe : un processus complexe.....	186
V. La Figure de Taras Schevchenko et de la dissidence ukrainienne de l'Époque Moderne .....	187
VI. Une Guerre Civile ukrainienne dans la Guerre Civile Russe (1919-1920) .....	188
VII. Sur la Répression des « <i>nationalistes</i> » Ukrainiens et Polonais .....	191
VIII. L'Opération Barbarossa en Ukraine.....	191
IX. Sur la Genèse de la Figure de Stepan Bandera.....	192
X. Sur la Genèse territoriale de l'Ukraine moderne .....	193
XI. L'Ukraine comme poids économique de l'Empire Soviétique .....	194
XII. L'Ukraine dissidente de la période soviétique .....	194
XIII. Sur l'opposition Malenkov-Khrouchtchev .....	194
XIV. L'Ukraine, Khrouchtchev et la Crimée .....	195

XV.	L'Ukraine comme objet d'Histoire dans la seconde moitié du XXème siècle.....	197
XVI.	Tchernobyl et l'affaissement de l'Empire soviétique.....	197
XVII.	Gorbatchev et la tentative de sauvetage de l'URSS : l'avènement de la CEI.....	197
XVIII.	Les prémisses du soft power ukrainien .....	199
XIX.	Leonid Koutchma et l'autoritarisme néo-soviétique .....	200
XX.	Les conflits gaziers russo-ukrainiens (2006-2009).....	201
XXI.	OTAN-Russie : l'impossible conciliation .....	202
XXII.	Le « Poutine Collectif » .....	203
XXIII.	Sur la singularité de la Moscovie par rapport à l'exception kiévienne .....	203
XXIV.	Sur la Guerre de Géorgie en 2008 .....	204
XXV.	Les Juifs d'Ukraine : entre influence politique et diaspora .....	205
XXVI.	L'armée mexicaine russe des années 1990.....	206
PARTIE II : Le « failed-state » ukrainien, terreau de la Guerre du Donbass.....		207
XXVII.	Sur l'invasion russe de la Crimée.....	207
XXVIII.	Les drapeaux séparatistes .....	208
XXIX.	Quelques armes d'unités paramilitaires .....	210
PARTIE III : Le concept de Rogue War, quelles perspectives ? .....		214
XXX.	Sur la guerre civile moldave.....	214
XXXI.	Sur le conflit du Haut-Karabagh .....	215
SOURCES.....		217
A.	Article de presse/ documentaires.....	217
B.	Revue et rapports .....	219
C.	Chaînes Youtube et réseaux sociaux .....	220
D.	Entretiens.....	220
BIBLIOGRAPHIE .....		222
A.	Sur la Guerre du Donbass.....	222
B.	Sur la politique extérieure russe .....	222
C.	Sur la vision séparatiste pro-russe .....	222
D.	Sur l'Ukraine, son Histoire et son rôle dans les Relations Internationales.....	222
E.	Autres .....	222

## INTRODUCTION

### « *De la question ukrainienne ...* »

Kiev, 19 novembre 1990 : Boris Eltsine est en visite en Ukraine. Il est le premier président de la Fédération de Russie créée l'année-même le 12 juin par indépendance vis-à-vis de l'Union Soviétique. Il dit : « *l'Histoire nous enseigne qu'un peuple qui en domine un autre en paye toujours le prix.* »<sup>1</sup> Allusion faite aux décennies de domination russe sur le territoire ukrainien. Domination effective depuis le règne de l'impératrice Catherine II au XVIIIème siècle, lorsque les Cosaques Zaporogues sont asservis par la tsarine de toutes les Russie.. Eltsine se montre favorable à la possibilité d'une Ukraine indépendante du fait de la pression que les libéraux ukrainiens exercent sur lui. L'Ukraine est l'ancien « *grenier à blé* » de l'Empire Russe devenu URSS. Alors que l'Union Soviétique vit ses derniers mois, Eltsine sape progressivement l'autorité de Mikhaïl Gorbatchev, président de l'URSS, pour faire de la Russie l'héritière de l'empire moribond. Le 24 août 1991, l'indépendance de l'Ukraine est actée par la Верховна Рада (Verkhovna Rada, littéralement « *Conseil Suprême* » en ukrainien) avec pour premier président Leonid Kravchouk. Les dires de Eltsine sont révélateurs de la faiblesse de l'Empire soviétique de ce début des années 1990 : Gorbatchev s'efface, laissant peu à peu la place à son homologue de l'État russe sur la scène diplomatique. Ils laissent augurer l'avènement d'une nouvelle ère pour des millions de Soviétiques qui du jour au lendemain se retrouvent biélorusses, ukrainiens... et « *seulement* » russes. Pourtant, cette période laissant augurer de nouvelles relations entre anciens conquérants et peuples désormais libres semble lointaine : vingt-trois ans plus tard, les troubles éclatent en Ukraine, laissant entrevoir une nouvelle gestion russe de la politique extérieure en gestation depuis les années 2000. Une attitude de dirigeants qui ne veulent définitivement pas renoncer à leur empire déchu...

Janvier 2018, Donbass : Volodymyr Anadymb, Viktor Sukhin, Hennadiy Vehera, Tymofiy Pukhalskyi, Andriy Vytvytskyi, Mykhaylo Dimitrov, Serhiy Ivanov, Dmytro Beliayev, Oleksandr Chopenko, Serhiy Serhiyenko, Myroslav Slyvka, Artem Skupeyko, Yan

---

<sup>1</sup> Propos tirés de Zbigniew BRZEZINSKI. *Le Grand Échiquier* Monrouge, Bayard Éditions. 1997, p.135

Putsulay et Ivan Shelenhovych meurent au combat sur le front de l'Est de l'Ukraine<sup>2</sup>. Quatorze combattants engagés aux côtés de l'armée ukrainienne qui viennent s'ajouter à la liste des plus de 10 000 morts civils ou militaires ayant péri dans la guerre ravageant les oblasts (divisions administratives) de Donetsk et de Louhansk depuis avril 2014. Le même mois, le 18 janvier, une loi votée par 280 députés de la Rada qualifie « *d'occupation temporaire russe* » la situation dans l'est du pays. En réponse, le Kremlin déclare le lendemain que cette loi pourrait avoir « *l'impact le plus négatif sur les perspectives de règlement intra-ukrainien* ». Moscou nie en effet son implication dans les sécessions des deux régions séparatistes. Cette guerre, à la fois fracture géopolitique mais aussi morale, déchire « *l'âme* » de tout un peuple en deux. Une logique binaire tend à expliquer cette situation : il existerait deux Ukraine, l'une tournée vers la Pologne et plus largement l'Europe, l'autre vers la Russie. Cette idée aux implications réelles ne peut pourtant pas tout expliquer, bien qu'elle soit très ancrée chez les penseurs les plus radicaux, ainsi que l'illustre l'ultranationaliste et poète russe Edouard Limonov. Ce dernier, fondateur du Parti National-Bolchevique dans les années 1990 et de son successeur idéologique l'Autre Russie, décrit dans son journal les événements ukrainiens de 2014. Cet ouvrage est intitulé très sobrement *Kiev Kaputt* et est paru en novembre 2017. Il y décrit une Ukraine de l'Ouest, qu'il voit comme celle des « *montagnards* » des Carpates, région incluant Kiev ; et une de l'Est, allant de la rive orientale du Dniepr et englobant également les régions Sud du pays. Cette zone Est s'étend d'Odessa à Louhansk en passant par Donetsk (anciennement Stalino), sans oublier la Crimée, péninsule déjà cadre de tant de luttes passées dans l'Histoire de par sa position stratégique sur la Mer Noire... En témoigne la guerre franco-britannico-ottomane contre l'Empire Russe entre 1853 et 1856. Ces régions sud et orientales sont perçues par l'auteur, qui est né et a grandi à Kharkiv, la seconde plus grande ville d'Ukraine, comme « *russe* ». Ni plus, ni moins.

Pourtant d'autres logiques sont à l'œuvre au pays des Cosaques, Limonov le dit lui-même en traitant allégrement les Ukrainiens de l'Ouest de « *rats américano-bandéristes* ». Une expression qui renvoie à deux logiques. Dans un premier temps, ce serait la prétendue subordination de Kiev aux Américains depuis la fin de la Guerre Froide. Dans un second temps, c'est allusion faite au nationalisme ukrainien et à la figure de Stepan Bandera,

---

<sup>2</sup> Page Facebook UATV English. 3 février 2018. (Images fournies par l'ambassade d'Ukraine au Royaume-Uni). <https://www.facebook.com/UATVEN/posts/1838277846205170>

personnage polémique de l'historiographie ukrainienne de la Seconde Guerre Mondiale. De fait, la logique binaire de Limonov trouve sa limite : il admet que la crise ukrainienne répond à d'autres facteurs alors même qu'il insiste sur l'importance de la prétendue dualité ukrainienne. L'idée est un peu perverse mais efficace, lui permettant ainsi de présenter la crise ukrainienne comme une « *partition du pays* » ainsi qu'il le fait au début de l'ouvrage, pour ensuite faire une critique agressive de tous les acteurs extérieurs qui se greffent autour de la question ukrainienne : Américains, Européens, libéraux russes ... Limonov, plutôt que d'admettre simplement que son pays d'origine est plus complexe que l'image manichéenne qu'il s'en fait, nous offre une critique acerbe de tout ce qui empêche une partition ukrainienne en faveur de la Russie. L'Ukraine d'aujourd'hui n'est pourtant pas dans un cadre de guerre civile classique. C'est une lutte d'influence entre les ambitions géopolitiques et géostratégiques russes d'un côté, largement appuyées par des liens historiques avancés entre l'Ukraine et le Grand Frère Russe, ainsi que les velléités occidentales -américaines et européennes- à l'Ouest. La situation est plus trouble qu'un conflit entre ukrainiens « *russes* » et ukrainiens « *ukrainiens* ».

D'aucuns font un constat, notamment dans la presse occidentale, que la Guerre du Donbass est un « *conflit gelé* ». C'est l'intitulé classique que l'on donne à tous les conflits se déroulant dans l'espace post-impérial soviétique. Classification qui se vérifie : le conflit entre l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et la Géorgie dans le Caucase du Sud est effectivement immobile depuis 2008 et la défaite militaire géorgienne après une contre-offensive brutale de l'armée russe. Ces conflits étaient déjà gelés dans les années 1990 après plusieurs guerres locales. La situation est actuellement bloquée. Même cas de figure en Transnistrie : depuis 1992 et la guerre civile moldave, où les séparatistes du Dniestr étaient épaulés par la 14<sup>ème</sup> armée russe d'Alexander Lebed, cette petite république non reconnue internationalement sur le territoire de Chisinau poursuit le rêve de l'utopie soviétique par la mise en place d'un État mafieux, plaque tournante du commerce des armes et de la prostitution<sup>3</sup>. Dans les faits, faisant fi des situations officielles conflictuelles, ces zones connaissent la paix : les belligérants se font uniquement face à coups de frontières et de volonté d'autonomisation par rapport aux États centraux moldave et géorgien, ces derniers faisant généralement la sourde oreille, avec le soutien d'une Fédération russe qui ne souhaite pas les intégrer pour ne pas raviver les tensions. Parallèlement, notamment pour

---

<sup>3</sup> Xavier DELEU. *Transnistrie - la poudrière de l'Europe*. Paris, Hugo Doc. 2005. Quatrième de couverture.



les Abkhazes et les Ossètes, la Russie accorde des passeports russes aux populations pour les garder sous sa coupe.

Or, la guerre en Ukraine n'est pas un conflit gelé. Elle n'est pas dans ce cas de figure, car le Donbass est le théâtre de combats et escarmouches fréquents entre l'armée ukrainienne et troupes auxiliaires contre les séparatistes des Républiques Populaires de Donetsk et de Lougansk. Ces derniers sont épaulés de manière plus ou moins visible par l'armée russe. C'est une guerre de plus en plus oubliée, tombée en disgrâce après une forte attention médiatique en 2014 et 2015, où les combats étaient les plus violents. Elle n'en reste pas moins secondaire pour la presse généraliste en Occident : absente, presque inexistante. D'où son appellation de « *conflit gelé* », comme si elle n'était qu'une guerre insolvable parmi tant d'autres dans ce vaste espace eurasiatique, et ce alors même qu'elle se déroule aux portes de l'Europe. En France, le Figaro publiait ainsi un article le 27 décembre 2017 « *Ukraine : coup de chaud sur un conflit gelé* »<sup>4</sup> qui relate la validation des livraisons d'armes à l'Ukraine par les États-Unis et la réponse russe, qui annonce le retrait de ses observateurs de l'OSCE sur le terrain. Le « *coup de chaud* » trouve une explication simple : c'est parce qu'il n'y a jamais eu de gelures dans le Donbass, mais des périodes d'accalmies relativement aux signatures des Accords de Minsk I et II de 2014 et 2015. C'est l'oubli des Grands de ce Monde qui font d'un conflit meurtrier un conflit gelé. La réalité, elle, reste complexe.

### « ... à la question du Donbass. »

Si le Donbass ukrainien n'est pas le cadre d'un conflit gelé depuis 2014, il est nécessaire de se rendre compte de ce qu'il est dans sa nature même : qu'est ce que la guerre en Ukraine ? Elle est d'une nature multiple, pour laquelle il convient de poser les caractéristiques intrinsèques :

- C'est une guerre aux caractéristiques hybrides : tous les moyens, aussi bien technologiques que « *classiques* » (politiques, militaires et économiques) sont bons pour faire tomber l'adversaire. Médias, cyberguerre, offensives, actes de guérilla et propagande sont de mise. Il ne faut pas pour autant qualifier la guerre du Donbass de guerre totale, ce qui serait une grande extrapolation : toute l'économie ukrainienne,

---

<sup>4</sup> Isabelle LASSERRE. « *Ukraine : coup de chaud sur un conflit gelé* ». Le Figaro. 27 décembre 2017. <http://www.lefigaro.fr/international/2017/12/27/01003-20171227ARTFIG00205-ukraine-coup-de-chaud-sur-un-conflit-gele.php>

russe ou séparatiste n'est pas tournée vers la guerre, et toute la population n'est pas mobilisée.

- Les factions privées y sont multiples et deviennent les égales des factions publiques : milices, oligarques locaux, multinationales et mercenaires y ont voix au chapitre.
- Le spirituel y a une place toute particulière : les différents clergés présents en Ukraine se font plus ou moins face, et les minorités ethniques et religieuses (Tatars, Juifs, Cosaques...) sont directement impliquées dans le conflit.

Pour autant, le qualificatif de « *guerre hybride* », à savoir la combinaison de guerre conventionnelle, de guerre asymétrique (une armée conventionnelle face à des combattants irréguliers et sous-équipés) et de cyberguerre, concept très à la mode pour qualifier les conflits contemporains, ne semble pas suffire pour décrire ce conflit. Il y a plusieurs raisons à cela : du point de vue de l'équipement, les séparatistes sont largement tributaires de Moscou ce qui exclut la thèse de forces de guérilla matériellement inférieures. D'autant plus qu'on estime que sept à huit mille soldats des forces spéciales russes, entraînés et bien armés, sont sur le terrain. L'écart est large vis-à-vis de l'armée ukrainienne encore insuffisamment équipée aujourd'hui : la guerre asymétrique serait alors plutôt au désavantage des forces ukrainiennes. Kiev rattrape son retard progressivement depuis 2014, laissant place, de plus en plus, à une guerre aux forces égales. ... Expliquant la guerre de tranchées qui se livre actuellement dans le Donbass. Cette lente mise à jour de l'appareil militaire ukrainien s'explique par le fait que le soutien matériel et humain occidental à l'Ukraine est aujourd'hui sans commune mesure avec le soutien russe aux Républiques Séparatistes. Et ce malgré l'annonce de l'Amérique trumpienne de livraison d'armes à l'Ukraine en janvier 2018, ainsi que la présence de formateurs et mercenaires occidentaux sur le territoire. Nous sommes ainsi plutôt face à deux armées classiques, bien que les forces séparatistes n'aient pas de reconnaissance juridictionnelle internationale. De plus, la corruption et l'enlisement du fait de plusieurs années de guerre viennent s'ajouter à ces outils et acteurs très variés. L'État ukrainien est en difficulté : sa lutte contre la corruption bat son plein mais peine encore à donner des résultats malgré la bonne volonté affichée par le pouvoir, à l'image du président ukrainien Petro Porochenko, qui a fait de la victoire dans la guerre et de la lutte contre la corruption son cheval de bataille dès son arrivée au pouvoir en 2014. Cette corruption fait que tous les acteurs du conflit ukrainien s'approprient les différents outils à leur disposition du fait de l'enlisement du conflit. Cette

stagnation de la ligne de front suscite l'affaiblissement de la cohésion des belligérants : les médias se font les porte-voix des mercenaires, des milices et des oligarques, la propagande sert une rhétorique nationaliste parfois complètement mystique (en témoigne les idéologies fantasmées des Républiques Populaires Séparatistes et leur idée de « *Novorossia* » ou Nouvelle-Russie). Propagande qui vante des cyberattaques ou offensives classiques servant à satisfaire les égos des chefs de guerre locaux.

Au vu de toutes ces caractéristiques, il convient de se demander de quoi la Guerre du Donbass est-elle le nom : dans quelle mesure le conflit ukrainien reflète-t-il de nouvelles dynamiques guerrières ?

Nous allons traiter de cette question en trois grandes parties, divisées en neuf chapitres : maintenant que nous avons près de quatre années de guerre comme terrain d'étude, il convient de montrer le lien entre la faiblesse de l'État ukrainien et le conflit du Donbass, en partant des origines historiques de la Nation ukrainienne jusqu'à la chape de plomb que Moscou lui impose, en passant par les individus opportunistes qui sapent les fonctions régaliennes de l'appareil d'État. Nous allons ensuite traiter du cas de la guerre hybride en Ukraine et de ses conséquences, en partant du succès russe dans la crise de Crimée pour déterminer les caractéristiques de la guerre de l'Est ukrainien, aux résultats beaucoup moins probants. Cet enlisement de la guerre dans le Donbass mène à de nouvelles conjonctures conflictuelles, que nous allons tenter de montrer: un phénomène de « *Rogue War* » ou de Guerre de Scélérats, qui définirait le mieux la guerre ukrainienne du fait de ses caractéristiques propres. Pour aller plus loin, il sera de bon aloi d'expliquer les horizons visibles pour cette *Rogue War* ukrainienne, à la fois à travers le risque de « *donbassification* » des conflits contemporains par l'exportation malgré lui du modèle de la Guerre du Donbass dans d'autres zones de conflits du Monde... Mais aussi et surtout par les perspectives de résolution du conflit ukrainien qui ne cesse de s'enliser et de fracturer ce pays « *aux confins* » de deux Mondes, l'Occident Universaliste et la Sainte Russie. Car c'est ce qu'est l'Ukraine, une frontière qui ne cesse d'attirer les convoitises des grands acteurs internationaux, et cela se retrouve dans le nom même du pays : Україна, *Oukraïna* signifiant littéralement en ancien slave « *près de la ligne délimitant quelque chose* »...

### « *Un conflit au traitement épars ...* »

La grande difficulté relative à la rédaction de ce mémoire vient du fait que les sources traitant du conflit ukrainien sont peu nombreuses : il est en effet difficile de traiter d'une guerre ayant cours, sans que l'on puisse avoir un regard historique de recul sur les événements. Les principaux ouvrages utilisés pour ce mémoire sont tous de 2016. Citons cependant l'excellent mémoire d'Ulrich Bounat, diplômé de l'Institut Catholique de Paris, avec « *La Guerre hybride en Ukraine : quelles perspectives ?* », ainsi que Richard Sawka, professeur à l'université de Kent, avec son « *Frontline Ukraine : Crisis in the Borderlands* ». Ainsi que « *Kiev Kaputt* » d'Edouard Limonov, qui propose une vision très radicale de la situation mais qu'il convient de traiter. Concernant la reconstruction des infrastructures endommagées par la guerre, l'excellent rapport que j'ai pu me procurer à Kiev intitulé « *2016, Shelter Cluster in Ukraine* » de l'ONG Shelter Cluster m'aura été d'une grande aide.

Moins orienté vers le Donbass mais toujours de 2016, « *Russie : vers une Nouvelle Guerre Froide ?* » du professeur Jean-Robert Raviot traite cependant de la nouvelle place de la Russie dans les relations internationales, expliquant ainsi l'attitude de la Fédération envers l'Ukraine. D'autres ouvrages sont liés à notre sujet, à l'image de « *Terres de Sang : l'Europe entre Hitler et Staline* » de l'historien américain Timothy Snyder datant de 2012, qui dresse un portrait efficace des massacres soviétiques et nazis dans l'Europe de la Seconde Guerre Mondiale. Il montre par les massacres des populations locales d'Europe Centrale et Orientale (juives et autres) l'émergence de « *Terres de Sang* » qui en Ukraine auront une importance décisive pour les relations ukraino-russes. On peut parler également de l'« *Histoire de l'Ukraine* » d'Arkady Joukovsky de 1993 et sa vision ukraino-centrée, loin des concepts occidentaux et russes. Citons tous les travaux de la politologue française Anne de Tinguy, spécialiste de l'Ukraine et de la Russie. Saluons enfin les productions de son Excellence Phillippe de Suremain, ancien ambassadeur de France en Ukraine de 2002 à 2005. Je salue tous les auteurs de sources écrites ayant permis l'écriture de ce mémoire.

### « ... et (parfois) limité »

Peu diverses mais néanmoins de bonne qualité, ces sources trouvent cependant leur limite par leur ancrage dans l'actualité : difficile lorsqu'on traite de la Guerre du Donbass de

sortir de l'événement journalistique et de traiter les informations d'un point de vue objectif. D'autant plus que certains ouvrages, articles, documents tels que les productions d'Edouard Limonov ou le blog *Soutien à la Rébellion du Donbass* tenu par le français séparatiste Erwan Castel sont plus dictées par l'émotion et l'adhésion idéologique que par une réelle recherche d'objectivité. Pour ces productions, c'est notamment la défense des combattants séparatistes qu'il est utile d'exploiter avec soin, car l'inverse ukrainien existe également mais dans une moindre mesure et est bien moins intéressant à analyser car dépourvu d'originalité. En effet, ce penchant subjectif ukrainien se nourrit d'un nationalisme somme toute classique.

Enfin, moi-même, auteur de ce mémoire, ne peut être totalement objectif dans ma démarche : ma classification des sources et leur agencement est forcément dicté par une certaine émotion que je souhaite refoulée le plus possible. Marqué par mon voyage et mes rencontres en Ukraine, les nombreux mois que j'y ai passé et les entretiens que j'y ai mené dans l'optique de la rédaction de cet ouvrage, je ne peux me vanter d'une vision absolument neutre et dénuée de subjectivité. De plus, le cas du conflit ukrainien n'étant qu'au début de son traitement dans un cadre de recherches, l'interprétation des événements du Donbass est encore sujette à une grande palette de possibles. Il appartient donc au lecteur de juger de la pertinence de ce travail.

## **PARTIE I : L'Ukraine, un « État-failli », théâtre d'un conflit aux multiples facettes**

Cette première partie va tâcher de dépeindre le cadre dans lequel se déroule la guerre du Donbass : des querelles historiques ukraino-russes présentées dans un premier chapitre introductif aux doctrines stratégiques diamétralement opposées des deux États en 2014, le conflit ukrainien se déroule dans un cadre particulier et singulier, par la désunion de deux peuples frères qui n'arrivent plus à s'entendre.

### **Chapitre 1 : l'Ukraine, espace post-impérial « aux confins » de l'Europe et de la Russie**

#### **A. De la Rus' de Kiev à la Seconde Guerre Mondiale : un conflit aux racines historiques fortes**

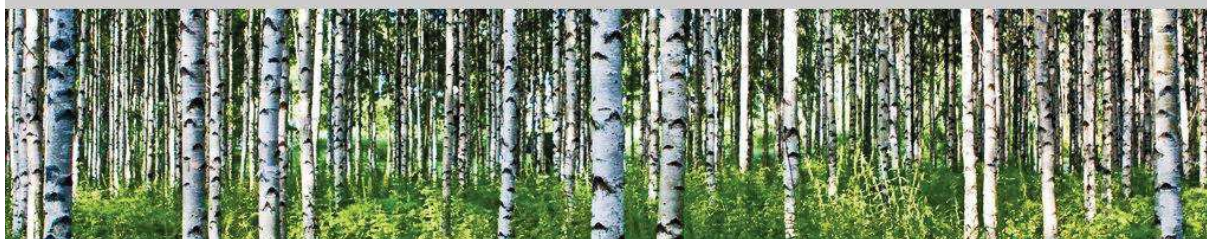
##### *« La controverse médiéviste »*

Pour bien comprendre la Guerre du Donbass, il faut se pencher sur les fondements historiques de la querelle entre Moscou et Kiev (**Annexe 1**). L'échange sur Twitter de mai 2017 entre les comptes officiels des ministères des Affaires Etrangères de l'Ukraine et de la Russie sur les relations entre la Rus de Kiev et la France reflète ces querelles : suite au discours de Vladimir Poutine à Versailles, le président russe avait rappelé que la fille de Iaroslav le Sage, la princesse Anne de Kiev, avait « entamé les relations franco-russes » par son mariage avec le roi des Francs Henri 1er en 1051. Evènement qui fait d'elle la reine des Francs. Le Twitter des Affaires Etrangères ukrainiennes a répondu par un tweet cinglant :



1051: Anna Yaroslavna (Anne de Kiev) was a French queen consort as wife of Henry I in 1051-1060. The famous Reims Gospel, which was used during coronation ceremonies of the French royals, originally was Anna's own book from the library of her father Yaroslav the Wise, the Grand Prince of Kyiv.

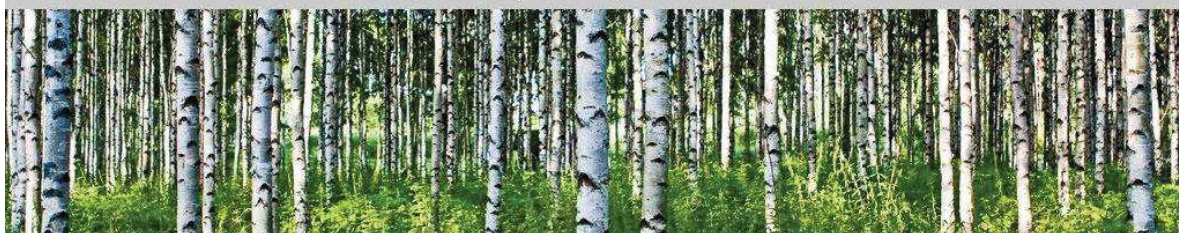
1051: Meanwhile, in Moscow...



(Source : compte Twitter @Ukraine)

La photo rappelle que lorsque qu'Anne de Kiev est devenue reine, il n'y avait qu'une forêt vierge dans l'actuelle Moscovie. Le compte Twitter russe s'empresse alors de répondre :

1051: Meanwhile, in Moscow...



1051: Meanwhile, in Veliky Novgorod



Cathedral of St. Sophia, Novgorod  
(was built between 1045 and 1050)

(Source : compte Twitter @Russia)

« Nous sommes fiers de notre Histoire commune : la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie partagent le même héritage historique qui devrait unir nos Nations, pas les diviser » peut-on lire en légende. L'échange continue avec la réponse ukrainienne qui utilise un meme tiré de la série animée des Simpson où l'on voit l'ambassadeur russe appuyer sur un bouton changeant l'écriteau qu'il a en face de lui de « Russia » à « Soviet Union ». C'est une allusion aux ambitions impérialistes séculaires russes. Enfin, Moscou demande à l'Ukraine

de ne « *pas être jalouse* », en rétorquant qu'en 1051 la Rus de Kiev intégrait les territoires des actuelles Biélorussie, Ukraine et Russie, photo à l'appui :



(Source : compte Twitter (@Russia))

Cette querelle historique instrumentalisée est une des bases de la théorie des relations internationales poutiniste et de la guerre hybride russe pour justifier les actions des séides de Moscou en Ukraine. À la différence de l'Union Soviétique, qui basait l'idée du citoyen soviétique sur une « *amitié* » entre les Nations de l'ancien Empire russe, le pouvoir moscovite actuel préfère promouvoir le lien ethnique entre les différentes branches slaves, comme issues d'un seul et unique peuple. Poutine aime à qualifier la guerre en Ukraine de « *guerre fratricide* » comme il le fait lors d'un discours en 2015 au Kremlin. Une guerre voulue par « *nos partenaires américains* ». C'est la stratégie du président russe depuis son accession au pouvoir : flatter le nationalisme russe aussi bien à l'intérieur de la Russie qu'à l'extérieur en mettant en avant les origines millénaires de son pays et le caractère fraternel des Slaves. L'héritage soviétique est également exploité, mais à des fins différentes : la slavophilie du pouvoir russe est mise en valeur. De son côté, l'Ukraine adopte une stratégie défensive sur les questions de l'Histoire médiévale : l'État de Kiev a été le premier État slave, et c'est une chose que l'on ne peut pas lui enlever. De fait, il ne faut pas tomber dans le piège fallacieux de considérer la Rus' de Kiev comme le berceau de la Russie moderne :



le terme « *Russie* » n'a pas le même sens que celui qu'il avait au Moyen-Âge. De plus, l'utilisation de la Rus de Kiev comme justification historique de la Russie est complètement anachronique : la Russie kiévienne, baptisée en 988 sous Vladimir le Grand, s'affirme avec le Grand Schisme des Eglises de Rome et de Constantinople en 1054. C'est à ce moment-là, avec la fondation de la religion orthodoxe, que les populations slaves s'étendent au Nord pour fonder Moscou en 1147, véritable naissance de la Moscovie, fondement de la Russie au sens que l'on entend aujourd'hui. Il y a donc une Histoire slave païenne précédant cette christianisation de Kiev, ce qui donne à la Rus une existence géopolitique tout à fait caractéristique, car la conversion au christianisme se fait par une évolution dans le temps, là où pour Moscou, le caractère orthodoxe de la toute nouvelle principauté est déjà tout acquis chez les princes fondateurs russes. Même si l'on trouve dans la Rus' de Kiev l'origine à la fois de l'Ukraine et de la Fédération de Russie, l'Ukraine est donc historiquement plus que la « *Petite Russie* » que nous vend l'historiographie proche du Kremlin.

### *« L'Etat Cosaque : la particularité ukrainienne »*

La singularité ukrainienne se forme après la chute de la Rus' : à l'État de Kiev succède la principauté de Galicie à partir du XIIème siècle. Celle-ci est la plus puissante des principautés établies sur le territoire de la Ruthénie (régions occidentales de l'Ukraine). Avec le XIVème siècle et les invasions Mongoles, les Polonais et les Lituaniens unis sous la même bannière entrent sur le territoire pour combattre les envahisseurs. Ils annexent Kiev en 1362. Les Tatars Mongols sont repoussés dans les régions pontiques du Sud et en Crimée, où naît le Khanat de Crimée et l'embryon de la future minorité tatare de l'Ukraine actuelle. L'influence polono-lituanienne se fait ressentir, notamment par la volonté d'introduire le catholicisme en Ukraine. Cette influence catholique aura une conséquence majeure d'un point de vue religieux : en 1596, le concile de Brest (Brest-Litovsk en Biélorussie, aujourd'hui de nouveau simplement Brest NDLR) entérine le ralliement de l'Eglise de la Rus de Kiev avec celle de Rome, donnant naissance au culte gréco-catholique ukrainien, qui a toujours aujourd'hui une très forte implantation aujourd'hui dans les régions de l'Ouest (comme à Lviv). Cette branche du christianisme comprend plus de quatre millions de croyants en Ukraine. Plus tard au XVIème siècle, les premiers soulèvements cosaques apparaissent en Ukraine à l'encontre de la noblesse polonaise ...

Cette période a une influence primordiale dans le roman national ukrainien, et on retrouve l'allusion aux Cosaques dans l'hymne national de l'Ukraine, *Ще не вмерла Україна* (**Annexe 2**).

En 1648, l'hetman (chef des Cosaques) Bohdan Khmelnytskyi se retourne contre ses suzerains polonais et, aux côtés des Tatars et des Moscovites, ils vainquent les armées polonaises aux batailles de Jovti Vody et de Korsoun. Cette guerre signa le déclin de la République des Deux Nations polono-lituanienne. C'est également la première fois qu'est faite mention dans l'Histoire du mot « *Ukraine* » en tant que territoire Cosaque autonome... Il est impossible de comprendre l'exception ukrainienne sans s'intéresser de près à l'histoire des Cosaques Zaporogues, véritables prototypes de l'Ukraine contemporaine de par leur influence : c'est à partir de cette époque que Russes et Ukrainiens marquent pour la première fois le fait que, malgré leur parenté slave, ce sont bien deux peuples qui se présentent au regard du Monde. Cette scission se fait également vis-à-vis de la Pologne, dont l'influence est trop souvent oubliée lorsque l'on traite de l'Ukraine en Occident. Le récit des Cosaques Zaporogues est méconnu, ce qui participe grandement à l'idée reçue qu'au final, l'Ukraine est un pays russe. L'influence des Cosaques s'est en effet étendue bien au-delà de l'Ukraine de l'Ouest : il faut souligner que la ville de Zaporozhia, se situant sur le berceau historique des Cosaques en Ukraine, est située dans le Sud-Est du pays, la soi-disant « *terre russe* » des ultranationalistes russophiles, et non pas à l'Ouest. Ironie de l'Histoire, la ville a été largement épargnée par les manifestations anti-maidan de 2014. Avec l'entrée dans l'époque moderne et l'apparition des Cosaques, on a donc la preuve historique de l'existence d'un peuple singulier. (**Annexe 3**)

### **« *Epoque Moderne et domination russe* »**

Le tournant ramenant l'Ukraine de l'Est et du Sud dans le giron russe se trouve en 1654 : le Traité de Pereïaslav. Khmelnytskyi signe ce traité avec le tsar Alexis Ier de Russie suite à son soulèvement contre la Pologne-Lituanie de la même année. Pereïaslav entérine l'éloignement ukrainien de la Pologne et son entrée dans l'orbite russe. Ce Traité signe le début de la fin de pour l'État Cosaque : la tsarine Catherine II supprime l'autonomie de l'hetmanat en 1793. Ceci marque le début de la période impériale pour l'Ukraine (**Annexe 4**). Anne de Tinguy, historienne et politologue française spécialisée dans l'Europe de

l'Est, la Russie et l'Ukraine, décrit l'Ukraine impériale comme le « *fleuron de l'empire russe* »<sup>5</sup>. C'est l'époque où la Crimée devient un lieu de villégiature pour les nobles russes. En 1794, la tsarine fonde la ville d'Odessa, un port stratégique sur la Mer Noire. Elle devint avec les années le port d'exportation de céréales le plus influent de l'empire. C'est dans cette période que naît aussi la dissidence ukrainienne face à l'Empire Russe, au XIX<sup>ème</sup> siècle (**Annexe 5**).

Avec la Première Guerre Mondiale et la fin des anciens empires européens, notamment russe, l'Ukraine va déclarer son indépendance : la Rada est créée en mars 1917, et le premier président de l'Ukraine indépendante est Mykhaïlo Hrouchevsky jusqu'en avril 1918...

### « *Première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle : le divorce historiographique russo-ukrainien* »

1918 est une année charnière pour l'Ukraine : le 22 janvier, les Bolcheviques chassent de Kiev le gouvernement de la toute jeune République Populaire Ukrainienne (abrégée en UNR). En mars, le traité de Brest-Litovsk instituant la paix séparée entre les Empires Centraux et les bolcheviques de Lénine donne l'Ukraine à l'Empire Allemand. Il existe donc, entre mars 1918 et janvier 1919, un « *Empire oriental allemand* »<sup>6</sup>. Les nouveaux occupants permettent le retour du gouvernement ukrainien à Kiev. Cependant, une période d'instabilité résulte de ce changement de pouvoir avec la Guerre Civile Russe. (**Annexe 6**).

Dès 1919, l'Ukraine devient une République Soviétique, avec pour première capitale Kharkiv, siège du parti communiste local. La guerre fait toujours rage et c'est dans le cadre de ce chaos généralisé que les Bolcheviques obtiennent la victoire. La période Soviétique stalinienne qui s'ensuit est synonyme de grandes souffrances pour le peuple ukrainien : les rêves d'indépendance anéantis dans l'œuf par une vassalisation successive du pays à l'Empire Russe, puis aux Allemands et enfin à l'Armée Rouge, les Soviétiques vont faire payer à l'Ukraine le prix fort. C'est une nouvelle période impériale pour le pays, qui sera interrompue par les nazis lors de la Seconde Guerre Mondiale : cette période soviétique est centrale pour comprendre la fracture historique actuelle entre la Russie et l'Ukraine.

---

<sup>5</sup> Anne DE TINGUY. « *Vladimir Poutine et la crise ukrainienne : l'obsession de la puissance* ». Le Huffington Post. 12 mars 2014. Actualisé le 5 octobre 2016. [https://www.huffingtonpost.fr/anne-de-tinguy/vladimir-poutine-et-la-crise-ukrainienne--lobsession-de-la-puissance\\_b\\_4943847.html](https://www.huffingtonpost.fr/anne-de-tinguy/vladimir-poutine-et-la-crise-ukrainienne--lobsession-de-la-puissance_b_4943847.html)

<sup>6</sup> Timothy SNYDER. *Terres de Sang : l'Europe entre Hitler et Staline*. Paris, Gallimard. 2010. Pages 27 à 32.

Staline, par la cruauté qu'il montrera, a compris mieux que quiconque ce qui différenciat les deux peuples et va tabler sur une bataille factice contre un puissant « *nationalisme ukrainien* » pour mettre le pays à genoux. (**Annexe 7**). Ces répressions se font dans un cadre de « *dékoulakisation* », à savoir la confiscation des biens de la paysannerie, qui rencontre en Ukraine une réelle résistance. Pour y remédier, en août 1932, le Conseil des Commissaires des Peuples d'URSS proclame la loi intitulée « *Défense de la propriété socialiste* » : désormais, chaque poignée de grain volée dans un kolkhoze (ferme collective) peut mener à la mort ou au goulag. Pour diriger le tout, Staline installe ses sbires au pouvoir en Ukraine comme Pavel Postyshev, un Russe chargé de l'organisation des actions du comité central du Parti Communiste Ukrainien. C'est lui notamment décide de la mise en place après la récolte de 1932 de « *brigades spéciales* » ayant pour but la confiscation du blé des paysans. Ces derniers meurent du fait des quotas intenable, et ce malgré les rapports des communistes ukrainiens de Kharkiv. Staline envoie Kaganovitch, membre du Politburo, pour assurer le bon déroulement de la collectivisation. Bientôt, l'Ukraine se trouve transformée en pays de mort : les famines atteignent les grandes villes, des actes de cannibalisme sont signalés<sup>7</sup>. On retiendra par exemple un orphelinat déserté de la région de Kharkiv où les enfants, livrés à eux-mêmes et sans nourriture, se sont entredévorerés. Les Ukrainiens agonisent, sur les trottoirs, au travail, dans les champs, sur les routes ... c'est l'Holodomor, голодомор en ukrainien, l'« *extermination par la faim* ». Entre 1932 et 1933, cette famine aura fait selon les sources entre 2 et 5 millions de morts. Cette période est l'une des pierres angulaires du divorce des esprits entre russes/soviétiques et ukrainiens, même si son officialisation ne se fera qu'en 1991 : l'URSS, à travers son acharnement sur l'Ukraine, sa paysannerie et ses minorités polonaises, a admis elle-même par sa politique criminelle l'existence de deux peuples. Reconnu dès 2006 par l'Ukraine comme un « *génocide* » et en 2008 par le Parlement Européen comme un « *crime contre l'humanité* », l'Holodomor est une base cruelle de l'exception ukrainienne face à l'unionisme slavophile russe.

22 juin 1941, Opération Barbarossa : l'Allemagne nazie envahit l'Union Soviétique, et c'est le Groupe d'Armées Sud de la Wehrmacht, épaulée notamment par des soldats de l'armée roumaine, qui envahissent l'Ukraine (**Annexe 8**). C'est dans ce contexte qu'émerge Stepan Bandera (**Voir Annexe 9**). Scandalisé par l'Holodomor, Bandera

---

<sup>7</sup> Timothy SNYDER. *Terres de Sang*. Paris, Gallimard. 2010. Page 97

commence avant Barbarossa sa collaboration avec les forces spéciales allemandes du IIIème Reich, vu comme la seule force capable de détruire à la fois la Pologne et l'Union Soviétique. Lui et ses collaborateurs ont déjà commis plusieurs exactions contre les Polonais de la région de Volinskiy et ont assassiné en 1934 le ministre de l'intérieur polonais Bronislaw Pierack. Condamné à mort, Bandera reste en prison jusqu'en 1939, date à laquelle il est libéré par les Allemands. La Gestapo entraîne alors les bandéristes au sabotage et à la guérilla, et l'Abwehr leur donne une somme conséquente en marks pour un embryon d'armée d'une future Ukraine indépendante : c'est la Légion Ukrainienne. Parallèlement, l'OUN éclate : Bandera prend la tête de l'OUN-B, la plus radicale. On les surnomme les « *banderovzi* ».

Le 30 juin 1941, juste après le déclenchement de l'opération Barbarossa, l'OUN proclame l'indépendance de l'Ukraine lors d'un conclave à Kharkiv, impliquant dans la tête des nationalistes ukrainiens une coopération avec l'Allemagne nazie. La Légion Ukrainienne se bat aux côtés de la Wehrmacht contre l'Armée Rouge et tue des Juifs, vus par les nazis aussi bien que par les bandéristes comme les éminences grises de la tyrannie soviétique. C'est le cas notamment à Lviv reprise aux Soviétiques en juillet 1941 (la ville était en effet tombée entre les mains de l'URSS du fait du partage germano-soviétique de la Pologne en 1939).



« Stepan Bandera : héros de l'Ukraine » et le drapeau rouge et noir de l'UPA, repris plus tard par Pravyi Sektor (source : Pinterest)

Hitler n'adhère pas au projet d'État ukrainien indépendant. En effet, cela rentre en contradiction avec le *Lebensraum* hitlérien qui voyait dans les régions de l'Est des futures colonies allemandes : il fait arrêter tous les signataires de la déclaration. Bandera est arrêté à Cracovie et transféré à Berlin. Il est emprisonné à Sachsenhausen, où les Nazis le gardent comme d'autres nationalistes. Sans Bandera pour les commander, les bandéristes forment en 1942 l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA), commandée par Mykola Lebed et Roman Choukhevytch, placée sous l'autorité de l'OUN-B. Bandera en prend la tête à sa sortie de prison : en 1943 il demande à tous les auxiliaires de police ayant aidé les Allemands à désertier armes à la main. Tous rejoignent le maquis et commencent à massacrer leur ennemi initial : les Polonais, avec en 1943 près de 50 000 victimes. L'UPA commence à lutter contre l'occupant nazi dès mars 1944. Mais en mai 1944, l'OUN-B demande à l'UPA de lutter à nouveau en priorité contre les Soviétiques : cette lutte se fera parfois en collaboration, parfois contre l'armée allemande. L'UPA se concentre principalement contre ses ennemis ethniques : les Russes, les Polonais et les Juifs. En juin 1944, Choukhevytch épure l'insurrection de tous ses membres non-ukrainiens, des Juifs aux Tziganes. Bandera est libéré à la fin de l'année, et envisage de retourner en Ukraine,

mais ses camarades nationalistes le dissuadent de revenir car il est le symbole de la lutte pour l'indépendance ukrainienne. Alors qu'en Ukraine, l'UPA commence à décliner jusqu'à la mort de Choukhevytch en 1950, Bandera anticipe la défaite allemande s'exile en Suisse. Il reviendra en Allemagne après 1945, et continuera d'aider la lutte bandériste depuis l'exil, avec un soutien sporadique de la CIA. Soutien d'une Amérique du *containment* vis-à-vis du communisme et qui est ouverte à toutes les collaborations, mais pas à n'importe quel prix du fait du passé de Bandera. En cavale, il est assassiné par un agent du KGB en 1959.

Bandera est une ultime preuve de l'existence de la singularité ukrainienne face au peuple russe : la polémique et les querelles historiographiques qui opposent encore la société ukrainienne sur ce personnage précis sont révélatrices de l'exception ukrainienne qui, depuis son indépendance, cherche à se construire son roman national. Ce roman national est encore balbutiant, et constitue l'une des faiblesses sur lesquelles la Russie tente encore de jouer, en fustigeant tous les nationalistes ukrainiens de «*néo-nazis*»... Là où les nationalistes ukrainiens disent que Stepan Bandera a lutté aussi bien contre les Soviétiques que contre les Nazis. Occultant donc également le passé trouble de nettoyages ethniques, ce qui n'est pas du goût de tous les Ukrainiens... La réalité est donc beaucoup moins binaire que ce que tend à faire croire Moscou. Ces événements sont des constituantes des origines historico-idéologiques de la Guerre du Donbass. Une confrontation de deux peuples qui se renient ... et qui vont parfois jusqu'à occulter ou mystifier leur histoire commune. L'Ukraine, État-frontière entre l'Est et l'Ouest, par son Histoire dense, son exceptionnalité, a dans ce contexte résultant de plusieurs siècles d'oscillation, bien du mal à trouver une place équilibrée dans le jeu des Nations ...

### **B. Le projet ukrainien d'ancrage à l'Ouest : de la République Modèle à l'Euromaïdan**

#### ***« L'Ukraine soviétique d'après-guerre »***

Après 1945, l'Ukraine est cette fois pleinement intégrée dans l'espace soviétique : elle dispose de ses frontières contemporaines (au sens de 2018, sous-entendu sans la péninsule de Crimée) (**Annexe 10**). La RSS d'Ukraine devient même l'un des États fondateurs de l'ONU le 26 juin 1945. La deuxième phase de la période stalinienne voit la collectivisation générale des terres : le pays est progressivement reconstruit après la Troisième Famine

Soviétique de 1946-1947 et fait peu à peu office de « *République Modèle* » au sein de l'URSS suite à la déstalinisation : cette image communément admise se comprend à travers le prisme du poids économique de l'Ukraine dans l'URSS (**Annexe 11**). Image ternie par bien des aspects : l'Ukraine a perdu 10,5 millions d'habitants suite à la guerre, entre les combats et les déportations. La communauté juive d'Ukraine perd 2 millions de ses membres. Les déportations se poursuivent envers les Ukrainiens pour des motifs politiques ou religieux. Enfin, la russification se poursuit: des Russes commencent à s'installer en Ukraine, notamment dans les régions Ouest où ils étaient auparavant absents. L'imposition du russe dans les écoles soviétiques se poursuit dans les années 1950 sous Khrouchtchev avec des réformes éducatives amenant le remplacement des écoles non russes par des écoles russes. Il serait enfin illusoire de dire que la poursuite de la soviétisation de l'Ukraine se fait sans résistance, fusse-t-elle de *soft* ou de *hard* power : la diaspora à l'étranger favorise encore la promotion de la culture et de la langue ukrainiennes. Sur le plan intérieur, il faut compter sur l'influence du clergé et des mouvements clandestins, tous deux combattus par le pouvoir soviétique : après la mort du métropolite Andreï Cheptytskyi de l'Eglise Gréco-Catholique ukrainienne en 1944, les soviétiques entreprennent de démanteler l'Église. Les évêques sont emprisonnés. Outre l'UPA toujours active, on compte également d'autres mouvements clandestins qui vont militer pour les droits et parfois même l'indépendance de l'Ukraine. Ces mouvements apparaissent à la fin des années 1950. (**Annexe 12**)

En 1954 se produit un événement majeur pour la suite de l'Histoire ukrainienne et qui jouera un rôle déterminant à la fois dans l'indépendance ukrainienne et dans les futures tentatives ukrainiennes d'ancrage vers l'Occident qui apparaîtront dès l'indépendance de 1991 : le rattachement de la péninsule de Crimée. Il faut pour parler de cet événement resituer le contexte. En effet, à Moscou, le décès de Staline en mars 1953 entraîne une réelle remise en question du pouvoir soviétique. Malenkov et Khrouchtchev se font face : c'est ce dernier qui remportera la partie. (**Voir Annexe 13**).

Le legs russe de la Crimée à l'Ukraine se fait donc dans un cadre très favorable à Khrouchtchev : il a presque déjà gagné la partie à Moscou en ce 19 février 1954 et son rôle de Premier Secrétaire du Comité Central du PCUS est déjà bien ancré. Il va donc par décret acter le passage de la Crimée de la Russie à la République Socialiste Soviétique d'Ukraine. Pourquoi Khrouchtchev fait-il cela ? Présentée comme un « *cadeau* » de la



Russie à l'Ukraine pour célébrer l'amitié russo-ukrainienne et le tricentenaire du traité de Pereïaslav, l'altruisme ne peut être la seule explication de ce décret expédié en un quart d'heure de débat au Comité Central du PCUS de Moscou. On peut avancer l'idée que la rétrocession de la Crimée à l'Ukraine est un contrecoup du rapport entre Khrouchtchev et l'Ukraine, qui est très dense. L'explication peut également se trouver dans les logiques de gestion interne de l'Empire soviétique (**Annexe 14**). Nous y reviendrons en détails lorsque nous traiterons plus bas des accords de Belajeva vus du côté russe.

Le cas criméen est plus qu'une origine historique du conflit actuel qui se déroule en Ukraine : c'est une question hybride entre le facteur historique et le projet ukrainien de se rapprocher de l'Europe et des États-Unis dès la chute de l'URSS. Lorsque les négociations entre l'Ukraine et l'Union Européenne débutent à la fin des années 2000, la péninsule de Crimée fait pleinement partie de ce processus de négociations en sa qualité de région administrative de l'État ukrainien. Les forces navales russes étant toujours présentes à Sébastopol, il est difficile de classer la question de la Crimée comme simple origine historique du conflit en Ukraine : c'était avant 2014 une pièce centrale de l'ancrage ukrainien vers l'Ouest dans la mesure où c'est tout un emplacement stratégique vital pour les Russes qui s'intégrait vers l'Occident.

Une fois la déstalinisation actée et la défaite totale de l'UPA, l'Ukraine reste intégrée à l'Empire Soviétique sans trop de heurts, restant une manne agro-industrielle importante pour Moscou. Progressivement la nationalité ukrainienne se réaffirme malgré les pressions russes : en 1954, on compte ainsi 72% d'Ukrainiens au Comité Central du PC, et 75% au Soviet Suprême. 60% des membres du Parti étaient ukrainiens. Cette réaffirmation d'une gestion ukraïno-ukrainienne de l'État favorise dans les années 60 l'apparition d'un bouillonnement intellectuel important porté à la fois par les mouvements ukrainiens clandestins, la diaspora ukrainienne et plusieurs historiens (**Annexe 15**). En 1986, la catastrophe nucléaire de la Centrale de Tchernobyl, à cent kilomètres au Nord de Kiev, touchant à la fois l'Ukraine et la Biélorussie, a des conséquences durables sur la société ukrainienne (**Annexe 16**). Cet incident montre de façon équivoque les failles de l'URSS et des critiques apparaissent dans ce contexte d'affaiblissement du bloc communiste. Elles vont résulter en une reprise en main des affaires ukrainiennes par les politiciens et chefs d'entreprises locaux, ce qui va accoucher dans l'effondrement brutal de l'URSS d'un système oligarchique et clanique (au même titre que dans la Russie de Eltsine) qui ne va

cesser d'osciller entre la Russie et l'Occident en fonction des conjonctures. L'indépendance ukrainienne de 1991 va donc amener les premières volontés ukrainiennes de se rapprocher du bloc occidental : un projet d'ancrage entre opportunisme et convictions assez trouble et changeant, dont les origines les plus récentes se trouvent dans la transition entre l'Ukraine soviétique et l'Ukraine contemporaine.

### *« La Marche vers l'indépendance et l'équilibrisme géopolitique ukrainien »*

1990 : le bloc démocratique pour l'indépendance de l'Ukraine obtient 25% des sièges à la Rada aux élections législatives de mars. Le 16 juillet 1990, le Parlement proclame la souveraineté politique de l'Ukraine. Le 24 août 1991, sans réaction coercitive de la part de l'armée russe, l'Ukraine proclame son indépendance. Celle-ci n'est cependant pas encore définitive : il faut finaliser la sortie de l'Union Soviétique, que Gorbatchev pense encore pouvoir sauver (**Annexe 17**). Eltsine entre en conflit avec ce projet et le contre avec la « *Communauté des États Indépendants* », ou CEI. Léonid Kravtchouk, premier président de l'Ukraine post-soviétique depuis le 5 décembre 1991, renâclait devant les propositions communautaires mais il consentit à certaines d'entre elles pour deux raisons :

- La nécessité pour l'Ukraine d'avoir des soutiens extérieurs, au premier chef des États-Unis et du Canada, où vivent d'importantes communautés ukrainiennes qui font pressions pour que l'Ukraine prenne sa place dans le concert des nations. Ce soutien assure une aide économique et sera la garantie de l'indépendance internationale.
- Présenter un front uni face aux Américains pour montrer que l'arsenal nucléaire soviétique est sous contrôle.

Cette organisation, appelée à l'origine « *Communauté des États Slaves* » se fait avec le Traité de Minsk du 8 décembre 1991, appelé également accords de Belajeva. Les États signataires sont l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie. Elle est rejointe par la suite par d'autres anciennes républiques soviétiques, baltes ou centre asiatiques. Alors que Gorbatchev tentait de sauver l'URSS, Eltsine l'a pris de cours en proposant comme alternative au sauvetage de l'empire soviétique une organisation internationale -très friable en définitive- qui enterre *de facto* l'URSS. Eltsine fait de l'Ukraine une priorité, Kravchouk de son côté joue le jeu au mieux pour l'Ukraine tout en sapant de l'intérieur le

projet : il refuse le cadre fédéral, et exige l'inviolabilité des frontières. C'est l'article 5 du Traité qui entérine cette intangibilité des frontières. Seul problème : les frontières ne sont assurées que dans le cadre de la CEI. Ainsi, lorsque l'Ukraine quitte la Communauté en 2014, elle ne peut plus se baser sur Belajeva pour réclamer le retour de la Crimée, ni l'intégrité du Donbass. Là où Kravchouk voit la CEI comme une manière de créer une vie commune avec les Russes en toute indépendance des deux côtés, Eltsine estime qu'il s'agit d'une phase transitoire pour renouveler les rapports ukraïno-russes en faveur de la Russie. L'épilogue de ce divorce douloureux ne se fera que 23 ans plus tard.

La « *question de Crimée* » ressurgit sur fond de cette séparation ukraïno-russe. Moscou s'avisa brusquement que la Crimée était russe par son peuplement (67% de Russes au recensement de 1989, 25% d'Ukrainiens dont près de la moitié sont russophones). Déjà en 1990, quand l'Ukraine proclame sa souveraineté, la majorité russe de Crimée s'émeut. Elle craint d'être forcée de s'ukrainiser dans un pays en marche vers l'indépendance. Au sein de cette communauté se développent des projets visant à obtenir le retour du territoire à la Russie.

L'Ukraine, soucieuse d'éviter des conflits internes, élève la région au rang de république autonome. A la fin de l'année 1991, l'idée d'une indépendance totale de la Crimée, voire de son retour à la Russie, est agitée. Le 1<sup>er</sup> décembre 1991, les électeurs de Crimée, appelés à se prononcer pour l'indépendance de l'Ukraine, y adhèrent à 54%.

Aussi longtemps que l'Ukraine n'avait pas choisi son indépendance, la Russie s'était tue. Mais à partir de ce moment, la Russie s'empare du problème criméen. La Crimée peut être un possible levier russe pour intimider l'Ukraine dans l'affaire de la flotte de la mer Noire, en rappelant qu'elle n'est pas une région ukrainienne à la base et qu'elle ne reste ukrainienne que selon le bon vouloir de Moscou. Ensuite, plus largement, ce qui est inacceptable aux yeux des Russes, c'est que l'Ukraine suive une voie qui l'écarte de la Russie.

Pomme de discorde entre l'Ukraine et la Russie, la question de Crimée incommoder tout le monde. Pour la Russie, l'opinion est partagée entre nostalgie de la puissance perdue et réalisme (une récupération exposerait la Russie à la rancœur de l'Ukraine, à une population difficilement gouvernable, à l'esprit d'indépendance de la population qui ne désire pas partager les problèmes socio-économiques de la Russie des années 1990). La situation en

1991 est la suivante : la Crimée fait donc le pas avec l'Ukraine vers l'indépendance, et sera *de facto* intégrée dans la future politique étrangère de l'État ukrainien, bien qu'elle aspire à cette époque à être plus qu'un oblast parmi d'autres. En 1997, la Crimée se dote d'une Constitution, ratifiée par les Parlements russe et ukrainien, résultant en la reconnaissance unanime de la souveraineté ukrainienne sur la péninsule. Les tensions ne sont cependant pas terminées et viendront nourrir le projet de restauration de puissance russe à venir.

Cette entrée ukrainienne dans le concert des Nations va avoir pour résultante un projet ukrainien d'ancrage à l'Ouest pour tenter de conjurer la période soviétique, mais cet ancrage va se faire en fonction des opportunités et des présidents ukrainiens. Ainsi, la volonté de nouer des liens avec l'Occident et les retours brusques vers la Russie vont placer l'Ukraine en position d'équilibriste qui va faire ressortir à la fois géographiquement et géopolitiquement une Ukraine frontière entre l'Ouest euro-américain et l'Orient russe eurasiatique. Dans le monde associatif déjà, on observe dès l'indépendance ukrainienne un embryon de « *soft power* » ukrainien. (**Annexe 18**).



Leonid Kravtchouk en 1992. (Source : Fracademic.com)

Cet ancrage se remarque dès l'arrivée de Léonid Kravtchouk au pouvoir : ce dernier renforce la souveraineté de l'Ukraine et développe les premières relations avec l'Occident. Kravtchouk est l'un des anciens tenors du Parti Communiste Ukrainien : il a siégé au Soviet Suprême avant l'indépendance, siège qu'il obtient en 1990. C'est un ancien oligarque communiste qui a pour objectif de faire prospérer son statut et l'économie de son

pays. Néanmoins, c'est le plus équilibré des présidents ukrainiens : son arbitrage fut salubre pour l'affirmation de l'indépendance ukrainienne. Son gouvernement se caractérise par une politique d'équilibriste caractéristique de l'Ukraine post-soviétique : le rapprochement avec l'Ouest s'accompagne d'une volonté d'apaisement et de coopération avec Moscou (arsenal nucléaire soviétique, flotte de la Mer Noire...) mais avec fermeté dans la mesure où l'administration Kravtchouk agita plusieurs fois l'épée de Damoclès d'un possible retrait ukrainien de la CEI. Au sein de l'organisation, il refuse d'ailleurs tout éventuel abandon de souveraineté de la nouvelle Ukraine : il n'est pas question de disposer de forces armées communes ou d'utiliser le rouble russe. Le hryvnia ukrainien est réintroduit (le « *hryvnia* » correspondait à une pièce d'argent de la Rus' de Kiev et était utilisée aux différentes périodes d'indépendance de l'Ukraine). Le rapprochement avec l'Occident n'induit cependant pas non plus une adhésion ukrainienne à l'OTAN : Kravtchouk avait bien compris le caractère frontalier de l'Ukraine et voulait une collaboration égale avec les pays d'Europe Centrale, la Russie et l'OTAN dans le but d'élaborer une nouvelle sécurité à l'échelle européenne dans un cadre apaisé post Guerre Froide. Un modèle inclusif pour rapprocher l'Est et l'Ouest. En soi, c'est une vision alignée sur les premières années de président Eltsine en Russie, qui jusqu'en 1996 était dans une logique de coopération égalitaire avec l'Occident. Le 2 juillet 1993, la Rada de Kiev approuve le document « *Directives de la politique étrangère ukrainienne* », l'Ukraine entérine cette idée d'un système de sécurité global européen et considère l'achèvement de ce projet comme une des caractéristiques de sa nouvelle politique de sécurité nationale. Le plus mémorable des faits politiques du gouvernement Kravtchouk reste sans conteste la signature du Mémorandum de Budapest en 1994 : l'Ukraine, qui était devenue *de facto* une puissance nucléaire à la chute de l'Union Soviétique (1900 têtes nucléaires présentes sur son territoire), renonce d'elle-même à cette puissance. L'arsenal est envoyé en Russie pour y être démantelé. Cette signature permet à l'Ukraine une logique de partenariat avec l'Occident par une affirmation de garanties pour la sécurité territoriale du pays. C'est à partir de cette date que les États-Unis se rapprochent de façon notable de l'administration ukrainienne : le virage occidental-sceptique de la deuxième présidence Eltsine de 1996 amènera les Américains à considérer l'Ukraine comme un « *partenaire stratégique* ». L'Ukraine frontalière de la Russie, dans l'esprit américain, est un allié de choix lorsque le géant de Moscou se remet à grogner. Le Secrétaire d'État à la Défense de l'époque,

William Perry, insiste alors sur « *l'importance inestimable de l'indépendance ukrainienne pour la stabilité de l'Europe.* » À noter que la Russie signe également le Mémorandum de Budapest, reconnaissant ainsi les frontières nationales de l'Ukraine. Ce Mémorandum va avoir son importance dans les événements ultérieurs en Crimée et dans le Donbass...



*Léonid Kouchma. (Source : Nextews)*



*« Iouchtchenko, Président du Peuple ! ». La Révolution Orange. (Source : Ikhwanweb)*

Cette politique connaîtra à la fois ses limites et sa poursuite dès la fin de la présidence Kravtchouk sous l'égide de son successeur, Léonid Koutchma. Koutchma était l'ancien premier ministre de Kravtchouk : il démissionne de ce poste en 1993 et bat le président sortant aux élections de 1994. Ancien directeur de tests pour le programme spatial soviétique à Baïkonour, il est propulsé sur le devant de la scène politique ukrainienne par son mariage avec Lyudmila Talalayeva, fille adoptive de Gennadiy Tumanov, ingénieur en chef de Yuzhmash, constructeur de fusées ukrainien toujours basé à Dnipropetrovsk (Dnipro depuis 2016). Pro-russe, il s'allie aux communistes pour gagner face au nationalisme modéré de Kravtchouk, et ce malgré les critiques qu'il a pu faire du Parti avant l'indépendance. Cependant, sa force de conviction est très limitée par les différentes opportunités qui se présentent à lui, et dans les faits il poursuit l'impulsion donnée avant lui. D'abord les limites de l'équilibre apparaissent : l'affaire de la flotte de la Mer Noire se règle en 1997 avec une résolution largement favorable à la Russie. Elle conserve 83% de la flotte de la Mer Noire soviétique ainsi que la base militaire de Sébastopol, soit 338 navires, et seulement 80 navires iront à l'Ukraine. La coopération mêlée de fermeté de Kravtchouk avec Moscou suivie de la collaboration sous Koutchma poussent les Russes à montrer qu'ils sont toujours les maîtres des relations diplomatiques avec l'Ukraine.

La poursuite de l'équilibre ensuite : en 2002, Koutchma déclare la volonté de l'Ukraine de signer un accord de coopération avec l'Union Européenne d'ici à 2003-2004. Pour aller plus loin, il annonce que son pays aura réuni tous les critères d'adhésion à l'Union Européenne d'ici à 2007-2011. Sa vision incluait également un accord de libre-échange avec l'Union. Dans son discours d'intronisation, il se veut le héraut d'une Ukraine comme pays frontière, un rôle géopolitique qu'il comprend et assume comme son prédécesseur (très ironiquement alors qu'ils ne sont pas du même bord politique) : « *Historiquement, l'Ukraine fait partie de l'espace culturel et économique euro-asiatique. Les intérêts nationaux les plus vitaux de l'Ukraine sont maintenant concentrés sur ce territoire de l'ex-Union Soviétique. Nous sommes également liés avec les anciennes Républiques de l'URSS par des liens traditionnels scientifiques, culturels et familiaux. Je suis convaincu que l'Ukraine peut assumer le rôle de l'un des leaders de l'intégration euro-asiatique.* » Ainsi, parallèlement aux négociations avec l'UE, il signe un « *Traité d'Amitié, de Coopération et de Partenariat* » avec la Russie et entame des discussions avec la CEI. Enfin, le russe est intégré en tant que langue officielle : ce genre de mesures contribuent à le faire passer pour

le « *favori de Moscou* » aux yeux de l'opposition nationaliste. Mais comme on l'observe encore, tout n'est que questions d'opportunités : les présidents ukrainiens brillent plus par leur pragmatisme que leurs convictions, ce qui rend la lecture politique de l'Ukraine très éprouvante d'un point de vue occidental. L'opportunité se présente pour Kouchma du côté occidental également : il signe un accord spécial de partenariat avec l'OTAN et évoqua la possibilité pour l'Ukraine de devenir membre de l'Alliance. Sa popularité s'effondre après plusieurs scandales et affaires de corruption alors que Kouchma mène une gestion du pays d'un autoritarisme inédit depuis l'indépendance ukrainienne. Dans ce climat délétère annonciateur de la révolution orange, il se tourne vers la fin de son mandat à nouveau vers la Russie. En conséquence, il s'aligne sur la vision russe du multilatéralisme poutinien, en affirmant que l'Ukraine a besoin d'une politique étrangère multilatérale pour contrebalancer les intérêts occidentaux et orientaux. Cette politique s'accompagne d'un autoritarisme qui lui est reproché et sera l'un des vecteurs de la Révolution Orange.

### **(Annexe 19)**

En 2004, les résultats de l'élection présidentielle prouvent que Viktor Ianoukovitch, le candidat du Parti des Régions étiqueté pro-russe et originaire du Donbass, a remporté les élections par fraude avec l'aide d'oligarques du clan de Donetsk, notamment Rinat Akhmetov, l'homme le plus riche d'Ukraine. Cet événement mène à la révolution de couleur ukrainienne, la Révolution Orange. Elle se fait de manière pacifique sous l'égide de Viktor Iouchtchenko, l'opposant à la présidentielle de Ianoukovitch, du parti conservateur « *Notre Ukraine* ». C'est de la couleur du parti que vient les foules et tentes orange que l'on a pu voir défiler dans Kiev mais aussi dans le reste de l'Ukraine ... Jusque chez les mineurs de Donetsk. Le orange, selon certains observateurs, représenterait les marronniers qui bordent la place de l'Indépendance de Kiev. Iouchtchenko, ancien gouverneur de la banque centrale ukrainienne, est principalement connu pour son visage déformé, résultat d'une attaque à la dioxine de l'été avant la tenue des élections : entre responsables ukrainiens ou Gleb Pavlovsky, conseiller du Kremlin, le coupable n'a pas encore été retrouvé. Ancien premier ministre également, Iouchtchenko est ainsi propulsé vers la présidence par la tenue d'une nouvelle élection suite à la décision de la Cour Suprême d'Ukraine d'invalidier les premiers résultats, et avec le soutien des autorités. Cependant, la Russie conteste cette révolution : elle y voit une ingérence occidentale, notamment par le fait que le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros,



grand promoteur de la démocratie libérale en Europe post-soviétique, était impliqué dans le financement de la campagne d'Iouchtchenko. En décembre 2011, c'est Poutine, alors premier ministre de la Fédération de Russie qui, à la suite de manifestations anti-gouvernementales, va ressortir le spectre de cet événement en avançant que certains organisateurs de ces manifestations étaient d'anciens conseillers d'Iouchtchenko qui voulaient exporter la Révolution Orange en Russie.



*Viktor Iouchtchenko, après son empoisonnement, durant la Révolution Orange (Source : La Croix)*

La présidence Iouchtchenko se caractérise par un enthousiasme pro-occidental, notamment dans sa politique étrangère. C'est une rupture totale et sans concession avec l'équilibre de ses prédécesseurs, du moins au début du mandat. Dès 2005, Iouchtchenko s'applique à tenter de faire condamner les responsables du meurtre de Gongadzé, notamment le général Olexi Poukatch, chef des investigations du ministère de l'Intérieur. Le président essaie également de faire retirer la flotte russe de la Mer Noire, en refusant le renouvellement du bail russe (bail instauré par un traité entre l'Ukraine et la Russie en 1997) concernant la base navale de Sebastopol en Crimée. En août 2005, Iouchtchenko, épaulé par le très pro-occidental géorgien Mikhaïl Saakachvili, signe en Géorgie la Déclaration de Borjomi ayant pour but de créer une « communauté de choix démocratique ». Ceci afin de rassembler les démocraties confirmées et en formation dans la région de la Baltique, de la Caspienne et de la Mer Noire. Ainsi se forme l'organisation de coopération internationale GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie) créée en 2001 pour favoriser l'échange de ces pays avec l'OTAN et l'UE. Elle mute en 2006 au Sommet de Kiev pour devenir

« *Organisation pour la Démocratie et le Développement Economique* ». Le projet peine cependant à prendre de l'ampleur.

Sur l'échiquier politique, Viktor Iouchtchenko est vu comme un nationaliste modéré, mû par une orientation pro-occidentale. Il se fait le porte-parole d'une Ukraine tournée vers l'Europe et l'OTAN, promoteur de réformes libre-échangistes ... tout en tentant de préserver le patrimoine et la culture de l'Ukraine. En témoigne la reconstruction de monuments historiques perdus sous l'ère soviétique. Plus notable encore, il dénonce en 2006 l'Holodomor de 1932-1933 en tant que « *génocide* ». Il crée la polémique en rétablissant Stepan Bandera en tant que « *héros de l'Ukraine* » le 22 janvier 2006, dans sa volonté de dénoncer la domination soviétique sur l'Ukraine. Cet événement est interprété par Timothy Snyder comme la présence d'un « *héros fasciste dans la Kiev démocratique*.<sup>8</sup> » Sa présidence est de plus synonyme de tensions à l'intérieur de l'appareil d'État : des conflits perpétuels avec la première ministre Ioulia Timochenko, qu'il accuse de vouloir ramener l'Ukraine dans le giron russe, enveniment la bonne gouvernance du pays. Des tensions existent également avec Ianoukovitch, qui s'impose comme premier ministre en 2006 à la suite de sa victoire aux législatives. Ces détracteurs lui reprochent également une hostilité inutile envers la Russie pour plaire à l'OTAN. Cette défiance vis-à-vis de la Russie entraîne notamment les Guerres du Gaz entre 2005 et 2009, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Ianoukovitch, plus conciliant envers Moscou. **(Annexe 20)**.

La chute de Iouchtchenko est favorable à Viktor Ianoukovitch et à son Parti des Régions, très fortement implanté dans le Donbass, les régions de Donetsk et de Lougansk. Ianoukovitch est également un oligarque d'envergure : il contrôle le transport de charbon des exploitations minières du Donbass et il est l'ancien gouverneur de l'oblast de Donetsk. Il va donc tenter de préserver ses acquis économiques et sociaux tout en s'enrichissant à la tête du pays. Sa première visite à l'étranger reprend la politique équilibrante ukrainienne traditionnelle : il rend ainsi visite à à Bruxelles à Herman Van Rompuy le Président du Conseil Européen et à Catherine Ashton, Représentante Européenne aux Affaires Etrangères. Occasion pour lui de rassurer les partenaires occidentaux en assurant qu'il n'y aura pas de changement concernant le statut de l'Ukraine dans ses relations avec l'OTAN,

---

<sup>8</sup> Timothy SNYDER. "A fascist hero in democratic Kiev." The New York Review of Books. 24 février 2010. <http://www.nybooks.com/daily/2010/02/24/a-fascist-hero-in-democratic-kyiv/>

bien que les sympathies pro-russes empêchent l'intégration du pays dans l'Alliance. C'est encore une fois la marque de l'opportunisme : Ianoukovitch ne voit tout simplement pas l'intérêt de sacrifier un partenariat avec la Russie au profit d'une intégration dans une alliance militaire occidentale. Sa seconde visite officielle se fait très logiquement à Moscou en mars, durant laquelle il fustige le bilan des relations ukraïno-russes de son prédécesseur. Il y substitue sa propre ligne, où il affirme que les liens entre la Russie et l'Ukraine « *ne devraient pas être comme ils étaient durant les cinq dernières années* », à savoir la présidence Iouchtchenko. Là où Iouchtchenko refusait de signer à nouveau le bail de la base navale de Sebastopol pour la flotte russe, il accepte en échange de contreparties gazières lors d'un traité en avril 2010. Il affirme parallèlement à cela la place de l'Ukraine en tant que pays « *européen et non aligné* ». A Moscou, Poutine et Medvedev saluent les relations diplomatiques russes avec le régime de Ianoukovitch. En conséquence, le 3 juin 2010 voit la Rada approuver un décret présidentiel qui réfute toute intégration dans une alliance militaire. Deux autres faits intéressants sont à souligner : Ianoukovitch refuse à la fois de reconnaître l'indépendance du Kosovo, soutenue par l'Occident, mais également celles des Républiques d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Ces deux dernières sont reconnues par la Russie et considérées par la quasi-totalité des membres des Nations Unies comme faisant partie du territoire géorgien. Ianoukovitch qualifie l'indépendance de ces trois États de « *violation du droit international* » : en ne prenant pas le parti du Kosovo ou des Républiques géorgiennes, Ianoukovitch, en bon oligarque, s'assure de garder toutes les opportunités économiques que peuvent lui offrir l'Union Européenne ou la Russie. Malheureusement pour lui, les opportunités économiquement les plus intéressantes pour l'Ukraine viennent du côté européen : l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union Européenne est ratifié en 2012. Ce traité, qui prévoit notamment un accès ukrainien à la Banque Européenne d'Investissement, est une opportunité en or pour le régime oligarchique ukrainien, mais c'est évidemment mal vu par le voisin russe et mène à la crise de 2013. En mai 2011, Ianoukovitch déclare même qu'il « *s'efforcera à faire entrer l'Ukraine dans l'Union* ». Cet opportunisme du président ukrainien entre en contradiction avec un projet russe à l'échelle eurasiatique incluant toutes les anciennes Républiques soviétiques. L'équilibre ukrainien, entre ancrage à l'Ouest et cordialité avec la Russie, s'achève à ce moment précis. Après lui, le gouvernement de transition de 2014 et la présidence de Petro Porochenko font basculer l'Ukraine dans un grand virage à l'Ouest,

entre signature de l'Accord d'Association avec l'Union Européenne en 2014 et collaboration avec l'OTAN que nous expliciterons en détails lorsque nous aborderons les événements qui suivront ... Car de l'échec de la signature de l'Accord d'Association avec l'Union Européenne en 2013 naîtra à Kiev le mouvement contestataire qui par contrecoup mènera à la guerre du Donbass : l'Euromaïdan.

### C. Un État au cœur du projet russe de restauration de puissance

Nous l'avons vu, l'Ukraine est devenue dès 1991, comme le dit Anne de Tinguy, un nouvel acteur du jeu international. Ce nouvel acteur entend bien prospérer, malgré un manque de réformes flagrant qui implique que toutes formes de rayonnement ukrainien profite à un système oligarchique, hérité de l'Union Soviétique. De plus, l'orientation pro-occidentale du pays coûte à l'Ukraine, car elle entre en conflit avec un projet russe qui a muri progressivement depuis l'accession de Vladimir Poutine au pouvoir : un projet de retour à la puissance d'antan, nourri par une Histoire impériale russe riche, allant du pays des tsars à l'Union Soviétique. Ce projet transparait largement lors de l'Euromaïdan de 2013-2014, à Kiev.

#### « *L'Euromaïdan, ou la recherche de l'identité d'une Nation* »

2013, l'Ukraine se divise : Viktor Ianoukovitch renonce à une opportunité qu'il a su prendre au vol. En effet, après avoir fait le choix d'un rapprochement avec l'Union Européenne par des négociations s'étalant de 2007 à 2012, promettant une suppression progressive des visas pour les citoyens ukrainiens désirant voyager en Europe, des droits pour les travailleurs, et une convergence des politiques économiques en vue d'une possible intégration dans l'espace communautaire, l'accord d'association n'est finalement pas signé. Les instances moscovites le rappellent à l'ordre, en lui faisant du pied : l'administration russe propose la levée des barrières douanières entre la Russie et l'Ukraine, et avance un prêt de quinze milliards de dollars. Vladimir Poutine entre dans le jeu, bien décidé à garder le « *Pays des Cosaques* » dans sa zone d'influence : il ne compte pas voir l'Ukraine tomber dans le camp occidental. Le pays doit se détourner de l'accord d'association avec l'Union. Alors que l'Ukraine s'est vu refuser un prêt de vingt milliards de dollars par Bruxelles, c'est la volte-face : le 21 novembre 2013, Ianoukovitch annonce qu'il ne signera pas l'accord d'association avec l'Europe. En échange de la bonne volonté ukrainienne, Poutine tend un gantelet en or malgré la main d'acier qu'elle cache. Il promet

le 18 décembre à l'Ukraine, alors proche de la faillite, une baisse des prix du gaz et affirme la volonté de supprimer les droits de douanes.



Viktor Ianoukovitch lors de sa première apparition après sa fuite en Russie. 28 février 2014. (Source : *Le Huffington Post*)



*La Révolution du Maïdan. 2014. (Source : Facebook)*

C'est le début de ce qui a été appelé « l'Euromaidan » (Євромайдан, *Evromaidan* en ukrainien), ou pour d'autres Ukrainiens la Révolution de la Dignité (Революція гідності,

*Revolioutsia Gidnosti*). Elle est symbolisée par l'occupation de ce que les Occidentaux appellent la « *Place Maïdan* », ou Майдан Незалежності en Ukraine (Maïdan Nezalejnosti, le mot « *Maïdan* » étant un mot hérité de l'arabo-persan « *mydan* » pour « *place* »). Elle mène à la chute de Ianoukovitch. Cette révolution ukrainienne, qui se veut d'abord pacifique à l'instar de la Révolution Orange, se fait avant tout contre la corruption. L'Occident, fier de voir quelques drapeaux européens flotter au Maïdan, a très vite qualifié l'événement de « *révolution pro-occidentale* ». C'est bien plus compliqué que ça : en effet, si nombre de participants de l'Euromaïdan sont ulcérés par la volte-face présidentielle, le sentiment nationaliste ukrainien prédomine également. Des mouvements tels que Praviy Sektor, le Secteur Droit, dirigé par l'ultranationaliste Dimitry Iaroch, ou le parti Svoboda (« *Liberté* ») d'Oleh Tyagnybok, investissent également la Place de l'Indépendance. Ces mouvements nationalistes, minoritaires au départ, voient dans la frustration ambiante un moyen d'expression sans précédent. D'autant plus les manifestants au Maïdan sont galvanisés à cause de l'utilisation par Ianoukovitch de *titouchkis*, hooligans rétribués par le gouvernement.

Après avoir tenté la carte de la répression avec les *berkout* (Беркут en ukrainien, ce qui signifie littéralement « *aigles royaux* »), unités spéciales de la police militaire, Ianoukovitch s'enfuit finalement en Russie le 21 février 2014. La colère du peuple ukrainien est attisée par le plus grand massacre dans le pays depuis la Seconde Guerre Mondiale : l'ordre a été donné d'ouvrir le feu, ce qui a occasionné la mort de cent-vingt manifestants et de dix-sept policiers, également touchés par les tirs. Ces manifestants tués seront appelés par la suite la « *Centurie Céleste* » (*Nebesna Sotnia*) et sont commémorés tous les 20 février depuis 2015. Le 28 février, il annonce dans une conférence de presse à Rostov que Kiev a été prise par des « *militants pro-fascistes*<sup>9</sup> ».

Les premiers à avoir tiré au Maïdan ? Nul ne le sait : Moscou accuse des agents de la CIA, les manifestants parlent de la hiérarchie des Berkouts, d'autres accusent les milices ultranationalistes ukrainiennes. Vadym, colonel de l'armée ukrainienne que j'ai rencontré lors de mon année passée à Kiev, me parle de cet événement, sans certitude : « *C'était une*

---

<sup>9</sup> « *Ianoukovitch : "je suis le président légitime de l'Ukraine"* ». Le Monde. 28 février 2014. [http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/02/28/ukraine-le-president-dechu-ianoukovitch-sort-de-silence\\_4375589\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/02/28/ukraine-le-president-dechu-ianoukovitch-sort-de-silence_4375589_3214.html)

*décision collégiale, il est difficile de trouver un coupable.* » Encore aujourd'hui, la controverse règne au sein de la société ukrainienne sur qui a donné l'ordre d'ouvrir le feu.

La Rada destitue le Président : un gouvernement de transition est mis en place à Kiev. Les Berkout sont dissous le 25 février 2014 : certains d'entre eux auront leur place dans les troubles sans précédent qui viendront secouer l'Ukraine, chez les deux camps qui s'affronteront...

C'est le début de la plus grave crise pour le pays depuis son indépendance, et la plus grave en Europe depuis la Yougoslavie. Peut-être même depuis la Seconde Guerre Mondiale, en termes purement géopolitiques et géostratégiques. En effet, Le gouvernement de transition, mené par Oleksandr Tourtchynov, ne fait pas l'unanimité : l'ancien vice-premier ministre de Ianoukovitch est désapprouvé par une partie de la population. Il est issu de l'Union Panukrainienne de Ioulia Timochenko, déjà membre du gouvernement sous Iouchtchenko et redevenue première ministre sous Ianoukovitch, accusée de meurtre puis incarcérée. Cette incarcération de deux ans et demi aura été vivement critiquée en Europe. Le Premier Ministre par intérim, Arseni Iatsenouk, proche de Timochenko, est tout aussi critiqué. Ce sont des libéraux-conservateurs pro-occidentaux. D'autres figures de la Révolution sont présents : Vitali Klitschko, ancien boxeur, figure emblématique de l'Euromaïdan notamment en Europe, président du parti UDAR, libéral et pro-européen. Il devient maire de Kiev en mai 2014. Des membres du parti Svoboda font également leur entrée au gouvernement : Oleksandr Sytch, bras droit de Tyagnibok, devient vice premier ministre. Des troubles éclatent un peu partout dans le pays. Le camp des antimaïdans lance une série de manifestations, surtout dans l'Est du pays : la Crimée, Donetsk, Kramatorsk, Dnipropetrovsk, Louhansk, Marioupol, Slaviansk mais aussi Odessa et Kharkiv sont touchées. La loi votée par la Rada le 23 février 2014 sur l'abolition des langues régionales (dont le russe) au profit de l'ukrainien dans les régions russophones ainsi que l'interdiction des chaînes de télévision russe met le feu aux poudres. L'Ukraine, habituée aux gouvernements de coalition entre pro-russes et pro-occidentaux, même sous la présidence de Iouchtchenko où Ianoukovitch fut premier ministre, n'adhère pas à ce virage occidentaliste trop direct et vu comme chapeauté en sous-main par de grandes figures Occidentales, à l'exemple du sénateur américain John McCain qui s'affiche en compagnie de Tyagnibok, de même que Catherine Ashton pour l'Union Européenne ou Victoria Nuland, ambassadrice des États-Unis en Ukraine. La fin des événements du Maïdan se fait

par l'arrivée de Petro Porochenko au pouvoir en juin. Ce n'est pas la fin de la question ukrainienne : entretemps la Crimée est passée en territoire russe, des affrontements entre pro-russes et pro-ukrainiens à Odessa ont fini dans le sang avec l'incendie de la Maison des Syndicats du 2 mai, occasionnant la mort de trente-deux personnes. Les deux camps s'accusent mutuellement de l'escalade. Et la Guerre du Donbass a débuté.

### « *La Russie poutinienne : le projet de soumission de l'Ukraine : coercition...* »

La réaction officielle russe ne se fait pas attendre : dès le 27 février, la Russie déclare le gouvernement de transition « *illégal* ». Les autorités russes justifient cette déclaration par la radicalité du gouvernement, où les nationalistes de Svoboda sont présents.

Cependant, cette défiance russe va plus loin que la dénonciation d'un « *putsch violent* » : Moscou voit tout simplement d'un très mauvais œil une révolution ukrainienne qui, plus que jamais, risque de faire basculer l'Ukraine dans la sphère occidentale. Une « *seconde révolution Orange* » signifierait pour les Russes une détérioration durable de l'influence de la Fédération sur l'État ukrainien. En effet, Vladimir Poutine a pour objectif un retour de la puissance russe, qu'il affirme dès son second mandat de 2004. Quelles sont les origines de ce projet russe qui transparaît très largement avec l'Euromaïdan ?

Il faut en trouver l'origine dans la Russie eltsinienne, dans les années 1990. La volonté de coopération entre l'Alliance Atlantique et la Russie post-soviétique se trouve rapidement enlisée par le mépris occidental et l'incompréhension de part et d'autre. (**Annexe 21**) Ainsi que Richard Sakwa l'explique dans son livre « *Frontline Ukraine* », au sortir de la Guerre Froide, deux visions de l'Europe se substituent à la lutte idéologique entre communisme et capitalisme, à savoir la vision russe d'une « *Greater Europe* » de Brest à Vladivostok contre la « *Wider Europe* » unilatérale de Bruxelles<sup>10</sup>. C'est la seconde idée qui l'a emporté : Forts de leur court moment unilatéral des années 1990, les Occidentaux, notamment ici les Européens, s'évertuent à parachever leur vision de l'Europe, au détriment d'une collaboration avec Moscou. Ce manque de dialogue va rythmer les différents mandats du successeur de Eltsine : Vladimir Poutine.

---

<sup>10</sup> Richard SAKWA. *Frontline Ukraine : Crisis in the Borderlands*. New York. I.B. Tauris. 2014. Chapitre "Countdown to Confrontation.."



Lors de son accession au pouvoir en 1999, Poutine propose une main tendue vers l'Occident, notamment dans le cadre de la lutte anti-terroriste propulsée sur le devant de la scène après les attentats du 11 septembre 2001. On aperçoit malgré tous les prémisses de son opposition avec l'Ouest : la Seconde Guerre de Tchétchénie dans laquelle il s'illustre par la destruction de Grozny, le retour à une pratique verticale du pouvoir pour assurer son hégémonie à la tête de l'appareil d'État avec ses proches, le rétablissement de l'hymne de l'Union Soviétique (en changeant les paroles) ... En 2005, il prononce sa célèbre phrase « *la disparition de l'Union Soviétique est la plus grande catastrophe du XXème siècle* ». Autant de signes qui seront accentués lors de son deuxième mandat. Son célèbre discours de Munich en 2007 marque l'avènement de sa doctrine multilatérale, une régulation des relations entre États où tous sont tous traités de manière égale, face à l'unilatéralisme universel occidental. C'est surtout l'introduction d'une vision russe néo-westphalienne des relations internationales, où les rapports de force priment sur la diplomatie. C'est à partir de ce moment là que la Russie se fait le héraut du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes à l'aune de cette doctrine : en 2008 lors de la guerre russo-géorgienne, la Russie se fait la gardienne des peuples abkhaze et ossète, en réaction à l'indépendance du Kosovo voulue par les Occidentaux.

Cette nouvelle doctrine politique poutinienne est difficile à définir car elle emprunte autant à l'Histoire impériale russe qu'à la doctrine géopolitique du multilatéralisme : c'est une vision impériale pragmatique, permettant à la Russie de tenter de restaurer sa puissance tout en tentant de se faire passer aux yeux du Monde pour une « *forteresse assiégée* » garante de la liberté des peuples.

L'emprunt à l'Histoire impériale russe est notamment visible sur le plan intérieur : on observe à la fois une réhabilitation de l'iconographie soviétique, notamment lors de la Grande Parade de Moscou au 9 mai de chaque année, commémorant ce que les Russes appellent la « *Grande Guerre Patriotique* ». Le Parti Communiste russe, aujourd'hui plus une association des anciens combattants qu'une véritable force politique, y a voix au chapitre. D'un autre côté, c'est un rapprochement du pouvoir avec le clergé orthodoxe russe qui s'opère, en témoigne la communication de Poutine lorsqu'il plonge dans un lac gelé selon la tradition orthodoxe pour l'Épiphanie de janvier 2018. Il y a une volonté de rallier tous les Russes derrière leur mémoire nationale derrière un credo d'unité. Pour ce qui est de l'Ukraine, le combat poutinien contre l'indépendance totale du pays s'explique

alors par la volonté de ne pas voir le berceau de la civilisation slave et orthodoxe tomber entre les mains de l'Occident. D'autant plus qu'en 2014, Iatseniouk, chef du gouvernement de transition ukrainien, est de religion gréco-catholique, et non orthodoxe, ce qui n'est pas pour plaire au Patriarche Cyrille de Moscou.

Afin de réhabiliter cette mémoire russe, Poutine se dote de grands moyens de coercition, se basant sur ce que Jean-Robert Raviot appelle un « *Poutine Collectif* ». Cela lui permet d'intensifier son projet d'homogénéisation de la conscience russe. C'est la doctrine de la « *démocratie souveraine*<sup>11</sup> » russe, où toute la Nation est soudée derrière un chef, validé par le peuple. (Annexe 22)

Cette « *union sacrée poutinienne* » qui marche auprès des Russes s'accompagne d'actions à l'international et d'une modernisation de l'appareil d'État russe : depuis 2008, l'armée se modernise, passant à des effectifs plus réduits, plus orientés vers les actions de forces spéciales, mieux entraînées et mieux équipées. Le modèle de l'Armée Rouge, utilisant de grands contingents étudiés pour déborder l'ennemi, est remplacé : la révolution militaire russe est constitutive du pouvoir de la Russie actuelle. Concernant les actions à l'international, la doctrine du multilatéralisme fait son effet : collaboration économique et militaire avec la Chine et les anciennes Républiques d'Asie Centrale au sein de l'Organisation de coopération de Shanghaï et volonté de créer avec la Communauté des États Indépendants issue de la chute de l'URSS de 1991 à la fois une Organisation du traité de Sécurité Collective (2002) et une Union Économique Eurasiatique (2014) à dominante russe. Ainsi, progressivement, l'ancien espace soviétique vise à être intégré dans un nouvel espace eurasiatique, faisant de la dualité de l'Ukraine un frein à cette intégration. Or cette Union ne peut être complète sans l'Ukraine, ancien fleuron de l'Empire Russe et de l'Union Soviétique, frontière culturelle et civilisationnelle entre l'Orient russe et l'Occident européen. On estime qu'en 1991, l'Ukraine représentait environ 35% de la production agricole de l'URSS, alors qu'elle ne constituait que 3% des terres de l'espace impérial soviétique. Il n'est donc pas envisageable de voir l'Ukraine se tourner dans une autre direction que celle de l'Est, ce qui explique donc le traitement de l'Ukraine dans les discours officiels russes comme si elle était encore une province impériale. Ainsi, le désaveu russe envers l'Euromaïdan et plus largement la défiance ukrainienne face à la

---

<sup>11</sup> Jean-Robert RAVIOT. *Russie : vers une nouvelle guerre froide ?*. Paris, La documentation française. 2016. Chapitre « *le poutinisme, un modèle politique ?* »

Russie ne se font pas simplement par le rejet de la prétendue « *junte de Kiev* » contrôlée par des « *néo-nazis* » telle que présentée par Moscou : elle se fait par la mise en échec de cette intégration eurasiatique de restauration de la puissance russe que l'indépendance ou le virage total ukrainien vers l'Ouest impliquerait.

Pour justifier la déstabilisation de l'Ukraine et l'implication des forces russes en Crimée et dans le Donbass, le pouvoir russe peut compter sur plusieurs leviers : son soft power grandissant et les doctrines ultranationalistes et eurasiatiques.

Sur les doctrines radicales, deux théories peuvent être citées : les ultranationalistes et les théories eurasistes. L'un des penseurs les plus influents en Occident (beaucoup moins en Russie) de l'ultranationalisme russe est Edouard Limonov, le chef des Nazbols (Nationaux-Bolcheviques) qui vante les mérites de son mouvement, notamment la prise en 1999 du Club des Marins de Sebastopol par quelques membres de son parti et l'affichage sur le bâtiment d'une banderole intitulée « *Sebastopol est une ville russe* ». Il est également un ardent défenseur de l'impérialisme, qu'il considère comme étant un élément constitutif de la bonne santé d'une Nation. L'objectif de Limonov est une Grande Russie réunissant tous les territoires ethniquement russes perdus en 1991. « *la fédération de Russie de Eltsine n'a pas eu l'intelligence de réexaminer les frontières de l'Ukraine afin d'en séparer les régions qui ne fleuraient nullement l'Ukraine* » écrit-il dans *Kiev Kaputt*<sup>12</sup>. Limonov critique donc « *l'humiliation* » vécue par les Russes de la perte des territoires russophones au profit de l'Ukraine mais également d'autres pays comme le Kazakhstan et ses provinces russophones du Nord. Il appelle en conséquence pour l'Ukraine à la création d'un « *État des Carpates* » pour Kiev et un État ukrainien russifié avec pour capitale Kharkiv : une partition, en somme. L'autre théorie, l'eurasisme, est originaire de la chute de l'Empire Russe : des penseurs tels que Nikolaï Troubetskoï mais surtout Lev Goumilev, critiques de l'URSS tout en acceptant le caractère impérial de l'Union, conceptualisaient l'idée d'une Russie née d'un synchrétisme né entre les peuples Slaves et turco-mongols. Se basant sur l'héritage de l'Empire de Gengis Khan, cette théorie a pour ambition de créer un « *Troisième Continent* » entre l'Europe et l'Asie. Des années 1990 à aujourd'hui, cette idéologie, devenue néo-eurasisme, a pour chef de file le très médiatique Alexandre Douguine : ancien allié de Limonov au nom d'une union nationaliste russe avec la création

---

<sup>12</sup> Édouard LIMONOV. *Kiev Kaputt*. Paris. La Manufacture des Livres, collection « Zapoï ». 2017, p.103-104. Sur l'épisode de Sébastopol, voir tout le chapitre « *la Crimée* ».

du Parti National Bolchevique, Douguine s'est fait connaître en Russie et dans le Monde en prônant une alliance slavo-islamiste contre l'Occident corrompu. Très apprécié des milieux complotistes en Europe, il prône la création ni plus ni moins d'un Empire Eurasien, se nourrissant des théories véhiculées dans le *Choc des Civilisations* de Samuel Huntington et de la théorie du Heartland eurasien du géopolitologue britannique McKinder comme épine dorsale de la puissance mondiale pour conceptualiser une civilisation slavo-musulmane eurasiatique. À terme, l'idée est de créer une entité impériale eurasiatique. Depuis 2002, il a même créé le Parti Eurasia en Russie. Décrit par l'Occident comme le maître à penser du Kremlin, il est de bon ton de clarifier cette information : Douguine n'a pas ses entrées au Kremlin et sa doctrine n'est pas celle de Poutine, qui est plus tourné vers la slavophilie que vers une alliance avec les peuples musulmans d'Asie. Cependant, bien qu'ils soient des opposants politiques au pouvoir, il y a une relative union sacrée des ultranationalistes de toutes obédiences (ultracommunistes, slavophiles et eurasiens) autour de toute action russe à l'international remettant la puissance russe au cœur du jeu mondial. Actions qui peuvent être soit des interventions à l'étranger comme en Syrie, soit des tentatives de déstabilisation, comme en Ukraine. Les théories ultranationalistes sont donc un faire valoir de plus pour le Kremlin dans sa politique extérieure, sans pour autant en être des constituantes idéologiques.

### « ... et promotion douce du modèle russe »

Enfin, le projet russe de restauration de puissance est symbolisé par l'essor du soft power russe et des médias russophones à l'échelle de la Fédération de Russie et également à l'international : avec les révolutions de couleur en Géorgie au Kirghizistan et en Ukraine, il y a une prise de conscience du pouvoir russe de faire passer son influence au travers de moyens à côté de la force brute, afin de justifier la coercition et la puissance russe à l'international. C'est ce qu'on pourra appeler une *miagkai sila* russe (« force douce », soft power)<sup>13</sup>. Concernant l'aspect intérieur, l'appareil d'État contrôle très largement les médias et est le principal actionnaire des chaînes de télévision russophones : c'est l'Ostankino, du nom de la principale tour de télévision de Russie à Moscou. Ce système comporte à la fois des éléments nationaux avec les chaînes de télévision publiques telles que Rossiya One ou NTV. Il comporte également des éléments de *soft power*, avec les médias russes très

---

<sup>13</sup> Jean-Robert RAVIOT. *Russie : vers une nouvelle guerre froide ?*. Paris, La documentation française. 2016. Chapitre « un soft power d'État russe : la miagkai sila »

influent à l'étranger, comme RT (Russia Today) ou Sputnik (agence de presse), qui se constituent en véritables relais de la parole du pouvoir de Moscou. Jusqu'à l'absurde parfois notamment dans le cadre de la Guerre du Donbass, pour laquelle un article de Sputnik de 2015 retiré depuis qui accusait l'armée ukrainienne de crucifier des bébés. La télévision russe se fait le héraut de ce genre de nouvelles anxiogènes censées effrayer les populations russophones du Monde et ayant pour ambition de passer pour des informations dissidentes de celles colportées par l'Occident. On trouve à la télévision russe un florilège d'accusations mensongères : l'ukrainien remplacé par l'allemand (langue des nazis) dans les écoles, chambres à gaz utilisées par l'armée ukrainienne ... Tout cela accompagné d'images d'autres conflits, comme les guerres de Tchétchénie par exemple. Côté *soft power* pur, plusieurs ONG se font les porte-paroles de la russophilie et du Kremlin : *Rossotroudnitchestvo*, agence fédérale chargée des compatriotes et de la coopération humanitaire internationale auprès de la CEI, est appuyée par 58 centres russes et 27 représentations en ambassades partout dans le Monde et aide, avec un soutien fédéral annuel de plus de deux milliards de roubles, à la diffusion de la culture et de la langue russe. Elle prône également une aide humanitaire aux « *compatriotes russes* » à l'étranger, incluant les régions séparatistes de Géorgie et d'Ukraine. Citons également la fondation *Rousskii Mir* (« *Monde Russe* ») fondée en 2007, subventionnée par l'État et qui se revendique de « *l'idéologie du Monde Russe* » pour financer plusieurs ONG engagées avec elle.

La volonté de restauration de pouvoir du Kremlin entre en contradiction avec les aspirations ukrainiennes, fussent-elles européistes pour les élites de Kiev ou simplement des reflets de la volonté d'autonomie vis-à-vis du « *Grand Frère Russe* ». (Annexe 23)

### **Chapitre 2 : le « *failed-state* » ukrainien : terrau de la Guerre du Donbass**

#### **A. Un État kleptocratique et corrompu**

##### **« *Les oligarques d'Ukraine* »**

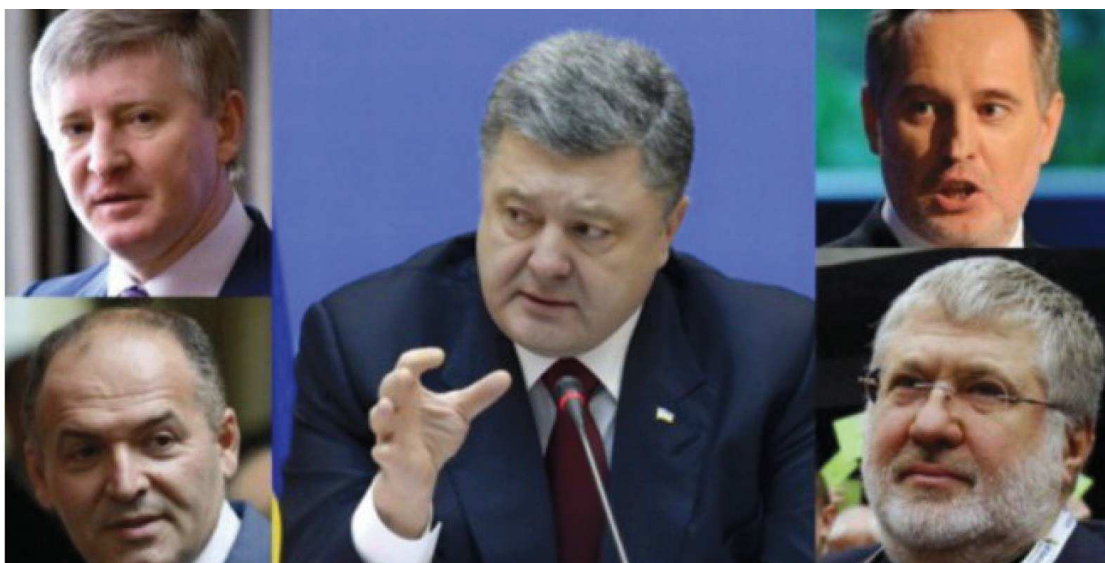
L'Ukraine est ce que l'on peut appeler un « *failed-state* », un anglicisme pouvant se traduire par « *État-failli* ». Un *failed-state* est un État n'arrivant pas à assurer ses missions régaliennes : l'application de la loi, le monopole de la violence légitime centralisé... Cette notion est apparue en corrélation avec la chute de l'URSS dans les années 1990, lorsque l'on a observé une déstabilisation de plusieurs pays dans le chaos géopolitique ambiant. Si

l'on se réfère aux critères établis par le think tank américain Fund for Peace, l'Ukraine serait alors un État en situation critique de défaillance, d'un point de vue économique et social mais aussi d'un point de vue politique : les inégalités de développement sont énormes entre les plus riches et les plus pauvres, et s'accompagnent d'une instabilité du fait de la criminalité dans le pays (enlèvements...) et de la détérioration des services publics (notamment l'éducation : certains professeurs dans les universités n'hésitent pas à demander aux étudiants de payer pour passer leur diplôme).

D'un point de vue politique, c'est l'émergence ce que Peace of Fund appelle une « *garde prétorienne* », l'apparition de « *milices privées protégées ou soutenues par l'État et dirigées contre l'opposition et pouvant aller jusqu'à la confrontation avec les forces armées régulières* ». C'est notamment le cas des milices telles que Pravyi Sektor, dont nous parlerons dans la deuxième sous-partie. Citons également l'intervention de forces étrangères sur le territoire national, ayant pour effet le bouleversement de l'équilibre des forces. C'est une forme de privatisation de la « *Res Publica* » (« *chose publique* », la République) qui tend à se résorber aujourd'hui par la modernisation du pays mais qui est toujours d'actualité.

Cependant, l'adjectif « *failli* » semble un peu excessif pour qualifier l'appareil d'État ukrainien : le chaos n'est pas généralisé, est contenu dans la région du Donbass, il est impossible de comparer l'Ukraine avec la Somalie par exemple, où l'État est en échec critique. Nous pouvons donc actualiser cette notion intéressante mais vindicative de failed-State issue de la pensée néo-conservatrice des années 1990 et d'y substituer la notion d'État fragile. Cette appellation, plus modérée, convient mieux à l'Ukraine actuelle.

Cet État fragilisé au sein-même de ses élites se caractérise par l'« *émergence de factions au sein de l'élite* » : la chute de l'Union Soviétique aura eu pour effet de faire muter l'ancienne nomenklatura soviétique en un système oligarchique, où les plus puissants se partagent les richesses entre eux, et utilisent parfois les milices privées afin d'atteindre leurs objectifs personnels. C'est le cas en Ukraine mais aussi en Russie. Des clivages apparaissent entre eux, clivages exacerbés par l'instabilité politique ayant émergé suite à la Guerre du Donbass.



Les 5 oligarques les plus puissants d'Ukraine : à gauche, de haut en bas, Rinat Akhmetov et Viktor Pincchouk. À droite, de haut en bas, Dmytro Firtash et Ihor Kolomoïsky. Au centre, le président ukrainien actuel Petro Porochenko. (Source : Réseau International)

Cinq oligarques, les hommes les plus riches d'Ukraine, se partagent ainsi le pays d'un point de vue économique : Rinat Akhmetov, dont la fortune est estimée à 4,1 milliards de dollars, Ihor Kolomoïsky, 1,4 milliards, Viktor Pincchouk, 1,3 milliards, Petro Porochenko, 950 millions de dollars et Dmytro Firtash, 652 millions de dollars. D'autres, comme Viktor Ianoukovitch, ont été évincés suite aux événements de 2014. Comme a pu le dire le géopolitologue français Pascal Boniface lors de sa conférence à Sciences Po Strasbourg en février 2018, l'influence de ces personnalités montre que « *l'Ukraine n'est pas dirigée par des patriotes, mais par des oligarques* », ce qui empêche une résolution durable de la crise. L'affirmation est à nuancer, mais trouve sa part de vérité notamment pour les deux premiers oligarques de cette liste.

Chacun d'entre eux a un rôle à jouer sur la scène politique, avec plus ou moins d'implication dans l'instabilité en cours :

Akhmetov est ainsi, avec son groupe « *SCM* » (« *System Capital Management* », holding financière et industrielle), le parrain du Donbass, pour lequel il contrôle le transport et une partie de la production d'acier et de charbon. Ancien habitant de Donetsk, il vit aujourd'hui à Kiev. Il est accusé de favoriser le *statu quo* entre les forces ukrainiennes et les forces séparatistes dans la région pour pouvoir continuer à exploiter ses actifs : Associated Press révèle en 2015 qu'il continue à faire fonctionner l'industrie du charbon de la ville séparatiste de Krasnodon (située dans la République Populaire de Lougansk) afin de l'acheminer vers la cokerie d'Adviidka côté ukrainien. Cet accord secret dont il

bénéficierait impliquerait l'organisation en retour de convois humanitaires à destination des séparatistes. Ancien allié de Viktor Ianoukovitch, il a défendu suite à la crise de l'Euromaïdan ses acquis sociaux et économiques avec ferveur, ce qu'il a plutôt réussi jusqu'en avril 2017 avec son groupe d'influence d'une vingtaine de députés anciens partisans du Parti des Régions ayant « survécu » à la chute du président déchu. En avril 2017, le procureur général d'Ukraine Iouri Loutsenko l'accuse de corruption et gèle ses actifs, mais cela n'empêche pas Akhmetov de continuer à poursuivre ses activités. Son influence se retrouve également dans d'autres investissements : l'acquisition en 1996 du club de foot des Chakhtar de Donetsk qui s'entraînent aujourd'hui à Kiev, et des médias nationaux comme la chaîne *Ukraine* et le journal *Segondya* (« *Aujourd'hui* »), qui ne seraient pas rentables mais qui lui permettraient de garder une influence politique conséquente.

Kolomoïsky, quant à lui, est d'origine israélienne et chypriote. Oligarque de la région de Dnipropetrovsk, dont il aura été le gouverneur de l'oblast jusqu'en 2015, date de sa démission, il est une des grandes figures de l'exploitation pétrolière ukrainienne, ainsi qu'un banquier de renom. Ayant rejoint le côté des loyalistes ukrainiens dès le début de la crise, sa loyauté n'est cependant que tournée vers lui-même, car il est en opposition constante au régime de Petro Porochenko : afin de garder la main sur l'industrie du pétrole, il est notamment accusé d'avoir planifié en mars 2015 une descente de miliciens armés au siège de l'entreprise *Ukrtransnafta*, compagnie nationale de pipelines. En effet, un nouveau directeur pour la compagnie avait été nommé et il avait manifesté son désaccord suite à cette intronisation. Il est connu également pour son engagement anti-russe : il a offert une récompense d'un million de dollars pour l'assassinat du député ukrainien Oleg Tsarev, ancien député de la Rada ukrainienne pour le Parti des Régions. Tsarev, frappé par les sanctions de l'Union Européenne empêchant la libre circulation de certaines personnalités russes ou pro-russes depuis 2014, est accusé de crimes de masse dans le cadre des événements ayant eu lieu à Kiev. Il est réfugié dans les territoires séparatistes depuis 2014, où il tente de construire le projet politique de Novorossia.

Médiatisé pour son ancienne sympathie pour la mouvance politique de Viktor Iouchtchenko et ses amitiés avec les dirigeants de Pravyi Sektor, Kolomoïsky est surtout connu pour avoir financé les milices paramilitaires en Ukraine, à l'image du célèbre bataillon Azov, mais également les bataillons Aidar, Donbass, Dnipro 1 et 2. Il menace en



2015 de faire sécession avec Kiev, et ses avoirs sont gelés en avril 2017 du fait des accusations de pillage de la banque Privat à son encontre.

Moins sulfureux, Viktor Pntchouk et Dmytro Firtash sont néanmoins deux personnalités très influentes : Pntchouk est un important mécène d'art et contrôle avec Kolomoïsky l'usine d'alliage ferreux de Nikopol. Il influence un petit groupe de députés à la Rada et le bloc Petro Porochenko appuie ses décisions. Dmytro Firtash, plus impliqué, est un industriel du secteur de l'azote. Il financerait l'armée ukrainienne. Défenseur du gouvernement actuel, il est connu pour son opportunisme du fait de son ancien soutien au président Ianoukovitch : il est poursuivi à Vienne depuis mars 2014 pour avoir versé quelques 18 millions de dollars en pots-de-vin à des fonctionnaires indiens pour obtenir des droits d'exploitation miniers. Après une demande d'extradition faite de la part des USA, validée par la justice autrichienne en février 2017, son cas est en attente.

### *« Petro Porochenko et Mikhaïl Saakachvili : deux figures de l'enlissement ukrainien »*

Actuel président de l'Ukraine depuis les élections de 2014, l'oligarque Petro Porochenko, est à la base le plus grand producteur de sucreries d'Ukraine, avec son groupe Roshen, spécialisé dans le chocolat et qu'on retrouve partout en Ukraine. Surnommé « *le roi du chocolat*<sup>14</sup> », il a fait de la lutte contre la corruption et contre les séparatistes pro-russes son cheval de bataille. Seul oligarque soutien du Maïdan, Porochenko est sans doute le plus patriote et pro-occidental d'entre eux : il tente à tout prix d'intégrer l'Ukraine dans l'espace occidental, *via* l'OTAN et l'UE. Il est avant tout victime du système dont il a hérité : devant manier avec les oligarques, ses propres actifs et avec ses promesses de campagne (d'où ses discours parfois violents), la lutte contre la corruption est difficile à mener dans sa position actuelle. Dès juin 2014 il interdit toute coopération avec la Russie dans la sphère militaire. Il affirme également que les relations bilatérales avec la Russie ne pourront pas être normalisées tant que la Russie ne rendra pas la Crimée à l'Ukraine. Sergei Lavrov, ministre des Affaires Etrangères russe, déclare que « *cela ressemble à un ultimatum* ». Il rencontre Poutine à Minsk en août 2014 lorsque le président russe demande

---

<sup>14</sup> Anne-Julie CONTENAY. « *Porochenko : le « roi du chocolat » tient la barre de l'Ukraine.* » Europe 1. 28 mars 2014. <http://www.europe1.fr/international/porochenko-le-roi-du-chocolat-tient-la-barre-de-l-ukraine-1927943>

à l'Ukraine d'empêcher l'escalade des hostilités dans le Donbass : le président ukrainien y répond par une demande expresse d'arrêt des livraisons d'armes russes aux séparatistes. C'est là qu'intervient son discours mesuré, loin des diatribes à charge à visées électoralistes contre la population du Donbass : il promet que les intérêts des russophones dans l'Est de l'Ukraine seront pris en considération afin de mener au compromis politique. Il signe parallèlement à cela le traité d'Association avec l'Union Européenne le 27 juin 2014, lançant officiellement son pays dans un ancrage définitif à l'Ouest. Il qualifie cette signature du « *jour le plus historique pour l'Ukraine depuis l'indépendance de 1991, un symbole de foi et de volonté indestructible.* » Il envisage de faire entrer l'Ukraine dans l'UE. Il relance dès novembre 2014 les démarches pour l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, mettant fin à l'idée de Ianoukovitch datant de 2010 de non alignement qui ne garantirait plus selon lui la sécurité et l'intégrité territoriale de son pays. Le 23 décembre 2014, le non-alignement de l'Ukraine entériné sous Kouchma est supprimé par la Rada sur proposition de Porochenko.

Le 29 décembre 2014, il promet un référendum sur l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Le 22 septembre, il déclare que « *les actions agressives de la Russie* » ont prouvé la nécessité d'élargissement de l'organisation, et que le référendum aura lieu lorsque les critères d'adhésion seront remplis. Le référendum n'a toujours pas eu lieu, mais il réitère sa promesse le 2 février 2017 dans une interview avec Funke Mediengruppe, agence de presse allemande. Il plaide enfin pour la réduction des pouvoirs de l'administration fiscale afin de relancer les investissements occidentaux et étrangers en Ukraine.

Quelques ombres viennent s'ajouter au tableau de la volonté de Porochenko de sauver l'intégrité territoriale de l'Ukraine, en plus de sa lutte embourbée contre la corruption : Tantôt sulfureux, il se fait remarquer dès novembre 2014 par un discours dans lequel il dit que les enfants du Donbass « *resteront dans les caves pendant que les enfants ukrainiens iront à l'école et à la garderie* <sup>15</sup> ». De plus, ses relations avec les journalistes et l'opposition sont loin d'être au beau fixe : il est critiqué par le Committee to Protect Journalists, ONG américaine, pour avoir signé un décret bannissant d'Ukraine quarante et un journalistes et blogueurs internationaux, considérés comme des « *menaces à la sécurité* ».

---

<sup>15</sup> Anne-Laure BONNEL. « *Donbass : la Guerre Oubliée* ». Documentaire Spicee. 2015  
<https://www.spicee.com/fr/program/donbass-la-guerre-oubliee-1065>

*nationale* ». La liste comprend notamment trois journalistes de la BBC, et deux journalistes espagnols ayant désormais disparus en Syrie, qui couvraient auparavant la crise ukrainienne. Il doit faire face également à l'arrêt du soutien du gouvernement au parti d'Ioulia Timochenko, qui repasse dans l'opposition dès 2016. Il doit également faire face à une opposition croissante des nationalistes ukrainiens, qui critiquent son laxisme comme j'ai pu le constater moi-même à Kiev lors d'une manifestation en décembre 2016. Son tact laisse enfin à désirer à certaines occasions : ainsi, lors de la libération de la journaliste de Lougansk Maria Varfolomeieva, qui été otage des séparatistes locaux des mois durant et que j'ai eu la possibilité de rencontrer à Kiev, il se passe une scène étrange. Elle me dit « *Lorsque j'ai été libérée, Porochenko est venu me voir et m'a offert un Ipod.* ».

Dernièrement, le plus gros scandale politique ayant eu lieu en Ukraine est sans conteste le cas de Mikhaïl Saakachvili, l'ancien président géorgien de 2004 à 2013. Ce dernier est un fervent défenseur des idées pro-occidentales.. Lorsqu'il quitte le pouvoir, sa côte de popularité est très entachée du fait de l'échec de sa guerre contre les indépendantistes Abkhazes et Ossètes en 2008. (**Annexe 24**).

Cherchant à se reconstruire une image de réformateur, il finit par être nommé gouverneur de l'oblast d'Odessa en 2015 à l'appel de Porochenko dans le cadre de la lutte contre la corruption. Il devient citoyen ukrainien et perd sa nationalité géorgienne. Sulfureux personnage, il se fait souvent remarquer : en décembre 2015 par exemple, il se dispute violemment avec le ministre de l'intérieur ukrainien Arsène Avakov, qu'il accuse de corruption. Ce dernier lui jettera un verre d'eau au visage<sup>16</sup>. Devenant de plus en plus critique vis-à-vis de Porochenko, dénonçant la corruption de l'élite ukrainienne, il démissionne de son poste en novembre 2016 et entre dans l'opposition. En juillet 2017, il est déchu de sa nationalité ukrainienne par Porochenko, qui prétexte des irrégularités dans son dossier de naturalisation. Un autre prétexte est avancé : les affaires de Saakachvili avec la justice géorgienne qui le poursuit pour abus de pouvoir. Ces affaires étaient pourtant de notoriété publique. Porochenko cherche à se débarrasser d'un ancien allié devenu gênant alors qu'il tente un rapprochement avec l'actuel président géorgien, Guirgou Margvelachvili, opposant de Saakachvili. Après s'être réfugié à New York, ce dernier

---

<sup>16</sup> Chaîne Youtube RT France. « *Ukraine : Saakachvili se bat sous les yeux de Porochenko* ». 16 décembre 2015. <https://www.youtube.com/watch?v=D4jzNe0f41Q>

force la frontière polono-ukrainienne en septembre 2017, et crée un camp paramilitaire en face de la Rada pour contester le pouvoir, avec le soutien de Timochenko. Il entend se présenter aux prochaines élections présidentielles de 2019. Après une première tentative d'arrestation lors de laquelle il est libéré, il est arrêté à nouveau et est libéré par le tribunal après avoir entamé une grève de la faim. Les services spéciaux ukrainiens finissent par l'arrêter dans un restaurant en février 2018 et il est finalement extradé vers la Pologne.

Le cas Saakachvili est symptomatique du cadre politique ukrainien : corruption, règlements de comptes entre ego surdimensionnés, dans un État qui tente en plus de moderniser son armée (le budget militaire a été multiplié par huit depuis 2014). Autant de facteurs qui ajoutent à la complexité de l'appareil d'État. L'Ukraine pointe à la 130<sup>ème</sup> place du classement de *Transparency International* pour l'Indice de Perception de la Corruption et selon l'économiste Andriy Novak, les sommes détournées par les oligarques sont à hauteur de 15% du budget national. La kleptocratie à l'œuvre en Ukraine est donc la première caractéristique du fragile État ukrainien. Par exemple, un des étudiants avec qui j'étudiais à Kiev en 2017 était américain. Il effectuait pour son université en Allemagne un mémoire sur la corruption en Ukraine. Alors qu'il avait rendez-vous avec un député de la Rada pour discuter de la situation, ce dernier n'est jamais arrivé. En cause : une bagarre qu'il a eu peu avant avec un autre député ukrainien qui l'accusait d'avoir vendu pour son propre profit des bottes qui appartenaient à l'armée. Cet exemple est symptomatique du climat délétère qui règne dans la sphère politique.

### **B. Un État centralisé et les limites de la fédéralisation**

#### *« L'Etat ukrainien comme exemple du jacobinisme moderne »*

L'Ukraine dispose au premier abord de tous les atouts d'une grande puissance : une superficie conséquente de 577 400 km<sup>2</sup> (Crimée exceptée), et aucun obstacle naturel ne vient empêcher le développement, les montagnes des Carpates de l'Ouest étant de moyenne intensité. Une population importante de 44 millions d'habitants, malgré un déclin démographique de 0,35% par an du fait de l'immigration (la guerre n'arrangeant rien) et du faible taux de natalité commun aux anciens pays soviétiques. Kiev est placée à un endroit favorable, sur le cours du Dniepr coupant le territoire en deux et rejoignant la Mer Noire et le pays est un grand producteur agricole : 1<sup>er</sup> rang mondial de production de graines de tournesole, 8<sup>ème</sup> producteur de maïs, 5<sup>ème</sup> de betteraves à sucre ... Enfin, les matières

premières sont importantes pour ce qui est du fer, du gaz naturel pour lequel l'Ukraine est un pivot capital, ou encore l'uranium. Une diversité ethnique et religieuse forte caractérise également le pays : 70 à 80% d'Ukrainiens, 15 à 20% de Russes, Biélorusses, Polonais, Tatars et Juifs (restes de la grande communauté juive d'Ukraine, qui constituait une part importante de la population de l'Ouest et du Sud). Certaines de ces minorités ont une importance, limitée mais présente, dans la sphère politique, à l'image des personnalités qui se revendiquent du judaïsme. (**Annexe 25**).

Pourtant nous l'avons vu, l'Ukraine est dépendante de Moscou tant du point de vue énergétique que du point de vue géopolitique de par les pressions qu'elle subit de la part du voisin russe. Pourtant, la Russie n'est pas le seul facteur explicatif de ce développement ukrainien fonctionnant au ralenti. La corruption vient miner l'État, État qui se veut centralisé. Ce jacobinisme moderne à l'ukrainienne a montré sa faiblesse ces dernières années : incapacité à protéger ses citoyens correctement, corruption endémique, émergence de milices et perpétuation d'un système oligarchique entraînent le pays dans une situation d'État-failli.

Le centralisme ukrainien est une volonté des élites issues de l'indépendance de 1991 afin de constituer une Nation forte : malheureusement, ce centralisme est très compliqué à mettre en œuvre, du fait de la localisation des différentes minorités à des points très précis du territoire. Les russophones sont ainsi très présents à l'Est et au Sud du pays, comme en Crimée ou à Odessa. Les Tatars sont essentiellement issus de Crimée. Le modèle de l'État central adopté par l'Ukraine pousse ces communautés à s'auto-organiser en sous-main contre les décisions parfois perçues comme arbitraires de Kiev, ou à se dresser pour les défendre. N'oublions pas que les Russes ont commencé à s'insurger du fait de l'interdiction des médias russes et de la suppression de la langue russe en tant que langue régionale. Quant aux Tatars, aujourd'hui persécutés par la Russie en Crimée qui les qualifie de terroristes, alliés du régime, ils se sont organisés au travers de l'Assemblée des Tatars de Crimée située originellement à Simferopol. Le centralisme ukrainien favorise donc un communautarisme presque outrancier face à un État encore jeune qui n'a pas l'expérience du jacobinisme comme en France par exemple. Les structures étatiques ne sont pas adaptées à la réalité du terrain, où règne un entre-soi qui, s'il marche très bien aux États-Unis par exemple, fonctionne de façon beaucoup moins efficace en Ukraine, où l'appareil gouvernemental est fragile et fortement corrompu.

Face à ce centralisme très fort prôné par Kiev s'opposent en réaction des volontés d'émancipation de la tutelle de l'État. Le cas le plus parlant est celui de la Crimée, où réside 58% de Russes et qui a été dès l'indépendance de 1991 le théâtre d'un bras de fer entre locaux et le gouvernement de Kiev. Plusieurs fois, les Criméens tout en acceptant leur rattachement à l'Ukraine ont tenté de créer une République autonome de Crimée (ou République de Crimée selon l'époque), respectivement en 1991, 1992 et 1995. Les différentes constitutions adoptées par le Parlement de Crimée ont fait l'objet d'un examen de Kiev, qui a à chaque fois tenté de réduire l'autonomie de la péninsule dans son objectif de centralisation. La volonté affichée de Kiev était de faire de la Crimée au mieux une entité autonome à l'intérieur de l'État unitaire ukrainien, là où les Criméens ont toujours désiré une plus forte autonomie comme la possibilité de modifier leur constitution, chose qui n'était possible en 1995 qu'avec l'aval de la Rada. La Crimée est donc représentative de l'échec de l'État ukrainien dans sa forme centralisée, erreur qui lui sera fatal lorsque la péninsule choisit son rattachement à la Russie le 18 mars 2014 : le modèle fédéral russe a su charmer les Criméens dans un contexte de défiance face à l'Ukraine et de promotion outrancière du mode de vie ukrainien traditionnel.

Pourtant, la centralisation a très bien marché dans le Donbass avant 2014, et la région n'était que peu tentée par les ambitions séparatistes. En témoigne les défilés conséquents des mineurs du Donbass lors de la Révolution Orange de 2004<sup>17</sup> pour soutenir la tenue d'une nouvelle élection en faveur de Iouchtchenko, dans une région traditionnellement affiliée au Parti des Régions de Ianoukovitch. L'État central ukrainien, malgré la corruption et la faiblesse des institutions, a réussi à créer un embryon de culture démocratique que l'on ne retrouve pas par exemple chez le voisin russe : les lignes politiques sont beaucoup plus malléables qu'en Russie, et la culture politique des citoyens ukrainiens est étonnamment développée pour un pays de l'ex-URSS, où l'on observe souvent l'émergence de satrapies sous la houlette de seigneurs locaux quasi-féodaux comme en Biélorussie, au Kazakhstan ou au Turkménistan. Même si les divisions politiques restent un fait (malgré tout, Iouchtchenko ne totalise que 20 à 25% des votes lors des élections présidentielles de 2004 dans le Donbass), la culture démocratique ukrainienne encore incomplète mais présente est le fruit de cette centralisation maladroite. Les citoyens du

---

<sup>17</sup> Archives INA. « La « Révolution Orange » en Ukraine. ». JT de France 2 du 5 décembre 2004. <http://fresques.ina.fr/jalons/fiche-media/InaEdu04602/la-revolution-orange-en-ukraine.html>

Donbass aspiraient à être entendus à Kiev, pas à Donetsk. La crise de 2014, l'exacerbation des tensions issues de l'indépendance n'est le fruit que d'une chose : le virage brutal opéré vers l'Ouest suite à l'Euromaïdan mais surtout la volonté du gouvernement de transition, Iatseniouk en tête, épaulés par les ultranationalistes tels que Tyagnibok, de supprimer sans aucune concertation les particularités ethno-linguistiques des régions orientales et sud de l'Ukraine. Virage instrumentalisé en Crimée, dans le Donbass, et à Moscou. La centralisation était donc une quasi-réussite et ne nécessitait en aucun cas une fédéralisation de la République d'Ukraine : tous se considéraient comme étant Ukrainiens, malgré une divergence de vue sur la question de l'identité. Si certains se revendiquaient de l'Ukraine comme foyer ethnique, d'autres comme les russophones voyaient en Ukraine un foyer hérité de l'URSS qui a fait d'eux des Ukrainiens. Tous se considéraient au final comme issus d'un même peuple. Seule la Crimée, de par son Histoire particulière, nécessitait un traitement particulier.

*« La fédéralisation de l'État ukrainien : un modèle proposé sur le tard ... et pas forcément souhaitable »*

Face aux tenants de la centralisation, se trouve le modèle opposé : la fédéralisation de l'État ukrainien. Défendu notamment par la Russie lors des Accords de Minsk, et par le Parti des Régions de Feu Iankouvitich, ce modèle aspire à voir émerger une double Ukraine empêtrée dans des luttes intestines politiques empêchant le ralliement du pays à l'Ouest. Elle serait également pour certains oligarques peu patriotes la possibilité de continuer à profiter des différentes opportunités venues de l'Est et de l'Ouest. Cette option n'est pas forcément souhaitable car très limitée. D'une part parce que l'État centralisé ukrainien a, malgré sa corruption et ses limites, un certain nombre de succès, notamment l'émergence d'une politisation de la population. Succès balayés d'un revers de la main du fait de la précipitation des élites de Kiev et de l'enthousiasme révolutionnaire de 2014. Une fédéralisation impliquerait une Ukraine sous une double tutelle renforcée. Une tutelle russe et une autre occidentale, qui pourrait pousser jusqu'à l'absurde le ralliement du pays d'un côté ou de l'autre. Cela serait d'autant plus meurtrier qu'une fédéralisation imposée ne sera jamais acceptée par les milieux nationalistes, parfois très virulents mais disposant aussi d'une fibre patriotique extrêmement forte.

Les Accords de Minsk du 12 février 2015 tentant d'établir un cessez-le feu dans le Donbass sont caractéristiques de cette opposition entre centralisme et fédéralisation : d'un côté les Occidentaux et Porochenko plaidant pour un respect de la souveraineté territoriale de l'Ukraine en plus de l'arrêt des combats. De l'autre la Russie de Poutine prône une fédéralisation du Donbass. Au centre, Alexandre Loukachenko, président de la Biélorussie, très heureux d'embellir son image médiatique en accueillant les pourparlers qui ne seront jamais respectés. Ces deux modèles irréconciliables le sont d'autant plus aujourd'hui : d'une part parce que les séparatistes, présentés comme les « *partisans de la fédéralisation* » dans les médias russes, ne veulent plus de fédéralisation du fait de la guerre : ils se sont radicalisés avec l'enlisement du conflit, et prônent plutôt une indépendance de la Nouvelle-Russie ou un rattachement à la fédération russe ... ce que Moscou ne veut pas afin de garder son influence sur le reste de l'Ukraine. D'autre part, parce que les élites de Kiev pro-ukrainiennes ne peuvent accepter la perte du Donbass, qui fait partie de façon pleine et entière au territoire national ukrainien. Ils se sont simplement rendus compte trop tard que la centralisation qui était autrefois à l'œuvre dans le Donbass fonctionnait. Enfin, l'Union Européenne et les États-Unis ont également des ambitions en Ukraine qu'une fédéralisation viendrait empêcher à cause des divisions politiques intra-ukrainiennes, à savoir la finalisation de l'ancrage ukrainien dans la zone d'influence occidentale

Pour assurer le succès de l'État central en Ukraine, c'était une « *fédéralisation raisonnée* » qu'il fallait prôner en 2014 : la Crimée, qui avait accepté son rattachement à l'Ukraine en 1992, devait être autonomisée et fédéralisée. Et c'était le seul cas pour lequel une fédéralisation se trouvait être nécessaire : la République autonome de Crimée. La fédéralisation pour la question criméenne était souhaitable pour constituer une bonne intelligence entre la péninsule et Kiev, d'autant plus que la décentralisation en Crimée aurait pu arrêter les ambitions russes sur la péninsule sans pour autant donner lieu à une trop grande division politique. Le Donbass n'avait pas besoin de cette fédéralisation, et jusqu'au gouvernement de transition de 2014, peu s'étaient dressés pour demander plus d'autonomie à l'Est. Ceci aurait pu faire de l'État ukrainien une puissance semi-fédérale singulière et indépendante. Mais Iatseniouk, issu du Parti Radical d'Oleh Liachko, nationaliste de centre-gauche, a préféré un jusqu'aboutisme tragique. Intrônisé par l'Euromaïdan sous la houlette occidentale, ses mesures radicales ont abouti à la perte de la



Crimée et au déchaînement des seigneurs de guerre proclamés du Donbass. Amenant en guise de réponse une radicalisation encore plus poussée des nationalistes ukrainiens, tels que Pravyi Sektor ou Svoboda, mais aussi à la constitution de bataillons paramilitaires tels qu'Azov, le plus célèbre et le plus médiatisé. Tout cette sphère nationaliste a poussé les gouvernants à une guerre juste mais déclenchée pour de mauvaises raisons, et aux conséquences brutales et tragiques pour les civils, qui finissent par être pris entre deux feux. C'est l'émergence de l'hypernationalisme ukrainien post-Maïdan et d'une radicalisation généralisée de part et d'autre.

### **C. Un terreau de radicalisation : l'hypernationalisme ukrainien**

#### ***« le néo-nazisme ukrainien : entre une radicalisation effective ... »***

Médiatisé à outrance avec l'Euromaïdan, les mouvements nationalistes ukrainiens qui ont profité de la Révolution de la Dignité de 2014 comme d'un tremplin sont très rapidement perçus en Occident comme des « *néo-nazis* », illustrations d'un prétendu « *fascisme ukrainien* ». L'Ukraine est effectivement un terrain propice à la radicalisation : la corruption, l'opportunisme des élites et les crises qui en ont résulté ont pour effet de galvaniser le nationalisme ukrainien, qui se mue en un hypernationalisme. Le 13 mars 2014, Kiev tente de rassembler les principales factions nationalistes au sein de la Garde Nationale. Ce corps d'armée, ayant déjà existé entre 1991 et 2000, est recréé dans le but d'intégrer les nombreux bataillons de volontaires formés pour combattre les insurrections en Ukraine, de la Crimée au Donbass. Les principales organisations nationalistes ukrainiennes dans le sens des plus médiatisées sont les suivantes :

Svoboda, le parti d'Oleh Tyagnibok, fondé en 1995 sous le nom de « *Parti Social-National d'Ukraine* », il est la forme la plus institutionnalisée du nationalisme ukrainien. Cofondé par Tyagnibok et Andriy Parubiy, il opère en 2005 une dédramatisation de sa ligne politique. Tyagnibok voit dans l'Euromaïdan une opportunité de médiatisation. Il est un habitué des déclarations chocs : pour un « *État bandériste* » récemment en janvier 2018, ou encore sa dénonciation de la « *mafia juive moscovite qui dirige l'Ukraine* ». D'abord envisagé pour entrer au gouvernement de transition, ce ne sera finalement pas le cas. La photo prise de lui avec Iatseniouk, Victoria Nuland et Kiltschko en 2014 a fait scandale dans les milieux pro-russes en Russie ou en Occident, voyant l'implication de Svoboda dans les négociations avec l'Ouest pour le futur de l'Ukraine. Plusieurs membres de

Svoboda ont cependant rejoint le gouvernement : Ihor Tenyukh, ministre de la Défense ou Oleksandr Sych, vice-premier ministre. Néanmoins, le parti est très minoritaire sur la scène politique, avec seulement 7 députés à la Rada, sur 450. Il compte malgré tout 15 000 adhérents. Parubiy quant à lui rejoint le parti de Iatseniouk en 2014 et devient président de la Rada en 2016. Plusieurs membres de Svoboda se retrouvent en Crimée et dans le Donbass.



De gauche à droite : Tyagnibok, Klitschko et Iatseniouk. Au centre, Victoria Nuland. (Source : La Plume à Gratter)

- Prayi Sektor, le Secteur Droit, dirigé par Dmitry Iarosh, fondé en 2014 en tant qu'organisation paramilitaire avant de devenir un parti politique. Ce mouvement est également très connu pour la médiatisation dont il fait l'objet : à la chute de Ianoukovitch, plusieurs de ses membres sillonnent l'Ukraine à la recherche de ses anciens partisans et d'hommes politiques soupçonnés de corruption afin de les forcer *manu militari* à démissionner. Iarosh, devenu Député à la Rada en 2014 et Conseiller au Ministère de la Défense en 2015, trouve Tyagnibok trop « libéral », et peut compter sur un certain nombre de séides locaux pour l'épauler dans son travail de sappe de l'ancien système Ianoukovitch : citons par exemple Igor Mosiychuk, ancien porte parole de l'organisation, devenu ... député de la Rada après être passé dans le camp du Parti Radical de Lyashko. Dirigeant le groupe « *Patriotes d'Ukraine* », Mosiychuk se fait remarquer sur Internet en postant régulièrement des vidéos sur Internet où il apparaît en treillis de milicien pour démettre de leurs fonctions des bureaucrates corrompus. Il entre dans les tribunaux avec ses complices pour influencer les juges dans les procès de miliciens arrêtés. Le cas d'Alexandre Mouzytchko est également intéressant : tué en 2014 dans la ville de Rivne

(par les Ukrainiens ou les Russes, la controverse reste entière), Mouzytchko, vétéran des guerres d'Afghanistan et de Tchétchénie, était le chef du Secteur Droit dans l'Est ukrainien. Surnom de guerre : Sachko Bily. Il avait accusé peu avant sa mort le procureur général de l'Ukraine de mettre sur pieds un commando pour l'éliminer lui et les plus radicaux des nationalistes d'Ukraine. C'est notamment suite à ces déconvenues avec l'État ukrainien que Pravyi Sektor est la seule organisation à avoir refusé de rejoindre la Garde Nationale en 2014. C'est Pravyi Sektor qui organise le blocus terrestre de la Crimée en 2015 pour empêcher la livraison de produits ukrainiens dans la péninsule. L'organisation est un fleuron du paramilitarisme ukrainien, avec 10 000 membres à son actif. Elle est spécialisée dans la « télé-réalité de justice » : filmer les arrestations de ceux qui sont repérés par l'organisation comme étant anti-ukrainiens.



Le Wolfsangel, charge héraldique allemand, le premier logo du bataillon Azov en 2014. Anciennement utilisé par Svoboda avant 2005. (Source : Wikipédia)

- Le régiment Azov : fondé en mai 2014, comptant environ 4000 hommes, le bataillon Azov est le bataillon de volontaires ukrainiens le plus médiatisé. Finance par Lyashko et Kolomoïsky, Azov se fait connaître par son logo, reprenant l'ancien symbole du parti Social Nationaliste de Tyagnybok. Commandé par Andreï Byletsky jusqu'à son élection à la Rada en 2014, Azov fait beaucoup parler de lui auprès de l'Occident : le régiment organise des camps d'été pour les enfants, participe activement aux opérations militaires dans l'Est de l'Ukraine à l'image du siège de Slaviansk entre avril et juillet 2014, l'un de plus grands succès de l'armée ukrainienne, pour le maintien de l'ordre à Marioupol ou encore durant la bataille de Debaltseve en février 2015, où l'armée ukrainienne subit l'une de ses pires défaites. Azov est accusé de crimes de guerre par de nombreuses organisations comme Amnesty International, ONG qui accusent le régiment d'exécutions sommaires de soldats séparatistes.

- Les bataillons de volontaires ukrainiens : ils comptent pour la plupart autour de 1000 hommes. Il s'agit du bataillon Aïdar de Serhiy Melnychuk, du bataillon Donbass du commandant Semion Semiontchenko (pseudonyme) et des bataillons Dnipro 1 et 2, mais également du bataillon tchéchène Doudaïev, composé d'islamistes fidèles à l'ancienne République d'Ichkérie, matée par la Russie dans les années 1990 et qui sont dans une logique de lutte contre l'impérialisme moscovite. Ces bataillons sont largement financés par Ihor Kolomoïsky, et ce dernier les utilise volontiers actuellement pour empêcher la saisie de ses actifs par l'État. Ceux-ci constituent avec Azov ce que l'on pourrait appeler un hypernationalisme d'État, dans la mesure où le nationalisme ukrainien dans sa forme paramilitaire fait l'objet d'une tentative d'intégration dans l'appareil coercitif de l'État au travers de la Garde Nationale Ukrainienne courant 2014, commandée par Stepan Poltorak. Azov et les autres bataillons de volontaires acceptent d'intégrer la Garde Nationale. Seul Pravyi Sektor fait cavalier seul. D'autres « bataillons » de moindre importance existent également, de façon plus ou moins éphémères et d'obédiences politiques multiples.



Oleh Tyagnibok et Dmitry Iarosh. (source : RT)

### « ... et un patriotisme réel »

Cependant, la surexposition médiatique de ces mouvements depuis 2014 a pu dérouter voire effrayer les Occidentaux, ce que les Russes n'ont pas tardé à exploiter pour leur population voire dans leurs canaux de propagande internationaux tels que Sputnik ou Russia Today : peu importe si Pravyi Sektor ou Svoboda culminent avec des résultats

électorales à 1% des votes, et que la plupart des membres de Svoboda ayant accédé au gouvernement de transition sont aujourd'hui aux abonnés absents. L'important est de dénoncer le fascisme au pouvoir à Kiev... et dans les autres pays d'Europe de l'Est de l'ancien espace d'influence soviétique. Les différentes filiales RT (Russia Today) se sont fait une spécialité de dénoncer les mouvances nationalistes des pays baltes, de l'Ukraine et d'ailleurs<sup>18</sup>. L'objectif est de recréer une Russie seule face à un prétendu fascisme international. La réalité est cependant plus complexe lorsque l'on regarde de plus près ce phénomène du nationalisme ukrainien.

En effet, les leaders de ces mouvements sont de parfaits politiciens opportunistes qui essaient de se placer aux meilleures fonctions possibles : Dmitry Iarosh à la défense, Mosiychuk comme député, Andriy Parubiy comme président de la Rada ... Ils se comportent surtout comme des néo-oligarques se nourrissant politiquement du ressentiment des populations pour les faire adhérer à des discours profondément anti-russes et néo-fascistes. Cependant, il est de bon ton de dire que ces phénomènes proviennent encore et toujours d'une même source : la corruption de l'État ukrainien, qui favorise l'émergence de ces mouvements politique ou paramilitaires ultranationalistes. Dans une maladresse très machiavelienne, Kiev a tenté avec le rétablissement de la Garde Nationale d'Ukraine d'intégrer ces milices dans l'appareil d'État. Cela va à l'encontre de la pensée de Nicolas Machiavel dans *Le Prince* : éviter à tout prix de faire confiance aux troupes auxiliaires, car leur loyauté est changeante. En effet, il est tout à fait possible de voir un jour les milices se retourner contre le gouvernement : elles vont tenter de se multiplier et de faire de l'ombre à la puissance étatique. En témoigne la création par le régiment Azov en février 2018 des Natsionalniy Droujyny, organisation para-policière pour épauler les forces de l'ordre dans les rues de Kiev. La possibilité que les organisations métapolitiques de ce genre prennent de plus en plus de pouvoir en Ukraine est réelle.

---

<sup>18</sup> Chaîne Youtube RT Documentary. « Renaissance : is Europe witnessing a nationalist upsurge ? ». 9 avril 2015. <https://www.youtube.com/watch?v=IMWJf7OWSw4>



Défilé de lancement des Natsionalniy Droujiny. Kiev, le 6 février 2018. (Source : le Figaro)

L'État central ukrainien n'a pas beaucoup d'arguments à avancer pour sa défense face à la vision radicale proposée par ces mouvements. De plus, les organisations ultranationalistes sont une alternative viable pour tous ceux qui veulent s'engager pour l'Ukraine : malgré leurs chefs sulfureux et parfois à la limite du ridicule et de l'absurde, ces mouvements représentent malgré tout la plus grande concentration de patriotes ukrainiens réels. Cette idée m'est apparue alors que j'ai eu la possibilité d'interroger l'un de ces nationalistes ukrainiens : Konstantin. Membre de l'Assemblée Nationale Ukrainienne – Autodéfense Ukrainienne. Dirigé par Youriy Choukhevytch, fils de Roman Choukhevytch (le bras droit de Stepan Bandera), créée en 1990 et qui a par la suite rejoint la coalition de Pravyi Sektor en 2014, c'est l'un des partis nationalistes les plus importants d'Ukraine et pourtant bien moins médiatisé que ceux cités auparavant, qui ont des symboles beaucoup plus équivoques pour les médias voulant fustiger le « *néo-nazisme* ». Cet entretien m'a permis de mettre en exergue l'écriture encore jeune du « *roman national ukrainien* ».

En effet, ce jeune militant, professeur d'anglais, ancien combattant du Maïdan devenu volontaire pour l'UNS en 2015, m'expliquait donc que « *le bandérisme constitue une controverse pour l'historiographie ukrainienne, et que le bandérisme ne signifie pas nécessairement le nazisme ou le fascisme* ». Bandera, selon lui, « *s'est battu contre l'URSS puis contre les nazis et contre tous ceux qui ont cherché à porter atteinte à la Nation ukrainienne* ». Très ouvert, il comprenait aisément les critiques que l'on pouvait adresser

aux mouvements nationalistes, tout en fustigeant le fait que *« la Russie parle beaucoup trop de cet aspect de la mouvance nationaliste »*. Ce genre de discours contraste fortement avec l'idée que l'on se fait d'un bandériste lorsque l'on cherche sur Internet : croix gammées, Wolfsangel et Soleil Noir d'Azov ... Pour lui, en définitive, parler russe ou ukrainien ne compte pas : *« Les Russes étaient nos frères, et même si les choses ne pourront plus être pareil désormais, il est évident que beaucoup de Russes sont contre la guerre : l'ennemi reste le gouvernement russe. Les nationalistes ukrainiens qui parlent d'éliminer tous les Russes de la Terre sont des gens qui parlent purement dans l'émotion, sans réfléchir. »* Nationalisme ukrainien ne rime donc pas forcément avec russophobie : un député de la Rada de Kiev affilié au Parti Radical d'Oleh Liachko que j'ai pu rencontrer en avril 2018 me confiait ainsi *« si nous nous engageons chez les volontaires, c'est avant tout parce qu'il n'y a aucune perspective au sein de l'armée : la corruption nous empêche de nous rendre utile »*.

Ainsi, voilà ce qu'est le vrai visage du nationalisme ukrainien, loin des extrapolations médiatiques russes ou occidentales prenant leur base sur la vérité de la radicalité absurde des leaders les plus médiatiques : les patriotes ukrainiens se retrouvent dans les organisations nationalistes faute de mieux, dans un pays où les milices font jeu égal avec une armée corrompue. Les leaders de l'hypernationalisme ukrainien sont aussi opportunistes que l'élite oligarchique. Ces chefs de guerre ukrainiens et les oligarques s'utilisent entre eux : les leaders hypernationalistes tendent de prendre plus de pouvoir grâce aux oligarques et ces derniers couvrent leurs arrières avec les miliciens menés par les chefs de guerre. C'est là l'un des cercles vicieux du ce fragile appareil d'État. Ce phénomène exploite la fibre patriotique des ukrainiens et leur volonté d'engagement, en les plaçant sous les ordres de leaders ouvertement radicaux. Il utilise l'Histoire afin de susciter l'adhésion et exploite les zones d'ombre de l'Histoire de l'Ukraine. C'est de cette manière que l'on arrive à organiser des marches au centre de Kiev, torches à la main et scandant le nom de Stepan Bandera. Du pain béni pour la machine médiatique russe. Tant que ces patriotes auront besoin pour se faire entendre des leaders ultranationalistes médiatiques face à leurs institutions qui ne les défendent pas, le nationalisme ukrainien ne pourra pas se montrer sous un jour moins polémique...

### **Chapitre 3 : la Russie, un État autoritaire qui profite de la faiblesse étatique ukrainienne**

#### **A. Le projet « Novorossia » contre l'Empire Occidental**

##### ***« Un projet trouble... »***

La guerre du Donbass profite à de nombreux acteurs, mais en tout premier lieu la Russie. En effet, avec les soulèvements du Donbass, la Russie peut ainsi mettre en œuvre sa tentative de déstabilisation du gouvernement pro-européen de Kiev. Pour ce faire, elle s'appuie sur les intérêts guerriers des Républiques Séparatistes de Donetsk et de Lougansk, à savoir la reconnaissance de leur indépendance et leur alliance dans une République confédérale. Ce projet porte un nom : la Novorossia.

Novorossia, ou Nouvelle-Russie, est une entité historique ayant déjà existé par le passé : suite à l'annexion du Khanat de Crimée par Catherine II et la fin de la guerre russo-turque par le Traité de Küçük Kaynarca faisant de la Mer Noire un « *lac russe* » par substitution au « *lac ottoman* » qu'elle était jusqu'alors, la Russie organisa la russification de cette région du Sud-Est de l'Ukraine actuelle. Autrefois foyer des Cosaques Zaporogues, elle répondait désormais au nom de Novorossia. Ce nom ressort lors des insurrections anti-Maïdan de 2014 afin de constituer l'entité politique revendiquée par les séparatistes : les oblasts de Donetsk et de Lougansk, qui ne sont pas totalement tombés sous leur tutelle encore aujourd'hui.

Beaucoup de penseurs russes se sont faits les hérauts de Novorossia : Limonov, Zakhar Prilepine (écrivain russe ayant constitué son propre bataillon de volontaires dans le Donbass) et le très médiatique Alexandre Douguine. Douguine, néo-eurasiste, chef du parti russe Eurasia, se revendiquant d'une slavophilie traditionaliste doublée d'une glorification du passé turco-mongol de la Russie, voit la Nouvelle-Russie comme l'une des bases d'une potentielle alliance russo-islamiste à l'échelle du continent eurasiatique. Il s'inspire de la théorie géopolitique du Heartland du britannique Harold McKinder notamment, qui voyait l'Eurasie comme le pivot géopolitique du Monde. Cette théorie, issue de la thalassocratie britannique du XIX<sup>ème</sup> siècle, tendait à emmener l'Empire Britannique vers une hégémonie mondiale par le contrôle des routes maritimes et la poche terrestre qui les relie, à savoir la Russie. Dans cette optique, la Novorossia est la porte d'entrée russe vers la Mer Noire et les mers chaudes, Méditerranée comprise. Il combine



ces théories géopolitiques héritées du XIX<sup>ème</sup> siècle avec celle du *Clash des Civilisations* de Samuel Huntington pour dessiner les contours d'une civilisation russe impérialiste et traditionnel face à un Occident décadent. C'est la « *Nouvelle Rome* » russe multiculturelle et impériale face à l'Empire occidental néo-féodal et sa « *Gayeuropa* » aux valeurs dépravées.

Présenté comme étant le « *maître à penser* » du Kremlin dans les médias occidentaux, il est de bon ton de relativiser l'influence de Douguine à Moscou : en effet, il a été congédié de son poste de professeur de l'université d'État de Moscou en juin 2014 suite à son soutien trop appuyé à Novorossia. Il est plutôt un opposant politique au pouvoir russe, mais son idéologie se trouve être un faire-valoir pour Vladimir Poutine, qui reprend certains des éléments de langage néo-eurasistes lorsque la conjoncture s'y prête . En particulier l'idée intrinséquement liée à l'eurasisme d'unification de tous les Russes ethniques. Poutine utilise cette idée non pas pour intégrer tous les Russes du Monde à la Russie comme Douguine le souhaiterait, mais pour garder une influence forte sur les États post-soviétiques où les Russes sont une minorité significative de la population.

Sans pour autant envoyer son armée sur le territoire du Donbass, la Russie n'en soutient pas moins politiquement et moralement Novorossia. Il n'y a pas d'unités combattantes de la Fédération de Russie dans le Donbass, mais il y a plusieurs centaines voire milliers de soldats russes intégrés dans les unités de volontaires combattant sur places. Il faut également y ajouter les politiques russes ayant été en visite dans les territoires séparatistes, les convois humanitaires, les conseillers militaires, observateurs et enfin les volontaires civils, souvent militants politiques. Ces derniers, souvent classés à l'extrême-droite par abus de langage, sont d'une diversité très variée. On retrouve chez ces miliciens des citoyens russes d'ethnies différentes (du Kaptchanka extrême-oriental, de Bouriatie, des Tatars ...), des Ukrainiens, des combattants étrangers. On peut également noter la présence des *kadirovtsi*, gardes du président tchéchène Ramzan Kadyrov qui sont de toutes les opérations russes depuis les années 2000 comme troupes de choc, de la Géorgie au Caucase (contre l'Émirat islamique local). Enfin, les Cosaques Russes, du Don et de Kouban notamment, autres fers de lance zélés du Kremlin : supprimés sous l'URSS, ils reviennent petit à petit dans les années 1990 jusqu'à retrouver leur gloire d'antan sous Poutine, qui a fait ouvrir par décret plusieurs écoles militaires cosaques depuis les années 2010.

L'exemple d'Erwan Castel, volontaire français, ancien officier de l'armée et guide en Guyane, est frappant. J'ai eu la possibilité de pouvoir m'entretenir avec lui par appel Facebook en mars 2018 : si son militantisme est plus qu'avéré (ancien adhérent au mouvement révolutionnaire breton et aux Verts Tamanoirs de Guyane pour la défense des minorités locales et de l'environnement), on est bien loin du milicien d'extrême-droite. Il se définit avant tout comme « *fédéraliste politique* ». Il me lance sur un sujet qu'il tient à mettre en exergue pour se désolidariser de toute opinion nationaliste : « *la fracture idéologique de l'extrême-droite européenne au regard de la Guerre du Donbass* ». Cette fracture est effectivement nette : des militants d'extrême-droite français sont présents des deux côtés de la ligne de front. Ainsi, des militants du GUD (Groupe Union Défense), groupuscule néo-fasciste français revendiqué, sont passés par Donetsk. Ainsi que le dit Erwan Castel, ils étaient là pour « *La défense d'une Europe blanche et chrétienne* ». Dans le même temps, Gaston Besson, lui aussi ancien militaire français, engagé aux côtés de la rébellion Karen en Birmanie par le passé, rejoignait le bataillon Azov au nom d'un « *ultra-nationalisme social et libertaire* ». Il n'y a donc pas de réelle cohérence idéologique du point de vue de l'extrême-droite européenne dans le cas de la Guerre du Donbass, car elle se divise entre Donetsk et Kiev, pour des raisons idéologiques similaires : cela vient fortement contredire l'idée d'une Internationale des Droites Extrêmes homogène avancée par les médias. Et à raison : Castel explique en effet que la défense identitaire relativement à la Guerre en Ukraine est « *absurde : la Russie est un État multiculturel par excellence : on y trouve des musulmans, des chrétiens orthodoxes, des paganistes ...* ». De plus, la fameuse photo prise en 2014 entre Jean-Marie Le Pen et Oleh Tyagnibok du Parti Svoboda vient contredire toute cohérence idéologique : alors que certains membres du Front National sont venus en visite à Donetsk pour apporter leur soutien politique à la rébellion, Marine Le Pen n'a jamais reconnu les Républiques Populaires. Enfin, beaucoup de volontaires tous azimuts arborent les symboles de l'URSS dans leurs tenues.



Erwan Castel sur la chaîne *Novorossia Today*, notamment présente sur Youtube. (Source : Agoravox TV)

### « *Un soutien russe à double tranchant* »

Mais alors pourquoi Novorossia attire-t-elle ces volontaires étrangers aux obédiences multiples, entre nationalistes confirmés et nostalgiques des l'URSS ? La réponse se trouve dans ce que porte ce projet politique : un projet anti-occidental et anti-atlantiste. Face à l'Occident impérialiste et décadent, la Nouvelle-Russie se veut à la fois parangon des valeurs traditionnelles de la Russie et l'héritage de l'Empire Soviétique et du rêve d'un peuple multiculturel uni. Là où Moscou joue très bien sur cet héritage historique ambigu par opportunisme, Novorossia l'amplifie au profit d'un projet géopolitique global : c'est notamment le cas lorsque l'on voit très clairement que Douguine est considéré par les partisans du projet comme le penseur idéologique de la Nouvelle-Russie. Loin d'être un « *Raspoutine 2.0* » de Vladimir Poutine, il est plutôt un « *Lénine 2.0* », garant de l'idéal républicain séparatiste, impérialiste et autoritaire. Les tenants les plus radicaux des théories douguinistes vont dans leur théorisation jusqu'à un dépeçage pur et simple de l'Ukraine : Novorossia comprendrait ainsi les régions Sud-Est de l'Ukraine jusqu'à la Crimée, un autre État nommé Malorossia, ou Petite-Russie (autre référence à l'époque impériale russe aux régions Ouest et centrales de l'Ukraine) engloberait les régions centrales et Nord avec Kiev pour capitale, et une Russie Subcarpathique borderait la frontière ukrainienne avec la Slovaquie, la Hongrie et la Roumanie. Seule resterait à l'Ukraine la région de Lviv près de la frontière polonaise.

Gelé depuis 2015 sous l'influence de Moscou, qui vise à une normalisation politique et administrative des territoires séparatistes et à une non-division de l'Ukraine, préférant un pays instable à une multiplication des États ukrainiens, l'utopie novorossienne n'a pas encore vu le jour. Mais la Russie joue un double jeu et se trouve confrontée à une lame à double tranchant : tout en affirmant sa volonté d'une Ukraine unie sous son joug, elle supporte par bien des moyens ces proto-États qu'elle souhaiterait « *transnistriiser* » (comme en Transnistrie moldave, afin d'avoir un territoire autonome du gouvernement central pour avoir un levier d'influence), donnant pignon sur rue aux sympathies pro-russes, ces dernières ayant plus ou moins de cohérence idéologique. Le projet géopolitique de l'État russe diffère de celui des néo-eurasistes, néo-soviétiques ou nationalistes de toutes écoles politiques qui se trouvent dans le Donbass : ces derniers sont pour Moscou de la « *main d'œuvre guerrière gratuite* » dans son projet de déstabilisation de l'Ukraine. Les séparatistes, eux, se voient comme des libérateurs porteurs d'un nouvel ordre global. Mais ces soldats galvanisés et bon marché sont dans un second temps des oiseaux de mauvais augure pour le Kremlin : leurs divisions internes, entre militants chevronnés et chefs de guerre locaux corrompus voulant asseoir leur pouvoir laissent éclater des conflits internes que Moscou se doit de régler *manu militari*. Le coup d'État en novembre 2017 à Lougansk en est symptomatique : Igor Plotnitski, pro-Poutine est démis de ses fonctions par des putschistes menés par Igor Kornet, soutenu par Alexandre Zakhartchenko, chef de la République de Donetsk. Ces deux derniers sont plus proches des théories eurasiistes, dans la mesure où Zakhartchenko a déclaré en 2017 la future création d'un État de Malorossia. Plotnitski s'enfuit à Moscou, et à la suite du coup d'État, des « *petits hommes verts* » sans insignes militaires supposément affiliés à l'armée russe apparaissent pour normaliser la situation. Donnant une ouverture pour l'armée ukrainienne, l'instabilité consécutive au putsch permet aux forces loyalistes de récupérer plusieurs villages de la région. Le Kremlin est donc forcé de tenir ses alliés encombrants dans le Donbass pour éviter un chaos généralisé .... Il s'appuie pour cela sur son armée modernisée et l'intervention ponctuelle de forces spéciales russes.

### **B. Le duel entre une armée de type soviétique et une armée moderne**

« *La réforme de 2008 : pivot de la tactique russe en Ukraine* »

Fort du système autoritaire qu'il a réussi à mettre en place en Russie, à travers un verrouillage des élections, la mise au pas des oligarques russes et une communication musclée, Vladimir Poutine a pu lors de son deuxième mandat lancer une grande réforme de l'armée russe afin de la moderniser. Ce projet ambitieux est permis par le cadre très strict de l'arène politique russe : la « *démocratie souveraine* », concept politique russe qui s'appuie sur des institutions issues des démocraties libérales (Parlement, Sénat ...) mais où l'on promeut les traditions et où le peuple adoube un chef fort censé les guider. Cette modernisation va permettre à la Russie de faire face sans confrontation directe à l'armée ukrainienne obsolète et encore calquée sur le modèle soviétique avec sa doctrine d'offensives à outrance. Suite aux échecs russes en Yougoslavie et l'enlisement russe en Tchétchénie (la victoire russe dans la Seconde Guerre de Tchétchénie aura eu un fort coût humain d'environ 5 000 soldats) et avec le fantôme de la Guerre d'Afghanistan menée par l'Union Soviétique dans les années 1980, Poutine a compris la nécessité de réformer l'armée russe.

En effet, l'état des forces armées en ce début des années 2000 est un pâle fantôme de l'armée soviétique (**Annexe 26**): Suite à la Guerre de Géorgie de 2008 qui a vu l'armée russe répondre à l'offensive de l'armée géorgienne par une réponse disproportionnée offensive, le ministre de la Défense Anatoly Serdyukov annonce la réforme la plus radicale de l'armée russe depuis la création de l'Armée Rouge de 1918. Le budget accordé à la défense va augmenter de 26,8% entre 2008 et 2013, soit 3,4% du PIB de la Russie. Ceci s'effectue dans un contexte où les Occidentaux sont plutôt dans une phase de baisse de leurs budgets militaires (comme en Allemagne ou surtout en France). Suite à cette réforme, l'éducation militaire est centralisée, les corps de cadets revalorisés, on cherche à supprimer de façon conséquente les conscrits régionaux à la loyauté changeante (comme en Tchétchénie) ... mais c'est surtout une remise à niveau complète de l'entraînement des soldats, un programme d'armement 2011-2020 et une réorientation stratégique vers les méthodes de guerre contemporaines qui sont mis en place. Les 23 divisions de l'armée russe sont réorganisées en 85 brigades plus fonctionnelles, avec un point d'honneur mis sur la réorganisation des forces spéciales. Trois brigades de guerre électronique sont créées tout cela avec un équipement utilisable à 95% dès 2009. Le nouvel équipement se compose de nouveaux chars T-90 (prévus pour être remplacés par le T-14 d'ici 2025). De nouveaux fusils d'assaut sont développés : le AK-12 et le A-545. Enfin, l'armée russe se livre à une

véritable guerre médiatique de l'armement pour mettre en avant son complexe militaro-industriel : la médiatisation des nouveaux missiles Satan II en développement avec une charge de plus de 10 tonnes d'explosifs, ou encore le développement d'exosquelettes Ratnik-3 devant être opérationnels d'ici 2020, comme dans une course à l'armement avec l'Occident qui propose des projets parallèles.

### « *L'armée de la RSS d'Ukraine est toujours d'actualité* »

Ce renouveau de l'armée russe est très visible en Ukraine, où l'on observe des techniques de guerre hybride classique loin des clichés des chars soviétiques déferlant sur le territoire : la prise de la Crimée est symptomatique de cette renaissance militaire russe. La péninsule fut prise sans morts ou presque des deux côtés, avec des membres des forces spéciales russes sans insignes (les fameux « *petits hommes verts* » présentés dans les médias) qui viennent pour désarmer les troupes ukrainiennes prises au dépourvu, ainsi que des cyberattaques lancées contre les infrastructures de la péninsule afin de la paralyser. La Russie fait donc ici son entrée dans le cyberspace, dans la guerre de forces spéciales et de mercenaires/volontaires (des membres de l'Armée de Libération Nationale serbe étaient venus prêter main forte aux soldats) tout en menant une guerre de l'information permettant de légitimer ou de minimiser son implication. Dans le cadre du Donbass, c'est également le cas, avec plus de dégâts : en août 2014, alors que l'armée ukrainienne subit ses premiers revers autour de Donetsk, la Russie déclare qu'une patrouille de l'armée se serait « *perdue* » lors d'une patrouille au niveau de la frontière. Alors que l'armée ukrainienne, par sa doctrine stratégique de l'offensive, arrive à avancer sans peine jusqu'à Donetsk face à des insurgés sous-armés, elle est soudainement et mystérieusement battue lors de sa tentative de reprise de la ville.

Comment expliquer cette faiblesse soudaine de l'armée ukrainienne ? Par le fait qu'elle se base sur un équipement largement hérité de l'Union Soviétique et de la RSS d'Ukraine : une grande partie des blindés et de l'artillerie ukrainienne a été produite sous l'Union Soviétique, à l'image des canons D-20 ou D-30 que l'on observe souvent sur les vidéos des combats. L'Ukraine s'appuie également sur des hélicoptères exclusivement soviétiques et des chars T-64 développés ... dans les années 1950. Concernant les fusils d'assaut réglementaires, les Ukrainiens comptent, malgré la conception en 2003 du fusil bull-pup Vepr, sur la « *fiabilité* » de leurs vieux AK-74 sortis tout droit de la Guerre Froide. La

réforme militaire initiée en 2014 afin d'adapter les forces spéciales ukrainiennes et l'équipement à la Guerre du Donbass est trop tardive : l'ATO, (Anti-Terrorist Operation Zone) instaurée dans les oblasts de Donetsk et de Lougansk le 7 avril 2014 pour lutter contre l'insurrection, se base sur une doctrine stratégique d'offensive à outrance pour déborder l'adversaire : cette doctrine stratégique récupérée par le ministre de la Défense Stepan Poltorak, décoré de la médaille de Joukov (ce qui en dit long sur sa formation initiale) est typique de ce que l'on pouvait trouver en Afghanistan dans les années 1980. L'objectif est d'investir le plus vite possible les points névralgiques des positions ennemies avant de sécuriser la zone. Simplement, cette tactique dans le cadre de la guerre du Donbass contient une faiblesse non-négligeable. Elle se heurte à la défiance des populations civiles, qui se sont mises à stopper l'avancée de l'armée à coups de protestation pacifiques pour éviter l'usage de la force près des habitations (risque à considérer lorsque l'on envoie un tel amas de troupes en territoire ennemi). Plusieurs soutiens à l'insurrection portant des rubans de Saint-Georges striés d'orange et de noir (l'un des symboles du patriotisme russe contemporain) ont été filmés entraînant d'exiger le désarmement des soldats et leur retraite. Injonction que certains officiers n'ont eu d'autre choix que d'honorer. Ainsi, énormément de troupes ne sont pas parvenues jusqu'à Donetsk ou Lougansk : des désertions sont à signaler avec des passages de militaires ukrainiens de l'autre côté de la ligne de front. Ces soldats, originaires du Donbass, ne voulaient pas voir une offensive de grande ampleur sur leur terre natale. Ainsi, peu de soldats comparé à ce qui était prévu sont effectivement arrivés en état de combattre dans le Donbass : ils n'ont rien pu faire face aux frappes chirurgicales orchestrées à la fois par les insurgés calqué sur un modèle de guérilla très efficace en combat urbain et face aux opérations de type forces spéciales du côté des séides de Moscou.

La réforme militaire ukrainienne de 2014 est encore incomplète : elle se base surtout sur un soutien logistique et matériel de l'OTAN et des Occidentaux<sup>19</sup>, insuffisant pour lutter contre les séparatistes armés et soutenus militairement par Moscou. Elle propose également une augmentation de la bourse des militaires comme ce qui s'est fait en Russie, faisant passer à 10 000 hryvnas par mois (environ 400 euros) le salaire du soldat servant dans la

---

<sup>19</sup> Natalia ZINETS, Jean-Stéphane BROSSE. « *L'Ukraine signe un accord accord préliminaire pour acheter 55 hélicoptères Airbus* » - l'Usine Nouvelle. 23 mars 2018. <https://www.usinenouvelle.com/article/l-ukraine-signe-un-accord-pour-acheter-55-helicopteres-airbus.N670824>

zone ATO<sup>20</sup>. Rien n'est prévu de façon massive pour l'équipement et la modernisation de l'armée, du fait du manque de ressources économiques. L'Ukraine espère des livraisons d'armes promises par les États-Unis fin 2017 pour assurer ce renouveau de l'équipement. Mais comme nous avons commencé à l'esquisser, le problème majeur de l'armée ukrainienne n'est pas tant matériel que stratégique...

### **C. Guerre hybride russe et obsolescence stratégique ukrainienne**

#### ***« Le schéma de pensée stratégique de l'état-major ukrainien hérité de l'Union Soviétique »***

S'il ne s'agit pas de critiquer la qualité intrinsèque des soldats ukrainiens, qui disposent pour beaucoup d'une loyauté sans faille (notamment pour les volontaires intégrés à la Garde Nationale avec d'autres groupes ultranationalistes), il est de bon ton de pointer la faiblesse stratégique de l'armée ukrainienne, qui ne peut faire face à la modernité et aux actions de forces spéciales, de cyberguerre et aux convois humanitaires de l'armée russe ramenant toujours plus de volontaires et de mercenaires sur le front du Donbass.

En 2014, ainsi que le souligne le rapport « *Défense ukrainienne : une réforme difficile face à des défis multiples* » de l'IFRI, les autorités ukrainiennes ont tenté une « *réinvention de l'armée* », sous l'impulsion de Petro Porochenko et de son ministre de la Défense, Stepan Poltorak. Cependant, cette réinvention ne s'est faite que sur le plan formel : l'Ukraine peine encore à réorienter sa pensée stratégique de fond. Elle persiste dans sa volonté d'envoyer les troupes conventionnelles au combat dans l'espoir de briser l'élan de la forteresse séparatiste de Novorossia. Erwan Castel note cependant depuis mars 2016 une évolution de la stratégie ukrainienne sur le terrain : c'est ce qu'il appelle la « *technique du saut de crapaud* », à savoir mettre une pression continue sur les forces ennemies pour les faire reculer au-delà de la « *zone grise* », no man's land instauré par les Accords de Minsk, qui tenaient jusqu'en 2016 d'une façon fragile. Cependant, cette tactique constitue la faiblesse des forces armées ukrainiennes, qui ne peut pas s'attacher le soutien des populations civiles par ce genre d'avancées : ainsi, l'OSCE tente d'empêcher l'armée ukrainienne d'aller trop avant vers la ville de Gorlovka par exemple, où se situe non loin de la route une usine de traitement d'eau nécessaire à la population. Elle a du être mise à

---

<sup>20</sup> Isabelle FACON : « *Défense ukrainienne : une réforme difficile face à des défis multiples.* », Russie.nei.vision, numéro 101, Ifri, mai 2017.



l'arrêt plusieurs fois du fait des combats : l'armée ukrainienne ne peut pas ainsi gagner la bataille des cœurs avec ce schéma de pensée tactique. Le contrôle des principaux axes routiers ainsi que l'avancement des troupes sur ceux-ci est un modèle de pensée hérité de l'Union Soviétique : une façon de progresser pas à pas, qui n'est pas adaptée à la guerre contemporaine, car elle implique des dégâts collatéraux beaucoup trop importants. De plus, l'Ukraine, qui tente depuis 2014 de réformer son appareil policier avec l'aide américaine (en témoignent les nouvelles voitures de police à Kiev, et la suppression de l'ancienne *Militsya* soviétique en 2015) ne dispose pas de forces spéciales totalement opérationnelles pour mener les opérations militaires décisives. 2000 à 3000 soldats entraînés étaient prévus en 2014, mais pour l'instant, l'armée n'en voit pas vraiment la couleur : la pensée stratégique et tactique n'évolue pas, et les quelques unités militaires spéciales spetsnaz (Alpha Group et Forces d'Opérations Spéciales) héritées de l'Union Soviétique se contentent d'opérations aéroportées sur des axes stratégiques de communication, comme lors des deux batailles de l'aéroport de Donetsk de 2014 à 2015, qui se solde par la perte définitive de la ville pour les forces loyalistes. C'est donc sans comparaison possibles avec l'équivalent russe des spetsnaz, dont on entend parler de leur implication que lorsqu'ils sont capturés à certaines occasions. Maria, la journaliste, m'explique : « *j'ai été échangée contre un sniper russe, Ivan Gorbunov, au terme de mes 419 jours de captivité.*<sup>21</sup> » L'état-major ukrainien peine à entériner une réorganisation efficace de l'armée dans un contexte tendu, alors que les forces militaires ukrainiennes sont restées telles qu'elles étaient à la chute de l'URSS jusqu'en 2014. L'Ukraine a beau amorcer une coopération militaire avec plusieurs pays de l'OTAN, comme la France et les États-Unis, ces partenariats stratégiques ne sauraient combler à eux seuls le retard de l'armée ukrainienne face à l'armée russe, rompue aux techniques de guerre hybride et qui savent par extension camoufler leur implication en Ukraine.

**« Une armée russe ayant tout compris aux nouveautés stratégiques du XXI<sup>ème</sup> siècle »**

De son côté, l'armée russe sait comment aider les forces séparatistes sans se manifester de façon trop évidente : elle s'appuie énormément sur des volontaires pour beaucoup anciens

---

<sup>21</sup> UNIAN. « *Journalist Maria Varfolomeeva freed from militant captivity* ». 3 mars 2016. <https://www.unian.info/society/1281764-journalist-maria-varfolomeeva-freed-from-militant-captivity.html>

membres des forces armées pour épauler les séparatistes, ne se contentant d'intervenir directement que lorsque la situation l'exige, comme à Lougansk en novembre 2017. On trouve donc dans le Donbass ces fameux volontaires politiques radicaux issus des mouvances eurasistes, nationalistes, nationales-bolcheviques à l'image du Lénine Noir, de son vrai nom Ayo Beness<sup>22</sup>, combattant letton d'origine africaine, engagé dans le parti l'Autre Russie de Limonov et participant au projet Interbrigade lancé par le parti au déclenchement de la guerre, par opposition au « *fascisme ukrainien* ». S'ajoute également une aide humanitaire et financière nécessaire à la reconstruction des infrastructures du Donbass, mais l'armée russe compte également sur les SMP (Sociétés Militaires Privées) russes pour épauler les forces novorossiennes. Kiev utilise également des SMP occidentales, notamment pour la formation de ses troupes et à moindre mesure pour le combat, mais Moscou bénéficie d'une arme redoutable pour camoufler l'implication des mercenaires dans la guerre du Donbass : la législation russe. La Russie peut compter sur une loi trouble concernant les SMP : si elles sont officiellement illégales en Fédération de Russie, il n'est pas interdit d'en faire usage pour des interventions à l'étranger où l'armée russe n'est officiellement pas présente. Ces combattants, souvent anciens membres des forces spéciales n'étant affiliés à aucune armée nationale, sont une arme de choix pour Moscou qui peut orchestrer ainsi son soutien mesuré aux Républiques Séparatistes tout en refusant toute implication russe en Ukraine. Parfois, certaines données fuient malgré tout : le 13 novembre 2017, le procureur général de Serbie lançait une enquête sur l'implication de quarante-cinq mercenaires serbes dans le Donbass au profit des séparatistes. On retrouve également dans le Donbass Dmitri Outkine, dit Wagner, fondateur d'une SMP ayant participé à la prise de la Crimée et aux combats du Donbass : il est arrêté en 2015 pour son implication dans la guerre syrienne, car la Syrie est le principal théâtre d'opération de l'armée russe. Mais il se retrouve en décembre 2016 au Kremlin, aux côtés de Vladimir Poutine pour honorer les « héros » de la guerre syrienne.

Concernant les soldats réguliers : si l'on ne trouve pas d'unités combattantes russes en Ukraine, c'est parce que les soldats sont souvent envoyés au cas par cas : la série Russian Roulette de Vice News de 2014 et 2015 montrait très clairement que des soldats de l'armée russe officiellement en permission, et parfois issus de régions très éloignées du Donbass

---

<sup>22</sup> « Le « Lénine Noir » raconte son combat dans le Donbass ». Sputnik. 13 avril 2014.  
<https://fr.sputniknews.com/interviews/201504131015644037/>

comme la Bouriatie. Ces différentes techniques permettent à la Russie de cacher son implication dans le Donbass, et provoque des réactions mitigées du point de vue des séparatistes les plus radicaux, qui soutiennent qu'ils sont « *seuls* » face à l'armée ukrainienne et qui souhaitent une intervention directe des forces russes en Ukraine. Moscou préfère donc se cantonner à des techniques de guerre hybride classique, en menant le combat au travers de volontaires et mercenaires solitaires, dans le cyberspace comme ce fut le cas notamment en Crimée, mais aussi sur le terrain de l'information avec l'Ostankino, les médias nationaux russes, et les médias russes à l'international que sont Sputnik et Russia Today, qui déversent la propagande du Kremlin partout dans le Monde. Ceci afin de remplir deux objectifs : l'instabilité de l'Ukraine et le contrôle des ambitions séparatistes qui ne doit pas aller vers une trop grande expansion. Cependant, cette tactique, qui a très bien fonctionné en Crimée, peine à à faire ses preuves dans le Donbass, ainsi que le montrent les nombreuses failles qui ont été observées depuis le début de la guerre ....

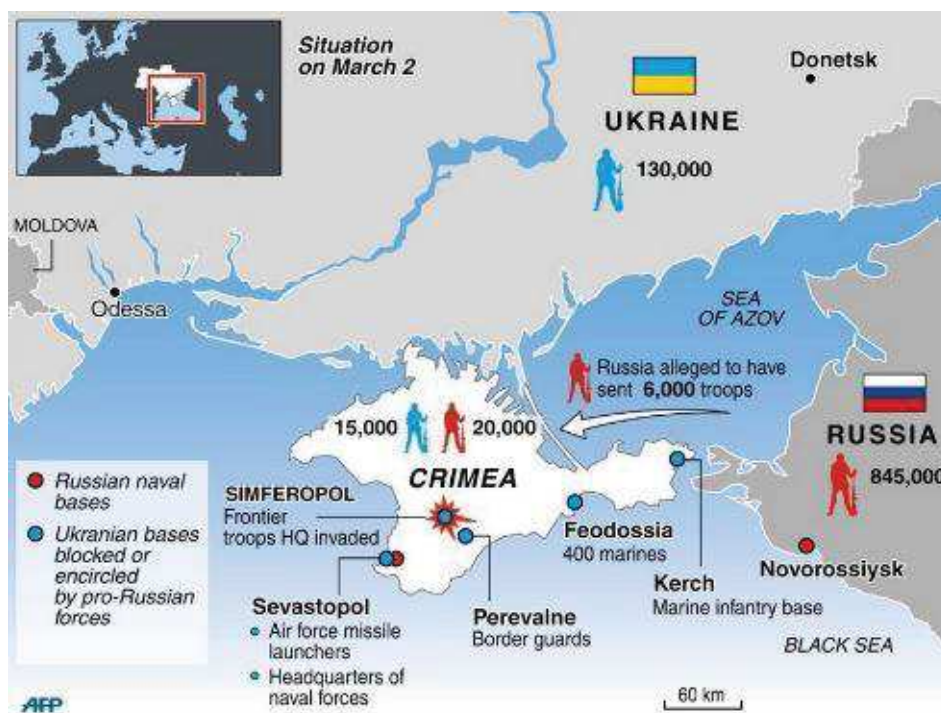
## **PARTIE II : Guerre hybride en Ukraine, du coup d'éclat russe en Crimée à la Rogue War du Donbass, la Guerre de Scélérats**

Dans cette partie, nous allons expliciter, à travers les événements de Crimée et du Donbass, en quoi le modèle de guerre hybride russe ayant fait ses preuves en Crimée s'est retrouvé être limité dans le Donbass dans le cadre particulier ukrainien. Nous allons voir en quoi cela a entraîné l'émergence, avec l'enlisement de la guerre, d'un conflit de factions particulier, ces dernières étant composées d'individus agissant pour la plupart pour leurs intérêts propres : une Guerre de Scélérats, une Rogue War.

### **Chapitre 4 : D'une guerre hybride à l'autre – César en Crimée, Pyrrhus dans le Donbass**

#### **A. La Crimée, un triomphe russe à la romaine**

Avant la déclaration d'indépendance des Républiques de Donetsk et de Lougansk, respectivement le 7 avril et le 12 mai 2014, la Fédération de Russie accepte la Crimée en son sein en tant que République autonome le 18 mars 2014, soit deux jours après le référendum ayant eu lieu dans la péninsule. Avec des résultats officiels impressionnants de 96,6% des voix en faveur du rattachement à la Russie, la Crimée échappe à l'Ukraine après avoir accepté son rattachement à celle-ci dans les années 1990. Cette annexion, invalidée par les Occidentaux et une majeure partie de la communauté internationale, s'est appuyée sur deux leviers : la défiance de la population criméenne face au gouvernement de transition radical envers le *rousskyi Myr* (Monde Russe) à Kiev et une tactique de guerre hybride savamment orchestrée. Ces deux leviers ont permis un triomphe russe total.



Carte du déroulement de la Crise de Crimée, mars 2014. (Source : smartmindsias.com)

« Une défiance vis-à-vis de l'Euromaïdan ... »

La Crimée a toujours été un trublion au sein de l'État ukrainien : fruit de la colonisation russe du XVIIIème siècle (**Annexe 27**), la Crimée dispose d'une population largement composée de Russes ethniques aux alentours de 58% en 2014, probablement quelques pourcentages de plus depuis l'annexion, et seulement près de 25% d'Ukrainiens, voire un peu moins depuis le rattachement. Il faut également compter sur la population Tatar qui représente 1/10<sup>ème</sup> de la population.

En 2014, alors que les premières mesures pour la promotion unilatérale de la culture et de la langue ukrainienne sont prises à Kiev, afin de s'ancrer symboliquement vers l'Europe de l'Ouest, les Russes de Crimée se sentent lésés. En effet, leur langue maternelle est le russe, leur culture est plus héritée de la Russie que de l'Ukraine. La maladresse de Kiev réveille un litige en sommeil depuis les années 1990 qu'il faut rappeler : à la suite d'un premier référendum en 1991, la Crimée, par sa première Constitution de 1992, entérine le russe et l'ukrainien comme langues officielles, mais sa volonté d'être trop autonome par rapport à Kiev amène Koutchma à supprimer la constitution. Par ce référendum, la RSS de Crimée (1921-1945) est rétablie, avec pour nom la République de Crimée dès 1992, et est supprimée par Kiev en 1995. Alors même qu'un autre référendum en 1994, portant sur une

plus grande autonomie de la région et donnant un pouvoir étendu à l'exécutif criméen et la double nationalité avec L'Ukraine est entériné par un oui massif. Koutchma gouverne la Crimée par décrets, et il faut attendre 1997 pour que la Russie, l'Ukraine et le Parlement de Crimée reconnaissent la souveraineté ukrainienne sur la péninsule. La Crimée jouit alors d'une certaine autonomie, la Russie garde ses possessions militaires dans la région ... l'équilibre est garanti.

Tout cela est perturbé par le gouvernement de transition issu de l'Euromaïdan de 2014 : la suppression du russe comme langue régionale officielle et des médias russes le 23 février 2014 par Kiev fait craindre aux russophones et aux Russes ethniques de Crimée une suppression de leur autonomie qui garantissait l'équilibre politique de la région. Kiev se saborde d'elle-même par sa volonté centralisatrice en Crimée : en voulant faire table rase de l'époque Ianoukovitch, elle met à bas tous les compromis passés des années 1990.

C'est ainsi que les manifestations pro-russes, exaltées par les chefs locaux, débutent, d'autant plus que la surmédiatisation des symboles arborés par certains ultranationalistes ukrainiens comme Azov ou Svoboda sur le Maïdan sème la crainte dans les esprits d'un gouvernement néo-fasciste. Les volontés de rattachement à la Russie, auparavant minoritaires, ressurgissent à ce moment-là.

### « ... instrumentalisée par Moscou »

Kiev ne peut réagir face à sa propre population qui se divise dans les rues à Simferopol ou à Sébastopol entre pro-russes et pro-ukrainiens. Moscou profite de cet état de crise singulier, cette « conjoncture fluide », comme le dit le sociologue Michel Dobry, pour s'emparer progressivement de la Crimée. Les militaires russes contactent ainsi le 26 février 2014 les hommes politiques locaux pro-russes, Sergueï Aksionov et Leonid Gratch pour devenir les chefs de la future République de Crimée. Le 27 février, la Fédération de Russie engage des manœuvres militaires dans le kraï de Krasnodar, séparé de la Crimée par un petit bras de mer de 19km de large. Le 28 février, des hommes sans insignes, nommés « *petits hommes verts* » dans les médias, entrent en Crimée et s'emparent de l'aéroport de Simferopol sans résistance et l'aéroport international de Sébastopol est bloqué par plus de 300 combattants non-identifiés. Des combattants cosaques russes du Don et des militants serbes viennent épauler la prise de contrôle des administrations, des axes de communication principaux et des infrastructures. Kiev répond par une objection : cette

intervention manifestement menée par la Russie serait une violation du mémorandum de Budapest de 1997 signé par la Russie comme garantissant notamment les frontières de l'Ukraine. L'Ukraine n'a d'ailleurs que cette marge de manœuvre, et c'est au nom de la défense des populations russophones de Crimée que le Conseil de la Fédération de Russie donne son aval à Poutine pour user de la force armée en Ukraine.

Les forces russes débarquent en Ukraine : les bases militaires ukrainiennes et les forces navales sont progressivement désarmées. Les militaires ukrainiens ne reçoivent pas l'ordre de protester pour éviter tout chaos potentiel, du fait que le gouvernement doit d'abord stabiliser la situation à Kiev : certains officiers comme l'amiral de la flotte ukrainienne, Denis Berezovsky, collaborent. Il passera à la Russie dès le 24 mars 2014. Les soldats ukrainiens sont assiégés par des soldats russes et des militants pro-russes, sans aucune marge de manœuvre.

La Russie orchestre dès le début des manifestations à Kiev des cyberattaques contre le système de surveillance de l'Internet SORM. Ce système, issu de la fin de la Guerre Froide, est adopté par tous les pays de la CEI, dont l'Ukraine. Mis à jour en 2010 sur le territoire ukrainien, il est cependant extrêmement intrusif et n'est pas calculé pour résister aux attaques du FSB, qui contrôle totalement le système SORM russe et en connaît tous les rouages. D'un point de vue téléphonique, le principal opérateur ukrainien, Kyivstar, appartient à un oligarque russe via la société Alfa Groupe, Mikhaïl Fridman, ancien proche de Boris Eltsine. Les autres opérateurs, comme UKR Telecom, sont reliés à Rinat Akhmetov, l'oligarque de Donetsk au double-jeu<sup>23</sup>. Tous les ingrédients sont donc réunis pour s'emparer sans même faire usage de la force de la péninsule de Crimée. Seuls six morts sont à déplorer, dont trois soldats ukrainiens et trois séparatistes criméens, dans des circonstances particulièrement troubles. D'autant plus que les manifestants sont là pour aider les « *petits hommes verts* » et les soldats russes officiels, notamment ceux qui étaient déjà en poste en Crimée avec à la flotte de la Mer Noire : le 23 février, ce sont eux qui s'emparent du Parlement. Le 6 mars, le Parlement de Simféropol vote la tenue d'un référendum sous la surveillance d'hommes en armes.

---

<sup>23</sup> Ulrich BOUNAT. *La Guerre hybride en Ukraine : quelles perspectives ?* Paris, Éditions du Cygne. 2016. p.75-76

Kiev et les Occidentaux ont beau protester, déclarer le référendum illégal et parler d'invasion : le 18 mars, Vladimir Poutine signe suite au référendum du 16 mars le décret du « *Retour à la Patrie* » de la Crimée. Les navires ukrainiens de la Mer Noire sont récupérés par Moscou et le Kremlin offre de recruter tous les soldats voulant rejoindre la flotte ou l'armée russe, entraînant quelques désertions. Dans les bases continentales, le drapeau ukrainien est retiré au son d'un dernier hymne ukrainien, avant que ne s'élève le drapeau de la Fédération de Russie et que ne soit entonné l'hymne national. Sans grand enthousiasme cependant : une vidéo de Vice News trouvée sur le Net montre des marins ukrainiens chantant l'hymne ukrainien par-dessus l'hymne russe<sup>24</sup>. Mais ce symbole semble bien vain : la Crimée est désormais russe dans les faits. Par la mobilisation efficace des forces spéciales russes dès le 22 février, l'arrivée de dignitaires militaires russes très rapidement sur le territoire ukrainien, comme Igor Girkin, ancien colonel de l'armée russe que l'on retrouvera plus tard dans le Donbass, et un décorum savamment orchestré (l'attribution de médailles aux soldats russes ayant participé à la prise de Crimée rappelant beaucoup celle donnée aux libérateurs de la Crimée des « *envahisseurs fascistes* » de 1944), le triomphe de la Nouvelle-Rome est total. Tout ceci est épaulé par un service après-vente de propagande et sur le terrain de l'information : affiches électorales dénonçant la « *junte fasciste* » de Kiev, articles de Sputnik et sujets dans les médias russes faisant la promotion du « *oui* » au référendum, légitimation historique de la Crimée Russe (dont on ne peut nier l'existence historique : il suffit donc ainsi de l'instrumentaliser) et désignation d'un nouvel ennemi intérieur en la personne des Tatars de Crimée. Ces derniers, soutiens du gouvernement de Kiev, sont ainsi réprimés, leurs chefs historiques comme Moustapha Djemilev poussés à l'exil, le *Majlis* (Assemblée des Tatars de Crimée) interdite et progressivement désignée au fil des mois comme étant une « *organisation terroriste* » par la parole publique russe. Tout cela est possible du fait de l'adhésion populaire au rattachement de la péninsule qui cristallise les tensions.

S'il n'était pas souhaitable et illégal d'un point de vue du droit international, le référendum en Crimée n'en était pas moins souhaité, à la fois par la Russie et par les habitants de Crimée eux-mêmes du fait de la destruction de l'équilibre politique maladroitement

---

<sup>24</sup>Chaîne Youtube Vice News. « *Taking over a ukrainian base.* » 22 mars 2014.  
[https://www.youtube.com/watch?v=tBLs\\_AsBtjg&list=PLiouFjRmoACh39MDOiML4eOWZmrcMyID6&index=16](https://www.youtube.com/watch?v=tBLs_AsBtjg&list=PLiouFjRmoACh39MDOiML4eOWZmrcMyID6&index=16)



orchestré par Kiev en 2014. Bien que les résultats du référendum soient sans doute exagérés du fait des pressions exercées sur les tenants du camp pro-ukrainien, il n'y a aucun doute sur le plébiscite local. La Russie justifie en filigrane le référendum de Crimée comme une vengeance vis-à-vis de l'Occident : les Occidentaux qui ont appuyé l'indépendance tout aussi polémique du Kosovo en 2007 l'ont fait sans accord international, et l'intervention française en Libye en 2011 contre Kadhafi était au-delà de ce qui était prévu par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Face à ce que la Russie considère comme des camouflets géopolitiques, cette dernière a su profiter des conjonctures fluides où elle pouvait exercer son influence : à « *Kosovo, Libye* », la Russie répond « *Abkhazie, Ossétie du Sud* » en 2008 et « *Crimée* » en 2014. Limonov va même plus loin : il voit le rattachement de la Crimée comme une « *réunification* », comparant la situation avec la réunion des Deux Allemagne en 1990. Le rattachement de la Crimée était de longue date une ambition russe : déjà dans les années 2000, une politique de passeportisation a lieu vis-à-vis des Abkhazes, des Ossètes ... et pour les Criméens intéressés. Le coup de grâce a été porté par Kiev : en voulant trop tabler sur l'enthousiasme révolutionnaire pour changer l'Ukraine, elle a mis fin à un système qui ne fonctionnait que trop bien sur le plan du découpage administratif. Le gouvernement de transition a ainsi donné le bâton pour se faire battre : le tournant européen impliquait-il forcément une scission totale ? La Crimée, elle, a tranché, pour le plus grand bonheur du Président Poutine. Cet opportunisme géopolitique a fait culminer sa popularité à plus de 70% : c'est un coup d'éclat russe incontestable.

### **B. Le Donbass : une victoire à la Pyr-russe, l'avènement de la Rogue War**

Conjointement à la Crise de Crimée, la Guerre du Donbass débute le 2 mai 2014 avec l'offensive ukrainienne contre la République de Donetsk, proclamée en avril par la prise des bâtiments administratifs et des axes de communication par les insurgés. Du côté de Moscou, c'est une nouvelle opportunité permettant de mettre à l'épreuve son modèle de guerre hybride afin de déstabiliser une bonne fois pour toute l'Ukraine dans sa marche vers l'Ouest. Mais les choses ne se passent pas comme la Russie le prévoit : c'est un enlisement progressif de la situation que l'on observe, mettant en lumière un succès russe en demi-teinte.



La situation sur le front du Donbass fin 2017. Les lignes n'ont quasiment pas bougées depuis cette date.  
(Source : Ministère de la Défense d'Ukraine)

« Un modèle guerrier calqué sur la Crise de Crimée »

Les opérations du Donbass sont pour Moscou calquées sur les événements de Crimée : une technique de guerre hybride bien rodée, avec utilisation de volontaires, de mercenaires, de cyberattaques ponctuelles, de convois humanitaires et d'opérations spéciales. Le tout encore une fois servi par une guerre de l'information à la mécanique bien huilée. Cependant, les objectifs sont sensiblement différents : Vladimir Poutine n'ambitionne pas d'intégrer Donetsk et Lougansk en tant que Nouvelle-Russie dans la Fédération russe. L'objectif de Moscou n'est pas non plus une indépendance de la Novorossia, qui serait un allié russe dans la région, mais un allié insignifiant compte tenu de l'objectif d'influence affiché par le Kremlin sur l'Ukraine. Non : ce que Moscou appelle de ses vœux, c'est la déstabilisation du territoire ukrainien, pour mener à une fédéralisation du territoire et ainsi garder un levier dans les affaires intérieures du pays. Comme en Géorgie en 2008, avec les cas abkhaze et ossète, la Russie veut ainsi institutionnaliser les républiques populaires

séparatistes, leur donner corps et normaliser leur appareil proto-étatique pour laisser une Ukraine fortement diminuée. Cela passe par plusieurs leviers, comme en Crimée : défense des populations russophones (pour laquelle Kiev a maladroitement exposé sa faiblesse), des moyens militaires, para-militaires, cybermilitaires et médiatiques. On peut également noter une coopération militaire entre les Républiques Séparatistes et la Russie : les meilleurs cadets de Donetsk et de Lougansk qui se distinguent de par le leur patriotisme envers le Donbass au prix d'un entraînement intensif peuvent pour certains d'entre eux aller étudier à Moscou comme la série de Vice News *Russian Roulette* le montre très bien<sup>25</sup>. Tout ceci à l'occasion de défilés et de démontages et remontages d'armes sous l'œil attentif de chefs militaires russes et novorossiens.

Ainsi, comme le dit Benoît Vitkine sur Public Sénat en 2016, « *la Russie entend punir l'Ukraine* <sup>26</sup> », au-delà d'une partition stricte du pays. C'est particulièrement visible lors des Accords de Minsk du 5 septembre 2014 et de Minsk II du 12 février 2015 : la Russie se prononce systématiquement pour la fédéralisation de l'Ukraine et l'arrêt des combats. C'est particulièrement visible aussi dans les médias russes, contrôlés largement par le pouvoir : Limonov souligne ainsi très justement que les médias russes lorsqu'ils parlent des séparatistes, les qualifie de « *partisans de la fédéralisation* », alors même qu'au sein des forces séparatistes, plusieurs lignes idéologiques s'affrontent, et au final seuls les plus poutiniens d'entre eux (progressivement évincés avec le temps) se trouvent être les garants de ce projet russe ....

À l'origine, les insurgés dans le Donbass demandent la même résolution que pour la Crimée : le rattachement à la Russie. Certains veulent la fédéralisation. Mais leur nombre beaucoup plus faible qu'en Crimée et la nécessité pour les Républiques Séparatistes de faire venir des volontaires de Russie et d'ailleurs pour tenir tête à Kiev va créer une situation de chaos permanent et changer complètement les revendications des Républiques Populaires. Ce sont les chefs de cette dernière qui vont se substituer à la minorité insurgée pour demander une fédéralisation de l'Ukraine, un rattachement à la Russie ... ou des projets politiques plus personnels.

---

<sup>25</sup> Chaîne Youtube Vice News. « *The All-Girl Soldier Club. Child Warriors of Donetsk.* » 4 juin 2015. <https://www.youtube.com/watch?v=0vJPL6PYDTM>

<sup>26</sup> Chaîne Youtube Public Sénat. « « *La Russie entend punir l'Ukraine* » : Benoît VITKINE. » 24 novembre 2016. [https://www.youtube.com/watch?v=\\_4CQOJPzk\\_s&t=8s](https://www.youtube.com/watch?v=_4CQOJPzk_s&t=8s)

La Russie tente d'accomplir malgré les divisions internes au sein des forces séparatistes un projet de normalisation, de temporisation : ce n'est pas une logique guerrière outrancière à la soviétique, mais un projet pragmatique, loin de la radicalité des seigneurs de guerre du Donbass qui émergent à cette occasion. Plusieurs membres des forces de l'ordre et de l'armée russe arrivent dès 2014 dans le Donbass pour défendre les intérêts de Moscou : on y trouve plusieurs centaines de *kadyrovtsi* (de la garde personnelle du président tchéchène Ramzan Kadyrov), mais aussi plusieurs généraux russes identifiés par le SBU (les services secrets ukrainiens) comme officiant sur le terrain. On en compte cinq parmi lesquels :

- Oleg Tsekov, commandant de la 200<sup>ème</sup> brigade des gardes côtes du Nord, et de la deuxième brigade populaire de Lougansk..
- Valery Solodchuk, commandant de la 7<sup>ème</sup> division aéroportée russe et du 1<sup>er</sup> corps d'armée de Novorossia
- Sergei Kuzovlev, chef d'état-major de la 58<sup>ème</sup> armée russe et coordinateur des troupes russes à Lougansk.

On note également plusieurs agents du GRU (Forces Armées de la Fédération de Russie), comme Roman Bannykh, arrêté par les forces ukrainiennes alors qu'il épaulait les forces séparatistes le 7 avril 2014. Autre exemple, la bataille d'Ilovaisk d'août 2014, voit les ukrainiens arrêter plusieurs soldats russes malgré leur défaite : une dizaine de parachutistes russes sont ainsi capturés par le bataillon Kryvbas le 24 août près du village d'Osykove. Enfin, le comité des mères de Stavropol (située dans le kraï éponyme russe du Nord Caucase) publie une liste de plus de 400 soldats tués ou blessés en Ukraine. Ces soldats sont issus d'unités motorisées de Tchétchénie et d'Ossétie du Nord<sup>27</sup>.

Pour revenir sur le cas d'Igor Girkin, l'ancien soldat reconverti en baroudeur mercenaire qui se bat du côté de la République Populaire de Lougansk : le 17 juillet 2014, c'est lui qui annonce la destruction d'un avion Antonov ukrainien sur Vkontakt (le Facebook russe) ... à l'heure où l'on apprend la disparition du fameux vol MH17 de la Malaysia Airlines au-dessus du territoire ukrainien<sup>28</sup>. Les Cosaques Russes, du Don ou de Kouban, se joignent également aux séparatistes : issus d'une société militariste, tradition que les Cosaques

---

<sup>27</sup> Ulrich BOUNAT. *La Guerre hybride en Ukraine : quelles perspectives ?* Paris, Éditions du Cygne. 2016. p. 123 à 127

<sup>28</sup> Ulrich BOUNAT. *La Guerre hybride en Ukraine : quelles perspectives ?* Paris, Éditions du Cygne. 2016. p.94

Russes ont conservée par rapport aux Cosaques zaporogues d'Ukraine, ils sont toujours utilisés par Moscou pour des missions paramilitaires. Alexandre Mojaev, interviewé par le Time en 2014, est de ceux-là<sup>29</sup>.

Moscou passe également par le biais humanitaire afin d'humaniser son implication dans le Donbass, ainsi qu'elle le faisait par son attitude défensive en Crimée : plus de 40 convois officiels du MSU (Ministère des Situations d'Urgence russe) sont partis vers l'Ukraine. Ils sont très médiatisés par les médias pro-russes : Sputnik titre ainsi en janvier 2015 « *des cadeaux de Noël pour les enfants du Donbass* »<sup>30</sup>. Enfin, les Russes passent par le cyberespace via les réseaux de communication pour déstabiliser les régions Est de l'Ukraine sur les mêmes espaces téléphoniques et Internet qu'en Crimée. On peut également citer la cyberattaque sur la centrale de Tchernobyl en juin 2017, pour laquelle l'implication russe n'est pas encore prouvée mais qui correspond à leur mode opératoire.<sup>31</sup>

### « *Une réussite relative* »

Cependant, cette entreprise de déstabilisation russe dans le Donbass se heurte à plusieurs écueils : la rivalité interne des différentes branches séparatistes et le non-renoncement de l'Ukraine aux territoires du Donbass, justifiée par une adhésion mitigée de la population. Le coup d'État à Lougansk et l'intervention de plusieurs soldats russes pour normaliser la situation est révélateur de cet état de fait, mais à Donetsk aussi tout le Monde n'est pas d'accord sur la marche à suivre : le 18 juillet 2017, Alexandre Zakhartchenko, leader de la DNR, propose de créer un État qu'il appelle Malorossia pour « *succéder à l'Ukraine* » dans la mesure où « *le nom d'Ukraine s'est discrédité* ». Il ambitionne de faire de Donetsk la capitale du pays avec Kiev pour centre culturel et historique, et le drapeau de Bogdan Khmelnytsky le chef Cosaque Zaporogue ayant fait allégeance à Catherine II, comme nouvel emblème national. **(Annexe 28)**

---

<sup>29</sup> Julia BREEN. « *Rencontre avec un cosaque russe dans l'Est de l'Ukraine.* » Le Courrier de Russie. 1<sup>er</sup> mai 2014. <https://www.lecourrierderussie.com/international/ukraine/2014/05/rencontre-cosaque-russe-est-ukraine/>

<sup>30</sup> Vera JERDEVA. « *Ukraine : des cadeaux de Noël russes pour les enfants du Donbass (MSU).* » Sputnik. 7 janvier 2015. <https://fr.sputniknews.com/international/20150107203374656/>

<sup>31</sup> Dépêche AFP. « *La cyberattaque mondiale touche les ordinateurs de la centrale de Tchernobyl.* » Le Huffington Post. 27 juin 2017. [https://www.huffingtonpost.fr/2017/06/27/les-ordinateurs-de-la-centrale-tchernobyl-touche-par-la-cyberat\\_a\\_23004299/](https://www.huffingtonpost.fr/2017/06/27/les-ordinateurs-de-la-centrale-tchernobyl-touche-par-la-cyberat_a_23004299/)



Alexandre Zakhartchenko, « Président » de la DNR. (Source : Représentation officielle en France de la République Populaire de Donetsk)

Cette initiative originale ne fait pour ainsi dire par l'unanimité. Comme le montre l'opposition à Lougansk de l'ancien chef de la LNR Igor Plotnitski, le néo-soviétique et très poutiniste ancien militaire ukrainien. Ce dernier est plus focalisé sur l'héritage soviétique, qualifiant le déboulonnage des statues de Lénine en Ukraine de « *génocide moral* » que de la construction d'une Nouvelle Ukraine. Il ne faut pas oublier également que l'ancien chef du gouvernement provisoire de Donetsk, Igor Pouchiline, avait demandé le rattachement de la DNR à la Russie en 2014. Ces divisions internes entre chefs de guerre du Donbass laissent entrevoir un système néo-féodal dans le Donbass : ainsi, les chefs militaires s'approprient chacun une part du territoire et l'administrent comme ils l'entendent. La série *Russian Roulette* de Vice News montre qu'Alexei Mozgovoy, l'un des officiers militaires à Lougansk, condamné à mort lors de procès populaires à main levée des personnes accusées de viol dans son quartier... Là où son voisin de rue, de la Garde Nationale Cosaque russe, ne fait rien pour l'en empêcher<sup>32</sup>. Chacun administre sa région comme il l'entend.

---

<sup>32</sup> Chaîne Youtube Vice News. « *Sentenced to death by a crowd.* » 12 novembre 2014. <https://www.youtube.com/watch?v=fV70uDYUqlc&t=127s>

De plus, le plébiscite populaire pour les dirigeants séparatistes ne va pas de soi : Zakhartchenko et Plotnitski, tous deux hommes d'affaires et élus largement au premier tour en DNR et LNR (respectivement avec 81% et 63% des voix) étaient des inconnus notoires quelques jours avant leur intronisation. Plusieurs reportages montrent une grande indifférence des civils, qui se contentent juste de survivre dans un environnement hostile du Donbass, et qui ne sont ni soutiens de la Nouvelle-Russie, ni de l'armée ukrainienne<sup>33</sup>. Même parmi les corps néo-soviétiques de mineurs constitués dans le Donbass, armés comme des milices, plusieurs langues se délient pour dire qu'ils ne se battent pas par adhésion mais pour protéger leur famille. Alors que l'on n'a aucune donnée sur le taux d'abstention des élections dans les Républiques Séparatistes, il faut comprendre que l'atomisation en plusieurs factions des insurgés ne profite pas à l'élaboration d'un projet politique concret : néo-soviétiques et nationalistes d'Ukraine et d'ailleurs se côtoient et se supportent ici. A l'image d'Unité Continentale<sup>34</sup>, soutien français des séparatistes, qui se bat au nom du «*continentalisme*» et qui ont envoyé ponctuellement des combattants à Donetsk pour une «*défense de l'Europe chrétienne*» alors même que plusieurs insurgés affichent ouvertement le marteau et la faucille sur leurs uniformes... Ce melting-pot idéologique douteux ne peut fonctionner sur le long terme dans une région qui, nous l'avons vu, était parfaitement intégrée dans la scène politique ukrainienne, avec des clivages bien plus complexes qu'en Crimée.

La victoire russe de Crimée ne se réitère donc pas dans le Donbass : Moscou est obligée d'envoyer ponctuellement observateurs et militaires afin de mener à bien son projet de reconstruction des infrastructures et normalisation politico-institutionnelle du conflit. Ce n'est pas la Deuxième Guerre de Géorgie dont rêvait Moscou : les combats continuent, au prix de milliers de morts, le conflit n'est pas gelé et Kiev profite légitimement de l'adhésion discutable des populations du Donbass pour continuer la guerre afin de rétablir les frontières légitimes de l'Ukraine. La contre-attaque ukrainienne et le lancement de l'ATO est, en bien des aspects, efficace du fait des faiblesses du camp séparatiste : elle

---

<sup>33</sup> Chaîne Youtube L'Obs. « *Ukraine : la Guerre oubliée du Donbass.* » 22 avril 2017.  
<https://www.youtube.com/watch?v=1SGeKeocjRU&t=120s>

<sup>34</sup>Pascal RICHER. « *Ukraine : des volontaires français dans une brigade pro-russe.* » L'Obs. 26 août 2014.  
<https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-monde/20140826.RUE5432/ukraine-des-volontaires-francais-dans-une-brigade-pro-russe.html>

permet la victoire à Slaviansk en 2014, de mettre fin aux combats à Marioupol dès janvier 2015. Bien que la contre-attaque s'essouffle en bout de course, aboutissant à un fragile cessez-le-feu. Cela présente pour Moscou un coût certes encaissable mais largement plus élevé qu'au départ, en témoigne le grand nombre de convois humanitaires envoyés dans la zone. Coût amplifié par les sanctions économiques instaurées par les Occidentaux en 2014 : ce n'est certes pas de quoi mettre à genoux Moscou, mais le Donbass est une épine dans le pied pour la Russie. Mais cela va même plus loin que ça : l'enlisement du conflit, la fracturation de l'Ukraine en plusieurs factions distinctes gouvernementales, oligarchiques, paramilitaires, de cyberguerriers, de mercenaires et de clergés, tout cela sur fond de techniques de guerre hybride, participe à l'émergence d'un conflit singulier : c'est la Rogue War, la Guerre des Scélérats ukrainienne.

### **C. La Rogue War/Guerre de Scélérats : définition et cas du Donbass**

#### ***« Définition et application du concept au cas ukrainien »***

La Rogue War, est un type de conflit résultant de l'échec d'une guerre hybride : lorsqu'une guerre hybride s'enlise, elle se mue en un conflit de basse intensité où les outils de cette dernière (propagande, cyberguerre, offensives, médias, guérillas...) sont redistribués à chaque faction en présence (oligarques, miliciens, mercenaires ...) qui s'approprient à leur échelle ces outils dans le but de la réalisation de leurs intérêts personnels. Il y a une forte logique de corruption et de privatisation dans ce type de conflit : les acteurs paramilitaires deviennent ici les égaux des acteurs régaliens. Il y a des précurseurs historiques comme Wallenstein et son armée de mercenaires l'ont fait durant la Guerre de 30 Ans ... Mais cette fois, ce sont des outils de guerre hybride qui nourrissent l'action stratégique. La Rogue War s'oppose donc à la « *guerre juste* » telle que définie par Saint-Thomas d'Aquin dans la tradition chrétienne : les factions privées et les individus se substituent aux puissances publiques, parfois avec le soutien de ces dernières qui ne savent pas comment résoudre le conflit, et se contentent donc de maintenir un « *chaos de statu quo* ». En témoigne l'appareil d'Etat russe, qui subventionne le chaos du Donbass sans trop intervenir tout en se réservant un droit de veto si les conflits au sein du camp séparatiste s'enveniment trop à l'image de l'intervention russe de novembre 2017 à Lougansk pour



rétablir l'ordre entre les différentes factions<sup>35</sup>. En témoigne aussi l'implication des milices ukrainiennes aux leaders sulfureux, peu contrôlées par Kiev.

La Rogue War n'est pas un conflit gelé : un conflit gelé résulte de guerres courtes classiques, souvent civiles (guerre civile du Dniestr en Moldavie 1992-1993, guerres civiles géorgiennes) qui n'ont pas eu de résolutions viables sur le long terme, et qui se mue en un état conflictuel permanent sans combats (tout au plus quelques escarmouches comme dans le Haut –Karabagh aujourd'hui...). De plus, c'est un type de conflit très désavantageux pour les puissances publiques : ainsi, si l'État ukrainien est déstabilisé par la guerre hybride russe comme souhaité par Moscou, la mutation de l'appareil de guerre hybride russe en Rogue War coûte très cher à l'État russe, malgré sa résistance à la pression économique. Ainsi, pour maintenir l'objectif de déstabilisation de l'Ukraine, la Russie paye plus aux niveaux économique et opérationnel par rapport à ce qui était prévu sa mise sous tutelle des Républiques Populaires de Donetsk et de Lougansk et des différentes factions qui la composent. De son côté, l'Ukraine, sujette aux intérêts multiples russes et occidentaux, peine à faire entendre sa voix, et est enlisée dans une crise sans fin.

Qu'est ce qui fait de la Guerre du Donbass une Rogue War, ou une Guerre de Scélérats en français ? Car l'on pourrait aisément rétorquer que l'emploi de mercenaires se fait depuis les débuts de la guerre, que les clergés ont toujours été des instruments de pouvoir, et que la propagande existe depuis l'Empire Babylonien. La caractéristique que l'on voit en Ukraine est l'utilisation de toutes ces anciennes techniques avec celles des nouveaux conflits hybrides : **c'est une guerre enlisée où l'on voit des individus isolés ou constitués en factions belligérantes utiliser les instruments de guerre hybride (information, désinformation et soft power, cyber guerre...) mis en œuvre dans le conflit pour asseoir leurs intérêts propres dans un cadre de corruption institutionnalisée. Cette Guerre de Scélérats est un type de guerre qui émerge dans un failed-State ou dans un État fragilisé en crise dès le XXIème siècle via les nouvelles techniques stratégiques et leur combinaison avec les techniques traditionnelles de guerre. Outre l'aspect technologique et hybride de ce type de conflit, ce qui le caractérise est donc avant tout**

---

<sup>35</sup>« Ukraine : un « coup d'État » en territoire séparatistes. » Courrier International. 23 novembre 2017.  
<https://www.courrierinternational.com/article/ukraine-un-coup-detat-en-territoire-separatiste>

**le caractère corrompu et d'appareil d'État fragile, à l'aune de l'affaiblissement et de la contestation des structures étatiques classiques et des organisations internationales.**

Pensons à Ihor Kolomoïsky qui utilise les médias qu'il contrôle pour promouvoir les bataillons de volontaires qu'il finance, privatisant ainsi les groupes paramilitaires ultranationalistes.

Pensons à Akhmetov qui contrôle UKRtelecom et qui, lors des cyberattaques russes en Crimée, a laissé faire afin de préserver ses actifs puis par la suite *via* un accord secret avec les séparatistes, faire valoir ses intérêts.

Pensons aux symboles religieux et historiques que l'on instrumentalise beaucoup depuis les années 1990 (cf. Milosevic et sa glorification de la Bataille du Champ des Merles en Serbie en 1989) et aux soutiens des différents clergés ukrainiens d'un côté ou de l'autre : la Revanche de l'Histoire que théorisait Bruno Tertrais en 2017 se couple ici également avec un retour du sacré.<sup>36</sup>

Pensons aux mercenaires que l'on retrouve dans les deux camps, fussent-ils d'Academi (ex-Blackwater, SMP américaine très active par le passé en Irak) ou des Slavic Corps russes.

Pensons à l'implication des multinationales comme Gazprom qui tentent de contourner l'Ukraine (et la Biélorussie) par la Mer Noire depuis plusieurs années pour ses livraisons de gaz mais qui a encore des actifs en Ukraine.

Pensons enfin, dans un cadre plus conventionnel, aux « *fake news* », que les médias occidentaux font mine de découvrir alors que le procédé existe depuis des centaines d'années dans les guerres classiques et les sphères politiques : Sun Tzu disait déjà dans son Art de la Guerre « *La Guerre repose sur le Mensonge* ». C'est d'autant plus vrai aujourd'hui avec l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux. La télévision russe en est aussi un parfait exemple lorsqu'elle colporte par exemple la nouvelle de « *cas de cannibalisme et de cruauté atroces (crucifixion etc...)* » faits par l'armée ukrainienne envers des civils et des combattants séparatistes.<sup>37</sup>

---

<sup>36</sup> Bruno TERTRAIS. *La Revanche de l'Histoire*. Paris, éditions Odile Jacob. 2017.

<sup>37</sup> Ulrich BOUNAT. *La Guerre hybride en Ukraine : quelles perspectives ?* Paris, Éditions du Cygne. 2016. p.93

L'Occident n'est pas en reste, avec sa surinterprétation de la menace russe dans les protocoles de sécurité de l'OTAN qui a des conséquences sur toute l'Europe comme en Pologne où des milices nationalistes s'arment de façon complètement arbitraire avec le soutien du gouvernement pour faire face à une éventuelle guerre avec la Fédération. Les exemples sont légions, et la corruption de cette guerre oscille entre les deux camps : en Ukraine loyaliste et chez les séparatistes divisés dans leurs tensions internes.

### *« La Rogue War du Donbass : ou comment mêler factions, clergés et oligarques »*

Cet état d'enlisement qu'est la Rogue War du Donbass mène à un entremêlement de factions au sein du territoire ukrainien. On peut citer ici plusieurs grandes factions chacune divisées en sous-factions aux ambitions extrêmement complexes : côté ukrainien, on trouve principalement les forces militaires loyalistes gouvernementales, les oligarques ukrainiens, les bataillons ultranationalistes, les mercenaires et volontaires occidentaux pro-ukrainiens, les clergés présents en Ukraine et la société civile. Côté séparatiste on trouve ainsi les oligarques russes, les forces armées de la Fédération de Russie, les différentes formations de volontaires, les mercenaires et volontaires occidentaux pro-russes, les clergés russes et les milieux nationalistes. De fait, l'État fragile ukrainien mène à une répartition du territoire en plusieurs zones d'influences : ukrainiennes, militantes pro-ukrainiennes ou pro-russes, et russes.

Le cas des clergés ukrainiens est assez intéressant : j'ai pu interviewer en Ukraine via Skype Tetiana Kalenychenko, historienne ancienne volontaire pour une organisation humanitaire dans le Donbass. Spécialisée dans l'étude des religions et aujourd'hui basée à Vienne, elle travaille notamment sur la question religieuse dans le cadre de la Guerre du Donbass : elle a par exemple pu s'entretenir en 2015 avec Mykhailo Cherenkov, professeur théologien d'obédience protestante à l'Université Catholique d'Ukraine. Elle m'explique ainsi ce qu'elle a pu sortir de cet entretien : *« la religion, autrefois ciment spirituel de la Nation ukrainienne autour des valeurs chrétiennes, a été depuis l'Euromaïdan mobilisatrice pour des fins guerrières »*. Elle m'explique qu'avec la révolution, les différents clergés entrent en opposition : l'Église orthodoxe d'Ukraine est divisée en deux patriarcats, celui de Kiev et celui de Moscou. Le Patriarcat de Kiev, dirigé depuis 1995 par Philarète de Kiev, soutient la révolution dès ses débuts, en organisant par exemple des *« tentes de prière »* sur le Maïdan. Il s'allie en filigrane avec le culte gréco-catholique

d'Ukraine de l'Ouest de Sviatoslav Schevchuk pour soutenir le camp loyaliste dès la guerre du Donbass : les étals de vestiges de la guerre déposés dans les églises de Lviv catholiques sont là pour témoigner de cette position, glorifiant les « héros de l'Ukraine ». On retrouve ce même dispositif dans l'Église Saint-Michel de Kiev et à la cathédrale Saint-Vladimir, siège du Patriarcat ukrainien, où l'on peut faire des dons d'argent pour les soldats au front. Le Patriarcat de Kiev, issu d'un schisme avec l'Église de Moscou en 1992, a toujours été farouchement pro-ukrainien depuis la chute de l'URSS. Il lutte officiellement depuis 2014 contre le prosélytisme de son homologue moscovite.

De l'autre côté, le Patriarcat de Moscou, dirigé par Onuphre de Kiev et subordonné à son supérieur de Moscou le primat Cyrille, adopte depuis 2014 une attitude défensive vis-à-vis du gouvernement. Représenté à Kiev par les églises Sainte-Sophie et les Laures de Kiev, un « *proto-Vatican* » entouré de murs au cœur de la capitale ukrainienne, il adopte comme la Fédération de Russie la stratégie de la « *forteresse assiégée* » des russophones encerclés d'ennemis (pro-Occidentaux) mais au niveau de la sphère spirituelle ukrainienne. C'est un modèle réduit de la lutte d'influence actuelle entre Occidentaux et Orientaux qui se joue au niveau religieux. Cyrille de Moscou s'affiche souvent avec Vladimir Poutine, les deux hommes entretiennent d'excellentes relations. A Kiev, Onuphre ne peut soutenir ouvertement le Kremlin, mais ne se prive pas de charger le gouvernement lorsqu'il le peut : il dénonce ainsi en mai 2017 le projet de loi de la Rada visant à contrôler les églises au profit du gouvernement. Fort de sa position de leader en Ukraine, car elle est l'institution religieuse la plus puissante avec 35 millions de croyants à son actif, le Patriarcat de Moscou campe ainsi sur ses positions du fait de son influence, laissant à Cyrille le soin de dénoncer les atteintes faites à l'orthodoxie par le Patriarcat de Kiev (comme en décembre 2017 où il parle des « *ingérences du gouvernement de Kiev* » dans les affaires religieuses). Ce dernier, quant à lui, cherche d'autres alliés à l'extérieur : en février 2018, le journal La Croix rapporte la nouvelle de l'agence ukrainienne des journalistes orthodoxes relatant que le Patriarcat de Constantinople du Patriarche Bartholomée implanterait une délégation à Kiev. C'est un potentiel allié de choix étant donné que c'est le culte orthodoxe ayant valeur de primauté sur tous les autres, issu de l'ancien Empire Byzantin, berceau de la foi orthodoxe... Qui a pendant des années considéré le Patriarcat de Kiev comme une entité schismatique. Ce serait donc un tournant, surtout dans le cadre de la position officielle de Philarète qui rejette Onuphre du Patriarcat de Moscou. Malgré la volonté d'apaisement

affichée en novembre 2017 par le Patriarche de Kiev à l'Assemblée des Évêques russes orthodoxes, il reste une profonde division entre les différents clergés ukrainiens, notamment du fait de la connivence entre Vladimir Poutine et le Patriarche de Moscou. S'il ne faut pas en déduire une soumission de l'Église russe à Vladimir Poutine, il y a malgré tout une complicité qui n'est pas à ignorer.

Entre ces deux belligérants spirituels se trouve l'Église autocéphale ukrainienne, siégeant à l'Église Saint-André, dirigée par le métropolite Makariy. De moindre importance au sein de la société que les deux Patriarcats principaux, elle adopte une attitude de neutralité et de réconciliation nationale, ne soutenant ouvertement aucun des deux camps dans un premier temps, puis timidement le gouvernement de Porochenko depuis son accession au pouvoir.

Les autres cultes ne sont pas à oublier : le culte musulman, affilié à la minorité azérie et tatares, sont des soutiens du gouvernement ukrainien (l'Azerbaïdjan entretient en effet de très bonnes relations avec Kiev). Ils sont répartis en trois institutions : la direction spirituelle des musulmans d'Ukraine, le centre spirituel de la communauté musulmane, la direction spirituelle des musulmans de Crimée. Le culte juif, quant à lui, comme nous l'avons vu lorsque nous avons parlé de la diaspora juive d'Ukraine !, est bien plus divisé et épars, du fait de l'immigration massive de ses représentants vers Israël. Il adopte ainsi une attitude officielle de neutralité, entre anciens soutiens de Ianoukovitch et pacifisme, se limitant de par sa marge de manœuvre actuelle aux domaines économiques et culturels bien que certains de ses représentants comme Kolomoïsky fassent beaucoup parler d'eux par leurs outrances. La Rogue War ukrainienne appelle à un retour du sacré dans toutes les branches de la société civile (et militaire) en créant un conflit multisectoriel et multifactionnel.

### **Chapitre 5 : l'État fragile ukrainien, vecteur de Rogue War**

#### **A. Maïdan : l'atomisation de la société ukrainienne**

*« La révolution d'un peuple vivant dans un État corrompu : la division nationale ... »*

L'Euromaïdan a débuté sur un double ressentiment de la part de la population ukrainienne : la volonté de lutter contre le régime de Ianoukovitch et la corruption inhérente à celui-ci, ainsi que l'ambition de se rapprocher de l'Europe. Si le premier fait l'unanimité dans les rangs des manifestants en 2014, la seconde est largement surestimé

par l'Occident, qui l'interprète comme une seconde Révolution Orange pro-occidentale. Ce n'est pas tant la volonté de se rapprocher de l'Europe que d'en finir avec l'oligarchie qui a poussé à la Révolution de la place de l'Indépendance de Kiev. La volonté de se rapprocher de l'Occident est surtout l'exigence de la classe moyenne et supérieure ukrainienne venant surtout de Kiev, là où les tranches plus populaires et nationalistes de la population, qui ne sont pas toutes issues de la capitale ukrainienne, aspirent juste à de meilleures conditions de vie.

Lorsque le gouvernement de transition est intronisé suite à la chute de Ianoukovitch, la politique radicale très pro-occidentale et ukrainisante linguistiquement parlant lancée par celui-ci provoque une adhésion très mitigée, même au sein des anciens manifestants. D'autant plus que ce gouvernement comporte en son sein des ultranationalistes voués à retourner dans l'opposition avec l'arrivée de Porochenko. Les ultranationalistes de Pravyi Sektor oscillent dès la fin de la Révolution entre leur opposition aux institutions et leur soutien militaire à l'armée ukrainienne. L'exemple le plus flagrant reste Dmitry Iaroch, qui ne se fait pas prier pour taper du poing sur la table pour mener les hommes politiques vus comme corrompus à la démission, tout en se faisant élire député à la Rada et conseiller au ministère de la Défense. Cette image d'un gouvernement bancal et perçu comme dangereux contribue aux soulèvements dans l'Est de l'Ukraine, déclassée par rapport à la riche capitale, qui voit dans le résultat de la révolution un moyen de les mettre encore plus à l'écart des affaires du pays. Ce n'est donc pas tant un rejet de l'Ukraine qu'un rejet du résultat de l'Euromaïdan qui est à l'œuvre depuis 2014. La Révolution a apporté des avancées notoires pour changer le pays, mais ces changements n'étaient pas assez inclusifs vis-à-vis populations russophones de l'Est.

Tout ceci va mener à l'atomisation de la société ukrainienne post-Maïdan, et pas uniquement au sein des forces séparatistes, mais aussi du côté ukrainien : les tensions entre oligarques, entre anciens manifestants, nationalistes et hommes politiques. Ce climat constant d'instabilité est symbolisé par la vidéo datant de 2015 dans laquelle on voit Sakaachvili se disputer avec Arsène Avakov<sup>38</sup> lors d'une réunion ministérielle à Kiev. Les deux hommes s'insultent et Avatov jette un verre d'eau au visage du géorgien en se traitant

---

<sup>38</sup> Ministre de l'Intérieur ukrainien, né en Azerbaïdjan, d'origine arménienne. Ces détracteurs l'accusent de laisser proliférer les milices ultranationalistes à l'image des Natsionalny Droujiny,, le nouveau parti politique du bataillon Azov faisant office de milice de police militaire et comptant 600 membres à son actif.

mutuellement de « voleur » et de « guignol », affirmant chacun leur tour que l'un est plus ukrainien que l'autre... C'est un clivage constant que l'on observe en Ukraine. Le patriotisme ukrainien de la société civile est la seule chose qui fait encore tenir l'Ukraine debout, comme on peut l'observer sur les réseaux sociaux avec des groupes Facebook, lors des manifestations nationales ou encore sur de nombreux profils Instagram, où le drapeau ukrainien est omniprésent : le sentiment d'appartenance existe. Il ne dispose juste pas d'un État suffisamment légitime pour le maintenir uni.

Sans attache, le patriotisme ukrainien s'exprime en électron libre, parallèlement aux logiques de corruption et d'opportunisme, et la méfiance s'installe. Par exemple, Dmytro Bulatov, un des leaders du mouvement social Automaïdan qui organisait la venue de voitures de particuliers de toute l'Ukraine pour défiler dans Kiev et demander la démission d'Ianoukovitch, est kidnappé en janvier 2014. Il est retrouvé huit jours plus tard, ayant été torturé selon ses dires pour avouer le financement de son mouvement par l'ambassade américaine en Ukraine<sup>39</sup>.

Autre cas intéressant et plus récent : celui de Nadia Savtchenko, très médiatisé. Première femme ukrainienne à devenir pilote d'hélicoptère de combat et ayant servi en Irak en 2004, elle s'engage en 2014 dans le bataillon Aidar financé par Kolomoïsky. Elle est élue députée à la Rada. Capturée par les séparatistes la même année, elle est jugée illégalement en Russie dans le cadre d'un procès concernant la mort de deux journalistes russes. Avec son attitude de défi doublée de l'empêchement des autorités russes de prouver sa culpabilité, elle devient un symbole de la résistance ukrainienne. Libérée en 2016 dans le cadre d'un échange de prisonniers, elle fonde la « Plateforme Sociale de Nadia Sectchenko » et entre en opposition avec le gouvernement. Elle est aujourd'hui inculpée en Ukraine pour avoir fomenté un coup d'État en amenant des grenades dans l'enceinte de la Rada (ce qu'elle ne nie pas) et pour soupçon d'intelligence avec l'ennemi (elle aurait rencontré des chefs séparatistes, comme Zakhartchenko à Donetsk). Celle que Courrier International appelle « la Jeanne d'Arc ukrainienne <sup>40</sup> » voit sa popularité s'effondrer, elle

---

<sup>39</sup> Oksana GRYTESENKO. « Ukrainian protester says he was kidnapped and tortured. » The Guardian. 31 janvier 2014.

<https://www.theguardian.com/world/2014/jan/31/ukrainian-protester-kidnapped-tortured-kiev-bulatov>

<sup>40</sup> « Nadia Savtchenko, la chute de la Jeanne d'Arc ukrainienne. » Courrier International, 23 mars 2018. <https://www.courrierinternational.com/article/portrait-nadia-savtchenko-la-chute-de-la-jeanne-darc-ukrainienne>

est désormais isolée et attend son jugement car la Rada a levé son immunité parlementaire. Nadia Savtchenko est donc le symbole de cette atomisation de la société ukrainienne en roue libre : d'un symbole de patriotisme, elle est passée à la représentation de l'attachement de la nation ukrainienne qui, pour s'exprimer, ne dispose que de la provocation et de l'illégalité. Tout cela est l'épilogue de Maïdan : la corruption n'ayant pas été éradiquée et étant devenue plus clivante qu'auparavant, la société se retrouve décomposée au niveau social et politique. Tout un symbole de la faillite de l'État ukrainien d'aujourd'hui ...

*« Et le déni de l'Ukraine par-delà les frontières. »*

Cette corruption clivante et endémique qui nécessiterait une véritable entreprise réformatrice pour redonner de l'aplomb à l'État ukrainien s'exprime sous des angles divers : division territoriale de l'Ukraine avec les territoires séparatistes, divisions économiques avec les intérêts divergents des oligarques (Kolomoïsky et Akhmetov), division entre les nationalistes et l'armée, division au sein-même de la société civile qui se retrouve désemparée, et division entre les hommes politiques ... C'est le règne soit des factions soit de l'individualisme.

Ce manquement des devoirs classiques de l'État est si profond que les autorités ne savent pas quelle attitude adopter, quel ennemi débusquer en dehors des combattants séparatistes : c'est particulièrement visible au sein de la police. J'ai eu la possibilité d'interviewer Yuri, agent d'Interpol à Kiev, gérant de l'association « *Kids Club* » qui donne des cours d'anglais gratuits aux orphelins du Donbass à laquelle j'ai pu participer, et ancien officier de police de Jytomyr à l'Ouest de Kiev. En 2014 il est envoyé en première ligne pour effectuer des contrôles aux checkpoints près de Kharkiv et Slaviansk, où de nombreuses escarmouches ont eu lieu. Chaque voiture devait être fouillée : « *une fois, une femme pour laquelle on n'avait pas de preuves sur ce qu'elle était a refusé de s'arrêter, peut-être parce qu'elle avait peur. Les militaires lui ont tiré dessus et elle est morte* » me dit-il. L'instabilité se retrouve dans toutes les couches de la société : la population pour une large partie d'entre elle ne sait plus qui elle doit croire, les forces de l'ordre peinent à faire leur travail du fait de cette corruption qui rend les gens méfiants, et les institutions/le monde des affaires sont gangrénés par les conflits internes.

---



Tout cela a des répercussions dans le monde universitaire et académique en Occident : de nombreux penseurs et analystes des relations internationales, voyant la division permanente de la Nation ukrainienne, théorisent la non-existence de l'Ukraine. Au-delà des déclarations politiques de quelques éminents membres de la droite française qui reprennent les éléments de langage du Kremlin pour théoriser simplement une « *Ukraine berceau de la Russie* » comme Thierry Mariani (ce dernier a d'ailleurs effectué une « *visite parlementaire* » en Crimée en 2016), des personnalités plus sérieuses se penchent sur cette non-existence de l'Ukraine. C'est le cas notamment en Allemagne, avec Jörg Baberowski, historien allemand réputé et professeur d'Histoire de l'Europe de l'Est à l'université d'Humboldt. Il interprète l'Ukraine moderne comme un reliquat de l'ancienne Union Soviétique ayant historiquement été dans l'Imperium de Moscou<sup>41</sup>. Cette Ukraine serait en quelque sorte dans cette vision une « *Irak européenne* » (NDLR) pour laquelle l'Occident a voulu apporter les idéaux de la démocratie libérale, dans un cadre politique ukrainien plus tourné vers l'appât du gain que vers le patriotisme. Sauf que, comme en Irak ou ailleurs, cet idéal ne va pas de soi.

Si cette idée est justifiée et argumentée, elle n'en paraît pas moins insuffisante lorsqu'elle est confrontée à la réalité du terrain, lorsque l'on observe les mouvements sociaux contre la corruption qui se meuvent partout en Ukraine, et surtout l'affirmation du patriotisme que l'on a tout le temps d'observer lors d'un séjour prolongé sur place (parfois de façon exacerbée : j'ai pu notamment assister à une manifestation ultranationaliste au Maïdan en décembre 2016, à grands renforts de fumigènes et de coups de pieds, il ne s'agit pas d'ignorer la radicalité de certains nationalistes ukrainiens). Nous n'allons pas revenir sur les fondements historiques de l'Ukraine que nous avons abordés au début de ce mémoire. Toujours est-il que l'argumentaire de Baberowski montre quelque chose de très intéressant, qui est la conséquence majeure de la division interne de l'Ukraine patriotique : dans l'imaginaire collectif occidental, et même chez certains des plus grands spécialistes de la question, l'Ukraine est une province historique russe, un pays déclassé qui n'existe pas. Mais pour conclure sur ce point, c'est plus l'appareil d'État qui est malade, et non pas son peuple : que ce soit au niveau militant, politique, militaire, il existe une grande partie d'individus attachés à l'idée de la nation ukrainienne et qui savent à quel peuple ils

---

<sup>41</sup> Jörg BABEROWSKI. « *der Westen kapiert es nicht* » et « *Die Ukraine als Nationalstaat* ». Die Zeit et Frankfurter Allgemeine. 25 mars 2015 et 27 août 2015.

appartiennent. Si les recettes libérales à l'européenne ont du mal à fonctionner en Ukraine, c'est à cette dernière d'inventer sa propre voie pour pallier aux manquements des objectifs régaliens qui ne sont effectivement pas assurés actuellement. Même un étranger peut se retrouver confronté à ces cas de figure : j'ai moi-même fait l'objet d'une demande de pot-de-vin lors d'un contrôle de police routier en octobre 2017. Ces fonctions régaliennes sont toujours absentes malgré l'effervescence de Maïdan, qui a certes abouti à la destitution d'un tyran oligarque et opportuniste qu'est Ianoukovitch, mais qui a également entraîné une exacerbation des divisions intra-ukrainiennes. Toujours est-il que dans tous les entretiens que j'ai pu mener du côté ukrainien, même chez les personnes qui ont dû endurer les combats, tous se revendiquent absolument ukrainiens.

### **B. L'État ukrainien face au casse-tête de la Guerre Hybride**

#### ***« Un défi insolvable »***

L'État ukrainien peine à mener efficacement la guerre hybride en Ukraine : malgré la promotion faite pour l'armée dans les rues de Kiev et la volonté d'unir tous les ukrainiens pour la reprise du Donbass, le défi est de taille. En effet, chaque faction s'approprie les instruments de guerre hybride à ses propres fins, rendant les opérations extrêmement difficiles pour une armée encore obsolète. La Rogue War que l'on observe en Ukraine profite aux individus plus qu'à l'Ukraine : les oligarques, les miliciens, les politiciens tentent de maintenir leurs actifs par les tactiques de guerres hybrides que le cadre étatique leur donne de plein gré pour défendre l'Ukraine.

Cet état de fait se vérifie particulièrement lors des batailles que l'armée ukrainienne a dû mener. L'armée ukrainienne enregistre ainsi quelques succès, dont le plus emblématique est le siège de Slaviansk en 2014. Vadym, colonel de l'armée ukrainienne, qui a servi dans le bataillon Peace Keeper dans les premières heures de la guerre, me raconte sa bataille en octobre 2017 à Kiev : l'assaut est donné en juin 2014 sur les banlieues de la ville. Les Ukrainiens repoussent les séparatistes de l'autre côté de la rivière Siverskiy Donetz et les forces loyalistes détruisent le pont qui donne accès à la ville. Après un pillage efficace de la ville depuis les hauteurs où sont installées les pièces d'artillerie, les séparatistes commandés par Igor Girkin s'enfuient. Les Ukrainiens ont manœuvré efficacement pour contourner le pont et attaquer la ville. Pourtant, les Ukrainiens sont arrêtés à Ilovaïsk, ne profitant pas suffisamment de leur lancée, et sont vaincus également à Debaltseve.

Debaltseve, bataille ayant eu lieu du 17 janvier au 20 février 2015, fut un véritable « *Dien Bien Phu* » à l'ukrainienne : les forces loyalistes se sont retrouvées encerclées et ont été vaincues par les canons longue portée séparatistes, soi-disant « *prises de guerre* » mais qui n'ont jamais fait partie du matériel de guerre ukrainien. C'était de la fabrication russe, comme pour leurs armes blindées...<sup>42</sup>



Le Chaudron de Debaltseve. (Source : InformNapalm)

. La guerre de mouvement devient une guerre de position. C'est la débandade : les Ukrainiens se replient en colonnes vers l'Ouest, avec leurs troupes auxiliaires volontaires (notamment le bataillon Donbass). Les paysans les aident en leur donnant à manger. Les troupes loyalistes se retrouvent ensuite à Gorlovka où ils subissent un ultime revers. Le front se stabilise autour de Slaviansk, Kramatorsk et la ville de Dzerdjinsk, renommée en Toretz par la suite.

Il apparaît ensuite que l'armée ukrainienne paie ses faiblesses tactiques, stratégiques, et la loyauté volage des bataillons ultranationalistes. Les bataillons Donbass, Aidar et Dnipro-1 de Kolomoïsky s'illustrent à la suite de cette défaite par un blocage des convois humanitaires qui se rendent dans les no man's land de la ligne de front, de peur qu'ils « *tombent en de mauvaises mains* ». Cette initiative ne dépend pas de l'état-major

<sup>42</sup> Chaîne Youtube CNEWS. « *Ukraine : au cœur de la bataille de Debaltseve.* » 23 février 2015. <https://www.youtube.com/watch?v=1ANsfP72zxw>

ukrainien, et Kolomoïsky est soupçonné d'être à l'origine de cet ordre. Ces faiblesses ukrainiennes sont explicables également par la présence de populations civiles qu'il convient de gérer : les séparatistes scrutent le moindre mouvement des troupes de l'armée régulière et des bataillons de volontaires pour les blâmer sur les réseaux sociaux lorsque des populations civiles sont touchées. Il y a donc impossibilité de lancer une offensive de grande envergure sans risquer d'empirer la situation. D'autant plus que les forces de l'ordre et les militaires ukrainiens, malgré leur engagement, sont parfois réticents à l'idée de se battre contre leurs propres concitoyens, à raison. Yuri m'explique ainsi qu'en mai 2014, quand le ministère de l'Intérieur ukrainien a décrété la mobilisation des forces de l'ordre et qu'il a fallu désigner quels policiers de Jhytomyr allaient être transférés sur le front près de Slaviansk, les noms des élus ont été sélectionnés à la courte-paille. D'aucuns se sont enfuis et d'autres ont refusé d'y aller : ils ont été virés pour l'exemple.

Pour tenter d'apporter une réponse politique au succès relatif de l'armée ukrainienne qui se bat avec courage mais n'en reste pas moins enlisée, l'État ukrainien répond surtout par des mesures purement symboliques caractéristiques d'un appareil institutionnel sur la défensive. En témoigne l'interdiction du Parti Communiste ukrainien en 2015, certes nostalgique de l'URSS, mais d'une dangerosité toute relative de par sa faible importance dans la sphère politique. Alors que le pays est en guerre, Kiev, préfère effacer toute trace de l'ancienne présence soviétique dans le pays : les rues et les villes sont renommées, les statues de Lénine déboulonnées ... Des mesures qui auraient leur logique en temps de paix, mais qui sont là uniquement pour la symbolique en temps de guerre. Des mesures qui, non contentes d'être relativement inutiles pour la situation actuelle, sont exploitables par les séparatistes...

### ***« Des faiblesses exploitables côté séparatiste »***

Ainsi, Erwan Castel explique *« déboulonner les statues de Lénine en Ukraine est complètement stupide : c'est bien ce dernier qui a accordé les frontières de la RSS d'Ukraine, qui rejoignent celles de l'Ukraine contemporaine. »* Non contents d'avoir supprimé les médias russophones et la langue régionale russe en 2014, Kiev s'attaque à une partie de l'Histoire commune de l'Ukraine et de la Russie ... à la grande joie des séparatistes qui ainsi peuvent s'emparer de l'affaire, en témoignent les articles de Russia Today et de Sputnik sur le bannissement du communisme en Ukraine. Le timing est très

mauvais pour les ukrainiens qui ne disposent pas d'un appareil médiatique permettant de rivaliser avec celui du Kremlin et de justifier leur position à l'international, malgré quelques exemples récents comme la chaîne UATV English.

Au-delà de la symbolique, les faiblesses stratégiques et les lacunes de commandement ayant donné lieu à l'enlèvement de l'avancée des forces loyalistes vers Donetsk en 2014 est également interprétée par les séparatistes : Castel s'interroge. « *Pourquoi les ukrainiens n'ont-ils pas contourné Slaviansk pour aller à Donetsk, qui était à ce moment-là sans défense mis à part l'aéroport de la ville ?* » et de donner son interprétation : le camp atlantiste ayant perdu la Crimée en mars 2014, il décide par l'intermédiaire des autorités de Kiev d'instaurer une plaie ouverte sur le flanc Est pour créer un climat de guerre volontairement et ainsi justifier l'aide occidentale à venir.

Pourtant, le non-contournement de Slaviansk est purement une erreur de calcul de la part des Ukrainiens : les soldats sont désarmés progressivement par la population et l'armée ukrainienne, forte de sa pensée stratégique héritée de l'URSS, entend bien lancer une offensive afin de recouvrer toutes les localités entre Slaviansk et Donetsk. Sauf qu'elle n'en a pas les moyens à ce moment-là et échoue dans cette entreprise, préférant reprendre Slaviansk d'abord, entraînant une victoire impossible à fructifier sur le long terme et la stabilisation de la ligne de front. L'offensive ukrainienne ne pouvait se finir autrement que par un enlèvement. Mais il n'en faut pas moins aux séparatistes pour qualifier l'opération militaire au style néo-soviétique de l'ATO comme une réponse « *disproportionnée* » dirigée contre les populations du Donbass. Ainsi, la problématique de la guerre hybride que les Ukrainiens n'arrivent pas à résoudre se retourne contre eux de par tout ce que l'appareil d'État entreprend : l'Ukraine est progressivement vue comme une simple vassale de l'Occident par les tenants du camp ennemi. Elle paye à tous les niveaux sa non-adaptation et sa corruption endémique.

Le casse-tête ukrainien sert la propagande du camp pro-russe : dans son article « *La Guerre des Morts* » paru sur le site Lapresse.ca en août 2014, Emmanuel Gryzspan explique que les séparatistes aiment à montrer les pertes des ukrainiens qu'ils décrivent comme « *10 fois supérieurs aux chiffres officiels* », relativement au décompte de 363 soldats à cette période. Tout en enterrant à la va-vite les leurs du fait que le terrain leur est acquis et qu'ils peuvent se le permettre. L'Ukraine de 2015 perd ainsi la guerre des images

et la guerre des cœurs petit à petit, par l'atomisation de sa société post-Maïdan qui ne cesse de chercher un moyen de faire front commun, et par la problématique insoluble dans l'état de la guerre hybride à laquelle l'appareil d'État est confronté et n'est pas adapté.

L'Ukraine en est donc réduite à attendre l'aide de l'Occident, au risque de passer pour un État vassal de l'atlantisme auprès de l'opinion publique internationale : défilé de l'OTAN à Kiev pour le 26<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance du pays en août 2017, information largement relayée par RT France. Ou encore l'article sans équivoque d'Égalité et Réconciliation intitulé « *Ukraine : les officiers de l'armée de Kiev formés à l'école américaine* » paru en décembre 2017 où l'on peut lire « *L'armée ukrainienne en particulier – et l'Armée Rouge en général – manquant de grades intermédiaires, le but de cette officine de l'OTAN est de former une génération de sergents. En deux ans, 6 000 soldats ukrainiens ont été formés de la sorte. Désirant en découdre avec les Russes et retourner sur le front du Donbass, ces Ukrainiens deviennent de fait le fer de lance de l'Empire à l'orée du territoire russe. Une manière de « daechiser » le conflit...* »

Ajoutons à cela la mauvaise presse des formations ultranationalistes comme Pravyi Sektor, qui sont décriés dans le documentaire « *Cash Investigation* » sur France 2 en 2016, comme une formation politique « *totalitaire et fanatique* », vidéos de propagande explicite anti-libérale à l'appui. Le reportage enchaîne ensuite sur la présentation de la Brigade Azov à Marioupol ... Amalgamant ainsi tous les volontaires ukrainiens comme des néo-nazis chevronnés. Alors que même les médias *mainstream* occidentaux mâchent le travail de sape des séparatistes et de la Fédération de Russie, on se retrouve avec le casse-tête chinois le plus difficile à résoudre pour l'Ukraine depuis l'indépendance de 1991. Et ce sur tous les fronts de la Guerre Hybride, mutée en Rogue War : la guerre conventionnelle, celle de l'information et des réseaux sociaux, celle économique et le cyberspace pour lequel l'Ukraine n'est pas encore adaptée comme la prise de la Crimée par la Russie a pu le montrer. Kiev est largement tributaire de Moscou pour ses infrastructures cyber en 2014-2015 et le paye au prix fort. Tout ceci étant instrumentalisé par des oligarques, personnalités et chefs de guerre locaux qui n'en font qu'à leur tête, de Timochenko l'éternelle opposante à la loyauté friable à Kolomoïsky en passant par Dmytro Iarosh et Akhmetov. Erwan Castel habite d'ailleurs à côté du frère de la résidence du frère de ce dernier, dans le quartier Nord de Donetsk. Il m'explique « *qu'il finance en ce moment-*

*même la construction de la mosquée du Quartier Nord ». On a déjà vu des personnalités plus concernées que cela par un état de guerre au sein de leur propre pays...*



Des miliciens de Pravyi Sektor sur le front du Donbass. (source : [ПРАВИЙ СЕКТОР](#), page Facebook)

### **C. Privatisation du conflit et prolifération des factions armées : oligarques, paramilitaires et mercenaires**

#### ***« La responsabilité économique de l'oligarchie ... »***

Dans ce contexte tendu et alors même que la lutte contre la corruption est présentée comme étant le cheval de bataille de Petro Porochenko, les oligarques sont encore plus incontournables que par le passé. Et ce malgré les procédures juridiques par lesquelles certains d'entre eux sont visés. A travers les exemples d'Akhmetov et de Kolomoïsky nous avons déjà montré comment ils étaient impliqués dans le conflit. Mais au-delà d'une responsabilité morale, c'est également une responsabilité économique que ces personnalités ont dans le conflit : l'argent que les oligarques injectent dans le conflit tend à faire tourner le chaos du Donbass tel une entreprise, où ces derniers sont les principaux actionnaires. Pour ces derniers, leurs collègues russes sont des concurrents, à l'image d'Iouri Kovaltchouk, propriétaire de la banque Rossia, mais également des frères

Rotenberg (Arkadi et Boris) qui travaillent en étroite collaboration avec Gazprom *via* leur société de construction SGM. Citons enfin Gennadi Timtchenko, l'un des hommes les plus puissants de Russie : magnat de l'énergie, du transport, de la construction et des infrastructures avec son holding Volga Group. On estime que rien que le 3 mars 2014, les oligarques russes ont perdu quelques 13 milliards de dollars en un jour suite à la crise de Crimée et aux sanctions économiques internationales mises en place. Cela donne le champ libre aux oligarques ukrainiens pour reprendre l'ascendant et contrôler le terrain. Le politologue Ihor Kohout écrit au sujet des oligarques ukrainiens que ce sont « *des nouveaux féodaux. Pour eux, les Russes sont des concurrents. Ils veulent conserver une situation où ils ont plus de pouvoir vis-à-vis du pouvoir ukrainien que n'en ont les oligarques russes vis-à-vis de Poutine.* »<sup>43</sup> Ces hommes, issus des régions russophones de l'Est de l'Ukraine pour les plus influents d'entre eux, utilisent donc le conflit non pas comme un simple moyen de garder leurs actifs, mais également dans une logique concurrentielle afin d'inféoder le pouvoir politique. Cela passe donc ainsi par une privatisation du conflit et la volonté de le soustraire aux mains de l'armée et du pouvoir politique. Les financements de bataillons de volontaires et les influences de chacun amène cette privatisation : l'objectif n'est donc pas tant de faire pencher la balance dans un camp ou dans l'autre ou de maintenir le *statu quo* à des fins politiques et économiques, mais mercantiles. Leur objectif est de profiter de la situation instable du pays et des sanctions économiques contre des personnalités russes instaurées par la communauté internationale pour mettre hors-jeu les concurrents économiques. C'est en réalité une suite logique : la société ukrainienne étant complètement divisée sur l'attitude à adopter, sur comment exprimer son attachement au pays, les répercussions s'observent sur la gestion-même de la guerre mais aussi sur la guerre des oligarques qui a toujours eu lieu en sous-main entre ukrainiens et russes. Côté ukrainien, les principaux hommes d'affaires étaient très heureux de l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin et de sa politique de musellement des oligarques russes, appelés les Semibankirchtchina (« *les 7 Banquiers* »).

La lutte contre les oligarques russes dans les années 2000 est médiatisée pour permettre au pouvoir de Vladimir Poutine de se racheter une force symbolique et une crédibilité : si les

---

<sup>43</sup> Hélène DESPIC-POPOVIC. « *Les oligarques ukrainiens, atouts maîtres dans le jeu de Kiev.* » Libération. 9 mars 2014.

[http://www.libération.fr/planete/2014/03/09/les-oligarques-ukrainiens-atouts-maitres-dans-le-jeu-de-kiev\\_985799](http://www.libération.fr/planete/2014/03/09/les-oligarques-ukrainiens-atouts-maitres-dans-le-jeu-de-kiev_985799)



oligarques ne sont pas évincés car utiles au pouvoir, les plus influents d'entre eux sont progressivement écartés de la sphère politique, ou emprisonnés. C'est le cas de Mikhaïl Khodorkovski, emprisonné en 2003 pour « *escroquerie à grande échelle* » alors qu'il était à la tête d'Ioukos, compagnie pétrolière russe. Il est finalement gracié par Vladimir Poutine en 2013 : tout ceci est mis en avant pour montrer au Monde que la Russie est l'un des pays les plus expérimentés en matière de lutte contre la corruption. Pourtant, cela n'empêche pas Moscou d'être classée 133<sup>ème</sup> sur 176 pays concernant son Indice de Perception de la Corruption (IPC) en 2012 par Transparency International. En effet, les anciens oligarques du clan Eltsine sont simplement remplacés par ceux du clan Poutine, les plus proches du pouvoir, et se voient attribués une marge de manœuvre moins large par rapport au pouvoir exécutif. C'est du pur marketing de la part du Kremlin, et permet de faire pulluler des centaines d'articles dans la presse mondiale sur les efforts effectués par la Russie contre la corruption issue de la thérapie de choc libérale des années 1990. Ce contrôle progressif opéré par le Kremlin sur l'oligarchie issue de la période eltsinienne permettait au penchant ukrainien de s'émanciper progressivement de la tutelle russe et de gagner des places dans cette guerre économique issue de la chute de l'URSS. La Guerre du Donbass n'est donc en définitive pour eux qu'une étape de plus dans cette compétition. Le problème majeur vient du fait que pour l'emporter toujours plus, les oligarques ukrainiens passent par un abaissement du caractère « *juste* » de la guerre (au sens de Saint-Thomas d'Aquin pour rappel : la guerre se doit d'être menée par les pouvoirs publics) et participent à la gestation de la Rogue War du Donbass. Loin d'être seulement responsables moralement, ils le sont également économiquement : ils sont dans une logique de compétition qu'ils veulent remporter. Le simple pouvoir politique n'a d'intérêt que dans la mesure où celui-ci leur permet de supplanter les oligarques russes. Et cela passe par la multiplication des forces paramilitaires ... forçant l'État ukrainien à faire appel également à des mercenaires pour pallier aux faiblesses de l'armée loyaliste.

### « ... et l'implication des SMP en Ukraine »

Acculé, l'État ukrainien n'a d'autre choix que d'entrer dans un cercle vicieux : faire appel à des SMP (Sociétés Militaires Privées) pour pallier à la corruption ambiante. Ainsi, dès mai 2014, le Monde titrait que plus de quatre cents mercenaires de la SMP américaine Academi sont venus renforcer les soldats de ukrainiens dans leur lutte contre les

séparatistes<sup>44</sup>. Academi, c'est le nouveau nom de la célèbre SMP Blackwater, très active en Irak et qui a scandalisé l'opinion publique internationale de par la grande marge de manœuvre dont elle disposait sur le terrain. C'est une armée privée, disparate, qui engage des soldats issus d'autres théâtres conflictuels au meilleur prix comme des Colombiens ou des Népalais, ainsi que des anciens membres des forces armées occidentales pour assurer le commandement et la logistique. Le New York Times dévoile en 2007 un document prouvant que Blackwater était « *l'armée la plus puissante du Monde* », exerçant son « *règne* » sur le territoire irakien. En comptant les sous-traitants et les employés de la société, on trouverait en Irak environ 180 000 mercenaires affiliés à Blackwater en Irak en 2007, soit plus que les forces américaines régulières (160 000 hommes). Déployés en 2014 autour de la zone de Slaviansk, personne ne sait qui a passé le contrat avec Academi pour lutter contre les séparatistes. Si l'on est encore loin des effectifs de feu Blackwater en Irak avec cette intervention de 2014, il ne faut pas oublier les autres forces paramilitaires impliquées dans le conflit. Ainsi que les autres contractants privés de nationalités diverses : géorgiens, tchéchènes, mais aussi polonais ... souvent issus de l'étranger proche de la Russie. Ainsi que les autres volontaires occidentaux des deux côtés. Précisons au passage que la surutilisation des mercenaires de Blackwater en Irak se faisait dans le cadre d'une invasion américaine de grande ampleur, pour laquelle le gouvernement de George Bush a cherché à se donner une source de renforts supplémentaires : point d'invasion américaine en Ukraine. Cependant, force est de constater la déliquescence de la guerre juste du Donbass au profit d'une Rogue War qui se privatise dès les premières heures du conflit du fait du cadre étatique fragile en Ukraine.

Dans son livre de 2009 intitulé « *La privatisation de la violence* », Xavier Renou écrit dans sa préface « *Parce qu'elles se mettent au service des multinationales qui exploitent les pays du Sud dotés en ressources minières, ces sociétés agissent comme les gardiens d'un ordre économique qui maintient dans la plus grande dépendance des pays en principe libérés depuis plusieurs décennies du joug colonial. Les sociétés militaires privées seraient-elles l'instrument privilégié du retour de l'impérialisme ?* » On pourrait se poser également la même question pour l'Ukraine, mais dans le cadre de l'espace post-impérial soviétique : si l'on part du postulat que l'Ukraine a été « *colonisée* » par l'empire russe

---

<sup>44</sup> Le Monde avec AFP. « *Des Mercenaires en Ukraine.* » 11 mai 2014.  
[https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/05/11/des-mercenaires-en-ukraine\\_4414868\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/05/11/des-mercenaires-en-ukraine_4414868_3214.html)

puis par l'URSS avec sa russification à marche forcée puis par la collectivisation des terres soviétiques, on peut aisément arguer que l'Ukraine se retrouve confrontée au contrecoup de la déssoviétisation. Déssoviétisation que l'on peut identifier comme un phénomène similaire à la décolonisation et au délitement des anciens empires coloniaux européens. Dans cet espace autrefois soumis à l'impérialisme russe mais aussi aux influences d'Europe de l'Ouest, Nation libérée à l'appareil d'État faible, l'Ukraine se trouve confrontée au mercenariat à l'instar des principaux autres théâtres d'action des SMP au Moyen-Orient et en Afrique. La comparaison s'arrête cependant ici, car c'est également la lutte entre deux mondes qui se joue dans le Donbass : SMP russes et SMP occidentales sont deux mêmes facettes de la mondialisation gardienne de l'ordre économique néo-libéral. Cela va donc plus loin car elles sont également les chiens de guerre œuvrant à la constitution d'une Ukraine dans un giron soit occidental soit russe. La lutte d'influence qui est à l'œuvre dans le cadre de la Rogue War du Donbass n'est pas exclusivement économique. Cependant, la privatisation du conflit qui est à l'œuvre et notamment du côté ukrainien montre cette volonté de gardiennage de la part de l'Occident. Gardiennage qui n'est qu'un contrecoup de la guerre oligarchique russo-ukrainienne pour laquelle les ukrainiens ont usé de la privatisation pour le conflit du Donbass, forçant Kiev à faire appel également à l'aide occidentale et donc aux mercenaires que cela implique, du fait de la popularité grandissante des SMP dans les guerres contemporaines.

Cette privatisation nourrit enfin la guerre de l'information entre l'Ukraine et les séparatistes, nettement à l'avantage de ces derniers. Ainsi, en mai 2017, La République de Lougansk déclare que 40 mercenaires arabes sont arrivés sur la ligne de front. L'information est relayée par Sputnik<sup>45</sup>. La présomption d'innocence est ici de mise car aucune preuve ne vient confirmer le contraire : le fait est que cela renforce l'idée que Kiev est à la solde de l'impérialisme occidental. Nouvelle maladresse de Kiev ou coup de com' des séparatistes : l'important reste ce que l'audimat croit et non pas ce qui est vérifiable. C'est un nouveau coup asséné à la « *junte de Kiev* » ...

---

<sup>45</sup> « *Renforts arabes : des mercenaires arrivent sur la ligne de contact dans le Donbass.* » Sputnik. 24 mai 2017. <https://fr.sputniknews.com/international/201705241031514705-lougansk-mercenaires-arabes/>

## Chapitre 6 : Le point de vue des Républiques populaires « novorossiennes »

### A. De Donetsk à Lougansk : seigneurs de guerre corrompus et querelles d'ego

#### *« De la « Junte de Kiev » fantasmée ... »*

L'expression de « *Junte de Kiev* » est issue de l'iconographie séparatiste pour qualifier le pouvoir ukrainien : on la retrouve dans tous les médias proches des Républiques Séparatistes, de *NovorossiyaTV* à *Égalité et Réconciliation* en passant par *AgoraVox*, RT et Sputnik. L'idée est de qualifier le pouvoir ukrainien de dictature de type fasciste, totalitaire et d'extrême droite au prétexte que quelques personnalités issus des mouvements ultranationalistes sont entrées au gouvernement de transition de 2014. Ainsi, dans une rhétorique anti-impérialiste (et anti-capitaliste, la force capitaliste étant l'Union Européenne), on fait passer l'Euromaïdan pour un Coup d'État illégitime ayant mis en place des meurtriers sanguinaires<sup>46</sup>. En août 2015, le maire de Gorlovka, en territoire DNR, indique que « *164 civils dont 16 enfants ont été tués entre janvier et juillet et plus de 500 autres ont été blessés par la junte de Kiev* ».

Pourtant, la réalité est beaucoup plus nuancée que ça : après un certain plébiscite des forces ultranationalistes lors de l'Euromaïdan, ces derniers ont été progressivement évincés du gouvernement. On en retrouve que très peu aujourd'hui : Dmitry Iarosh est l'un de leurs derniers représentants dans la sphère politique. Côté pro-séparatistes, on accuse le coup : selon Limonov, ce serait les Américains qui auraient explicitement demandé aux autorités ukrainiennes d'écartier progressivement ces ultranationalistes. Dans les faits, les ultranationalistes sont très minoritaires dans la population ukrainienne, et il n'y a qu'une petite partie de la population pour soutenir leurs actions musclées contre les institutions. En témoigne les manifestations de Pravyi Sektor devant la Rada d'Ukraine en mars 2018 : quelques centaines de personnes tout au plus, et très peu de couverture médiatique. Aucune formation ultranationaliste ne dépasse les 10% de suffrages dans aucune élection.

Au jeu du « *c'est celui qui dit qui l'est* », les républiques séparatistes sont les gagnants, au regard de la situation politique que l'on observe dans le Donbass : les Républiques

---

<sup>46</sup> « *L'UE veut la guerre en Ukraine : la junte de Kiev intensifie les bombardements contre le Donbass et masse des troupes sur la ligne de front.* » Agora Vox. 24 août 2015. <https://www.agoravox.fr/actualites/europe/article/l-ue-veut-la-guerre-en-ukraine-la-171033>

Séparatistes ressemblent beaucoup plus à une junte que Kiev. Focalisons-nous sur la définition d'une junte : « *Autrefois, dans les pays ibériques, conseil politique ou administratif, régulier ou révolutionnaire. Gouvernement à caractère autoritaire et le plus souvent militaire, issu d'un coup d'État (par exemple en Amérique latine).* » Cette définition correspond beaucoup plus aux Républiques Populaires de Donetsk et de Lougansk, comme nous allons le démontrer.

Issue d'un processus qu'ils considèrent comme étant « *révolutionnaire* », les Républiques de Donetsk et de Lougansk sont issues d'un coup d'État contre les institutions ukrainiennes : désarmement des postes de police et intimidations en tous genres de tous les représentants institutionnels de Kiev. Les anciens dépositaires de l'autorité publique sont purement et simplement évincés. Les gouverneurs légitimes des Républiques de Donetsk et de Lougansk, respectivement Alexandre Klichenko depuis 2014 et Iouri Harbouz depuis 2016, n'ont aucune voix au chapitre et ne sont pas admis sur le territoire. De plus, cette « *Révolution du Donbass* » est dirigée par des seigneurs de guerre, dont voici les plus importants :

- Alexandre Zakhartchenko pour la DNR. Il est épaulé par Alexandre Borodaï, ancien premier ministre et désormais vice-premier ministre.
- Leonid Pasetchnik, illustre inconnu, pour la LNR depuis 2017, et épaulé par le ministre de l'Intérieur Igor Kornet.
- Igor Strelkov, ou Girkin, l'ancien baroudeur devenu général de l'armée de la DNR. Un temps ministre de la Défense de Donetsk. Il est actuellement le chef de la *Russian Orthodox Army*, bataillon de volontaires.
- Pavel Goubarev, gouverneur autoproclamé de la République de Donetsk.

Ce sont soit des anciens militaires (Girkin), soit des hommes d'affaires (Zakhartchenko), soit des intellectuels (Borodaï). En bref, un gouvernement révolutionnaire. Ce gouvernement révolutionnaire s'accompagne d'une militarisation : Zakhartchenko s'est battu à Debaltseve, où il a été blessé à la jambe. Chacun d'entre eux est devenu un chef de guerre.

Ces gros bonnets sont épaulés par des hommes de main de bataillons de volontaires :

- Vladimir Kononov, ministre de la Défense de Donetsk et chef de la milice du Donbass.
- Vladimir Zhoga, chef du Bataillon Sparta.
- Alexander Khodakovsky, ancien militaire ukrainien, chef de la Brigade Vostok.
- Akhra Avidzba, alias Abkhaz, chef de la Brigade Pyatnashka. C'est la brigade dans laquelle sert Erwan Castel. Son symbole est la main blanche d'Abkhazie, en Géorgie.
- Etc...

Ainsi, on compte près d'une trentaine d'unités paramilitaires dans le Donbass, auxquelles s'ajoutent les paramilitaires ukrainiens (**Annexe 29**). Quelques exemples : Le Bataillon de la Mort, Les Milices des Républiques Populaires de Donetsk et de Lougansk, les Interbrigades Nationale-Bolcheviques, le Grand Ost des Cosaques du Don, La Brigade de la Mort, La division Minière ... Il n'est pas très utile de toutes les citer, il convient de montrer ici l'idée qu'en dehors des élections ponctuelles, la structure politique des Républiques Populaires est purement paramilitaire. Les institutions sont entièrement contrôlées par tous ces mouvements « *populaires* » militarisés.

### « ... A la Junte de Novorossiia ancrée dans la réalité. »

Au-delà de la militarisation, on assiste à la mise en place d'une autocratie en Novorossiia, avec pour exemple le coup d'État de Lougansk qui dépose Igor Plotnitski alors que ce dernier a limogé son ministre de l'Intérieur en novembre 2017. Les chefs de guerre du Donbass sont en proie à des querelles d'ego, à une corruption encore plus endémique qu'en Ukraine. C'est également visible du point de vue économique : la devise monétaire locale oscille entre le hryvna ukrainien, le rouble russe, l'euro, le dollar et un projet de rouble novorossien qui n'a encore pas vu le jour.

Autre exemple de cette autocratie corrompue : les assassinats. Le cas de Motorola, de son vrai nom Arsen Pavlov, tué en octobre 2016 lors d'un attentat explosif avec une bombe dans sa voiture, est intéressant<sup>47</sup>. Cet ancien chef du Bataillon Sparta était une figure du séparatisme ukrainien. Son mariage en 2014 à Donetsk avait été très médiatisé. Sauf qu'on

---

<sup>47</sup> Benoît VITKINE. « Ukraine : « Motorola », figure de la rébellion séparatiste, tué dans un attentat. » Le Monde. 17 octobre 2016. [http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/10/17/ukraine-motorola-figure-de-la-rebellion-separatiste-tue-dans-un-attentat\\_5015242\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/10/17/ukraine-motorola-figure-de-la-rebellion-separatiste-tue-dans-un-attentat_5015242_3214.html)

ne sait toujours pas qui l'a éliminé : les autorités de Donetsk s'appuient sur une vidéo d'un compte Facebook créé quatre jours avant l'assassinat d'hommes posant devant le drapeau ukrainien et faisant des saluts nazis. Les autorités ukrainiennes ne revendiquent pas l'attentat. Autre attaque trouble, à Kiev cette fois : l'attaque contre Adam Osmayev, chef d'un groupe de volontaires tchéchènes luttant contre les séparatistes, blessés dans sa voiture alors qu'il était censé donner une interview à un journaliste déclaré du Monde. Celui-ci a ouvert le feu<sup>48</sup>. On observe donc une certaine opacité dans la structure politique de Novorossia : tout un chacun peut être éliminé, chaque attentat peut être instrumentalisé ... Ces chefs de guerre corrompus sont en proie à des querelles d'ego qui peut évincer n'importe qui à n'importe quel moment.



Arsen Pavlov, dit Motorola. (Source : Real Russia Today).

Ainsi, pour revenir à la « *junte de Kiev* », on pourrait amener la fait que cette expression, comme souvent dans la propagande pro-russe, contient une part de vérité. La Junte de Kiev

---

<sup>48</sup> Dépêche AFP. « Un commandant tchéchène pro-Kiev blessé par balles en Ukraine. » Le Point. 2 juin 2017. [http://www.lepoint.fr/monde/un-commandant-tchetchene-pro-kiev-blesse-par-balles-en-ukraine-02-06-2017-2132360\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/un-commandant-tchetchene-pro-kiev-blesse-par-balles-en-ukraine-02-06-2017-2132360_24.php)

trouve sa part de vérité si on l'utilise pour qualifier l'oligarchie en place : le gouvernement de Kiev, loin d'être « *néo-nazi* », serait plutôt un gouvernement d'oligarques à certains aspects illégitimes de par la grande importance des hommes d'affaires ukrainiens dans les affaires courantes. La « *junte de Kiev* » est donc en réalité plus une « *Junte Oligarchique Ukrainienne* ».

Cependant, force est de constater que les Républiques Séparatistes combinent cette « *Junte Oligarchique* » originale puisque bien plus libre de ses mouvements que son penchant russe à une définition plus classique du terme de « *junte* » : à savoir un gouvernement militaire et corrompu. L'objectif des seigneurs de guerre séparatistes ukrainiens est purement et simplement de devenir les nouveaux oligarques de Donetsk et de Lougansk, de faire du Donbass une terre néo-féodale où ils pourraient devenir les nouveaux chefs. C'est donc une nouvelle guerre d'oligarques qui se profile, cette fois plus seulement entre ukrainiens et russes, mais entre ukrainiens et chefs de guerre oligarchiques du Donbass. Le cas le plus emblématique est sans aucun doute Zakhartchenko, qui lance ses troupes à l'assaut de Lougansk pour démettre Plotnitski et ses inclinaisons trop pro-Kremlin lorsque des dissensions apparaissent au sein de la LNR. Son ambition est de signer la paix avec Kiev pour créer l'État de Malorossia, dont nous avons déjà parlé. En somme, un territoire encore plus grand que Novorossia pour augmenter son pouvoir sur les régions orientales de l'Ukraine. Reste à savoir si ses ambitions ne se heurteront pas de façon trop frontale au patriotisme farouche des Ukrainiens, ainsi qu'aux indépendantistes novorossiens, aux partisans de l'intégration à la Fédération de Russie, et aux quelques fédéralistes restant, dont Erwan Castel fait partie. L'unité des séparatistes n'est possible que par la guerre : dès que les combats sont sujets à une accalmie comme en novembre 2017, les chefs de guerre du Donbass, lésés, se battent entre eux. Autre fait troublant : l'assassinat de Motorola en octobre 2016 intervient également lors d'une période de calme relatif sur la ligne de front. Une façon d'éliminer les plus sulfureux des commandants séparatistes pour les remplacer par des personnalités plus malléables ? Un cas similaire se vérifie pour la mort d'Alexander Bednov, le chef du bataillon Batman en janvier 2015 : certains membres de son bataillon sont arrêtés par les autorités de la LNR. Selon Ulrich Bounat, c'est parce que Bednov, avant son assassinat, prévoyait de dénoncer les exactions et la corruption du



régime de Plotnitski<sup>49</sup> De là à comparer les Républiques Séparatistes avec un système néo-soviétique en voyant tous ces « *hommes politiques* » reconvertis en militaires surmédailleurs, il n'y a qu'un pas ...

**B. Novorossia : projet gelé au soutien économique et moral russe, nationalisme et héritage soviétique**

*« L'oligarchie guerrière de Novorossia ... »*

En perpétuelle concurrence entre eux, les oligarques guerriers de Novorossia n'ont qu'un seul fil rouge pour maintenir un semblant d'unité : c'est la Russie de Vladimir Poutine. Le soutien, mitigé mais réel, de la Fédération de Russie permet aux séparatistes de ne pas sombrer dans des conflits internes plus importants.

Le fait est que Novorossia est une idée plus qu'une entité politique : le projet de création d'État est gelé depuis mai 2015. Alors que les combats reprennent de façon plus violente sur la ligne de front, Alexander Kofman, ministre des Affaires Étrangères de la DNR annonce le gel du projet d'unification entre Donetsk et Lougansk. La raison avancée est le « *manque de personnalités politiques* » nécessaires à la concrétisation de l'État novorossien. Le fait est que cette déclaration est on ne peut plus vraie : dirigées uniquement par des seigneurs de guerre attirés par leurs propres intérêts, il ne peut y avoir une constitution d'État dans le cadre de Républiques ultramilitarisées. Le rouble novorossien n'existe pas de façon assez tangible pour s'imposer sur le territoire : la majeure partie du financement des séparatistes se compte en roubles ... russes.

Novorossia n'est donc à l'heure actuelle rien de plus qu'une idée politique réunissant tant bien que mal les séparatistes du Donbass. Pour maintenir la cohésion, les séparatistes comptent non seulement sur l'aide humanitaire russe, mais aussi sur un soutien moral que Vladimir Poutine amène en filigrane dans ses discours de défense et d'unité de tous les Russes. D'un autre côté, les séparatistes utilisent sans complexe les outils du nationalisme et de l'héritage soviétique, à la manière de Moscou mais dans une optique plus radicale : il suffit de voir les noms des différents bataillons novorossiens pour se rendre compte de cette double utilisation. Les milices et les brigades de mineurs côtoient ici les osts « *bénis* » des guerriers orthodoxes. Les idéaux qui défendent le Donbass sont donc les suivants :

---

<sup>49</sup> Ulrich BOUNAT. *La Guerre hybride en Ukraine : quelles perspectives ?* Paris, Éditions du Cygne. 2016. p.114.

Dieu et le Peuple. Des visions néo-nationalistes et néo-soviétiques se côtoient, permettant un *statu quo* fragile maintenu par la présence de l'ennemi ukrainien. Les séparatistes ne sont cependant pas à l'abri d'une lutte interne de grande ampleur : dans la zone de non-droit qu'est le Donbass, il suffirait qu'un seigneur de guerre cherche à étendre son pouvoir sur le quartier de son voisin pour que l'on assiste à une guerre des clans novorossiens. On entrerait alors dans une « *guerre civile néo-féodale* » au sein-même du Donbass, où chacun chercherait à prendre l'ascendant sur le territoire et les richesses de l'autre pour devenir le seigneur local le plus influent. Ce néo-féodalisme est également une constituante de la Rogue War : alors que les zones de guerre s'extraient de l'emprise de la loi, chacun se prend à jouer le rôle de suzerain de sa zone d'influence pour vassaliser ses rivaux internes. La chute de Novorossia pourrait très bien, dans ce cas de figure, venir d'elle-même.

Cependant, les séparatistes bénéficient également d'un fort soutien intellectuel russe : Douguine, Limonov ... Qui essaient, chacun selon leur prisme idéologique, de donner une consistance politique au « *royaume* » divisé de Novorossia. Si Limonov tente plutôt de justifier les événements du Donbass au travers du prisme révolutionnaire marxiste teinté d'impérialisme russe, Douguine préfère voir au travers de la guerre ukrainienne un pas supplémentaire dans l'avènement de son empire fantasmé, ultranationaliste et multiculturel, à l'échelle eurasiatique. D'autres encore, comme Zakhar Prilepine, ont une vision purement nostalgique et romantique. Dans un article du 15 février 2017 publié dans le journal suisse *Le Temps*, Emmanuel Grynszpan explique que Prilepine a annoncé avoir créé son propre bataillon séparatiste dans le Donbass<sup>50</sup>. Ancien soldat, ayant combattu en Tchétchénie, Prilepine a une vision à la fois romantique et épique de la guerre, il se voit comme un soldat de plume. Rallié aux idées de Poutine, il se situerait du côté de « *l'extrême-droite poutinienne* » dans la mesure où tous les écrivains russes ne sont de loin pas sur la ligne de l'engagement direct en Ukraine. Ces quelques intellectuels sont cependant une perfusion morale pour Novorossia : personnalités radicales et plus ou moins médiatiques (Prilepine jouit d'une certaine notoriété), ils maintiennent malgré eux l'unité des séparatistes en leur donnant une base philosophique et intellectuelle dont chaque État a besoin pour exister.

---

<sup>50</sup> Emmanuel GRYSZPAN. « *Un écrivain russe prend les armes contre l'Ukraine.* » *Le Temps*. 15 février 2017. <https://www.letemps.ch/culture/un-ecrivain-russe-prend-armes-contre-lukraine>

### « ... : un double piège pour Moscou »

Pendant, l'unité fragile des séparatistes est un problème pour Moscou, qui ne souhaite pas contrairement à ce que pense l'Occident l'exacerbation des tensions : le Kremlin, comme nous l'avons déjà dit, aimerait une résolution du conflit à la géorgienne (ou supposément dans une moindre mesure, à la moldave)<sup>51</sup>, une reconnaissance de l'autonomie des oblasts de Donetsk et de Lougansk au sein-même de l'Ukraine afin de garder la main sur le pays. Cela serait pour la Russie l'occasion d'empêcher le rattachement de l'Ukraine dans la sphère d'influence de l'Ouest, mais cela permettrait également par exemple l'éloignement de la perspective de nouvelles Guerres du Gaz comme celles s'étalant de 2006 à 2009. Ces querelles gazières continuent depuis 2014 avec un récent coup d'éclat ukrainien en 2018 qui a forcé Gazprom à s'acquitter d'une dette de 2 milliards de dollars après un verdict de la Cour Internationale d'Arbitrage de Stockholm, ainsi que le relate le journaliste Sébastien Gobert pour RFI<sup>52</sup>. Mais les dissensions idéologiques et ambitions divergentes des séparatistes sont une épine dans le pied de Moscou qui ne peut contrôler cette armée militante et paramilitaire à l'organisation complètement artisanale.

Le Donbass est donc un double piège pour la Russie : ne pouvant se permettre de lâcher son soutien aux républiques séparatistes, Moscou tente de prôner la normalisation des Républiques Séparatistes alors même que ces dernières sont encore promptes à se battre et que Kiev met une pression constante sur leurs territoires. Ce double piège est le suivant : d'une part la Russie a donné le bâton avec lequel elle se fait battre au travers des sanctions occidentales en soutenant en sous-main la rébellion et en tentant de saisir l'opportunité d'en finir une fois pour toute avec le « *rebelle* » ukrainien. D'un autre côté elle est piégée et n'a d'autre choix que de continuer à supporter ses alliés gênants du Donbass. En effet, l'arrêt du soutien aux séparatistes signifierait plusieurs choses : l'isolement partiel de la Crimée récemment acquise qui serait alors complètement sous blocus ukrainien et sous perfusion constante (les prix des objets du quotidien sont extrêmement élevés en Crimée),

---

<sup>51</sup> En effet, la comparaison avec la Géorgie semble plus pertinente que la Transnistrie : la DNR et la LNR sont, comme l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, à la frontière directe de la Russie. Comme chez les séparatistes géorgiens, on peut s'attendre à des distributions de passeports russes dans le Donbass.

<sup>52</sup> Sébastien GOBERT. « *L'Ukraine remporte une nouvelle bataille de la « guerre du gaz » face à la Russie* ». RFI. 1<sup>er</sup> mars 2018 <http://www.rfi.fr/europe/20180301-ukraine-remporte-une-nouvelle-manche-guerre-gaz-face-russie>

la perte de l'investissement guerrier qu'elle a fait sur les républiques séparatistes et, pire encore, un aveu d'échec de la politique étrangère russe. Vladimir Poutine compte sur ses coups d'éclats internationaux pour maintenir sa popularité au zénith : ce fut le cas pour la Tchétchénie qui a permis au président russe de sortir de l'anonymat, mais aussi avec la Crimée et avec la Syrie. Dans ce contexte de réaffirmation de la puissance russe et de sa tentative de reconstitution d'une puissance impériale avec une zone d'influence mondiale, l'arrêt du soutien au Donbass serait un coup dur. De plus, le soutien russe réel est instrumentalisé par l'Ouest et surévalué par rapport à la réalité, ce qui signifierait qu'une défaite des séparatistes serait, par extension, une défaite de la Russie. Défaite qui serait réelle, mais dont l'écho serait amplifié par l'Occident. Après l'humiliation soviétique en Afghanistan et le statut de perdante qu'elle a hérité de la Guerre Froide, Moscou ne peut donc pas d'un point de vue de politique intérieure et de rayonnement international, cautionner une défaite en Ukraine.

Son soutien prolongé aux séparatistes mène à une révélation inévitable de l'implication russe en Ukraine, ce que l'OTAN réussit très bien à exploiter : Dans le rapport *Atlantic Council : Cachés en plein Jour, la Guerre de Poutine en Ukraine* publié en 2015, l'OTAN divulgue des photos prises à la frontière russo-ukrainienne et dans le Donbass pour exhiber les armes lourdes russes que l'on retrouve sur la ligne de front pour mettre en exergue le transfert d'armes lourdes de la Russie vers l'Ukraine. On retrouve ainsi les blindés Msta-S à Rostov en juillet 2014 puis à Novoazovsk (Ukraine) en septembre, et le BMP-2 à Staraya Stanitsa (Russie) en août 2014 puis à Ouglegorsk (Ukraine) en février 2015. Le rapport parle également des camps militaires frontaliers, comme celui de Kouzminsky à 46 kilomètres de la frontière ukrainienne, où l'on a retrouvé des traces de soldats ayant transités par ces bases pour ensuite aller se battre à Debaltseve juste après la signature des accords de Minsk II, entraînant la victoire des séparatistes. La Russie est donc démasquée dans son implication en Ukraine ...

Et cette crédibilité permet à l'OTAN de forcer le trait en relatant le chiffre avancé le 2 mars 2015 par le Général Ben Hodges, commandant de l'armée de terre américaine en Europe, de 12 000 soldats russes en Ukraine. « *Conseillers militaires, spécialistes de systèmes d'armes et troupes de combat* » compris<sup>53</sup>. Tout en amenant après la citation de ce chiffre

---

<sup>53</sup> M. CZUPERSKI, J HERBST, E. HIGGINS, A. POLYAKOVA, D. WILSON. "Cachés en plein jour : la Guerre de Poutine en Ukraine." Atlantic Council of the United States. Septembre 2015. P. 17

les noms de plusieurs combattants russes ayant péri dans le Donbass. Le chiffre de 12 000 paraît un peu exagéré. Zakhartchenko a lui-même reconnu en août 2014 que le chiffre s'élevait entre 3 et 4000 : on peut raisonnablement estimer que la réalité serait entre 6000 et 8000 soldats russes. Le chiffre de l'OTAN n'en est pas moins inexact dans l'absolu : combien parmi ces 12 000 « *soldats* » y'a-t-il de mercenaires triés sur le volet dans les régions reculées de Russie par des recruteurs cosaques comme cela se fait en Syrie ? Combien d'anciens soldats n'étant plus en activité, comme Igor Girkin ? Le fait est que le chiffre de 12 000 permet d'appuyer sur l'implication russe et de la révéler, empêchant tout désengagement de la part de Vladimir Poutine en Ukraine.

Acculée, il ne reste que la confrontation que Moscou a elle-même provoquée pour se sortir de l'impasse et le travail sur le plan diplomatique pour trouver une sortie de crise où la Russie ne serait pas entachée. Situation délicate dans la mesure où Kiev, à juste titre, ne veut pas abandonner sa souveraineté sur le Donbass et où les États-Unis entendent bien faire payer à la Russie son implication en Ukraine et la débâcle géorgienne de 2008 que Washington avait appuyé. Ainsi, si la Russie a l'ascendant en ce qui concerne la bataille des cœurs et de l'idéologie par sa posture de Troisième Rome prônant une Europe sans décadence face à une Ukraine subordonnée à l'Occident, elle perd la bataille des chiffres, qui joue contre elle... Moscou entendait profiter de l'opportunité que lui offrait la crise ukrainienne et se retrouve aujourd'hui accusée d'avoir « *créé le conflit* » de toutes pièces. L'opportunisme poutinien se retrouve pris à son propre piège, et l'Occident imagine aujourd'hui qu'un ost de la Sainte Russie orthodoxe et néo-soviétique a planifié une invasion de l'Ukraine, occultant la responsabilité beaucoup plus directe des chefs de guerre locaux que le Kremlin ne contrôle pas. Tout ceci a pour objectif de donner corps à la menace russe telle que la voit l'OTAN en réinstaurant dans l'imaginaire collectif occidental la peur de voir toute la Russie se lancer dans une invasion « *à la soviétique* » massive de son ancienne zone d'influence ... et au-delà. Reste qu'en attendant, cette situation insoluble n'a qu'une seule victime de sang : l'Ukraine.

### **C. Novorossia comme parangon (de papier) de la dissidence contre l'Empire Occidental**

« *Entre relative internationalisation du conflit ...* »

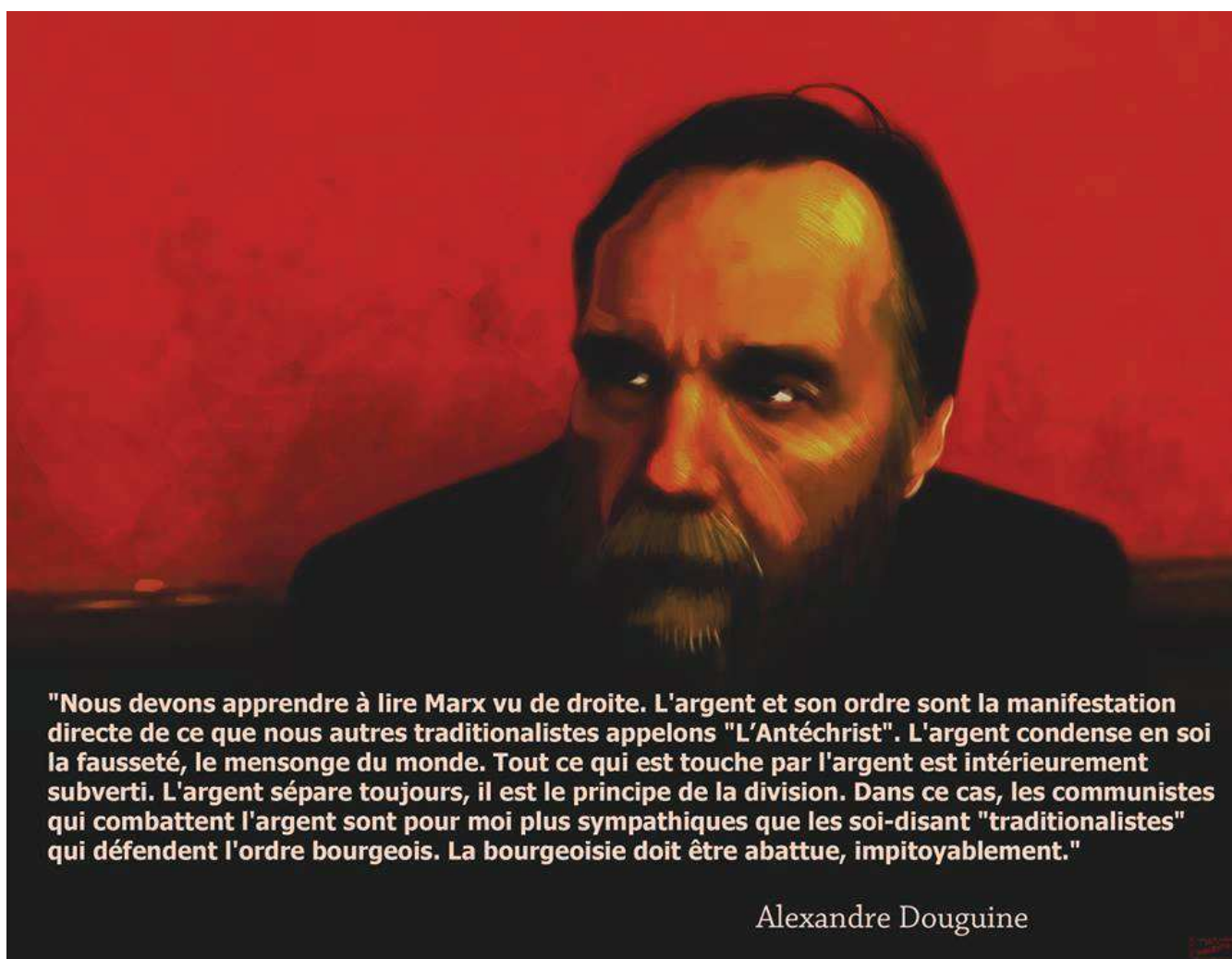
Novorossia (ou, dans sa forme actuelle, les Républiques de Donetsk et de Lougansk) se veut être plus qu'un mouvement séparatiste et sécessionniste classique : Novorossia n'est ni la Catalogne, ni l'Écosse, ni la Bretagne, ni même le Biafra ou le Soudan du Sud. Elle a cependant en commun avec tous ces exemples l'utilisation de l'Histoire pour justifier ses velléités d'auto-détermination : comme l'Ukraine, certains de ses représentants, comme Zakhartchenko et les volontaires Cosaques russes, se revendiquent des Cosaques Zaporogues ukrainiens. Ceci à quand bien même l'hetmanat cosaque s'étendait bien au-delà de la Nouvelle-Russie. *A contrario* de l'Ukraine, les séparatistes revendiquent un héritage soviétique clair, là où Kiev s'emploie depuis 2014 à l'effacer : c'est l'éphémère République Soviétique de Donetsk-Krivoï-Rog ayant existé entre 1918 et 1919 avant d'être complètement intégrée à la RSS d'Ukraine. Il y a un double héritage historique national-religieux et soviétique.

Outre cette utilisation de l'Histoire qui n'a rien de surprenant à l'aune d'une époque où l'objet historique est surinstrumentalisé à des fins politiques, Novorossia veut incarner, et c'est cela qui la différencie d'autres mouvements sécessionnistes d'Europe et du Monde, un modèle. Ce modèle se veut presque chevaleresque : la DNR et la LNR veulent incarner la dissidence contre l'Empire Occidental. Pour se faire, elles passent par différents procédés : dénonciation des « fascistes » de Kiev, de l'ingérence européenne et occidentale dans les affaires de l'Ukraine, utilisation de l'armée de cyberguerriers russes ... et la relative internationalisation du conflit.

Les séparatistes tentent ainsi de rameuter le plus de combattants possibles pour lutter contre l'impérialisme de l'Ouest, toute la « *dissidence* » politique : Erwan Castel est de ceux-là, de par son opposition à l'atlantisme. Mais ce sont également des mercenaires chrétiens orthodoxes russes et serbes, musulmans tchéchènes, chrétiens occidentaux comme les combattants d'Unité Continentale qui rejoignent ainsi les séparatistes de Donetsk. Tout ceci vise à donner une image claire : les dissidents qui affrontent l'armée ukrainienne et leurs « *mercenaires arabes, américains, occidentaux* », tous alliés aux milices fascistes locales. Cette esprit de dissidence politique donne cependant à Novorossia un aspect très hybride, une machine guerrière de court terme qui ne peut tenir à l'épreuve du temps : le nationalisme affiché des séparatistes attire quelques nationalistes occidentaux (alors que certains de leurs camarades sont, rappelons-le, dans le camp d'en face) tandis que l'héritage marxiste-léniniste attire les néo-communistes de tous azimuts (Vice News a

même rencontré en 2014 un texan se battant pour Donetsk au nom du communisme). Cela donne un mélange détonnant dans les faits ...

En effet, début 2018, j'ai pu entrer brièvement dans le groupe Facebook Soutien à la Rébellion du Donbass, tenu par Erwan Castel, avant de le quitter. Le groupe est secret : seuls ceux qui cherchent un peu arrivent à le trouver. On y trouve du contenu d'une hétérogénéité assez flagrante. Ainsi, outre de la promotion pour l'association humanitaire Urgence Enfants du Donbass tenue par le français Emmanuel Leroy ou des extraits du Journal du Front d'Erwan Castel, on peut observer également l'expression des idées de plusieurs membres du groupe dont voici un florilège :



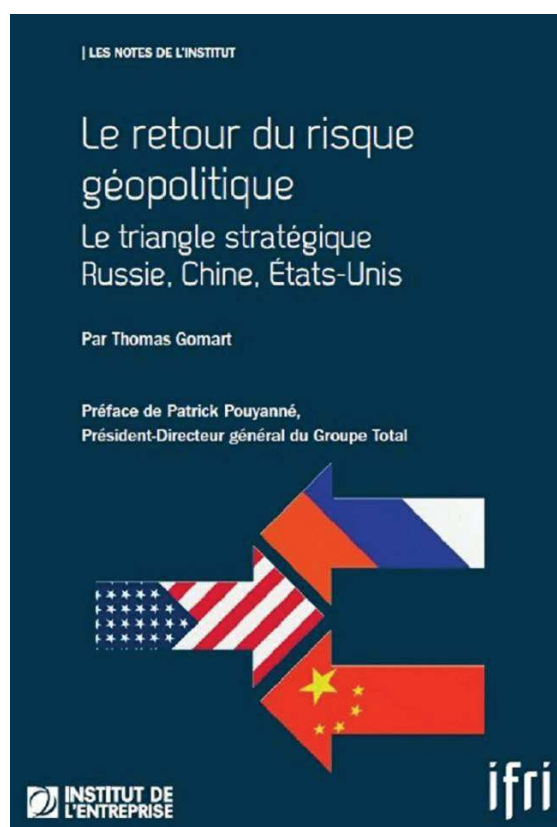
**"Nous devons apprendre à lire Marx vu de droite. L'argent et son ordre sont la manifestation directe de ce que nous autres traditionalistes appelons "L'Antéchrist". L'argent condense en soi la fausseté, le mensonge du monde. Tout ce qui est touché par l'argent est intérieurement subverti. L'argent sépare toujours, il est le principe de la division. Dans ce cas, les communistes qui combattent l'argent sont pour moi plus sympathiques que les soi-disant "traditionalistes" qui défendent l'ordre bourgeois. La bourgeoisie doit être abattue, impitoyablement."**

Alexandre Douguine

*(Page Facebook originale : Evrazia)*



(Source : groupe Facebook Soutien à la Rébellion du Donbass)



(Sous-titre sur Facebook : « Les USA préparent une guerre contre la Russie et la Chine »)

Un des administrateurs du groupe, Hugh Jackman (ainsi qu'il se nomme) y va de son commentaire : « *La vermine occidentale monte au créneau* » pour critiquer une vidéo de Saakachvili montant à la tribune à Kiev. On observe donc ici une absence totale de cohérence idéologique : entre la critique des « marxistes culturels » sionistes (rhétorique issue du Troisième Reich allemand) et la promotion d'un « *marxisme de droite* » appelant à la « *destruction de la bourgeoisie* » de Douguine, en passant par l'utilisation de documents de l'IFRI (Institut Français des Relations Internationales) pour interpréter une future guerre entre les USA et l'alliance sino-russe, aucun lien ne peut être fait entre tout ce fourmillement d'idées amenées à l'emporte-pièce. Le seul fil directeur ? La défiance vis-à-vis de l'Occident. S'il ne s'agit pas d'accuser Erwan Castel de donner du crédit à toutes les idées exprimées sur ce groupe, ce mélange de cultures politiques radicales que l'on observe, issue de la volonté novorossienne de mélanger deux héritages historiques comme le fait la Russie aujourd'hui mais d'une manière beaucoup moins habile, ne fait que démontrer que l'idée de Novorossia n'est rien de plus qu'un tigre de papier face à « l'Empire » qu'elle prétend combattre. C'est un bricolage idéologique issu de



l'opportunisme des chefs de guerre locaux. La relative internationalisation du conflit, amenant des acteurs aux idées complètement antithétiques, ne fait que créer un chaos toujours plus palpable et nourri la Rogue War ukrainienne : à terme, il y a un risque de voir émerger une guerre de tous contre tous par l'utilisation de techniques de guerre hybride passant par la propagande des réseaux sociaux, la cyberguerre et la guérilla. Au travers de cette vision, on peut hypothéquer que le Coup d'État de novembre 2017 à Lougansk n'était que le début d'une érosion de la rébellion.

### *« ... à un embryon d'impérialisme novorossien »*

D'autant plus que les nationalistes identitaires d'Occident, comme l'expliquait Erwan Castel, n'ont idéologiquement rien à faire dans le Donbass, qui est censé être à la base une révolte populaire à visée nationaliste, mais nationaliste d'un point de vue russe du concept, car les séparatistes sont des alliés de Moscou. Parfois au corps défendant du Kremlin, mais des alliés géopolitiques. Dans cette logique, le projet gelé novorossien devrait être interprété plus comme un projet néo-soviétique impérialiste que purement nationaliste et identitaire. En effet, le nationalisme russe n'a rien à voir avec le nationalisme occidental dans la mesure où la notion d'identité n'est pas la même en Russie et dans les autres pays d'Europe : la Russie est un État multiculturel, multiconfessionnel et multiethnique. Son nationalisme, fusse-t-il des nationaux bolcheviques ou de l'eurasisme - qui ne sont, dans le fond, pas différents si ce n'est sur le degré de nostalgie de l'URSS bien plus important chez les Nazbols-, est purement orienté vers la notion d'Empire. Ce projet néo-soviétique a pour ambition de répéter dans les grandes lignes le scénario de la Guerre Civile russe : créer une république autonome de l'URSS mais directement alliée à cette dernière pour faire partie du grand projet de reconstruction d'un imperium eurasiatique.

Mais non content de n'avoir aucune cohérence idéologique ou de tenter de jongler avec le plus d'idées politiques possibles pour susciter l'adhésion à ce projet sans contenance, les seigneurs de guerre novorossiens se permettent également d'esquisser subtilement un embryon d'ambition impérialiste, soit tout ce qu'ils dénoncent venant de l'Occident. Cette vision vient notamment des chefs de guerre aux tendances eurasistes, nationale-bolcheviques (sous les ordres de Limonov, qui veut pousser les séparatistes jusqu'à Kharkiv) et les Cosaques.

Prenons comme exemple l'hymne national de la République de Donetsk : à l'origine, il se nommait « Вставай Донбасс » («*lève-toi, Donbass* ») et prônait dans une rhétorique très populaire le soulèvement du peuple de Donetsk. Depuis 2015, il a été changé pour « Славіся республіка » («*Gloire à la République* ») qui est plutôt dans une imagerie militariste en prônant le « *Grand Donbass* ».

Parallèlement à cela, on observe que Zakhartchenko use du même procédé que Staline dans les années 1940 lorsque les armées allemandes encerclaient Leningrad (Saint-Pétersbourg) : alors qu'auparavant le régime stalinien était dans une critique acerbe et dans une répression de la religion, le discours de Staline change progressivement pour en appeler à la foi des soldats russes pour les encourager à défendre Leningrad. Si Zakhartchenko n'est pas dans la même critique de l'orthodoxie que Staline à cette époque (bien au contraire) il cherche à légitimer son projet d'expansion novorossienne vers l'Ouest pour créer l'État de Malorossia. En témoigne la volonté de ce dernier d'utiliser les armes de Bohdan Khmelnytsky pour son État malorossien, des symboles religieux qui sont de plus en plus présents alors que les républiques séparatistes se cherchent une légitimité idéologique et spirituelle. Les symboles religieux étaient peu utilisés au début du conflit : on voyait surtout des drapeaux soviétiques ou des symboles de l'Empire russe. L'iconographie religieuse était l'apanage des mercenaires serbes et Cosaques.

Novorossia se cherche une légitimité territoriale également : l'utilisation de la bannière de l'hetmanat est un symbole historique clair pour prétendre au dépassement des frontières du Donbass. Comme chez les Soviétiques, les séparatistes utilisent donc les failles de leur projet étatique pour tenter d'y trouver une plus grande légitimité dans la dissidence qu'ils prétendent incarner. Et c'est pour cela que les soutiens nationalistes occidentaux (même chez certains partis européens légaux comme le Front National français ou le Parti de la Liberté hollandais) y voient l'incarnation d'un idéal à la fois national et populaire. Sauf qu'il n'en est rien : Zakhartchenko, comme les nouveaux chefs de Lougansk qu'il a aidé à introniser en novembre 2017, sont dans une volonté proto-impérialiste pour créer ce fameux « *Grand Donbass* » et relancer le projet gelé de Novorossia. Le but est d'unifier les armées séparatistes et les lancer vers l'Ouest, avec le soutien russe et des extrêmes-droites européennes si possible. L'objectif à terme est d'étendre la domination des chefs de guerre sur un territoire plus vaste. Ce caractère idéologique hybride et cet expansionnisme que Zakhartchenko ne cherche même pas à cacher servent en réalité l'ego des chefs de guerre

novorossiens qui se voient comme les nouveaux Guides Suprêmes du « *Grand Donbass* »... tout comme Milosevic se voulait leader de la Grande Serbie en alliant socialisme et nationalisme ou comme les radicaux albanais rêvent de la Grande Albanie dans les Balkans. En somme, le Grand Donbass n'est autre que l'unification de tous les russophones d'Ukraine.

Tous ces facteurs tendent à montrer que, loin de représenter une quelconque révolte face à l'Occident, les seigneurs de la guerre novorossiens n'entendent représenter qu'eux-mêmes en usant ponctuellement de tous les outils idéologiques et militaires qu'ils ont à leur portée. Incluant (et c'est la spécificité de ces entités politiques séparatistes) les outils de guerre hybride aux effets destructeurs aussi bien sur les corps que sur les esprits et les infrastructures cybernétiques contemporaines au service d'un projet néo-soviétique 2.0 (présent activement dans le cyberspace) et teinté de nationalisme - au sens russe du terme en témoigne la multiethnicité des combattants sur place-. Cela implique que les nationalistes européens soutiennent dans les faits un projet qui se revendique ouvertement de feu l'Union Soviétique et de l'impérialisme russe, n'utilisant le nationalisme religieux que comme faire-valoir. L'identitarisme n'a pas sa place en Novorossia : seulement la recherche de pouvoir.

Ce projet est néo-soviétique de par plusieurs aspects. D'abord dans l'iconographie, avec les affiches de propagande sur le Net mettant en avant le peuple et grimant les volontaires ukrainiens en soldats de la Wehrmacht nazie. Ensuite de par l'utilisation du religieux et du nationalisme à des moments critiques ou propices. Également géopolitique de par sa volonté d'exporter la dissidence politique à l'étranger à l'instar de feu l'URSS au sortir de la Seconde Guerre Mondiale avec les PC occidentaux : des sites comme Égalité et Réconciliation sont très clients de l'idéologie novorossienne (et de celle du Juche nord-coréen en passant). Il est ensuite idéologique, de par l'utilisation du terme de « *Républiques Populaires* » et de son acceptation du multiculturalisme dans son volet nationaliste. Le caractère idéologique est cependant uniquement de façade, un peu comme lors de la période brejnevienne où les principes marxistes-léninistes sont passés progressivement à la trappe au profit du sauvetage de l'empire soviétique. De plus, il est économique : depuis la proclamation des Républiques Séparatistes, la plupart des grandes industries et entreprises locales ont été nationalisées. Il est ainsi possible de lier les

Républiques Séparatistes à d'autres exemples, comme la République de Transnistrie ou la Biélorussie.

Il est enfin proto-impérialiste, et cela lui est caractéristique. Proto-impérialiste de par sa volonté d'expansion pour laquelle il ne dispose de loin pas les moyens à l'heure actuelle, et ce malgré les attaques d'artillerie lourde effectuées par les forces séparatistes aujourd'hui afin de maintenir la pression sur le camp ukrainien<sup>54</sup>.

Les chefs de guerre novorossiens ne sont pas unis ni d'accord et n'ont ni le soutien populaire, coercitif et international nécessaires à une conquête. À quand bien même les plus influents de ces chefs militaires tentent de supprimer progressivement les réfractaires. On se retrouve donc pour conclure dans une situation très particulière où les nationalistes de toute l'Europe de l'Ouest se retrouvent à soutenir une idée qui ne relève pas de leur conception de la Nation, et qu'ils auraient farouchement combattue dans les années 1980.



Photomontage tiré d'un profil ok.ru d'un combattant séparatiste de Donetsk : on y voit qu'il appelle à la création, en plus de Donetsk et de Lougansk, à la création des Républiques (de gauche à droite et de haut en bas) de Zaporojie, d'Odessa, de Dnipropetrovsk, de Kharkiv, de Nikolaïev et de Kiev. (Source : ok.ru)

<sup>54</sup> ЕН. « Donbass : les combattants pro-russes utilisent de l'artillerie lourde à Chyrokine. »Ukrinform. 29 mars 2018.

<https://www.ukrinform.fr/rubric-defense/2431371-les-combattants-prorusses-deploient-des-armes-de-calibre-120mm-a-chyrokine.html>



L'une des nombreuses cartes que l'on peut trouver sur le Net pour une partition de l'Ukraine : elles sont changeantes en fonction des sources du fait de la non-cohérence idéologique des séparatistes. (Source : *Novorossia vision*)

## **PARTIE III : Le concept de Rogue War, quelles perspectives ?**

### **Chapitre 7 : La Rogue War, concept du XXIème siècle**

#### **A. Le risque de « donbassification » des conflits contemporains**

##### ***« Le Donbass : laboratoire du conflit postmoderne ? »***

L'idée du postmodernisme est à la mode dans les médias occidentaux. Tout est prétexte au postmoderne : de la peinture aux films contemporains, en passant par les nouveaux rapports de force internationaux. Mais qu'est-ce que le postmodernisme ? Selon le théoricien américain Fredric Jameson, c'est « *la logique culturelle du capitalisme tardif* », titre de son livre éponyme paru en 2007.

Derrière cette question un peu ironique sur le caractère postmoderne du conflit ukrainien, il faut surtout arriver à cerner ce qu'est la Guerre du Donbass. Nous l'avons vu, le conflit ukrainien est un exemple original de ce que nous pourrions appeler une Rogue War, un conflit se situant dans un espace géopolitique ouvert à la corruption institutionnalisée et où les différents acteurs mènent des actions conduisant à l'atomisation du rapport de force et utilisent les techniques de guerre hybride actuelles pour assurer leur domination personnelle.

Plus qu'un conflit postmoderne, la Guerre du Donbass est un conflit teinté de néoféodalisme : dans un contexte où la communauté internationale issue de la Seconde Guerre Mondiale et vue comme subordonnée à l'Occident peine à imposer ses vues<sup>55</sup>, notamment depuis le fiasco irakien, l'indépendance du Kosovo et le cas libyen, le rapport de force géostratégique issu de la Guerre Froide se reconfigure progressivement. Alors que, depuis le 11 septembre 2001, l'Occident pensait faire face à un monde aux risques plus épars mais clairement identifiés, à savoir le terrorisme islamiste, il s'avère que ce n'est pas du tout le cas : les menaces sont multiples et sujettes à des problématiques locales, où des seigneurs de guerre ou chefs mercenaires subordonnent les populations à leurs tactiques hybrides de guerre qu'ils ont parfaitement assimilées.

Le Donbass est dans ce cas de figure : ce sont les individus et non plus les États qui ont la main sur le déroulement de la guerre. Zakhartchenko et Girkin d'une part, Porochenko et

---

<sup>55</sup> Plusieurs exemples viennent encore une fois illustrer cette affirmation pour l'Ukraine, comme les résultats du format « *Normandie* » que nous aborderons plus loin dans cette partie. Ce format, à l'origine des accords de Minsk, saluait encore il y a quelques mois la mise en place d'un cessez-le-feu dans le Donbass pour la Pâque 2018. Sauf que le cessez-le-feu a été violé de manière constante sur la ligne de front.

Poutine d'autre part, sans oublier les acteurs périphériques comme Saakachvili... Tous ces personnages participent de l'érosion de l'unité nationale ukrainienne de façon voulue ou non voulue, par leurs inactions ou leurs ambitions, et à des degrés très différents. Ambitions qui sont servies par de nouvelles tactiques de guerre très utiles pour les tentatives de féodalisation du Donbass : chaque seigneur de guerre, personnalité politique, oligarque ... tente d'avoir le dernier mot sur ce qui a cours dans le Donbass.



À gauche, Mikhaïl Saakachvili avec Ioulia Timochenko lors du passage illégal de la frontière polono-ukrainienne fait par l'ancien président géorgien en septembre 2017. À droite, le chef de guerre russe Igor Girkin. Deux visages, deux visions et deux responsabilités dans l'enlèvement de l'appareil d'État ukrainien.  
(Source : *l'Express et Euromaidan Press*)

Ce regain du féodalisme dans les relations internationales peut s'observer dès les années 1990 dans le cadre de conflits éloignés de l'Occident : les guerres civiles africaines par exemple, comme en Sierra Leone ou au Libéria, voyaient déjà des seigneurs de guerre contrôler leurs territoires et exploitations de diamants à des fins personnelles ... Mais ils ne disposaient ni des réseaux sociaux, ni de cyberguerriers pour affirmer leurs ambitions. Leur action était purement coercitive et répressive : le seigneur de la guerre 2.0 et l'oligarque contemporain préfèrent les moyens détournés offerts par la technologie actuelle que la confrontation directe et perpétuelle ... Ce qui explique pourquoi la ligne de front du Donbass bouge si peu. La guerre ne se fait pas uniquement avec les armes, mais avec la technologie et l'économie. Ajoutons également d'autres ingrédients à la recette : le spirituel, l'ultranationalisme...

### « *Le Conflit Ukrainien : une guerre féodale 2.0* »

Ce néoféodalisme inhérent à la Rogue War Ukrainienne pourrait se répercuter dans d'autres espaces conflictuels : y a-t-il un risque de donbassification des conflits actuels à l'aune de la surutilisation de la guerre hybride ?

La guerre civile syrienne par exemple, ressemble de plus en plus à la Guerre du Donbass au fur et à mesure que le conflit s'enlise : l'arrivée de l'État islamique en 2014 et l'intervention russe de 2015 ont été le catalyseur permettant de faire muer la guerre civile entre rebelles et force pro-gouvernementales en une mêlée générale aux embranchements de plus en plus complexes, comme en Ukraine. Plusieurs dizaines de factions pro-Assad, islamiques sunnites et rebelles (kurdes ou non) ont ainsi émergés sur le territoire. Les Turcs et les milices chiites du Hezbollah sont également présents. Plusieurs seigneurs de guerre se partagent un territoire complètement atomisé en plusieurs zones d'influences, selon des critères tribaux notamment. Des SMP sont également à l'œuvre sur place, comme le Groupe Wagner : il y a un processus de sous-traitance du conflit. Wagner utilise notamment des recruteurs cosaques russes pour aller chercher dans les villes pauvres de Russie des soldats bon marchés à envoyer en Syrie comme le montrait un récent reportage de France 24<sup>56</sup>. Comme en Ukraine, les cosaques russes y sont très actifs, et sont assimilés par les médias occidentaux à une « *armée secrète de Poutine* ». Sans tomber dans de telles considérations, on observe comme en Ukraine une présence cosaque pour épauler l'implication russe : ces Cosaques russes constituent une sous-culture très hiérarchisée et militarisée, qui se réactive et lance des appels à la guerre lorsque la Russie intervient quelque part.

De plus, des factions de cyberguerriers apparaissent comme l'Armée Electronique Syrienne, qui se fait connaître en 2013 en attaquant l'agence de presse américaine Associated Press en 2013 et le site du Monde en 2015. Ajoutons à cela une logique tribale très importante avec des clans syriens que les différentes factions sur le terrain tentent de gagner à leur cause et une corruption de plus en plus importante au sein du régime. La Syrie se classe ainsi 178<sup>ème</sup> sur 180 pour ce qui est de la perception de la corruption selon Transparency International ... tous les éléments sont donc réunis pour faire la guerre en Syrie une Rogue War alors qu'elle s'enlise de plus en plus et que l'Occident paraît relativement inaudible dans la mêlée.

En Afghanistan, où le rôle des seigneurs de guerre et la logique tribale fait force de loi depuis des siècles, le conflit est aujourd'hui qualifié selon une infographie publiée par la

---

<sup>56</sup> Chaîne Youtube France 24. « *Les mercenaires russes en Syrie : l'armée secrète de Poutine.* » 1er mars 2018.

<https://www.youtube.com/watch?v=IrPdLXucZzc>



firme Comparitech en 2017 comme l'un des pays les moins bien préparés à des éventuelles cyberattaques : le risque de donbassification du pays n'est donc pas à exclure. D'autant plus que les Talibans se mettent récemment à la propagande de nouvelle génération via les réseaux sociaux ...

Citons enfin le Mexique, où la guerre du gouvernement contre les narcotrafiquants s'enlise depuis 2006 et où les Seigneurs de la Drogue mènent une guérilla agressive contre Mexico. Le pays a été la cible d'une cyberattaque de grande ampleur en 2017 ayant touché plusieurs États comme l'Espagne également. Les cartels opèrent, notamment depuis 2013, une présence active sur les réseaux sociaux.

Ainsi, dans un cadre international évoluant vers de nouveaux rapports de force néo-féodaux, locaux, et avec les nouvelles manières de faire la guerre (privatisation des conflits, cyberattaques ...) qui se font norme, il y a un risque global de voir les conflits actuels opérer leur mue vers une donbassification : les conflits sont de plus en plus longs, enlisés, incertains ... comme en Ukraine, il y a donc une probabilité que ces théâtres guerriers ayant souvent lieu dans des cadres étatiques friables et corrompus se transforment tous en « *Guerre du Donbass*. » Dans cette optique, on peut avancer l'hypothèse que la guerre ukrainienne est largement sous-estimée par les penseurs stratégiques contemporains : le Donbass est un potentiel laboratoire, un prototype de la multiplication des Rogue War à venir. Cela rejoint ce que dit Bertrand Badié dans son livre « *L'impuissance la puissance* » : « *La puissance n'est plus ce qu'elle était. La fin de la bipolarité, les échecs du développement, la prolifération de formes nouvelles et disséminées de violence ont eu raison des certitudes de naguère. Les armées les plus modernes ou les plus sophistiquées échouent devant les actes de terreur les plus élémentaires ; à mesure qu'elles s'affirment, les dominations essuient davantage de contestation qu'elles ne recueillent d'adhésion ; quant aux menaces les plus diverses, elles échappent à tout espoir de contrôle*<sup>57</sup> ».

---

<sup>57</sup> Bertrand BADIÉ. « *L'Impuissance de la Puissance* ». Paris. Fayard. 2004. 4<sup>ème</sup> de couverture.

**B. Au-delà de l'Ukraine : l'adaptabilité de l'exemple ukrainien aux risques actuels**

L'exemple du Donbass offre donc une très bonne grille de lecture pour analyser les risques actuels qui parsèment dans le Monde : bien que les propos qui seront avancés ici soient hypothétiques, ils se basent sur des risques géopolitiques réels et dans des circonstances comparables à ce qu'il se passe en Ukraine. Il ne s'agit pas de prétendre ériger des lois de l'Histoire en disant que les risques cités ici vont forcément se transformer en conflits armés. La question est plutôt de montrer que l'exemple ukrainien permet d'éclairer les espaces géopolitiques où les potentiels risques contemporains sont relativement élevés.

**« En Europe ... »**

Plusieurs espaces géopolitiques sont dans la tourmente en Europe en 2018 : c'est le cas par exemple des Balkans. Les Serbes sont inquiets quant à une unification entre l'Albanie et le Kosovo. La Macédoine est en pleine crise politique sous l'auspice des partis nationalistes qui aspirent à retrouver leur pouvoir perdu en 2017. En 2016 au Monténégro, un coup d'État supposément « piloté par la Russie » et les membres du Front Démocratique a eu lieu peu avant l'adhésion du pays à l'OTAN ... Tout ceci dans des cadres étatiques qui sont sujets à une corruption importante, notamment au Kosovo. Il y a donc un risque de voir à nouveau la Poudrière des Balkans exploser, malgré la volonté stabilisatrice de l'UE et son rapprochement avec les gouvernements locaux ... mais quel type d'explosion cela pourrait entraîner ? Probablement un nouveau conflit local de longue durée reprenant tous les éléments de la Rogue War ukrainienne : atomisation des sociétés balkaniques en plusieurs factions où des chefs de guerre locaux chercheront à assurer leur domination notamment au travers de techniques de guerre hybride qui seront à leur disposition. Les Balkans se retrouveraient alors mêlés parallèlement à une guerre d'influence entre la Turquie, la Russie et l'Occident (notamment l'UE). Comme ce fut déjà le cas au XIXème siècle avec les Autrichiens, les Russes et les Turcs, mais avec la guerre hybride contemporaine en plus.

Jean-Claude Juncker a mis en garde les Etats-Unis en mars 2017 pour les prévenir de ne pas pousser à l'effondrement de l'Union Européenne, alors que le Président Américain Donald Trump s'était déclaré comme un grand partisan du Brexit pour la Grande Bretagne : "Si

*nous les laissons seuls - la Bosnie-Herzégovine, la Republika Srpska (Ndlr : entité des Serbes de Bosnie-Herzégovine), la Macédoine, l'Albanie, tous ces pays - vous aurez la guerre à nouveau*" a déclaré alors le Président de la Commission Européenne<sup>58</sup>. Preuve que les États Européens prennent très au sérieux les risques inhérents à la région des Balkans. D'autant plus qu'en Bosnie, certains mercenaires arabes ayant combattu dans les années 1990 au côté des combattants musulmans sont restés sur place et ont permis l'émergence d'une école islamique radicale au sein d'un territoire qui a toujours prôné l'entente entre les différentes communautés chrétiennes et musulmanes. Un conflit dans les Balkans risquerait de provoquer comme en Ukraine l'émergence de plusieurs dizaines de factions dirigées par des chefs aux buts très distincts et éparés.

En Moldavie également, le risque d'émergence d'une Rogue War n'est pas à éluder : le 28 mars 2018, des dizaines de milliers de personnes ont marché dans les rues de Chisinau pour appeler à la réunification avec la Roumanie, ce qui a déjà été le cas de 1918 à 1940<sup>59</sup>. Le tout dans un cadre étatique moldave corrompu, avec un président élu en 2016, Igor Dodon, pro-russe et le séparatisme transnistrien présent depuis les années 1990 ayant amené à la création d'une République fantôme néo-soviétique à Tiraspol près de la frontière ukrainienne (**Voir Annexe 30**) ... Le risque de voir un conflit éclater dans le cas où les Moldaves se prononceraient de façon significative pour rejoindre la Roumanie, membre de l'OTAN et de l'UE, semble assez évident. On risquerait de voir le même schéma qu'en Ukraine : atomisation de la société moldave, démultiplication des factions, arrivées de mercenaires et volontaires en Transnistrie et à Chisinau. La Russie passerait ainsi par des techniques hybrides afin de permettre encore une fois la pérennité du conflit gelé entre Chisinau et Tiraspol sur place, et de nombreuses factions paramilitaires pourraient émerger. Dans le cas où la situation s'enliserait, l'exemple ukrainien pourrait donner la meilleure grille de lecture aux événements, dans la mesure où nous sommes en Moldavie dans le même cadre étatique qu'en Ukraine, bien qu'à une échelle plus petite.

---

<sup>58</sup> Benjamin JEANJEAN. « Juncker prédit une nouvelle guerre des Balkans si l'Union s'écroulait. » Sud Radio. 24 mars 2017. <https://www.sudradio.fr/monde/juncker-predit-une-nouvelle-guerre-des-balkans-si-lunion-europeenne-secroulait>

<sup>59</sup> Claire GUYOT. « Manifestations en Moldavie pour le rattachement du pays à la Roumanie. » Euractiv. 26 mars 2018. <https://www.euractiv.fr/section/l-europe-dans-le-monde/news/manifestations-en-moldavie-pour-le-rattachement-du-pays-a-la-roumanie/>

Dans le Caucase enfin, le conflit du Haut-Karabagh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan réactivé depuis 2008 se déroule également dans des cadres étatiques en difficulté (**Voir Annexe 31**) : Bakou est connue pour son oligarchie locale et sa corruption, ce qui est appelé dans la presse occidentale la « *diplomatie du caviar* », stratégie douteuse de lobbying consistant en des invitations de personnalités politiques étrangères auxquelles on offre des cadeaux : cela aura entraîné par exemple en 2017 la démission du Président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, l'Espagnol Pedro Agramunt, soupçonné de corruption. La collaboration entre l'Azerbaïdjan corrompu et l'Union Européenne se fait dans le cadre de l'approvisionnement de gaz, pour lequel l'Azerbaïdjan est une plaque tournante (*via* notamment le gazoduc Bakou-Tbilissi). Côté arménien, on a le soutien de Moscou, et l'État est également sujet à une corruption endémique. Si la rivalité entre Bakou et Erevan venait à dégénérer de façon encore plus significative qu'en 2016 lors de la Guerre des Quatre Jours ayant provoqué la mort de 200 personnes<sup>60</sup>, alors il serait également possible de mobiliser le conflit ukrainien pour y apporter une grille de lecture.

### « *Et au-delà.* »

A cheval entre le Caucase et l'Asie Centrale, la problématique du terrorisme islamiste dans ces régions est aujourd'hui très présente. En effet, de nombreux combattants de ces zones sont partis faire le Djihad en Syrie aux côtés des nombreuses factions locales. La problématique à laquelle les pays de ces régions ainsi que la Russie sont confrontés sera ainsi le retour de ces combattants radicalisés sur leurs territoires nationaux. C'est notamment le cas en Asie Centrale, où ce sont des satrapes locaux qui règnent sans partage sur leurs quasi-royaumes, comme Nursultan Nazerbaïev au Kazakhstan ou Gurbanguly Berdimuhamedow au Turkménistan. Il y a donc un risque de voir éclater plusieurs conflits locaux dans cette région où l'islamisme radical progresse rapidement. Sans compter les factions déjà présentes sur place comme le Mouvement d'Indépendance du Turkestan Oriental et le Parti Islamique du Turkestan, allié d'Al-Qaïda qui cherche à établir un khalifat islamique au Turkestan Oriental au niveau des régions Est de la Chine et de la Mongolie. Citons également les conflits en cours dans la zone comme les Guerres du

---

<sup>60</sup> Interview de Samuel CARCANAGUE pour l'IRIS. « *Le conflit du Haut-Karabagh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan risque-t-il de dégénérer ?* ». 23 juin 2017. <http://www.iris-france.org/96565-le-conflit-du-haut-karabakh-entre-larmenie-et-lazerbaïdjan-risque-t-il-de-degenerer/>

gouvernement pakistanais contre les tribus Baloutches, conflit de faible intensité, ou la sempiternelle Guerre d'Afghanistan.

Tout cela sur fond de problématiques plus proche de l'Ukraine, comme la volonté d'une grande part des nationalistes russes de rattacher les provinces Nord du Kazakhstan peuplées de Russes ethniques à la Fédération de Russie. Dans Kiev Kaputt, Limonov y fait référence plus d'une fois : ici aussi, le risque de voir plusieurs conflits éclater suite à une atomisation des sociétés locales avec des gouvernants corrompus pourraient mener au même cas de figure qu'en Ukraine. Oligarques et seigneurs de guerre locaux ou volontaires étrangers auraient la part belle pour tenter d'affirmer leur domination sur ces zones conflictuelles particulières en utilisant des techniques de guerre hybride.

Ainsi, on observe que le cas de l'Ukraine est transposable à de nombreuses potentielles zones de conflits à venir : encore une fois, il ne s'agit pas d'affirmer que toutes les zones évoquées se transformeront en Rogue War dans le cadre néo-féodal qui s'instaure de plus en plus dans les relations internationales et à l'échelle des localités géographiques sujettes aux tensions. Il s'agit avant tout de démontrer le caractère «*expérimental*» du conflit ukrainien et de montrer que les dynamiques guerrières qu'il a contribué à faire émerger seront peut-être déterminantes pour les guerres futures. La Rogue War qui a émergé en Ukraine a une capacité d'exportation assez intéressante : c'est en effet le premier conflit armé à avoir permis par son enlèvement l'utilisation par les commandants paramilitaires locaux des techniques de guerre hybride à des fins individuelles. Caractéristique qui se répète de plus en plus actuellement en Syrie, où l'on peut également considérer qu'une Rogue War s'est aujourd'hui mise en place. Le Mexique, à l'heure où le voisin américain tente de s'éloigner des affaires locales, s'en rapproche aussi.

### **C. Le Donbass et la Rogue War : contrecoups cruels du néolibéralisme ?**

*« De la mondialisation néolibérale triomphante des années 1990 ... »*

En 1992, le philosophe américain Francis Fukuyama avançait l'idée de la «*fin de l'Histoire*» en expliquant que la démocratie libérale, à l'aune de la fin de la Guerre Froide, allait se répandre partout dans le Monde et que les conflits se régleraient uniquement par l'économie et le marché. Dans cette optique, c'était le modèle libéral et mondialiste de l'Occident universel qui se voulait triomphant alors que le socialisme soviétique avait été défait. Se situant sur le terrain des idées, et non pas de l'idéologie, souvent caricaturé à tort,

Fukuyama a cependant grandement influencé les idéologues néo-libéraux post-Guerre Froide.

Dans son livre de 2014 « *Frontline Ukraine : Crisis in the Borderlands* », Richard Sakwa nous explique ainsi que l'historicisme marxiste avait été remplacé par l'historicisme libéral : l'Histoire, selon la pensée marxiste, devait se comprendre au travers d'une lutte des classes entre bourgeois et prolétaires. C'est une vision scientifique et prédéterminée de l'objet historique. La Fin de l'Histoire était également envisagée par Marx lorsque la lutte des classes serait terminée et que le socialisme serait proclamé sur toute la planète. Cette vision scientifique de l'Histoire que les libéraux ont tenté de faire valoir dans les années 1990 par leurs actions peut être considérée comme un prélude à ce que Sakwa décrit comme une « *double crise ukrainienne* » : une « *Ukraine crisis* » qui serait l'épilogue de l'affrontement Est-Ouest de la Guerre Froide et de son issue, très favorable à l'Occident, doublée d'une « *Ukrainian crisis* », une crise interne à l'Ukraine due à ses divisions politiques, économiques et sociales, réapparues dans le contexte libéral des années 1990. <sup>61</sup>

Ainsi, dans les années 1990, alors qu'un moment unipolaire se mettait en place sous l'égide de l'Occident, les libéraux sont tombés dans le même raisonnement que les penseurs marxistes, mais de manière inversée : ils ont cru voir le triomphe du marché sur toute la planète.

Dans un cas comme dans l'autre, ce fut une erreur : considérer l'Histoire comme une science, un objet sujet à tant de variations et de facteurs impossibles à déterminer, est une erreur d'appréciation fondamentale motivée par l'idéologie et l'utopie. Tout au plus peut-il y avoir un débat philosophique sur le caractère cyclique ou non de l'Histoire, mais pas sur sa finalité. Platon et Nietzsche ont essayé de penser le Temps d'une manière cyclique par exemple.

Cependant, loin des débats philosophiques et idéologiques, ainsi qu'à la lumière de la capacité d'adaptation du conflit ukrainien sur d'autres espaces géopolitiques à risques ou à d'autres conflits armés en cours, l'on peut se demander l'origine profonde de la guerre du Donbass et de la Rogue War.

---

<sup>61</sup> Richard SAKWA. *Frontline Ukraine : Crisis in the Borderlands*. New York. I.B. Tauris. 2014. Chapitre "Countdown to Confrontation.."

Le conflit ukrainien et le concept de Rogue War ne sont-ils pas un contrecoup de la conquête ratée du Monde par l'Occident néolibéral et universaliste ? Comme Sakwa l'explique dans son livre sur la crise ukrainienne, les Occidentaux n'avaient que peu de considération pour la Maison Commune Européenne proposée par Gorbatchev où chaque puissance dont la Russie aurait son mot à dire sur les affaires européennes. Au contraire, les Occidentaux ont traité la Russie comme une perdante et ont préféré l'humilier en la considérant comme une puissance moyenne régionale en voie de disparition tant les tensions internes au pays (troubles en Tchétchénie...) laissaient à penser l'éclatement futur de la Fédération comme ce fut le cas pour l'URSS en 1991. Les Occidentaux ne s'occupent donc que peu de Moscou, et continuent la libéralisation à l'échelle mondiale *via* la modernisation du Gatt devenu OMC en 1995 notamment.

Ainsi, l'Ouest a commencé à élargir à toute l'Europe son modèles politique, économique et sécuritaire, au mépris des Russes. Les élargissements progressifs de l'OTAN et de l'UE participent de ce processus. Voyant l'OTAN se rapprocher de plus en plus des frontières de la Russie, Moscou commence à progressivement à se replier sur sa forteresse-pays pour préparer son retour prochain.

### *« ... à la mondialisation sauvage des années 2000 »*

Les Occidentaux connaissent progressivement des échecs consécutivement au moment unipolaire qui leur a été accordé dans les années 1990, notamment du point de vue militaire : l'Afghanistan est un succès de court terme qui se transforme en bourbier avec le temps, l'Irak entache la puissance militaire américaine avec les exactions de la prison d'Abu Ghraib à Bagdad et une sous-traitance massive du conflit irakien avec l'usage disproportionné de la SMP Blackwater ...

Arrive sur ce théâtre de doutes Vladimir Poutine en 2000. Après avoir assuré son leadership sur la Russie avec le musellement du système oligarchique issu des réformes de choc libérales des années 1990 qui ont été un coup dur pour la Russie et l'écrasement de la rébellion tchétchène, le président russe prend vite la mesure des limites de la mondialisation néolibérale. Son célèbre discours de Munich en 2007 prône ainsi une mondialisation multilatérale, officiellement pour que chaque État ait son mot à dire dans les affaires du Monde. Officieusement, c'est une manière pour le Président russe de remettre son pays en selle pour une compétition néo-westphalienne des Relations

Internationales à venir. Cette compétition, dans la vision russe, sera dirigée contre l'Occident à partir de 2012. C'est une stratégie bien pensée : les Russes n'aiment pas l'idée de libéralisme, qu'ils considèrent comme étant tout ce qu'on leur a vendu dans les années 1990, à savoir la société de consommation et ses implications, qui ont mené le pays à sa perte. Le libéralisme est perçu très négativement en Russie, ce qui explique la popularité très relative de personnages tels que Navalny. Limonov, dans sa radicalité, le perçoit très bien : Navalny et les libéraux russes, supportés en sous-main par l'Occident à l'instar des leaders pro-occidentaux des Révolutions de Couleur en Géorgie, Ukraine ou Kirghizstan, sont là pour perpétuer l'œuvre occidentale de triomphe du néolibéralisme débuté dans les années 1990.

Ainsi, dans cette optique, tous ceux que l'Occident met en avant (Sakaachvili, Iouchtchenko, Navalny et autres) peuvent obtenir une certaine popularité au sein de leur pays, mais à long terme il y a le risque d'être considéré comme un traître à la solde de Bruxelles et de Washington. Le soutien des Occidentaux à certains candidats montre donc que le Monde est passé de la mondialisation néolibérale à la mondialisation sauvage néo-westphalienne que Poutine appelait de ses vœux : par élections interposées, par la guerre économique et par le soft power, les grandes puissances sont désormais en compétition pour conserver ou gagner du terrain. Lorsque les luttes d'influence ne suffisent plus, c'est la force armée qui finit par primer ... c'est ce qui est arrivé en Ukraine, lorsque les tensions nationales ont été exacerbées par un virage trop brutal orienté vers l'Occident au détriment de l'avis de certaines populations.

On peut donc avancer l'idée que la Rogue War, plus qu'un contrecoup cruel du néolibéralisme, est un résultat issu de sa tentative ratée d'imposition à l'échelle mondiale : alors que la conversion devait se faire (c'était l'idée dominante dans les années 1990) dans la douceur, nous sommes arrivés à une phase de tiraillement et de compétition sauvage. Compétition qui se termine par des conflits et qui a permis la création factuelle du concept de Rogue War, surtout dans un pays comme l'Ukraine où les recettes néolibérales ont été la source de l'avènement d'un État oligarchique et corrompu et où le néolibéralisme ne pourrait potentiellement fonctionner que par un large programme de réformes, ce que le voisin russe ne veut pas permettre pour ne pas donner trop d'influence au modèle occidental.



D'aucuns observateurs qualifient le conflit ukrainien comme la réalisation d'une Nouvelle Guerre Froide entre l'Occident et la Russie. Sauf que la différence est fondamentale : Ce n'est pas une lutte idéologique entre l'Ouest et l'Est à laquelle nous assistons, à quand bien-même Moscou s'appuie avec plus ou moins de succès sur certains États et projets étatiques aux caractéristiques néo-soviétiques comme la Transnistrie, la Biélorussie et Novorossia pour être ses avant-postes géostratégiques. La Guerre du Donbass est plutôt la constituante d'une lutte d'influences plus globale où toutes les puissances d'envergure tentent d'imposer leurs vues sur l'échiquier. Ainsi, on peut dire que le néolibéralisme a remporté une victoire de demi-mesure : le marché s'est bien imposé à l'échelle mondiale ... mais il est sujet à différentes interprétations prétextes à la lutte entre les puissances. En témoigne les conversions chinoise et russe au capitalisme, chacune ayant leur singularité, au-delà de la linéarité espérée par les Occidentaux dans les années 1990. Tout est prétexte au bras de fer sur tous les fronts et à l'entremêlement des intérêts publics et privés : les matières premières, le transhumanisme, la culture, les Nations, même l'humanitaire ... et la guerre. Ainsi, l'Ukraine n'est pas le théâtre d'une Nouvelle Guerre Froide entre la Russie et l'Occident (« *décadent* » selon l'expression russe consacrée), mais l'un des rouages centraux de la sous-lutte russo-occidentale d'une conflictualité plus globale. Ce n'est pas une Guerre Froide mais une mêlée générale mondiale sur tous les fronts et à des degrés divers, sans pour autant tomber dans la guerre totale : c'est une Guerre Sauvage, la conflictualité néo-féodale des Relations Internationales.

### **Chapitre 8 : Pérennité de la Rogue War – l'importance des acteurs extérieurs au conflit ukrainien**

La persistance de la Rogue War ukrainienne est assurée également par l'influence de l'Occident qui entend bien ne pas céder face à la Russie : cette pérennité passe par l'influence de plusieurs acteurs, publics comme privés. Ils sont américains, européens, chinois et bien sûr russes.

#### **A. Acteurs privés et publics américains**

##### ***« La puissance publique américaine et ses intérêts ukrainiens »***

Fidèles à la vision proposée par le Grand Échiquier de Brzezinski en 1997, les Américains ont des intérêts très équivoques en Ukraine. « *Qui gouverne l'Europe de l'Est*

*domine l'Heartland ; qui gouverne l'Heartland, domine l'Île-Monde ; qui gouverne l'Île-Monde domine le Monde.»* écrivait l'ancien Secrétaire d'État à la Défense, reprenant les propos de MacKINDER. « Pour l'Amérique, l'enjeu géopolitique principal est l'Eurasie »<sup>62</sup>.

Dans une autre publication traduite de l'Allemand, intitulée « *Die einzige Weltmacht – Amerikas Strategie der Vorherrschaft* », il précise sa pensée : « Si l'Ukraine tombait, écrivait-il, cela réduirait fortement les options géopolitiques de la Russie. Même sans les états de la Baltique et la Pologne, une Russie qui garderait le contrôle de l'Ukraine pouvait toujours aspirer avec assurance à la direction d'un empire eurasien. Mais, sans l'Ukraine et ses 52 millions de frères et sœurs slaves, toute tentative de Moscou de reconstruire l'empire eurasien menace d'entraîner la Russie dans de longs conflits avec des non slaves aux motivations nationales et religieuses. » C'est donc à partir des années 1990 que la puissance publique américaine, Pentagone en tête s'intéresse à l'Ukraine.

Après que l'administration Clinton en pose les premiers jalons avec son « *partenariat stratégique* » avec Kiev, il faudra attendre 2002 pour voir la concrétisation de cet intérêt pour l'Ukraine du point de vue américain. La fixation de cet intérêt se fait avec la révolution Orange. Entre 2002 et 2004, sur le même schéma qu'en Géorgie, les Américains investissent des centaines de millions de dollars pour équiper l'opposition ukrainienne pro-occidentale des meilleurs moyens électoraux possibles. Des instituts privés, la Fondation George Soros en tête, financent également les futurs tenants du gouvernement ukrainien pro-occidental. L'argent transitait notamment par des ONG et des fondations privées sans aller directement aux partis politiques. Dans un câble américain du 5 janvier 2010 publié sur le site Wikileaks, l'implication du National Endowment for Democracy (NED) est démontrée. Cette ONG est financée par le département d'État américain.

Les États-Unis voient donc l'Ukraine comme un investissement pour empêcher la Russie d'aller plus avant dans les relations avec son étranger proche. Ceci explique notamment le flegme américain lors de l'Euromaïdan de 2014, où l'on voit Victoria Nuland poser avec Tyagnybok pour la presse alors même qu'il se revendique d'idées qui feraient frémir n'importe quel responsable politique occidental. Comme en Géorgie, les États-Unis

---

<sup>62</sup> Zbigniew BRZEZINSKI. *Le Grand Échiquier* Monrouge, Bayard Éditions. 1997 , chapitre « *L'échiquier eurasien* ».

instrumentalisent l'Ukraine : l'objectif n'est pas de veiller à la souveraineté nationale et au bien-être du pays. En Relations Internationales, la charité n'est pas de mise. Le but est plutôt de pousser l'Ukraine à rejoindre définitivement le camp occidental pour pouvoir réduire au maximum la sphère d'influence de la Russie et ainsi garder le plus possible la main sur le Heartland. Depuis 2014, les acteurs publics américains ont ainsi activement aidé l'Ukraine : aide à la suppression de la militsya soviétique au profit d'une nouvelle police (notamment à Odessa avec la collaboration de Sakaachvili), collaboration militaire en vue d'entraîner les soldats ukrainiens ... La promesse américaine de livrer des armes létales à l'Ukraine à la fin de l'année 2017 résulte du prolongement de l'investissement américain en Ukraine.

### *« ... protège les intérêts privés américains »*

Les États-Unis ont également des intérêts privés en Ukraine : lorsque le gouvernement de transition est intronisé en 2014, trois ministères sont attribués à des étrangers. Parmi eux, Natalie Jaresko, une américaine d'origine ukrainienne naturalisée juste avant sa prise de fonction au ministère des Finances. Elle est la PDG de Horizon Capital, une société de placements qui s'occupe de la gestion d'un certain nombre d'investissements occidentaux en Ukraine. En effet, le secteur agricole ukrainien est la cible privilégiée des investissements venus de l'Ouest : n'oublions pas qu'historiquement l'Ukraine est une terre avec de grandes surfaces agricoles, le grenier à blé de l'Europe.

Sous la houlette de Jaresko, une feuille de route a été fournie à l'Ukraine pour réformer le secteur agricole, à l'image de ce qui a été fait dans d'autres pays post-soviétiques comme en Pologne par exemple : facilitation de l'acquisition de terres agricoles, allègement de la réglementation et du contrôle des usines agro-alimentaires, réduction des impôts et des droits de douane. Avec environ 32 millions d'hectares de terres arables, l'Ukraine dispose à elle seule de l'équivalent d'un tiers des terres fertiles de l'Union Européenne. En 2014-2015, environ 1,6 millions d'hectares sont passés entre les mains de sociétés occidentales, parmi lesquelles les firmes américaines Monsanto et Cargill spécialisées dans l'agro-alimentaire et DuPont pour la chimie<sup>63</sup>. Par exemple, Cargill possède aujourd'hui au moins quatre silos à grain et deux usines de transformation de graines de tournesol afin de produire de l'huile. Le conflit ukrainien permet donc aux multinationales d'augmenter

---

<sup>63</sup> Site ukrainien de Monsanto. <http://www.monsantoglobal.com/global/ua/Pages/default.aspx>

leurs actifs en Ukraine : les intérêts américains en Ukraine sont donc également privés et la guerre est une opportunité non négligeable pour ces firmes multinationales d'augmenter leurs actifs sur le territoire.

Autre cas qui aura permis cette fois d'alimenter la propagande pro-russe et l'idée d'une Ukraine vendue aux Occidentaux : la nomination d'Hunter Biden, fils de Joe Biden, ex-vice-président américain, au conseil d'administration de Burisma Holdings, le plus grand producteur privé de gaz du pays. Cette nomination intervient dès 2014. Cela n'a pas manqué de susciter la controverse alors que le pays venait d'entrer dans un conflit taillé pour durer<sup>64</sup>.

S'il ne s'agit pas de décrire une Ukraine subordonnée à l'Occident, il faut bien mettre en lumière les intérêts privés des firmes américaines dans les affaires ukrainiennes : l'Ukraine, à la fois plateforme tournante du transport gazier et gigantesque surface agricole, intéresse la puissance américaine d'un point de vue purement économique. Ces intérêts participent à la continuité de la Rogue War ukrainienne : Washington et les firmes américaines n'entendent évidemment pas renoncer à leur investissement ukrainien. Cela permet de donner un autre regard sur la promesse américaine de livrer des armes à l'Ukraine, et la formation militaire accordée par le Pentagone à l'armée loyaliste : il s'agit de consolider les positions de Kiev afin de donner corps aux ambitions géopolitiques américaines, ainsi que de donner un garde-fou à l'argent investi. Le conflit a permis ce tournant économique et l'Amérique n'entend pas lâcher prise. Pour autant, il ne faut pas crier au scandale : après tout, avant la chute de l'URSS, l'Ukraine était subordonnée au voisin russe de façon bien plus notoire qu'elle ne l'est par les États-Unis aujourd'hui. Tout est affaire de conjoncture lorsque l'on parle d'intérêts : l'actionnaire majoritaire change en fonction d'une période donnée. Dans le cas de l'Ukraine depuis 2014, la période donnée, c'est la Guerre du Donbass et l'opportunité qu'elle a constitué pour envoyer un soutien américain teinté de convoitise à Kiev. Sans la Rogue War ukrainienne, si l'on part du principe que seule la Crimée aurait échappé au contrôle de l'État central, l'implication de Washington aurait sans doute été bien moindre : avec la guerre, les Américains sont forcés

---

<sup>64</sup> Adam TAYLOR. *"Hunter Biden's new job at a Ukrainian gas company is a problem for U.S soft power."*  
14 mai 2014

[https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2014/05/14/hunter-bidens-new-job-at-a-ukrainian-gas-company-is-a-problem-for-u-s-soft-power/?noredirect=on&utm\\_term=.31bcb20aa39e](https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2014/05/14/hunter-bidens-new-job-at-a-ukrainian-gas-company-is-a-problem-for-u-s-soft-power/?noredirect=on&utm_term=.31bcb20aa39e)

de mettre la main au porte-monnaie de façon plus conséquente afin de défendre et consolider leurs acquis.

### **B. Acteurs privés et publics européens**

#### *« De Bruxelles ... »*

Les Européens sont concernés de manière bien plus directe par la Rogue War ukrainienne : en effet, la guerre se déroule dans un pays qui est à leur frontière directe, à 3 heures d'avion de Paris et Bruxelles, deux heures et demie de Berlin. Dans cette optique, l'implication des acteurs publics est sensiblement différente.

La gestion des Accords de Minsk par la diplomatie française et allemande nous donne un éclairage sur cette implication européenne : à la suite de Minsk 1, signé le 5 septembre 2014 par la Russie, l'Ukraine et les dirigeants séparatistes, les combats ne cessent pas. La seconde bataille de l'aéroport de Donetsk éclate dans les jours qui suivent. C'est dans un contexte de conflit non résolu que les deux principales diplomaties européennes, France et Allemagne, interviennent. Les ministres des Affaires Etrangères de ces deux pays étaient déjà intervenus dans les affaires de l'Ukraine, lors de l'Euromaïdan pour négocier avec le gouvernement Ianoukovitch, au côté de la Pologne.

En 2015, alors que la guerre est désormais entamée, les deux géants diplomatiques européens tentent de faire valoir leurs positions à Minsk. L'objectif est de laver l'honneur de la diplomatie européenne suite au fiasco des années 1990 pendant la Guerre de Yougoslavie : à cette époque, l'Allemagne avait reconnu unilatéralement les indépendances slovène et croate sans concertation avec ses partenaires européens. La France, qui était plutôt pour un maintien de la fédéralisation yougoslave, du fait que François Mitterrand était un fédéraliste chevronné (que ce soit pour l'Europe et les Balkans), pensait que la fédéralisation était le levier politique pour assurer la paix dans la région. L'unilatéralisme des États membres à la lumière des événements yougoslaves a donc entraîné un chaos diplomatique qui n'a fait qu'empirer les tensions montrant la division de l'ensemble politique européen encore friable : les États-Unis ont été obligés d'intervenir. La création de la Haute Représentation de l'Union Européenne pour les Affaires Étrangères en 2007 à Lisbonne découle de ce fiasco.

Pour l'Ukraine, l'enjeu principal pour les Européens est de montrer leur unité et l'efficacité de leur appareil diplomatique. La baronne britannique Catherine Ashton, alors Haute Représentante de la diplomatie européenne, avait mal entamé le sujet : en février 2014 elle qualifia le régime Ianoukovitch de dictature et demanda une réforme constitutionnelle immédiate, alors que les manifestations au Maïdan étaient de plus en plus violentes. Là où la diplomatie est censée calmer le jeu, Ashton préféra tomber dans la vieille rhétorique anglo-saxonne de dénonciation d'un régime ne remplissant pas complètement les standards occidentaux. Cela galvanisa la juste cause des manifestants au Maïdan, mais brusqua de l'autre côté les populations russophones : Limonov la dénigre dans la partie de Kiev Kaputt traitant des événements du Maïdan, l'insultant ouvertement. En conséquence, les Européens préfèrent opter pour le format dit « *Normandie* », où les Allemands, Américains, Russes, Français, Anglais ... et Ukrainiens s'étaient d'ores et déjà rencontré en France pour les commémorations du débarquement de 1944 (ce qui n'aura pas manqué de crispier Vladimir Poutine en raison de l'invitation de Petro Porochenko). C'est sur ce modèle que les Européens négocient : Français, Allemands, Russes, Biélorusses, Ukrainiens et séparatistes signent ainsi les Accords de Minsk en 2015. Il est prévu d'établir un cessez-le-feu pour le 15 février à minuit. En somme, il s'agit de faire respecter le cessez-le-feu jamais imposé de Minsk I.

Malgré une réussite apparente, des combats persistent à Debaltseve jusqu'au 20 février et la défaite de l'armée ukrainienne : les séparatistes infligent après Minsk II une cinglante défaite à l'armée ukrainienne, et Zakhartchenko déclare que Debaltseve ne rentre pas dans l'accord de cessez-le-feu, à quand bien même Minsk II impliquait un arrêt total des combats.

Les intérêts européens diffèrent des intérêts américains mais sont rapidement mis à mal : le coup d'éclat diplomatique n'aura pas eu lieu et le format « *Normandie* » de 2014 est bien vite oublié. Peu à peu, les dirigeants européens se désintéressent du conflit ukrainien, laissant le soin aux institutions européennes de mettre en œuvre la collaboration de l'Union avec Kiev. L'accord d'association entre l'Union Européenne et l'Ukraine entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016 (signé le 24 mars 2014 après la Révolution), l'obtention de visas pour les ukrainiens allant en Europe est facilitée.

L'intérêt des grandes puissances publiques européennes et de l'Union européenne est donc d'obtenir la priorité quant aux relations avec un partenaire important à l'Est : avec la Politique Européenne de Voisinage et le Partenariat Oriental débuté à Prague en 2009, L'UE est devenue le premier partenaire commercial de l'Ukraine. Il s'agit maintenant, comme pour les Américains, de camper sur les positions acquises. Mais le conflit ukrainien sombre peu à peu dans l'oubli en Europe, ce qui est paradoxal étant donné que la frontière est de l'espace européen est concerné. Cela s'explique par deux choses : l'enlisement du conflit auquel les Européens participent malgré eux de par leur volonté d'intégrer l'Ukraine vers l'Europe au mépris de la situation sur le terrain d'une part, mais aussi les dissensions au sein du camp européen d'autre part qui rappellent les Européens à ce qu'il se passe chez eux plutôt qu'en Ukraine. En effet, avec les pays d'Europe Centrale qui s'opposent à Bruxelles (Polonais, Hongrois, Tchèques...) et la crise migratoire qui débute dès 2015, l'Europe préfère se tourner vers des problèmes encore plus directs que l'Ukraine.

Enfin, l'Ukraine est empêchée dans son intégration en Europe par un pays de l'UE : la Hongrie. Viktor Orban, le président hongrois, cherche à récupérer les minorités hongroises de l'Ukraine de l'Est, notamment la ville d'Uzhhorod (Ungvár en hongrois), en Transcarpathie, où 115 000 Hongrois ethniques résident. En mars 2018, le bâtiment de l'Association culturelle hongroise de la ville a été incendié : les autorités suspectent les services de sécurité russe. Cela donne à Orban, qui ne cache pas une certaine affinité politique avec Vladimir Poutine avec sa démocratie « *illibérale* », une opportunité pour bloquer toute intégration plus poussée de l'Ukraine vers l'Ouest.

Le cas polonais est également intéressant : si Varsovie soutient l'Ukraine dans son intégration vers l'Ouest du fait de la peur commune qu'elle entretient avec Kiev du voisin russe et de la volonté des deux pays de collaborer avec l'OTAN, les relations entre les deux pays restent tempérées. Ceci du fait de l'absence de condamnation officielle par Kiev des massacres perpétrés par l'UPA lors de la Seconde Guerre Mondiale à l'encontre des minorités polonaises de Volhynie. Ainsi, la puissance publique européenne se trouve divisée pour affirmer ses intérêts ukrainiens, au risque de voir se répéter le fiasco diplomatique yougoslave. La nouvelle représentante de l'UE aux Affaires Etrangères depuis 2015, Federica Mogherini, a déjà fait une visite de courtoisie à Kiev, mais sans réalisation concrète : le focus est plutôt sur les divisions au sein-même de l'Union et sur la crise migratoire. Face à ces défis considérés comme plus urgents, l'Europe, après avoir

poussé par la négociation à l'association entre l'Ukraine et l'Union, délaisse progressivement le cas ukrainien.

### « ... A la Société civile européenne. »

Moins importantes que les firmes américaines, les entreprises européennes ont la possibilité depuis l'entrée en vigueur de l'accord d'association en 2016 d'augmenter leurs exportations dans le pays et leurs investissements. L'importation européenne de gaz ukrainien a été doublée entre 2014 et 2015, passant de 5 à 10,3 milliards de mètres cube. Preuve de l'importance stratégique de l'Ukraine en ce qui concerne le gaz, que ce soit pour les Européens ou les Américains. Cela reste cependant très faible comparé aux 193 milliards de mètres cubes russes importés en Europe.

Le principal acteur permettant la pérennité de la Rogue War ukrainienne du point de vue en Europe, dans ce cas de figure, correspond à deux leviers : la division européenne quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Ukraine alors qu'elle était une cible de choix pour l'Europe avant 2014, et l'intérêt très mitigé pour le conflit de la société civile européenne. En effet, pour les citoyens des pays de l'UE, l'Ukraine est un pays à oublier, sans grand intérêt, voire dangereux à visiter. Il suffit de voir à Sciences Po Strasbourg où l'on trouve quelques élèves pour affirmer que l'Ukraine est une simple « *partie de la Russie* ». Ce désintérêt de la société civile en Europe pour l'Ukraine et la guerre qui y a cours est un facteur non-négligeable du maintien de la guerre. Si le désintérêt des citoyens américains par exemple est compréhensible du fait du caractère éloigné du pays, celui de l'Europe l'est beaucoup moins, étant donné que l'Ukraine est un pays très proche. Le soutien à Kiev du point de vue des citoyens européens est sans commune mesure avec ce que l'on peut trouver sur Internet comme soutien à la Russie et aux séparatistes du Donbass : ainsi, la guerre en Ukraine n'intéresse qu'un public de niche, contrairement à la guerre syrienne qui monopolise toute l'attention médiatique. Ceci découle de la sous-médiatisation du conflit en Europe : après un pic d'intérêt en 2014, le philosophe français Bernard-Henri Lévy se déplaçant à Kiev pour faire ce qu'il avait déjà fait en Yougoslavie (à savoir, prôner la démocratie libérale), plus rien. Tout au plus quelques petits articles de temps en temps sur la situation du conflit, qui n'intéresse pas grand monde.

Cet état de fait découle du désintérêt progressif de la puissance publique européenne pour le conflit ukrainien qui ne semble pas trouver de résolution, et par la volonté européenne de



ne pas trop exposer son flanc diplomatique à une déconfiture pareille à celle qu'il y avait en Yougoslavie. Après avoir courtisé l'Ukraine, l'Europe a fini par l'abandonner à moitié. Cet abandon s'explique par les autres problématiques parallèles émergeant conjointement à la crise ukrainienne : les élections nationales et européennes tous azimuts monopolisent (à raison) l'attention de l'Europe. Le Brexit de 2016 a été également au centre de toutes les caméras. L'Ukraine n'a plus l'attention de l'appareil médiatique. Ceci montre la relative friabilité de l'ensemble européen au niveau diplomatique et au niveau de sa société civile, qui ne se positionne pas encore de façon claire vis-à-vis du projet encore inabouti d'une Europe politique. Ce peu d'intérêt de la société civile s'explique donc par le manque d'intérêt médiatique : l'Ukraine est considérée comme un « *conflit gelé* », à l'instar de la Géorgie ou de la Moldavie, de par la méconnaissance du sujet des journalistes européens. Ces derniers classent par sophisme l'Ukraine comme une partie de la Russie, du fait de la carte mentale de Guerre Froide qu'ils ont assimilé par le passé. Dans ce cas de figure, la couverture d'un conflit gelé n'est pas intéressante pour les journalistes, qui préfèrent l'actualité « *chaude* » du moment.

Ainsi, l'apathie de la société civile européenne et le peu d'investissement observés par les entreprises de l'espace communautaire contribuent à la pérennité de la Rogue War ukrainienne. Si l'Ukraine reste un marché intéressant pour le gaz, c'est sans commune mesure pour les Européens avec la gigantesque manne russe : l'Ukraine s'est retrouvée éclipsée de par son retournement d'allégeance. Si le pays est une constituante importante de la pensée géostratégique russe, l'intérêt du pays pour les puissances de l'Ouest est beaucoup moins équivoque. Pour l'Europe, l'Ukraine est avant tout une frontière qu'il convient d'assurer d'un point de vue sécuritaire et militaire, avant d'être un partenaire économique, fonction que la Russie remplit bien mieux.

### **C. Autres acteurs et confirmation des diverses implications : un conflit taillé pour durer**

#### ***« Organisations internationales ... »***

L'implication des organisations internationales dans le conflit ukrainien est une donnée importante de la pérennité de la Rogue War. Ainsi, l'OTAN, fidèle à sa doctrine de défense considérant la menace russe comme sérieuse, continue de camper sur ses positions en Europe. L'organisation du traité de l'Atlantique Nord collabore ainsi grandement avec

l'Ukraine et les puissances d'Europe Centrale comme la Pologne qui n'en demande pas moins, et les États baltes qui se sentent menacés par le voisin russe à l'aune du précédent ukrainien. Cette collaboration a notamment vu la constitution d'un bouclier anti-missile en Pologne en 2016, ce qui a été considéré par la Russie comme une menace directe.

Après avoir entériné une collaboration avec la Russie dans le cadre de la Guerre contre le Terrorisme dans les années 2000 (incluant même la Tchétchénie de l'époque comme part intégrante de la Guerre contre l'Internationale Djihadiste), l'OTAN n'a cependant pas jugé opportun de donner aux Russes un quelconque pouvoir de décision au sein de l'organisation. Avec les conflits géorgiens puis la guerre ukrainienne, les tensions se sont ranimées. Depuis des années, les chefs d'état-major de l'OTAN et de la Russie, qui avaient pris pour habitude de se concerter régulièrement par téléphone dans les années 1990, ne sont plus en contact. On note cependant un « *début de dégel* » encore timide en mars 2017, lorsque les généraux Pavel de l'OTAN (américain comme c'est toujours le cas au sein de l'Alliance) et Guerassimov pour la Russie effectuent leur premier échange téléphonique depuis 3 ans. Plutôt que de se focaliser sur les sulfureux chefs de guerre séparatistes du Donbass, l'OTAN préfère considérer la Russie entière comme une menace réelle : en résulte une présence militaire importante dans les Pays Baltes afin de contrer une éventuelle invasion russe peu probable et afin d'encercler l'enclave de Kaliningrad, ce petit territoire de la Fédération de Russie à la position stratégique sur la Mer Baltique où la Russie a récemment annoncé en 2018 avoir déployé des missiles Iskander à ogives nucléaires.

Cette volonté de l'OTAN de camper sur ses positions se ressent au niveau des organisations internationales à laquelle appartient la Russie : dès 2014, Sergueï Lavrov et le Ministre des Affaires de la République Populaire de Chine, Wang Yi, ont déclaré dans le cadre d'une réunion de l'Organisation de Coopération de Shanghai leurs « *convergences de vue* » dans le cadre de la crise ukrainienne. Quant à la CEI, suite à la sortie de l'Ukraine de l'organisation en 2014 et l'instauration de visas pour les citoyens russes, elle reste dans un silence assourdissant.

Ce peu d'intérêt de la CEI et l'OCS se comprend aussi à l'aune de la position de la société civile russe sur le conflit ukrainien : une approbation pour les actions de Poutine en Crimée teintée d'incompréhension pour ce qu'il se passe dans le Donbass. Ainsi, Anna, une femme

d'affaires russe qui vit aujourd'hui en Italie avec qui j'ai pu échanger par mail, me confie « *Je n'aime pas Poutine. Cependant j'apprécie qu'il ait pris (illégalement !) la Crimée pour la sécurité des frontières russes. Mais concernant le Maïdan, j'étais à Kiev à cette époque en voyage d'affaires, et c'était une manifestation absolument innocente. Ils voulaient juste renvoyer leur président. C'était légitime : j'avais entendu des histoires d'hommes d'affaires qui avaient offert leurs sociétés à Ianoukovitch sous pression. Au même moment la télévision russe commençait à titrer « libérons l'Ukraine des bandéristes ! ».* Je n'arrivais pas à croire qu'ils pouvaient raconter de tels mensonges. Et je ne pouvais pas croire que mes proches croyaient ces mensonges ... Je pense simplement que ces propos sont à la hauteur de l'intérêt de la Russie pour l'Ukraine. Ma mère et ma grand-mère étaient convaincues que l'Ukraine était victime des « bandéristes sanguinaires et des USA ». (Concernant le Donbass NDLR) *Je pense que la Russie a besoin de l'Ukraine sous son contrôle. Beaucoup de choses tristes arrivent partout dans le Monde. La chose la plus triste est que les gens croient en les mensonges qu'on leur dit. »*

Quant au GUAM, organisation internationale regroupe la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, aucune position significative n'a été trouvée depuis le début de la crise (contrairement à ce qu'affirment certains sites francophones comme agoravox qui crient à une « *alliance anti russe* »). Il suffit d'aller à Kiev au quartier général de l'organisation sur le boulevard Taras Schevchenko pour s'en rendre compte : le bâtiment est entièrement vide. En effet, avec une Moldavie ayant élu un président pro-russe, Igor Dodon, en 2016, qui tente un rapprochement difficile avec la Russie et les séparatistes transnistriens, l'idée d'un front commun au GUAM reste pour l'instant lettre morte.

Le Conseil de l'Europe, organisation aux pouvoirs limités, est le théâtre de passes d'armes entre la représentation ukrainienne qui alerte sur la situation dans le Donbass, et la représentation russe. De fait, l'organisation ne dispose d'aucune marge de manœuvre pour avoir une quelconque influence sur le conflit.

L'OSCE, présente en Ukraine depuis le 21 mars 2014 sous le nom de *Special Monitoring Mission to Ukraine* effectue une mission à la réalisation difficile : en novembre 2014, plusieurs observateurs de l'organisation ont essuyé des tirs près de Donetsk et en 2016, un piratage informatique contre la mission ukrainienne a entraîné une suspicion vis-à-vis de la

Russie. La Fédération de Russie accepte très peu la collaboration avec l'OSCE qu'elle considère comme une organisation servant les intérêts occidentaux.

Enfin, l'ONU est le cadre d'un ballet diplomatique depuis 2015 sur la question de l'envoi de casques bleus sur le territoire ukrainien : la Russie exige qu'une potentielle mission de casques bleus en Ukraine se fasse dans le dialogue avec les autorités séparatistes, ce que Kiev refuse. L'Ukraine désire un envoi d'une mission de maintien de la paix sans pour autant dépasser les « *lignes rouges* » fixées.

Tout ceci participe à la considération du conflit ukrainien comme étant un conflit gelé : alors que la situation militaire montre des combats fréquents sur le terrain, la situation au niveau des organisations internationales est, elle, effectivement plus ou moins gelée.

### « ... *ONG et autres puissances.* »

Les ONG sont également présentes en Ukraine, remplissant des missions d'observation et humanitaires sur le terrain : Première Urgence Internationale, Human Right Watch, Amnesty International ... Human Rights Watch déplore ainsi régulièrement les violations des Accords de Minsk II et la continuité des combats. Amnesty International remplit des missions similaires : elle dénonce ainsi par exemple dans une enquête s'étalant entre 2017 et 2018 les tortures dans les « *prisons clandestines* » des services de sécurité ukrainiens (SBU). Ces ONG sont réduites à un rôle de dénonciation des exactions menées sur le territoire ukrainien ... mais uniquement côté ukrainien, étant donné qu'elles n'ont qu'un accès limité aux territoires séparatistes, voire nul. Elles ne peuvent rendre compte de la situation effective sur le terrain.

Preuve que la Rogue War ukrainienne est constituante d'une mêlée générale mondiale entre les puissances : il est de bon ton de citer l'influence de la Chine. En effet, cette dernière n'a, malgré la déclaration commune avec la Russie dans le cadre de l'OCS, qu'un soutien très mitigé aux actions russes en Ukraine. Cela montre les intérêts chinois en Ukraine, qui sont très importants : en 2016, la Chine annonce sa collaboration avec Kiev dans l'optique de construire le plus grand avion-cargo de la planète, L'Antonov AN-225 Mriya. Produit à un seul exemplaire dans les années 1980, la construction va désormais être relancée. Outre la coopération dans l'aéronautique, la Chine compte sur l'Ukraine pour être une part intégrante d'un des projets phares du président Xi Jinping : les Nouvelles

Routes de la Soie. En effet, la Chine et la Russie s'étaient accordées avant le début de la crise ukrainienne sur un « pont terrestre eurasiatique » transitant notamment par Kiev. Mis à mal par l'annexion de la Crimée et la Rogue War du Donbass, Pékin aimerait bien cependant mener à bien le projet. En effet, l'Ukraine, de par sa position d'État frontière entre l'Europe et la Russie, est la voie d'entrée la plus évidente par voie terrestre vers l'Europe. Il est donc facile de penser que la Chine ne peut se permettre de se brouiller avec Kiev de par son alliance relative avec Moscou.

Citons également le Kazakhstan, qui célébrait avec l'Ukraine en 2017 les 25 ans d'amitié avec l'Ukraine. Astana, qui est aussi dans une position délicate vis-à-vis de Moscou du fait que la partie Nord de son territoire, peuplée de villes russophones et russifiées, ne peut soutenir ouvertement Moscou dans son contentieux avec l'Ukraine et tente, de la même manière que Kiev dans les années 1990-2000, une politique d'équilibriste d'un point de vue géopolitique afin de ne pas entrer dans la tourmente. Le pays étant également sur le trajet des Nouvelles Routes de la Soie chinoises, il y a une volonté kazakhe de se mettre à l'abri d'un potentiel litige avec le puissant voisin russe. Cette position kazakhe explique en grande partie le silence de la CEI et de l'OCS, pour lesquels Astana est membre à part entière.

Par tout cet entremêlement d'acteurs, aussi bien étatiques qu'internationaux, privés comme publics, nous avons explicité en quoi leurs différentes positions sont préjudiciable à l'Ukraine (parfois involontairement) : entre la position défensive de l'OTAN (compréhensible mais disproportionnée), les intérêts commerciaux des multinationales américaines, le silence des organisations internationales post-soviétique et des sociétés civiles et les intérêts de la puissance chinoise qui tente d'opérer son rayonnement international sous la présidence de Xi Jinping, la Rogue War du Donbass est à la croisée des chemins du point de vue international.

### **Chapitre 9 : quelles solutions pour la Rogue War du Donbass ?**

#### **A. Solutions politiques - entre centralisation ou indépendantisme aveugles : la « finlandisation » de l'Ukraine et l'autonomisation des régions du Donbass, vers une république fédérale ukrainienne ?**

*« La fédéralisation de l'Ukraine : une fausse bonne idée »*

Lors des négociations à Minsk, la Russie a exigé pour l'Ukraine une fédéralisation de l'état central de Kiev, ainsi que la constitution d'une Ukraine hors bloc (sans l'OTAN et sans l'UE, on peut trouver un parallèle historique de cette prise de position avec la politique de neutralisation de l'Allemagne par l'URSS pendant la guerre Froide) et une plus grande autonomie des régions du Donbass. Sur le cours terme, cette fédéralisation de l'État ukrainien semble viable, en effet, au vu des dissensions existant aujourd'hui entre Kiev et les Républiques Séparatistes, il serait tentant d'imaginer un cessez-le-feu viable et une autonomisation des régions du Donbass pour garantir la paix. Le géopolitologue français Pascal Boniface, en 2014, appelait dans un entretien accordé à Politis à « *ne pas rejeter la fédéralisation de l'Ukraine* »<sup>65</sup>. Son argumentaire est logique et argumenté : Poutine ne cherchant qu'à affirmer les intérêts de la Russie par cette proposition sans vouloir se lancer plus à même dans une stratégie de conquête, la fédéralisation est une option envisageable.

C'est vrai : Poutine n'est pas dans une logique ultra-impérialiste de conquête de l'étranger proche de la Russie. La Crimée était un cas à part, un coup d'éclat qui a servi au mieux son intérêt politique avant d'être le précédent à une invasion. Il est abusif de parler d'invasion russe de l'Ukraine, et de même, les intérêts russes dans le Donbass sont parfaitement explicables et justifiés : la volonté de ne pas être encerclé par des pays membres de l'OTAN qui n'a fait que rejeter les propositions russes de construction d'une « *Maison Commune Européenne* » pour une Europe pacifiée. Mais la fédéralisation de l'Ukraine est en réalité une fausse bonne idée : comme nous l'avons vu auparavant, le système politique ukrainien, bien que corrompu et lacunaire, suffisait à maintenir la cohésion nationale en Ukraine jusqu'en 2014 d'une manière plutôt efficace. Il n'était pas plus mal perçu à l'Est qu'à l'Ouest dans la mesure où les minorités russophones étaient intégrées juridiquement : Ukrainiens de l'Ouest comme de l'Est, au sein d'une même Nation, partageaient alors le même rejet de la corruption. C'est le grand saut du Maïdan qui les a divisés.

De plus, admettre la fédéralisation serait comme renier les crimes de guerre des chefs de guerre séparatistes, qui sont les vrais responsables de la crise, et ce au-delà des maladroites tout aussi dramatiques faites par les responsables politiques ukrainiens en 2014. Sans

---

<sup>65</sup> Pascal BONIFACE. « *Ne rejetons pas la fédéralisation de l'Ukraine.* » Politis. 20 novembre 2014. <https://www.politis.fr/articles/2014/11/pascal-boniface-ne-rejetons-pas-la-federalisation-de-lukraine-29053/>

oublier les exactions ponctuelles des chefs de guerre ukrainiens. Moscou n'a fait que saisir une opportunité dans le Donbass, une opportunité pour laquelle elle ne mesurait pas les conséquences chaotiques que cela allait apporter. L'idéal russe était de créer une Abkhazie et Ossétie du Sud *bis* en Ukraine avec les Républiques de Donetsk et de Lougansk, mais la Russie a joué avec le feu : Pour la Russie, poursuivre sur la voie de la fédéralisation pourrait donner à Moscou la possibilité de finir par canaliser les forces séparatistes, et de les séparer une bonne fois pour toutes de Kiev, mettant en place une « *finlandisation* <sup>66</sup> » du pays où Moscou aurait une influence capitale sur la politique extérieure de l'Ukraine. Ainsi, la Russie pourrait se permettre progressivement de lier toutes les « *zones grises* » qu'elle a créées au fil des années dans son ancien espace impérial. Ce qu'elle fait déjà au niveau des entreprises locales, comme avec des partenariats entre les banques séparatistes ukrainiennes et sud-ossètes pour faire transiter des fonds nécessaires aux infrastructures du Donbass <sup>67</sup>. La Russie pourrait sur le long terme subventionner une organisation des républiques non reconnues : dans le Donbass et en Transnistrie, (ce qui résulterait en un encerclement de l'Ukraine) en Abkhazie, en Ossétie du Sud et éventuellement dans le Haut-Karabagh, où la situation est plus trouble cependant. Tous ces espaces qu'elle a mis sous son influence et qu'elle finance pourraient ainsi devenir un réseau puissant de déstabilisation.

Mais les chefs de guerre ont pris le pas dans le Donbass, en faisant une zone de droit et laissent libre cours à leur mégalomanie et leur soif de pouvoir. Les chefs de guerre les plus puissants, qui étaient au départ calqués sur la vision du Kremlin, sont devenus des électrons libres incontrôlables. Eux-mêmes ne veulent pas la fédéralisation : ils veulent l'extension de leur marge de manœuvre par rapport à Kiev et instaurer leurs propres seigneuries dans le Donbass plutôt que de revenir même partiellement dans l'orbite de l'État central.

Au-delà des chefs séparatistes qui rejettent de plus en plus la fédéralisation au fur et à mesure que le conflit s'enlise, les principales forces paramilitaires de Kiev ne veulent pas non plus entendre parler d'une fédéralisation. En effet, celle-ci impliquerait une

---

<sup>66</sup> Terme se référant à l'influence dont disposait l'URSS sur la Finlande et sa politique extérieure pendant la Guerre Froide.

<sup>67</sup> Chaîne Youtube France 24. « *Donetsk, une « République » sous perfusion.* » 14 octobre 2016. <https://www.youtube.com/watch?v=irLY5je7Js0>

automatisation du Donbass, ce contre quoi ils se sont battus. Dmitry Iarosh, Tyagnibok et autres chefs de guerre kiéviens ne seraient que plus virulents à la suite d'une fédéralisation, ce qui rendrait la situation incontrôlable. Iarosh a disparu de la scène médiatique depuis quelques temps, mais il ne fait nul doute qu'il opérerait un retour fracassant si Kiev se lançait dans la voie de la fédéralisation de la République ukrainienne.

Mais alors, quelle est la solution la plus viable ? Celle de la demi-mesure : Kiev se doit d'être ferme mais raisonnable. La collaboration avec l'OTAN et l'Union Européenne doit rester limitée, et il ne doit pas y avoir d'escalade dans la course aux armements pour donner des gages de bonne foi à Moscou. C'est donc une solution à la fois de politique intérieure et extérieure qui est à prôner dans un premier temps : il ne faut pas se leurrer, le patriotisme novorossien n'existe pas, si ce n'est chez quelques militants ultraradicaux. Novorossia n'est qu'un moyen de contestation du pouvoir central ukrainien parmi d'autres, qui ne suscite pas l'adhésion de la majeure partie de la population qui n'aspire qu'à la paix. Kiev doit donner des gages à cette population : le passé soviétique de l'Ukraine doit être à nouveau assumé sans être glorifié comme en Russie, et les médias russophones remis en place afin de permettre aux habitants du Donbass une réidentification à la Nation Ukrainienne. La promotion de la langue et de la culture ukrainienne ne doit pas s'accompagner d'un rejet vis-à-vis des russophones : qui imaginerait en France une suppression totale dans l'historiographie du passé germanique de l'Alsace ? La solution est donc une Ukraine à la fois centralisée comme par le passé, ferme vis-à-vis des séparatistes, des chefs paramilitaires ukrainiens les plus violents et des oligarques. Kiev veut récupérer à raison la Crimée. Pour ce cas précis, cela n'est possible que par la création d'une république semi-fédérale : la seule région ukrainienne méritant un semblant de fédéralisation était et reste la Crimée, de par son Histoire particulière. De plus, la Crimée avait accepté dans les années 1990 la primauté de Kiev. Mais nous ne sommes là que dans de pures spéculations idéalistes : la Crimée est, à l'heure actuelle et pour *a minima* une très longue période, perdue. Il faut donc se focaliser sur le Donbass, et rétablir le lien cassé entre les plus « *ukrainisés* » de l'Ouest et les plus « *russifiés* » de l'Est : cela nécessite une Ukraine indépendante adoptant une politique d'apaisement entre Occidentaux et Russes. L'Ukraine peut ambitionner de construire sa propre voie comme étant un « *pont* » certes géographique mais aussi géopolitique entre l'Est et l'Ouest. Cela peut passer par des accords à la fois avec l'Occident, mais également une réintégration ukrainienne de la CEI



et l'entrée du pays dans l'Union Economique Eurasiatique. En parallèle, toute coopération militaire trop tranchée est à proscrire, que ce soit avec l'OTAN ou avec Moscou : l'Ukraine peut être la première étape d'une réconciliation entre l'Est et l'Ouest afin de mener une nouvelle politique de collaboration loin des logiques impérialistes néo-westphaliennes. D'autant plus que tout l'espace eurasiatique partage des défis communs : la question de l'immigration, l'islamisme radical et la montée en puissance d'autres espaces géopolitiques. Par l'Ukraine, l'on pourrait poser la première pierre d'une Union Sacrée « *Occiasiatique* » face à des problématiques communes. Inutile de préciser que les questions de démocratie et d'État de droit ne rentrent pas en ligne de compte ici : chaque pays serait libre d'adopter le système qu'il voudrait dans cette logique. La mise en place d'une Troisième Voie Ukrainienne permettrait de sortir du marasme géopolitique que nous vivons à l'heure actuelle, et serait un tournant historique.

### « *Trop long, trop loin* »

De plus, rappelons que l'analyse de Boniface date de 2014 : la fédéralisation semblait encore être une alternative viable à ce moment-là afin de calmer le jeu des confrontations qui se mettaient en place. Aujourd'hui, il est trop tard : le conflit a fait trop de mort, a brisé trop de familles, a trop duré et a trop laissé les populations du Donbass dans un territoire hors du temps et loin de tout projet de société viable. Cela demande réparation : les crimes de guerre ne peuvent rester impunis. La Cour Pénale Internationale s'est emparée du dossier des crimes commis sur l'Euromaïdan par le régime de Ianoukovitch en 2014, mais depuis, c'est un silence assourdissant pour ce qui est de la question du Donbass<sup>68</sup>. Kiev a invité La Haye en 2015 à ouvrir une enquête sur les crimes de guerre à l'Est, mais aucune réelle avancée n'est à noter.<sup>69</sup>

Le rapport très détaillé de 2017 de l'ONG Shelter Cluster qui œuvre à la reconstruction des infrastructures du Donbass qu'une étudiante de Marioupol m'a donné à Kiev montre que la situation est allée bien trop avant dans la logique destructrice pour espérer trouver une

---

<sup>68</sup> Rédaction numérique de RTL avec AFP. « *Ukraine : la Cour Pénale Internationale ouvre une enquête.* » RTL. 25 avril 2014. <http://www.rtl.fr/actu/international/la-cpi-ouvre-une-enquete-sur-l-ukraine-7771446518>

<sup>69</sup> AFP. « *L'Ukraine invite la CPI à enquêter sur les crimes de guerre dans l'Est.* » L'Express. 8 septembre 2014. [https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/ukraine-pres-de-8-000-morts-dans-le-conflit-depuis-avril-2014-selon-l-onu\\_1713723.html](https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/ukraine-pres-de-8-000-morts-dans-le-conflit-depuis-avril-2014-selon-l-onu_1713723.html)

solution uniquement pacifique aux crimes de guerre : 20 000 foyers sont privés de chauffage face au rude hiver ukrainien, plus de 120 000 personnes sont concernées par l'absence totale d'accès à la nourriture<sup>70</sup>. La tendance est à la baisse, mais la situation reste critique sur le terrain.

De plus, à Kiev, les principaux concernés du conflit ne veulent pas entendre parler de fédéralisation. Vadym, colonel de l'armée ukrainienne, me confie : *« Comme pour la Catalogne en Espagne, la fédéralisation est une mauvaise idée. Porochenko est pour l'instant notre seule alternative politique. Les politiciens ukrainiens sont mauvais et corrompus, mais même la corruption et la « finlandisation » de l'Ukraine ne sauraient couper le lien qui existe entre ce pays et la Russie. L'Ukraine doit simplement garder son indépendance sans pour autant être complètement neutre : il n'y a rien de spécial pour nous en Europe si ce n'est l'amitié. La solution viendra d'abord de l'ONU. Quant à l'aide internationale, elle ne doit pas être exclusivement militaire : c'est l'économie ukrainienne qu'il faut aider. »*

Pour Yuri, l'agent d'Interpol, *« la solution du conflit dépend de nous. Il nous faut des politiciens capables de faire des réformes contre la corruption. L'Ouest pourrait nous apporter plus, mais les Occidentaux font au moins quelque chose. L'important est d'opérer la réconciliation nationale comme en Bosnie. »*

Il y a donc une volonté des observateurs du conflit d'opérer à la fois une réconciliation nationale et une amélioration du niveau de vie des Ukrainiens pour réparer les dégâts causés par la guerre. Tetyana Kalenychenko est également sur cette position *« d'apprendre de la Bosnie et de l'ex-Yougoslavie. »* Le précédent yougoslave est très présent dans les interviews, comme si la Yougoslavie était une expérience politique comparable à la gestion des pays issus de la chute de l'Union Soviétique. La comparaison est à creuser dans le détail ...

Pascal Boniface, lors de sa conférence à Sciences Po le 8 février 2017, a mis en exergue un aspect intéressant des relations Occident-Russie qui pourrait corrélérer avec la Troisième Voie Ukrainienne : *« il faut gérer la Russie de façon duale, selon un principe de réalité. L'Occident ne domine plus le Monde. Poutine doit sa popularité au maintien de l'ordre*

---

<sup>70</sup> I. CHANTEFORT, R. WYNVEEN, K. DMYTRENKO. "2016, Shelter Cluster in Ukraine." Shelter Cluster. 1<sup>er</sup> mars 2017.

*qu'il a établi en Russie : il est populaire car il flatte le patriotisme de son pays. L'OTAN tend à grossir la menace russe pour justifier son existence : George Kaman disait que l'élargissement de l'OTAN était la pire des décisions stratégiques. »* Cette déclaration est très juste mais ne va pas de pair avec une fédéralisation de l'Ukraine qui rendrait une réconciliation nationale presque impossible voire anormalement longue : l'Est et l'Ouest ont besoin d'un dialogue, et l'Ukraine, par des réformes contre les oligarques, les trublions paramilitaires et un combat acharné contre les chefs de guerre proto-impérialistes du Donbass, peut apporter ce dialogue nécessaire. A condition, comme le disent les interrogés, qu'elle reste indépendante tout en collaborant avec deux espaces géopolitiques desquels elle a tout à gagner une fois mis ensembles. : Cette indépendance permettra de faire de l'Ukraine de façon officielle et désintéressée le pays frontière entre l'Occident et la Russie, le point de passage et terrain de dialogue entre deux Mondes qui ne se comprennent plus. La fin de ce désamour hérité de la Guerre Froide et vu à tort comme une répétition de cette dernière doit se terminer par une résolution de la Rogue War ukrainienne favorable à toutes les parties d'un point de vue politique et géopolitique.

### **B. Solutions diplomatiques et juridiques - de la nécessité de condamner les chefs de guerre et les corrompus en Ukraine**

#### *« Une double guerre ... »*

Du côté diplomatique et juridique et dans un registre plus immédiat, les solutions qui permettraient la fin de la Rogue War ukrainienne sont de deux aspects : l'aspect du conflit en tant que tel et la résolution du problème de la corruption qui ronge l'Ukraine au plus haut sommet de l'État. Comment Kiev peut-il parvenir à ce résultat ? Il est absolument nécessaire pour l'État ukrainien de rasseoir son hégémonie sur le territoire en se focalisant sur les chefs de guerres qui le gangrènent. Qu'ils soient côté ukrainien (comme Dmitry Iarosh) ou séparatistes (comme Zakhartchenko). Les séparatistes étant relativement intouchables à ce stade du conflit, c'est du côté ukrainien qu'il faut commencer par frapper : la condamnation des chefs de guerre ukrainiens permettrait un tournant sans précédent dans le conflit. L'utilisation de ce volet juridique passera par une révision de la Garde Nationale Ukrainienne instaurée en 2014 : un député de la Rada de Kiev issu du Parti Radical et ancien combattant du bataillon Azov que j'ai pu rencontrer en avril 2018 m'expliquait ainsi avoir rejoint Azov non pas par idéologie, mais du fait de la peur du gouvernement ukrainien vis-à-vis des volontaires, vus comme incontrôlables. Il disait ainsi

que les membres de la Garde Nationale les mieux équipés étaient donc les anciens policiers et autres membres des forces de l'ordre. La légitimation des chefs de guerre ukrainiens passe donc par une appréhension de Kiev à l'encontre des volontaires ukrainiens. Pour rendre ces chefs inaudibles sur la scène médiatique, il faut leur couper l'herbe sous le pied par le volet juridique et donner une chance aux volontaires d'intégrer un corps d'armée leur donnant la possibilité de défendre leur pays sans passer par des leaders aux idées douteuses.

Pour permettre cette reconversion de la Garde Nationale, il faut également lutter contre la corruption qui gangrène l'armée et l'appareil d'État et empêche toute possibilité d'adaptation des forces armées ukrainiennes : le processus est déjà en marche dans la mesure où le gouvernement lutte déjà contre les corrompus, les oligarques les plus virulents comme Kolomoïsky ou Akhmetov. Ce volet juridique peut être complété par une aide diplomatique : l'Ouest a tout intérêt à étendre l'aide à son « *allié* » ukrainien qui se cantonnait jusqu'alors presque exclusivement dans le domaine économique et militaire, au domaine diplomatique-juridique. Le camp kiévien a grand besoin de faire le ménage des éléments perturbateurs maintenus sous assistance respiratoire depuis l'indépendance de 1991 du fait de leur mainmise sur l'appareil d'État. L'Euromaïdan aura eu un succès limité mais expose les flancs de ces électrons libres à des sanctions pour crimes de guerre et sédition avec le soutien de l'Occident. Le basculement de l'Ukraine à l'Ouest aura eu des conséquences douloureuses : il est dans l'intérêt de Kiev de retourner la situation à son avantage pour faire le ménage dans ses rangs. Si cet écrémage ne se fait pas le gouvernement s'expose lui-même à un risque de nouveaux troubles. Iaroch par exemple fait l'objet d'un mandat d'arrêt international auprès d'Interpol depuis le 25 juillet 2014 : il est temps d'appliquer les sanctions dans un souci de crédibilité. Cette lutte contre la corruption et les chefs de guerre permettra de reprendre le contrôle des techniques de guerre hybride et de résoudre la problématique de la Rogue War : le conflit redeviendra une guerre juste, propre et légitime pour le retour de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Les oligarques n'auront plus la possibilité d'user de la guerre hybride en cours pour affirmer leurs intérêts, de même pour les leaders paramilitaires.

Il est même possible de lutter contre eux en leur enlevant les instruments de guerre hybride : faire tomber l'accord secret d'Akhmetov, enlever le soutien de Kolomoïsky aux

bataillons paramilitaires, nationaliser les médias tenus par les oligarques ukrainiens ... Les leviers sont nombreux ici et multiples.

*« ... pour une double paix. »*

Cette guerre contre la corruption et contre les seigneurs de guerre ukrainiens d'un point de vue diplomatique et juridique permettra de préparer le terrain à une double paix : la paix en Ukraine et la paix avec la Russie. En effet, si Kiev se décide enfin à évincer les seigneurs de guerre et les oligarques ukrainiens tout en tendant la main aux volontaires désœuvrés, elle disposerait d'autant plus d'atouts pour pouvoir traduire en justice les leaders séparatistes et ainsi assurer la paix sociale et un retour au calme. Cette paix sociale peut passer par d'autres volets juridiques pour tendre la main aux populations du Donbass sceptiques vis-à-vis du gouvernement : reconsidération du statut de la langue russe, éventuelle création de médias russophones ukrainiens pour pallier au vide médiatique de la suppression des médias russes depuis 2014, une ingérence limitée de la part du gouvernement dans les affaires religieuses. Sur TCN en avril 2018, Porochenko a déclaré sa ferme intention de promouvoir le Patriarcat de Kiev sur le territoire ukrainien face au Patriarcat moscovite majoritaire conformément à la récente loi d'ingérence de l'État dans les affaires de l'Église Orthodoxe : l'enjeu sera alors de garder une certaine mesure et de ne pas entraîner la répression sauvage du Patriarcat de Moscou, ce qui desservirait les intérêts ukrainiens.

Parallèlement à ce volet juridique pour assurer la paix sociale, la poursuite des corrompus et des « *seigneurs de guerre ukrainiens* » de toutes obédiences doit être suivi en parallèle d'un dialogue diplomatique avec la Russie et l'Union Européenne afin de normaliser les relations avec Moscou. Kiev disposera alors État ayant gagné en crédibilité, renforcé, et pourra alors mettre en œuvre les solutions politiques nécessaires à la résolution de la crise. Le dialogue ne doit pas être coupé avec Moscou : les citoyens Russes d'Ukraine n'ont par exemple pas eu la possibilité de voter pour les élections présidentielles de mars 2018. Derrière cette mesure qui se veut empreinte de fermeté se cache l'une des dernières maladroites en date de Kiev. La négociation sur le plan diplomatique avec Moscou se doit d'être ferme et de contenter au mieux tous les partis en présence afin de ne pas faire tomber l'Ukraine dans l'un ou l'autre camp géopolitique de façon trop nette. La diplomatie permettra de mettre en place la « *frontiérisation* » de l'Ukraine afin qu'elle puisse opérer

en toute indépendance des relations apaisées à la fois avec l'Occident et avec la Russie. Le député de la Rada de Kiev rencontré en avril 2018 me confiait que « dans l'Histoire, Russes et Ukrainiens ont toujours été ennemis, ce sera toujours le cas ». C'est un argument historique valable, simplement ne l'était-il pas aussi pour la France et l'Allemagne jusqu'en 1945 ? Le lien de fraternité civilisationnelle qui lie Russes et Ukrainiens doublé des leçons des guerres sanglantes ayant permis la réconciliation entre les autres peuples d'Europe Occidentale ne doivent pas être oubliées. Ni Kiev ni Moscou n'ont intérêt à une guerre ouverte et sans compromis. Le tout reste d'assurer l'indépendance totale de l'Ukraine et le rétablissement de son intégrité territoriale tout en donnant des garanties à Moscou et à Bruxelles afin de le faire dans la bonne entente et de permettre par le volet diplomatique et son penchant juridique en Ukraine la potentielle fin de la logique de Nouvelle Guerre Froide qui ne cesse de faire couler le sang.

L'Ukraine peut également compter sur le droit international pour faire valoir ses droits : le deuxième protocole additionnel de la convention de Genève de 1949 est ainsi un levier non négligeable. L'Ukraine y a adhéré dès 1990 sous sa forme de République Soviétique. La Russie en fait partie depuis 1989.

*« Sont visés par le Protocole II les conflits non internationaux se déroulant sur le territoire d'un État, qui opposent les forces armées de cet État à des forces armées rebelles agissant sous un commandement responsable et contrôlant une partie du territoire national.*

*Le Protocole II élargit le noyau d'humanité que l'article 3 commun avait déjà introduit dans les guerres civiles.*

*Ainsi, le Protocole II :*

*a) renforce les garanties fondamentales dont bénéficient les personnes qui ne participent pas ou ne participent plus aux hostilités (art. 4)*

*b) établit les droits des personnes privées de liberté et les garanties judiciaires de celles faisant l'objet de poursuites pénales en relation avec un conflit armé (art. 5-6)*

*c) interdit les attaques dirigées contre :*

- la population civile et les personnes civiles (art. 13)*
- les biens indispensables à la survie de la population civile (art. 14)*

- *les ouvrages et installations contenant des forces dangereuses (art. 15)*
- *les biens culturels et lieux de culte (art. 16)*

*d) réglemente le déplacement forcé de la population civile (art. 17)*

*e) reconnaît la protection des blessés, des malades et des naufragés (art. 7)*

*f) assure la protection du personnel religieux ainsi que du personnel, des unités et des moyens de transport sanitaires, tant civils que militaires (art. 9-11)*

*g) limite l'usage de l'emblème de la croix rouge et du croissant rouge aux seules personnes et biens autorisés à l'arborer ».*

L'Ukraine dispose ainsi de droits que la Russie reconnaît sur le plan international : la Russie, qui se veut être le champion du respect du droit international dans sa position officielle face aux Occidentaux, est obligée de garder une certaine mesure dans le cadre du conflit ukrainien. De même pour les séparatistes qui ont violé les Accords de Minsk à la Bataille de Debaltseve. Les droits des civils et des militaires n'ont pas été respectés suite aux premières négociations en Biélorussie.

Enfin, la Russie doit donner une garantie symbolique à l'Ukraine : elle doit lui remettre l'ancien Président Viktor Ianoukovitch, recherché par Kiev, afin qu'il réponde des événements de l'Euromaïdan. Plus généralement, Kiev doit poursuivre son enquête sur les responsables des morts du Maïdan et a légitimement le droit de demander à ce que chacun des suspects soit extradé en Ukraine pour jugement. En 2015, le Conseil de l'Europe se désolait des « *échecs de la justice ukrainienne* » : la lutte contre la corruption permettra de tourner efficacement cette page sanglante de l'Histoire de l'Ukraine. Ce conflit aux désormais 10 000 victimes pourrait même faire l'objet, comme en Yougoslavie, d'un Tribunal Pénal International où tous les responsables seraient jugés. Ukrainiens, séparatistes et citoyens russes compris.

**C. Solutions militaires - de la nécessité de palier à la multiplicité des factions et à la privatisation du conflit de façon plus efficace, de réformer durablement l'armée ukrainienne : la création d'une Légion Etrangère ukrainienne comme outil décisif pour la défaite des séparatistes ?**

*« Modernisation ... »*

Comme nous l'avons vu, l'armée ukrainienne dispose de lacunes ayant permis les déconvenues face aux forces séparatistes : la corruption, le manque d'équipement en sont des facettes incontournables.

L'armée ukrainienne a, malgré son délabrement en 2014 et la corruption qui a ralenti sa modernisation, fait énormément de progrès : selon Global Firepower, un organisme recensant les statistiques militaires des armées du Monde, l'Ukraine dispose aujourd'hui de la 29<sup>ème</sup> armée mondiale, et est située entre la Grèce (28<sup>ème</sup> place) et la République Tchèque (30<sup>ème</sup> place)<sup>71</sup>. L'évaluation se fait sur 55 facteurs très divers : 11 000 blindés légers, 2000 tanks, 1 million de soldats se retrouvent donc dans les statistiques pour l'Ukraine. La collaboration militaire avec l'Ouest porte donc ses fruits bien qu'elle contribue à retarder les perspectives de réconciliation avec la Russie : l'Ukraine dispose donc désormais de forces suffisantes pour se défendre, mais a surtout besoin à l'heure actuelle d'éradiquer les logiques de corruption au sein de son armée et de constituer des forces spéciales plus efficaces. Il faut également entretenir le matériel à disposition et le donner aux volontaires qui souhaitent intégrer la Nouvelle Garde Nationale : un trop plein de nouveau matériel serait préjudiciable au niveau de l'entretien et risque de faire retomber l'armée dans une logique soviétique, où la quantité prévaut sur la qualité.

De plus, la victoire de Kiev ne peut pas uniquement reposer sur les volets diplomatiques, juridiques et politiques. Cette idée se ressent notamment dans les propos des anciens combattants d'Azov rencontrés à Kiev : la diplomatie n'est pour eux pas une option. Radicale, cette vision n'est cependant pas dénuée de vérité : il n'est pas possible pour Kiev de négocier une partition ou un affaiblissement de l'Ukraine avec les seigneurs de guerre séparatistes, qui sont beaucoup plus virulents et ambitieux que les chefs de guerre ukrainiens, plus pragmatiques. Il est nécessaire de vaincre les chefs séparatistes par les armes autant que faire se peut lorsque la diplomatie échoue. À l'heure actuelle, c'est plutôt le cas : Le Monde publie le 24 avril 2018 un article sur la ville de Marinka, dans le secteur de Donetsk, à cheval sur la ligne de front. La rue Lénine, principale artère de la bourgade, est coupée en deux entre le côté séparatiste et le côté loyaliste. Les habitants survivent comme ils le peuvent : les sacs de sable protègent les fenêtres de l'école où quelques rares enfants se risquent encore, certaines zones autrefois fréquentées doivent désormais être

---

<sup>71</sup> Global Firepower. *2018 Ukraine Military Strength*.



contournées sous peine de tirs. Les habitants côté séparatiste sont obligés de franchir les checkpoints à leurs risques et périls pour passer côté ukrainien et trouver des denrées moins chères. À l'heure où les cessez-le feu ne donnent aucun résultat (le dernier en date étant celui de Pâques 2018, avorté comme ses précédents), la population étouffe et ce genre de situation ne peut être réglé uniquement par Le dialogue. Les séparatistes tiennent leurs positions et ne veulent rien céder face à l'armée ukrainienne<sup>72</sup>. Les solutions politiques, diplomatiques et juridiques permettront si elles sont menées de manière efficace de désolidariser Moscou de ses alliés gênants du Donbass : dans ce cas de figure, les séparatistes seront acculés et Novorossia pourra être vaincue. A ce moment-là, la deuxième partie du volet juridique pourra entrer en scène : après avoir écrémé de la scène politique oligarques et chefs de guerre ukrainiens, le focus peut être mis sur les leaders séparatistes qui devront être neutralisés pour de bon. Sévérité qui peut s'appliquer aux hommes de main et de façon modérée aux simples miliciens issus de la population, dont certains n'ont rejoint les forces séparatistes que dans l'optique de défendre leur famille bloquées au Donbass. Il va sans dire qu'il faudra traiter la population avec le respect qui lui est dû pour ne pas semer les graines d'un nouveau conflit : le Donbass ne doit pas se forger un sentiment d'humiliation propice à une vengeance future. L'objectif est de résorber pour de bon la tumeur territoriale que sont les Républiques de Donetsk et de Lougansk pour que l'Ukraine se trouve une unité à l'image de ce qu'elle avait avant 2014, mais de façon moins artisanale et plus organisée.

### « *Et réorientation de l'ATO* »

Enfin, les solutions militaires consisteraient en un renforcement et une réorientation de l'ATO mise en place en 2014 : depuis le début de la crise, la pensée géostratégique ukrainienne s'emploie à qualifier les séparatistes de « *terroristes* ». C'est un terme très maladroit, dans la mesure où l'ambition des séparatistes n'est pas de semer la terreur mais de mener à bien un projet politique par la guérilla et le soutien russe. Il faut que Kiev concentre toute son attention sur les séparatistes tout en relançant le dialogue avec Moscou : l'Ukraine doit comprendre que malgré l'opportunisme russe, son ennemi premier dans le Donbass reste les ambitions séparatistes et les chefs qui les orchestrent. Les

---

<sup>72</sup> Benoît VITKINE. « *Ukraine : à Marinka, la rue Lénine traversée par la guerre.* » Le Monde. 24 avril 2018. <http://lirelactu.fr/source/le-monde/2f8f9e71-1af8-4a4c-8d82-234e6bacc0aa>

techniques de guerre hybride rendues à l'État ukrainien par une lutte efficace contre la corruption et le paramilitarisme, elles pourront être utilisées contre Novorossia, comme les cyberattaques par exemple. La corruption commence timidement à reculer sous l'impulsion de la Cour Suprême d'Ukraine qui pourchasse les oligarques ukrainiens, mais beaucoup de choses restent à accomplir. Cependant, cette bouffée d'air frais donnée à l'État ukrainien a permis la première réforme de l'ATO en avril 2018 : l'Anti Terrorists Operation se nomme désormais Opération des Forces Unies suite à une loi votée par la Rada intitulée « *Sur les particularités de la politique de l'Etat sur la souveraineté de l'Ukraine dans les territoires occupés temporairement des régions de Donetsk et de Louhansk* <sup>73</sup> ». Cette réforme entérine la correction, dans son intitulé du moins, de la maladresse sémantique de « terroristes », mais va beaucoup plus loin. Elle laisse à penser que l'état-major ukrainien a su tirer les leçons des échecs des offensives passées, comme la tentative avortée de reprendre Donetsk Dans son intitulé, la loi est conçue pour « *préserver la vie et la santé des personnes qui ne participent pas aux activités de sécurité nationale et de défense, de repousser et dissuader l'agression armée de la Fédération de Russie dans les régions de Donetsk et Louhansk, d'empêcher l'importation non autorisée dans la zone d'opération d'armes, de munitions, d'explosifs et de drogues, une procédure spéciale a été mise en place. Elle fournit au secteur de la sécurité et de la défense, et aux autres organes de l'Etat de l'Ukraine, les pouvoirs spéciaux nécessaires pour mettre en œuvre des mesures de sécurité nationale et de défense.* »

L'OFU dote aux forces armées de l'Ukraine la capacité « *d'utiliser des moyens spéciaux* » pour repousser les forces séparatistes. Elle établit également un code couleur pour les différentes zones de la ligne de front afin de réglementer leur accès : vert correspond ainsi à un accès limité mais libre, jaune à un accès suite à un contrôle d'identité, et rouge à un accès interdit. Pour cette dernière, un certain nombre de conditions doivent être remplies afin d'entrer dans la zone : décès d'un proche etc ... On peut espérer à travers ce texte que l'ATO de 2014 qui n'a pas su donner les résultats escomptés par les offensives de l'armée se mue désormais en une OFU qui va passer par des frappes chirurgicales de forces spéciales fraîchement formées plutôt que des bombardements au mortier ce fut le cas à

---

<sup>73</sup> EH. « *Donbass : Opération des Forces Unies, les informations importantes à savoir* ». Ukrinform. 30 avril 2018.

<https://www.ukrinform.fr/rubric-defense/2451535-loperation-des-forces-unies-rentre-en-vigueur-les-positions-les-plus-importantes-a-savoir.html>

Slaviansk pour obtenir la victoire : On peut espérer un relâchement de la pression exercée sur les populations civiles dans les mois à venir. En effet, les bombardements sont le pire ennemi d'une victoire rapide dans le cadre d'une guerre contemporaine. Écraser les zones habitées sous les bombes ne fait que renforcer la défiance des habitants. Comme l'armée américaine a pu l'observer en Irak, une guerre de bombardements n'apporte qu'un chaos encore plus grand : c'est rajouter de l'huile sur le feu. On peut avancer l'idée que Kiev a compris l'importance de revenir à des opérations de terrain, certes plus dangereuses pour les personnels concernés, mais plus sécuritaires pour les populations civiles prises entre deux feux. Cette modernisation de la pensée stratégique des forces armées ukrainiennes a mis du temps à émerger mais peut permettre de pallier à la multiplicité des factions et de donner une plus grande coordination. Si elle donne des résultats, elle peut également amener à résorber la privatisation du conflit en donnant à terme un cadre plus transparent pour ce qui est des mercenaires afin de limiter leur utilisation à des opérations de formation uniquement.

La solution militaire passe également par une neutralisation des combattants séparatistes étrangers, mercenaires comme volontaires, afin de les renvoyer chez eux. Ces combattants se battent pour une entité étatique illégale, à l'instar de la Transnistrie. Cette illégalité est l'une des raisons pour laquelle la Russie ne soutient pas de façon publique les séparatistes, *a contrario* des Républiques d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud en Géorgie, dont l'autonomisation remonte aux Accords de Paix des années 1990. Les combattants étrangers novorossiens sont certes pour certains poussés par un idéal, comme Erwan Castel, mais un idéal de non-droit. La Russie se doit de faire un pas dans ce sens pour juger l'implication militaire des volontaires russes dans le Donbass, ainsi que des mercenaires. Elle doit se désolidariser de ces organisations dans la mesure où Kiev observe également une politique de main tendue, et les réprimer sévèrement plutôt que de laisser faire voire de les rétribuer. Les idéologues de Novorossia comme Alexandre Douguine doivent être punis pour leur contribution à la déstabilisation de l'Ukraine, même si ces condamnations ne seront que purement symboliques, pour rendre inaudibles les idées les plus radicales sur le territoire russe. Tout cela est possible par la lutte directe sur le front du Donbass et la concentration de l'appareil d'État ukrainien russes contre Novorossia et Novorossia seule.

Une idée originale qui permettrait aux volontaires étrangers de se battre pour la liberté de l'Ukraine sans passer par les bataillons ultranationalistes serait la potentielle création d'une

Légion Etrangère Ukrainienne : cette dernière pourrait accueillir des combattants de toutes nationalités, russes compris, afin de ramener en Ukraine des bras volontaires supplémentaires tout en donnant une plus grande visibilité médiatique au conflit du Donbass. La France a créé sa Légion Etrangère en 1831 afin d'incorporer et de centraliser tous les combattants étrangers des forces militaires françaises, comme les Gardes Suisses ou le régiment Hohenhole. Le nombre de combattants étrangers en Ukraine est conséquent, à l'image du bataillon tchéchène Doudaïev, la Légion Croate (nationaliste) ou encore le bataillon Noman Celebicihan des Tatars de Crimée qui compte également parmi ses membres des Tatars venus du Tatarstan russe... L'Ukraine serait donc bien avisée de s'inspirer du modèle de la légion étrangère française afin de ramener des combattants issus des pays d'ex-URSS voire des Occidentaux *persona non grata* dans leur pays (ainsi que le fait la Légion en France) afin d'exploiter leur besoin d'aventure dans une logique positive qui aboutira à la défaite des séparatistes ukrainiens, dans un cadre légal. L'objectif est de résorber l'aspect paramilitaire. En 2014, un ancien légionnaire français aurait été repéré comme étant recruteur pour Azov : malgré la création de la Garde Nationale l'année-même, il reste toujours des volontaires étrangers au cadre légal peu développé. Kiev peut se permettre de faire entrer ces cas particuliers de volontaires étrangers dans la légalité afin de ne pas leur laisser une carte blanche totale.

A ce prix –là seulement, l'Ukraine peut envisager de sortir de ce épilogue sanglant de son indépendance et remporter une victoire sur le plan militaire. Elle est nécessaire, car il faudra être beaucoup plus souple sur le plan diplomatique et politique, et la Russie ne se contentera pas de laisser faire la victoire militaire ukrainienne. Elle ne pourra l'admettre (car n'oublions pas qu'officiellement aucun soldat russe n'est présent en Ukraine) que lorsqu'elle aura eu le sentiment d'une victoire diplomatique et géopolitique. Alors elle lâchera prise.

## CONCLUSION

### *« L'Ukraine saigne ... »*

Contrairement à ce que l'on entend souvent, l'Ukraine n'a pas encore amorcé sa chute. Ce pays si singulier a su montrer au travers de l'Euromaïdan que son sentiment national était capable de faire tomber des chefs corrompus. Malgré le conflit meurtrier du Donbass, qui semble laisser transparaître une division nette au niveau géographique entre les principales régions ukrainophones et russophones, la réconciliation n'est pas impossible. Elle passera par trois leviers nécessaires afin de rendre le sentiment national ukrainien plus inclusif que jamais vis-à-vis des populations concernées :

- Du point de vue historique, Kiev peut se réconcilier avec son passé soviétique sans pour autant le glorifier comme peut le faire un Vladimir Poutine à Moscou. Il convient de ne pas effacer cette part importante de l'Histoire ukrainienne : il ne peut y avoir de commémorations apaisées de l'Holodomor sans que l'on puisse le remettre dans son contexte. Il ne peut y avoir de débat historiographique sérieux sur l'action de Stepan Bandera sans parler de l'Histoire soviétique de l'Ukraine. Au-delà des querelles sur l'Histoire médiévale de la Russie et de l'Ukraine qui ne concernent que les historiens et bien peu en comparaison les Ukrainiens et les Russes eux-mêmes, c'est un débat de fond qu'il faut mettre en œuvre afin de mener à la réconciliation nationale et russo-ukrainienne. Dans ce cas de figure, la question religieuse sera déterminante : dans un discours télévisé d'avril 2018, Petro Porochenko a réaffirmé son intention de veiller au développement du Patriarcat de Kiev sur le territoire ukrainien. Reste à voir si cette promotion de l'orthodoxie kiévienne ne se fera pas de façon trop coercitive contre l'orthodoxie moscovite, au risque de crispier les croyants concernés.

- Du point de vue politique, diplomatique et militaire, l'Ukraine a les moyens de tout mettre en œuvre pour vaincre les séparatistes et la corruption, avec des réformes lentes du fait du contexte, mais présentes. L'un ne va pas sans l'autre : l'État central ukrainien peut encore être une réalité dans la mesure où l'héritage sombre de l'indépendance ukrainienne ayant transformé la nomenklatura soviétique locale en oligarchie ainsi que les Séparatistes

néo-soviétiques du Donbass sont relégués au passé. Petro Porochenko serait bien avisé pour cela de passer la main vis-à-vis d'une partie des actifs des entreprises qu'il possède pour ne pas garder une main économique trop importante et ainsi gagner la confiance du peuple (sa côte de popularité étant, à l'heure où ces lignes sont écrites, au plus bas, avec 12% d'approbation). Il doit également s'appuyer sur l'aide de l'Occident pour lancer de plus belle le nettoyage du système politico-militaire ukrainien de ses membres les moins scrupuleux. Il doit également réorienter son discours : il ne s'agit pas de détruire les populations du Donbass, mais de vaincre les armées qui prennent la population de ces régions en otage. Il y a une nécessité donner des gages à la Russie pour mettre en place une coopération bilatérale entre l'Union Européenne et la celle-ci. Car Moscou ne lâchera pas la bride sur son pré carré ukrainien en échange de contrepartie : il n'est pas question de monopole d'un bloc ou de l'autre pour l'Ukraine, le pays a bien plus à gagner à être indépendant sur la scène internationale. La Crimée doit être laissée de côté en attendant d'abord le départ de Vladimir Poutine au Kremlin, au profit d'une intégration pleine, entière et inexpugnable du Donbass.

- Enfin, du point de vue de la Rogue War, les atouts de Guerre Hybride mis en place sur le théâtre d'opérations doivent revenir aux États ukrainien russe, afin de remettre le conflit dans le cadre d'une guerre juste, et éviter le chaos actuel. Il y a une nécessité d'orienter le sentiment national ukrainien dans une même direction afin de ne pas le laisser se faire monopoliser par des chefs paramilitaires. Les volontaires doivent être mieux intégrés pour leur éviter de tomber sous le commandement de potentiels éléments dangereux pour le futur. Les mercenaires doivent être canalisés afin de ne pas privatiser le conflit. Les médias doivent passer dans d'autres mains que celles des oligarques. La situation des clergés doit être clarifiée sans pour autant être mis au pas par une répression brutale : le sacré doit éviter la propagande pure et simple pour ne pas accentuer la division spirituelle des Ukrainiens. Les doubles jeux doivent être démasqués et démantelés, comme celui d'Akhmetov. L'Ukraine doit prendre l'ascendant dans les domaines de la cyberguerre et de la guerre de forces spéciales afin de progresser sur le plan de la guerre asymétrique qui, pour l'instant, ne donne pas de résultats concrets et se mue en une guerre de position. Le projet néo-soviétique de Novorossia doit être démantelé à la source : il s'agit de montrer l'extravagance de ce projet, qui ne sert en réalité que les intérêts de ceux qui le revendiquent, en manipulant l'Histoire comme ils l'entendent. Il faut mettre en place un

tribunal spécial (international et/ou national) pour juger les crimes de guerre des seigneurs de guerre et des oligarques. Assurer la sécurité des organismes d'observateurs (OSCE, ONU) afin de redonner du sens à ces organisations de plus en plus lésées dans les conflits actuels. Enfin, il est possible pour Kiev de laisser les combattants étrangers apporter leur pierre à l'édifice dans un cadre légal : l'internationalisation du conflit peut également profiter à l'Ukraine si elle sait l'utiliser, et pas seulement aux séparatistes qui voient un nombre notable de volontaires étrangers venir les épauler. Ce sont les enjeux les plus visibles sur le court terme.

D'un autre côté, le caractère fragile de l'État ukrainien, son semblant « *d'État-failli* », de *failed-state*, en bref la sève de la Guerre des Scélérats qui s'observe dans le Donbass, recule progressivement : l'appareil militaire commence à montrer les résultats de sa modernisation, le système oligarchique recule de façon ténue mais effective ... avec la résorption de l'État-failli hérité de plus de 20 ans de gouvernance oligarchique, et si cette tendance se confirme, on peut également espérer un recul de la Rogue War dans les années à venir. Les deux restent liés et indissociables : en s'attaquant à la corruption, l'Ukraine s'occupe par extension de la guerre du Donbass et *vice versa*.

**« ... mais ne meurt pas. »**

Pour avoir passé en tout et pour tout plus d'une année en Ukraine, j'ai pu observer ce qu'était réellement ce pays : un territoire et un peuple (au-delà des différences sociologiques et les inégalités économiques qui le caractérisent) unis dans l'adversité et dans la foi, malgré les difficultés qu'ils endurent depuis leur indépendance et *a fortiori* depuis 2014. Les Ukrainiens ont conscience des défis qui attendent leur Nation, une Nation encore jeune et à construire progressivement

Brzezinski en 1997 avait bien compris une chose : le rôle vital de l'Ukraine pour la Russie. L'Ukraine, ce pays aux confins, ce « *pivot géopolitique* » qui permet à la Fédération russe d'assumer son rôle de « *champion panslave* ». L'indépendance ukrainienne a en effet comme il le dit « *mis un terme à plus de 300 ans d'Histoire impériale russe* » de par le soudain retrait ukrainien de l'Union Soviétique. A l'aune de la Rogue War du Donbass, il convient de compléter cette vision, de l'élargir au-delà de la situation des années 1990. L'Ukraine est un pivot stratégique vital pour la Russie, mais Moscou n'en a pas besoin pour assumer son rôle de leader des Nations slaves : la Russie incarne très bien aujourd'hui

une autre forme de leadership, le rôle de la « *rebelle* » en Europe, de par son discours alternatif en dissonance avec ses voisins Occidentaux. Cela peut expliquer l'exaltation de l'héritage impérial russe et de l'héritage soviétique dans le discours politique, afin de mettre l'Occident en porte à faux. Le caractère panslave, elle cherche à le retrouver, mais cela n'est pas une nécessité pour elle : il en va plutôt de son honneur et du rayonnement russe à l'international. Il convient d'admettre qu'il n'est pas aisé de se faire champion du panslavisme en fustigeant les Ukrainiens (et les peuples baltes) de néo-fascistes. C'est plutôt ce rôle de dissidence qu'elle entend incarner aujourd'hui ... et l'incarnation de ce rôle passe par la déstabilisation de l'Ukraine avant de chercher à être la Troisième Rome, un projet qui serait plutôt de l'ordre du long terme.

D'un autre côté, l'Union Européenne et l'Occident en général ont besoin de l'Ukraine pour des raisons similaires : se faire le porte-étendard des droits de l'Homme, de la démocratie libérale et de l'État de droit dans le Monde. Cette incompatibilité entre Russie et Occident du point de vue du modèle idéologique se confronte aujourd'hui en Ukraine. Là où Brzezinski voyait le besoin russe de s'appropriier le Pays des Cosaques, la situation a aujourd'hui légèrement changé : C'est à la fois la Russie et l'Occident qui ont besoin de l'Ukraine pour affirmer leur système de pensée, leur vision du Monde, leur puissance. Affirmation qui suit deux logiques différentes : pour la Russie, c'est la volonté de montrer qu'elle peut tenir son pré carré géopolitique, pour l'Occident, l'Ukraine est une opportunité de montrer que son modèle tend vers l'universel. À l'heure où ces deux Mondes s'entrechoquent, ces deux espaces géopolitiques ont besoin au même degré de l'Ukraine, et c'est bien cela qui entraîne la confrontation que l'on observe depuis 2014 : là où l'Ukraine n'était avant qu'un pays de l'étranger proche russe, elle est devenue également un pays de « *l'étranger proche occidental* », cristallisant son rôle de frontière géographique, géopolitique, morale et spirituelle.

### **« Pour conclure sur l'idée de Rogue War ukrainienne : les enjeux à venir. »**

Aujourd'hui, dans le Donbass, la Rogue War est l'obstacle ultime qui sépare l'Ukraine de son indépendance effective, là où son indépendance juridique a eu lieu depuis il y a plus de 25 ans. « *Dans le Donbass, la guerre s'appelle la paix et la propagande est érigée en vérité.* » déclare Sergeï Loznitsa dans son entretien à Télérama du 11 mai 2018 avant la présentation de son film *Donbass* au festival de Cannes. Source de confusion à tous les



niveaux, cette Guerre de Scélérats qui a lieu depuis 2014 prend en otage la population ukrainienne et le potentiel de développement du pays. Le film, qui sortira sur les écrans français en septembre 2018, permettra peut-être de donner une nouvelle vision sur un conflit encore trouble en lui donnant une plus grande visibilité et en montrant que l'Ukraine est autre chose qu'un pays vivant dans l'ombre de son voisin russe. Ce dernier pour lequel il convient de remettre en perspective sa puissance réelle, et pas seulement dans le Donbass : surinterprétée en Ukraine, la puissance russe l'est également d'un point de vue global. Le soft power russe n'est pas de taille face à celui occidental, notamment américain. Son hard power également : la Russie compte sur une armée certes puissante et moderne, mais qu'est-elle face à l'Occident ? Le budget militaire américain est 10 fois supérieur à celui de la Russie. La Fédération se situe non loin de la France, avec 66,3 milliards de dollars en 2017 face à 57,8 milliards pour l'Hexagone qui ne constitue qu'un seul des pays de l'Union Européenne. Si Moscou disposait d'une puissance équivalente à ce que semble lui prêter l'Occident, il n'y aurait sans doute pas eu de Rogue War en Ukraine, ou tout du moins de façon moins appuyée, et l'implication russe serait plus limpide. Il y a fort à parier qu'il n'y aurait pas eu un tel enlèvement et que la Russie aurait pu avouer son implication sur le territoire ukrainien au nom du droit d'ingérence pour la défense des minorités russes d'Ukraine : on ne se retrouverait pas dans un cas de figure où de ponctuels articles de presse montre l'implication de soldats russes dans le Donbass, comme dernièrement un sniper révélé par le KyivPost en avril 2018<sup>74</sup>. On n'observerait pas non plus une attitude russe perpétuellement sur la défensive, ainsi que le montre l'étude de l'IRSEM (Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire) de Céline MARANGÉ « *Les Stratégies et les Pratiques d'influence de la Russie* » parue en mars 2017.

La Russie n'a pas voulu le chaos actuel : elle n'arrive juste pas à le contrôler malgré sa puissance effective mais limitée, et son opportunisme se solde par une déstabilisation disproportionnée des régions Est de l'Ukraine. Vladimir Poutine tente de donner le change et d'affirmer sa domination sur l'Ukraine, notamment par la Crimée en inaugurant le 15 mai dernier le pont reliant la Crimée à la Russie, le plus long d'Europe, au grand dam des

---

<sup>74</sup> Illia PONOMARENKO. "Open source investigators identify Russian Sniper in Donbass" Kyiv Post. 2 avril 2018. <https://www.kyivpost.com/ukraine-politics/open-source-investigators-identify-russian-sniper-donbas.html>

Ukrainiens et des Occidentaux<sup>75</sup>. Mais cette domination montre des fissures de par l'incapacité de Moscou de tenir les séparatistes qu'elle subventionne. Compte tenu de la puissance réelle de la Russie, il est peut-être temps de reconsidérer le projet européen que la Russie portait dans les années 1990, afin d'intégrer ce vaste territoire dans une collaboration avec l'Occident. L'idée d'une « *Greater Europe* » contre celle bruxelloise de la « *Wider Europe* » ainsi que l'explique Richard Sakwa, afin de mettre à bas les « *démons de la guerre* »<sup>76</sup> en Europe de façon efficace. Cette idée d'une « *Greater Europe* » inclurait l'Ukraine comme la délimitation entre ces deux visions, russe et occidentale, du Vieux Continent.

Car l'Ukraine ne peut être autre chose qu'une frontière entre ces deux Mondes irréconciliables, qu'il faudra pourtant réunir si tous les Occidentaux (au sens large du terme, incluant les Russes) veulent faire face aux défis actuels. Elle ne peut être autre chose : plus tolérante et libérale que la Russie, elle n'est cependant pas aussi portée sur l'État de Droit et la démocratie libérale que les Occidentaux. Et ce n'est pas un mal, dans la mesure où ces questions ne mènent à rien dans la collaboration qu'il convient d'installer sur tout l'espace eurasiatique : la Pologne et la Hongrie, membres de l'Union Européenne, montrent aujourd'hui que leur intégration dans l'Union Européenne ne leur a pas enlevé leur état d'esprit particulier centre-européens. L'Ukraine constituerait pour l'Europe une intégration au forceps, à quand bien même il convient de saluer les manifestants du Maïdan qui, pour certains, sont morts pour la liberté que prétend incarner l'Union. D'où la nécessité pour l'Ukraine d'incarner cette puissance Frontière, terre de dialogue, et d'entrer dans l'Histoire. Pour ce faire, elle devra régler faire face à plusieurs enjeux : régler le cas de la Rogue War du Donbass, lutter contre la corruption et contre les seigneurs de guerre ukrainiens et séparatistes trop ambitieux, poursuivre ses réformes militaires et institutionnelles, et enfin rouvrir les négociations avec son voisin russe afin de pouvoir discuter des sujets les plus brûlants, notamment le cas de la Crimée.

---

<sup>75</sup> Arthur CARPENTIER. « *Poutine a inauguré le plus grand pont d'Europe, reliant la Crimée annexée à la Russie.* » Le Monde. 15 mai 2018. [http://www.lemonde.fr/europe/article/2018/05/15/poutine-inaugure-le-plus-grand-pont-d-europe-reliant-la-crimée-annexée-a-la-russie\\_5299176\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2018/05/15/poutine-inaugure-le-plus-grand-pont-d-europe-reliant-la-crimée-annexée-a-la-russie_5299176_3214.html)

<sup>76</sup> « *Frontline Ukraine : « how Europe failed to slay the demons of war. »* » The Guardian. 10 mars 2015. <https://www.theguardian.com/world/2015/mar/10/ukraine-russia-richard-sakwa-extract>

Pour des raisons de temps et de moyens, mais aussi du fait de difficultés linguistiques, un aspect du conflit n'a été que peu abordé par ce mémoire : le rôle des sociétés civiles russe et ukrainienne. Je n'ai malheureusement pas eu l'occasion de faire de sondages d'opinion aux échelles nationales afin de jauger l'avis des sociétés concernées. La barrière de la langue (je ne maîtrise pas encore suffisamment l'ukrainien et le russe) a été aussi importante : je n'ai pas encore la possibilité de lire suffisamment bien la presse locale et de parler avec les principaux concernés de ce conflit pour donner une vision du conflit ukrainien sous toutes ses coutures. Cependant, certaines des interviews que j'ai pu mener donnent quelques pistes quant à l'avis des sociétés civiles sur la Rogue War du Donbass. De plus, le rôle des sociétés civiles est également peu abordé par les États eux-mêmes, notamment la Russie, où le maître du Kremlin se caractérise par une vision très unilatérale de son peuple : si l'annexion de la Crimée a été plébiscitée par les Russes, la Guerre du Donbass ne bénéficie pas pour autant au maître du Kremlin. Des sondages de 2014 et de 2015 montrent que « seuls 30% des Russes pensent que leur pays est en guerre avec l'Ukraine. » 15% soutiennent l'annexion du Donbass. (Le seul) institut de sondages **indépendant** russe Levada a coopéré en 2018 avec L'institut International de Sociologie de Kiev et cette collaboration montre qu'en septembre 2017, 32% des Russes avaient une vision positive des Ukrainiens. C'est en recul depuis 2013 avec 69% d'opinion positive mais en progrès depuis 2016 avec 24% de positif. L'inverse ukrainien existe également : « en septembre 2017, ils étaient 37% à avoir une bonne opinion de la Russie, contre 43% en mai 2016 et 88% en septembre 2013. »<sup>77</sup> Malgré un coup dur donné aux relations entre Russes et Ukrainiens depuis 2014, il reste une bonne part des populations qui font fi des troubles en cours et gardent une bonne opinion d'elles-mêmes. Parmi les opinions négatives, il ne faut pas écarter l'hypothèse que le temps et la pacification des relations ukraïno-russes peut à nouveau faire augmenter le pourcentage de vision positive. Les sociétés civiles, complexes à analyser et diverses dans leurs caractéristiques sociologiques, économiques et politiques, peuvent avoir un rôle déterminant dans la résolution du conflit, loin des sphères du pouvoir. Elles seules ont le pouvoir de conjurer ce qu'Emmanuel Droit décrit dans son cours à l'IEP de Strasbourg « *Comprendre le Monde russe* » comme un

---

<sup>77</sup> EH. « *Selon les statistiques, les Russes commencent à avoir une meilleure opinion de l'Ukraine.* » Ukrinform. 31 octobre 2017.

<https://www.ukrinform.fr/rubric-society/2334509-selon-les-statistiques-les-russes-commencent-a-avoir-une-meilleure-opinion-de-lukraine.html>

« *syndrome Andromaque* » pour faire un parallèle avec le théâtre classique. Ainsi, comme dans la pièce de Racine, Moscou prend le rôle de Pyrrhus en faisant des avances à Kiev, Andromaque. Cette dernière ne pense qu'à sauver son fils, Astyanax, ce que Pyrrhus, qui tient Andromaque captive, accepte de faire à condition que la veuve d'Hector l'épouse. Astyanax est ici une parfaite allégorie de l'indépendance ukrainienne, mais il paraît certain que Kiev, telle la princesse de Troie, ne préfère un suicide à un mariage forcé : il va falloir que Pyrrhus range ses attributs guerriers et modère sa force brute s'il veut parvenir à renouer le dialogue avec la princesse... et la laisser s'émanciper de ses démons, faire le deuil de son passé.

L'Ukraine est un pays en tous points fascinant : à mi-chemin entre nos habitudes d'Occidentaux et le Monde russe vu comme mystérieux et sujet à ce que Montesquieu appelait avec dédain les « *despotes orientaux* », ce pays est la frontière parfaite pour amorcer la collaboration entre deux univers si proches par l'Histoire mais si opposés par les idéaux et la culture. Il convient à travers la résolution de la Guerre du Donbass de faire émerger en Ukraine un « *Rideau de Soie* » et non pas un nouveau Rideau de Fer. Dans le film documentaire de 2015 sorti sur Netflix « *Winter on Fire : Ukraine's Fight for Freedom* » réalisé par Eugene Afineevsky, qui traite des événements du Maïdan, l'une des interviewées dit une chose très intéressante. Il s'agit de la chose suivante : « *Durant 23 ans, notre indépendance n'a existé que sur le papier. Mais tant de gens ont sacrifié leur vie qu'elle est devenue réalité.* » Le film, qui se termine sur un *happy ending* rappelant très évasivement par un texte de fin les événements de Crimée et du Donbass, éludant ainsi le côté tragique qui suit la Révolution de Maïdan, prend cependant tout son sens avec cette phrase. En effet, l'Ukraine n'a été que relativement indépendante depuis 1991 : contrôlée par des oligarques, et dans l'ombre de son voisin russe. Après le choc de l'annexion de la Crimée, qui fut brutal, rapide et opportuniste de la part de Moscou et l'incendie de la Maison des Syndicats d'Odessa, qui fut une tragédie, les événements du Donbass ont débuté. Alors oui : l'Ukraine est désormais pleinement indépendante, et la Rogue War du Donbass est le premier défi de cette Nouvelle Ukraine.

## **PHOTOS EXCLUSIVES DE LA LIGNE DE FRONT DU DONBASS**

Ces photos ont été récemment prises dans la zone de combat, côté ukrainien, entre 2017 et 2018 par le journaliste militaire Dmitry Muravsky. Ce dernier a été démis de son poste officiel par le ministre de la défense ukrainienne Stepan Poltorak en août 2016 à cause d'un cliché qu'il a pris montrant des soldats ukrainiens fuyant une explosion à Shyrokyne<sup>78</sup>. Il a accepté que je montre une partie de son travail ici, que l'on peut retrouver pour une grande partie sur ses réseaux sociaux. Tout le mérite lui revient donc pour ce travail de qualité et représentatif à mon sens des combats ayant lieu aujourd'hui dans le Donbass. Malheureusement, je n'ai pas eu le temps nécessaire pour lui demander de dater et de préciser le contexte de ces photos. Néanmoins, je pense qu'elles permettent de mettre des images sur le conflit, ce qui est pour moi une chose essentielle.

*All credits to Dmitry Muravsky, Ukrainian military reporter.*

---

<sup>78</sup> Thomas GIBBONS-NEFF. « *Photographer of controversial Ukrainian combat photo “dismissed” from duties*. The Washington Post. 29 août 2016.  
[https://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2016/08/29/photographer-of-controversial-ukrainian-combat-photo-dismissed-from-duties/?utm\\_term=.372554771895](https://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2016/08/29/photographer-of-controversial-ukrainian-combat-photo-dismissed-from-duties/?utm_term=.372554771895)



Soldat tirant à la mitrailleuse lourde, cible indéterminée.



Artillerie lourde ukrainienne sur la ligne de front.



Soldats supposément affiliés à la Garde Nationale en patrouille.



Deux volontaires quelque part dans le Donbass.





Promenade d'un couple de volontaires et de leur chien non loin de la ligne de front.



Char T-34 ukrainien en action.



Donbass : ruines d'une habitation.



Soldat non-identifié posant devant un immeuble effondré.



Soldat se reposant au milieu d'un bois dévasté.



Blindés légers et transports loyalistes en mouvement.



Deux photos de soldats dans leur tranchée sur la ligne de front.



Un aumônier militaire orthodoxe entrain de faire son office.



Soldat ukrainien à côté des restes d'un char T-84.

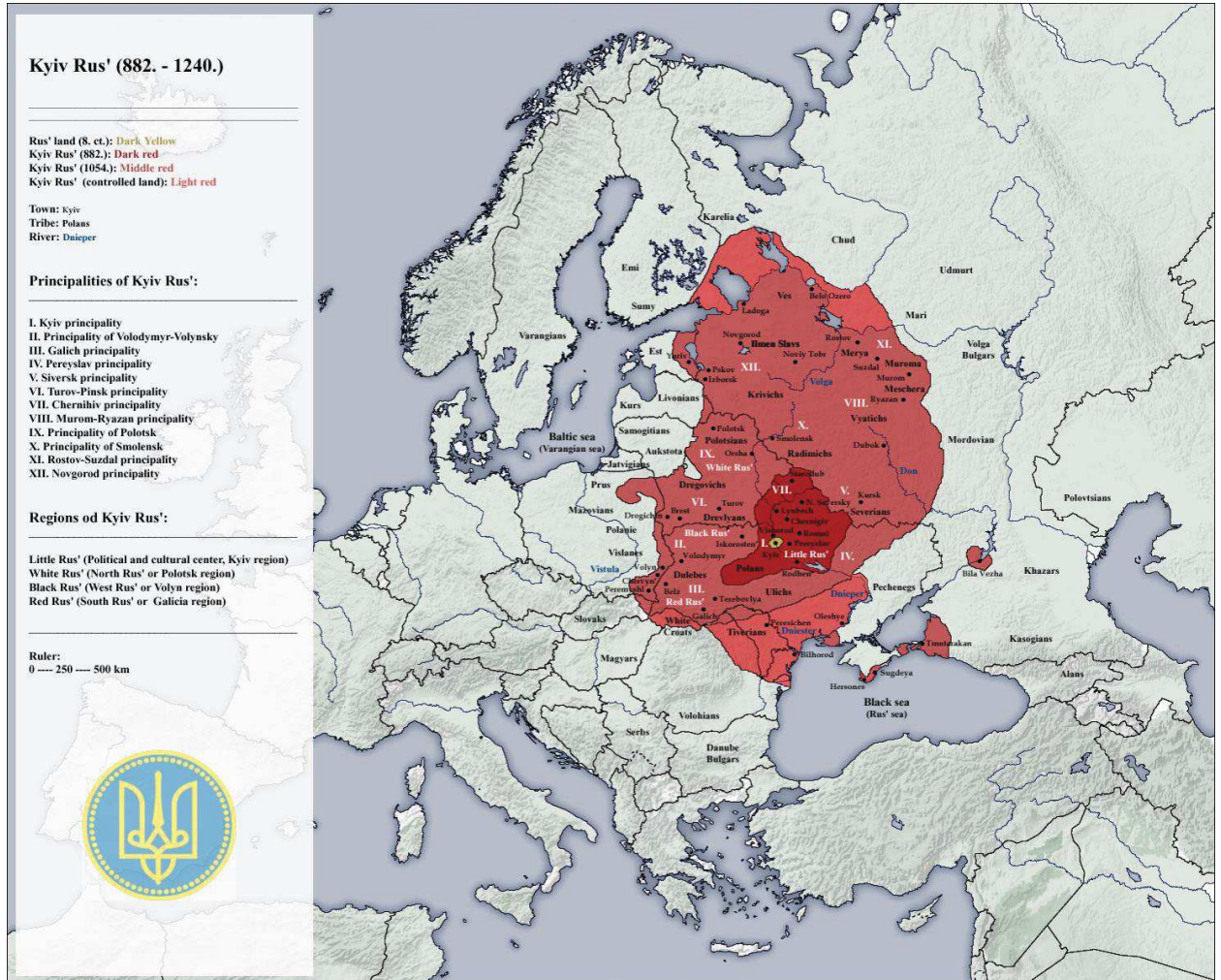
## ANNEXES

### PARTIE I : L'Ukraine, un « État-failli », théâtre d'un conflit aux multiples facettes

#### I. Brève Histoire de la Rus de Kiev

L'Histoire de l'Ukraine (et de la Russie) est une histoire millénaire, qui commence par la fondation de Kiev au Vème siècle par les Varègues, Vikings d'origine suédoise qui fondent la ville dans l'optique d'en faire un comptoir commercial entre Constantinople et leur Scandinavie natale. La région, habitée par les Protoslaves depuis le VIIème siècle avant notre ère, commence à prospérer, et les princes Varègues commencent à rassembler les tribus slaves par l'impôt. La Chronique des Temps Passés du Moine Nestor mentionne Kiev pour la première fois en 862. Les Varègues s'imposent sur le territoire de l'actuelle Ukraine face à des peuples nomades tels que les Turcs Khazars du Sud-Est. En 880, Oleg le Sage, prince de Kiev, fonde ce que l'on appelle la Rus' de Kiev, ou « *Russie kiévienne* », la première Russie (cf. carte ci-dessous). Le nom « *Russie* » dans son usage médiéval, serait emprunté au finnois Ruotsi qui est le mot pour dire « *Suède* », terre originelle du peuple Varègue. Les princes de Kiev étendent leur influence sur un large territoire : marchands mais également guerriers, les Varègues dirigés par Oleg pillent la région de Constantinople en 907. Son successeur, Sviatoslav, anéantit l'Etat Khazar en 968 et instaure le culte slave polythéiste. Le pouvoir byzantin s'arrange avec les Varègues pour faire d'eux les gardiens des routes commerciales des steppes de l'ancienne Sarmatie. La christianisation de la Rus de Kiev s'opère sous les règnes de Vladimir le Grand et de son fils Iaroslav le Sage s'étendant de 980 à 1015. En 1054, lors du schisme entre les églises d'Orient et d'Occident, la Rus' reste fidèle à l'orthodoxie byzantine tandis que les slaves de l'Ouest (Polonais, Tchèques ...) passent dans le camp du culte romain. Jusqu'au XIIème siècle, la Rus de Kiev restera l'un des Etats les plus puissants d'Europe, jusqu'à son déclin et son démembrement notamment par l'intervention du peuple Couman, peuple nomade turc également. La population slave s'étend au Nord de Kiev : en 1136, la

République de Novgorod est fondée et 1276, c'est la Principauté de Moscou, ou Moscovie, qui voit le jour.



La Rus de Kiev. (Source : flavorofindialongmont.com)

## II. L'Hymne national ukrainien et la symbolique des Cosaques

L'hymne ukrainien *Ще не вмерла Україна* (Chtche ne vmerla Oukraïna : « L'Ukraine n'est pas encore morte ») consacre les Cosaques dans son dernier couplet avec les mots « Pour notre liberté nous donnerons nos âmes et nos corps et prouverons, frères, que nous sommes de la lignée des Cosaques ».



(Source: Postcards on my Wall)

### III. L'Hetmanat Cosaque et brève Histoire des Cosaques Zaporogues

Les Cosaques sont une catégorie d'individus plus qu'un peuple ou une ethnie. Ils sont apparus dès le XIV<sup>ème</sup> siècle sur les territoires slaves orientaux, aux alentours de Riazan et de Moscou. D'abord mercenaires et pirates engagés par les seigneurs locaux pour lutter contre les envahisseurs Tatars, ils s'établissent en masse à la fin du XV<sup>ème</sup> siècle sur les bords du Dniepr, fondant la Zaporogue (littéralement « au-delà des rapides, *Zaporozjia* en ukrainien), donnant naissance aux Cosaques Zaporogues, symboles nationaux de l'Ukraine contemporaine. Organisés en clans adoptant la démocratie directe codirigée par une assemblée des cosaques et un hetman, un chef. Leur capitale est un camp fortifié que l'on appelle la Sitch, et qui change d'endroit au gré de l'errance de leur peuple.





Carte de l'hetmanat Cosaque des XVIIème et XVIIIème siècles (Source : *Internet Encyclopedia of Ukraine*)

Avant la chute définitive de l'hetmanat sous l'action de Catherine II en 1793, les Cosaques Zaporogues restent cependant relativement indépendants et insoumis vis-à-vis de la Russie : la révolte Cosaque contre l'Empire reste sans conteste celle d'Ivan Mazepa, l'hetman qui prît les armes en 1708 contre son ancien suzerain tsar Pierre Ier de Russie. Il s'allie avec les Suédois de Charles XII alors en guerre contre les Russes. Après avoir subi un revers face au tsar dans lequel la capitale de l'époque des Cosaques, Batourine, est rasée, il est finalement vaincu aux côtés de son allié suédois à la bataille de Poltava en 1709. Il se réfugie en Valachie et meurt à Tighina la même année, le 2 octobre 1709, dans sa fuite. Peu avant sa mort, Pierre Ier le raye de l'ordre de Saint-André, distinction que Mazepa avait obtenue en 1700, et le tsar crée spécialement pour lui l'Ordre de Judas. Mazepa est un personnage important de l'historiographie ukrainienne, et a inspiré des auteurs au-delà des frontières de l'Ukraine, comme Victor Hugo dans son recueil de poème *Les Orientales* (1829) ou Alexandre Pouchkine dans son poème *Poltava* (1828-1829).



*Charles XII et Ivan Mazeppa après la Bataille de Poltava. Gustaf CEDERSTRÔM (1876)*

#### **IV. L'Histoire impériale russe : un processus complexe**

Avec Pereïaslav, la russification de l'Ukraine remplace la polonisation qui avait vu l'essor de la langue ukrainienne, au profit du russe. Le joug impérial, après plus d'un conflit (notamment entre l'hetman Ivan Mazeppa et Pierre Ier de Russie), connaît son apogée sous Catherine II en 1793, qui vassalise définitivement les Cosaques et supprime leur autonomie dans son optique d'élargissement de l'Empire. Le Khanat de Crimée tombe également sous sa coupe. Cet événement se situe dans le cadre des grandes conquêtes de l'Empire Russe entre le 18<sup>ème</sup> et le 20<sup>ème</sup> siècle comme le montre la carte ci-dessous.



(Source : pythacli.chez-alice.fr)

Lorsque Catherine II fonde Odessa en 1794, la cour russe est dans une période tournée vers l'Europe. La noblesse et les penseurs russes ont toujours alterné entre des penchants slavophiles ou européens. Odessa est fondée dans une période « européenne », c'est une ville européenne où l'on parle français. Alexandre Pouchkine, qui y a séjourné plusieurs années, avait comme première langue parlée le français, et non pas le russe.

### V. La Figure de Taras Schevchenko et de la dissidence ukrainienne de l'Époque Moderne

Le XIXème siècle est l'époque de Taras Schevchenko, la grande figure de la poésie romantique ukrainienne, qui vécut entre 1814 et 1861. En 1846, il devint membre de la Confrérie de Cyrille et Méthode, qui a pour but de lutter contre l'oppression tsariste et le servage en Ukraine, qui a été rétabli sous l'Empire. En 1847, Nicolas Ier en personne ordonne l'interdiction de ses écrits. Après sa mort, il devient une icône du roman national ukrainien : en 1939 il a le droit à une université à son nom à Kiev. L'une des principales artères de la ville lui est également dédiée. C'est aussi l'époque de Boris Grinchenko (1863-1910), grand intellectuel et écrivain ukrainien, qui publie en 1907 un dictionnaire

russo-ukrainien en quatre volumes, permettant la propagation de la langue ukrainienne. Une université porte également son nom à Kiev depuis 1993. Cette intellectualisation de la conscience ukrainienne constitue l'embryon du nationalisme ukrainien qui émerge notamment au XX<sup>ème</sup> siècle : Mykola Mikhnovsky, fils d'un prêtre ukrainien, en est le précurseur. Il est le confondateur en 1900 à Kharkiv du Parti Révolutionnaire Ukrainien (RUP) d'inspiration nationaliste et marxiste. Le Parti disparaît en 1904 suite à plusieurs dissensions idéologiques. De sa chute naît le Parti ouvrier social-démocrate ukrainien en 1905. Avec la Première Guerre Mondiale et la fin des anciens empires européens, notamment russe, l'Ukraine va déclarer son indépendance : la Rada est créée en mars 1917, et le premier président de l'Ukraine indépendante est Mykhaïlo Hrouchevsky jusqu'en avril 1918...



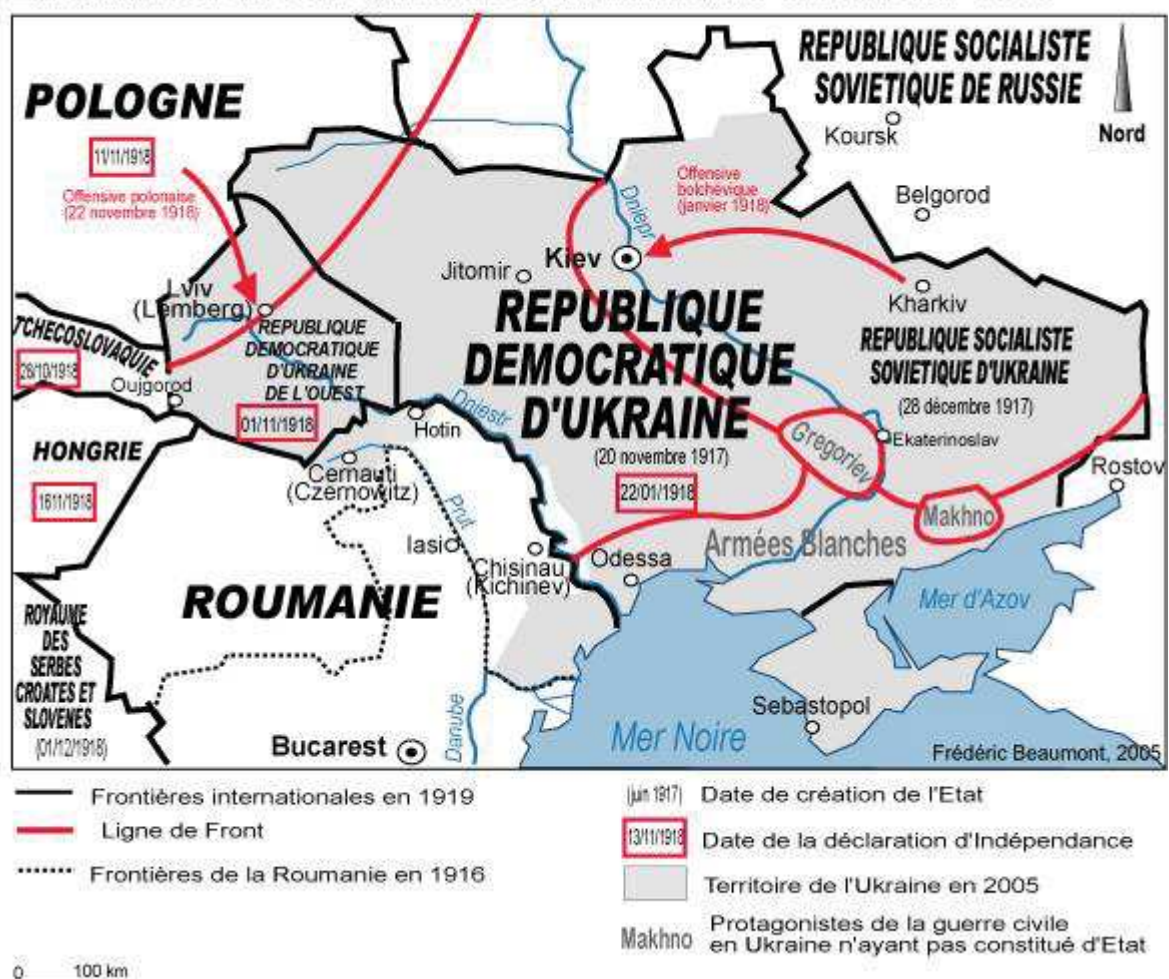
Portrait de Taras Schevchenko exposé au Schevchenko Museum de Kiev. (*GPSmycity*)

### **VI. Une Guerre Civile ukrainienne dans la Guerre Civile Russe (1919-1920)**

Le 22 janvier, les Allemands se retirent d'Ukraine. Restent pour se battre contre les Russes Blancs fidèles au régime tsariste, la toute jeune Armée Rouge de Trotski, les troupes nationalistes ukrainiennes dirigées par Petlioura et l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne anarchiste, la Makhnovchtchina, du nom de leur chef Nestor Makhno. Les Russes Blancs, dirigés par Anton Dénikine, sont soutenus en Ukraine dès 1918 par une intervention alliée principalement française et britannique. Ils occupent Odessa et Sebastopol, mais entre avril et mars 1919, leurs efforts sont ralentis par une série de

mutinerie. A la fin de 1919, l'issue du conflit est jouée : après la victoire anarchiste de Peregonovka le 26 septembre, les Bolcheviques de Lénine tendent un piège aux principaux chefs de la Makhnovchtchina lors d'un conseil militaire en Crimée. Les anarchistes sont décimés. Makhno s'exile à Paris. Il y mourra en 1935. Au même titre que Stepan Bandera au cours de la Seconde Guerre Mondiale, il devient un personnage polémique du roman national ukrainien. Notamment chez les communistes de Russie, d'Ukraine et d'ailleurs, où il est critiqué pour son antisémitisme et le brigandage qu'il aurait occasionné dans son épopée. Une fois Makhno hors-jeu et les Alliés immobilisés et forcés de se retirer, l'Armée Blanche en déroute, les Bolcheviques ont un tremplin pour s'emparer de l'Ukraine, ce qu'ils font par la prise de Kiev en 1920. La République Populaire unifiée s'effondre et en 1922, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine est créée conjointement à l'URSS. Petlioura et Vynnytchenko s'exilent en France. Consécutivement à la chute de la République, une première famine soviétique en 1921-1922 touche les régions de la Volga et de l'Ukraine du Sud et de l'Est : plusieurs dizaines de milliers d'Ukrainiens mourront.

### La situation de l'Ukraine et de la Roumanie en Janvier 1919



(Source : *revues.org*)

En 1919, des conflits entre différentes factions et seigneurs de guerre locaux s'installent. On y trouve des corps francs nationalistes allemands, des troupes impériales russes démobilisées, des factions ukrainiennes d'allégeances diverses (allemandes, bolcheviques...) et la Makhnovtchina. La République Populaire Ukrainienne entre dans la tourmente : Hrouchevsky est renversé par Pavlo Skoropadsky, ukrainien né en Allemagne et ayant servi dans l'armée impériale russe. Devenu chef cosaque, il est proclamé par les conservateurs de la Rada hetman d'Ukraine, et la République change provisoirement de nom pour État Ukrainien (Українська держава, Oukraïns'ka Derjava). Le coup d'État est approuvé par les occupants allemands. Ce nouvel Hetmanat inspiré de l'État Cosaque du XVI<sup>ème</sup> siècle durera jusqu'en novembre 1918, date à laquelle les Républicains le renversent, réinstaurant le régime avec Volodymyr Vynnytchenko comme président. Pour ce faire, les opposants à l'Hetmanat éliminent notamment le Feld-maréchal Hermann von Eichhorn, chef de l'armée allemande en Ukraine. Vynnytchenko et Simon Petlioura qui lui succédera seront les présidents de cette deuxième république ukrainienne connue sous le nom de Directoire ukrainien. Ils sont tous deux issus du Parti ouvrier social-démocrate. A l'Ouest, la chute de l'empire austro-hongrois permet la création en Galicie en ce même mois de novembre la création d'une République Populaire d'Ukraine Occidentale (ou ZUNR), avec pour capitale officielle Lviv et celle *de facto* à Ternopil du fait du ralliement des minorités polonaises au nouvel État polonais, incluant donc la ville de Lviv sur son territoire. La ZUNR, qui entre en guerre contre la Pologne pour récupérer ce territoire perdu dans un premier temps, n'est pas reconnue par les Alliés, contrairement à sa sœur de Kiev. Les deux Républiques finissent par s'unir le 22 janvier 1919. Cette Union est encore célébrée aujourd'hui en Ukraine tous les 22 janvier sous le nom du Jour de l'Unité (*День Соборності*, Den' Sobornosti en ukrainien).



« La Paix Mondiale en Ukraine ! », Carte de l'Ukraine entre 1919 et 1920 exhibée à Prague (Source : Euromaidan Press)

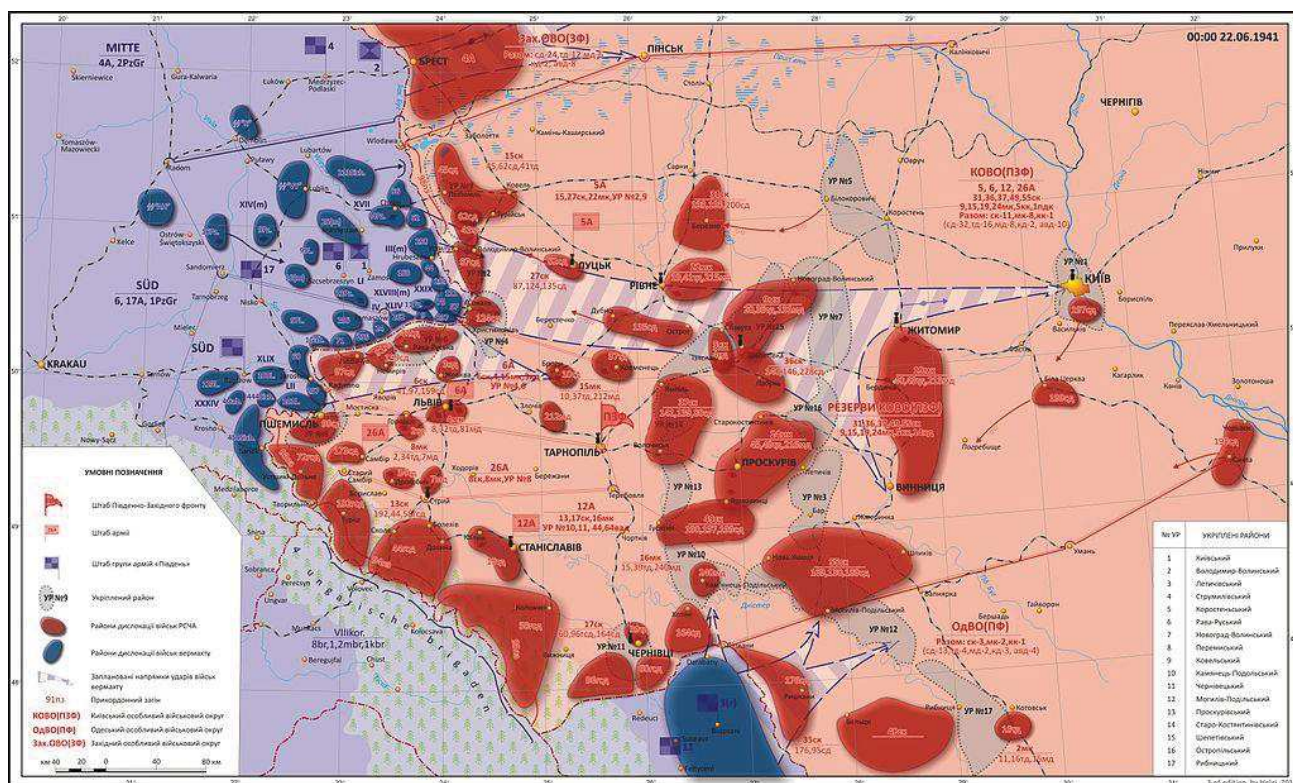
## VII. Sur la Répression des « nationalistes » Ukrainiens et Polonais

La Cosaques sont une catégorie d'individus plus qu'un politique soviétique de l'époque, invente entièrement en 1929 deux organisations nationalistes ukrainiennes, à savoir l'Union pour la Libération de l'Ukraine et l'Union de la Jeunesse Ukrainienne. L'objectif est de donner forme à un nationalisme ukrainien désuni afin d'en faire un ennemi clairement identifiable de l'État russe. Ainsi du 19 mars au 9 avril 1930, 45 sympathisants nationalistes affiliés fictivement à l'Union pour la Libération de l'Ukraine sont emprisonnés, puis exécutés pour la plupart. Cette lutte contre le nationalisme ukrainien se fait consécutivement à celle contre « L'Organisation Militaire Polonaise », ainsi que la nomme Balitsky, le chef de la police politique soviétique en Ukraine dans les années 30. Les Polonais d'Ukraine sont persécutés au même titre que les ukrainiens accusés de nationalisme : plusieurs milliers d'exécutions en résultent. Pour en savoir plus, cf. Timothy SNYDER. *Terres de Sang*. Gallimard. 2010.

## VIII. L'Opération Barbarossa en Ukraine

Du 7 août au 26 septembre 1941 se déroule la bataille de Kiev, décrite par certains historiens comme le plus grand encerclement de l'Histoire effectué par l'armée allemande. D'août à octobre se déroule le siège d'Odessa, face aux forces roumaines notamment. La

Crimée tiendra plus longtemps : elle ne tombera dans les mains allemandes qu'en juillet 1942. A l'Est, les forces du Reich progressent : Smolensk, Kharkiv, Dnipropetrovsk, Stalino ...



Carte du Front du Sud-Ouest, Opération Barbarossa, juin 1941. (Source : Wikipedia)

## IX. Sur la Genèse de la Figure de Stepan Bandera

Pour comprendre le personnage de Bandera, il faut se focaliser sur ce qu'était l'Ukraine d'avant 1939 : un pays divisé entre l'Union Soviétique pour l'ancienne partie impériale russe, la Pologne pour la Galicie Orientale (anciennement Empire d'Autriche) suite au Traité de Riga de 1921, la Bucovine avec la Roumanie (également ancienne possession autrichienne) et enfin l'Ukraine transcarpatique autrefois hongroise et rattachée à la Tchécoslovaquie. C'est dans l'Ukraine polonaise, à Kalouch dans la région d'Ivano-Frankivsk que naquit en 1909 Stepan Bandera. Issu d'une famille croyante gréco-catholique et nationaliste, Bandera suivra les traces de son père en devenant en 1928 comme lui membre de l'Organisation Militaire Ukrainienne (UVO). Alors que dans l'Ukraine polonaise, la rancœur générale suite à la défaite infligée à l'armée de la ZUNR fini par se tasser, rendant des relations à nouveau possibles entre formations politiques ukrainiennes et polonaises, ce n'est pas le cas pour l'UVO. Ayant pour principal but la « protection des minorités ukrainiennes », elle organisa assassinats et tentatives



d'assassinat contre des dignitaires polonais, notamment le maréchal Pilsudski, dirigeant de la Pologne des années 1930. En 1929, l'UVO devient l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens, et continue son entreprise de confrontation avec l'État polonais.

## Organization of Ukrainian Nationalists



Emblem of OUN-M  
(Melnyk faction)



Emblem of OUN-B  
(Bandera faction)

Les deux branches de l'OUN : à gauche, celle de Melnyk, plus modérée. À droite, celle de Bandera. (source : *Twitter*)

### X. Sur la Genèse territoriale de l'Ukraine moderne

L'invasion soviétique de la Pologne en 1939 rend à l'Ukraine la Galicie Orientale, en 1940 les territoires passés sous contrôle roumain sont officiellement restitués, la victoire de 1945 ramène l'Ukraine Transcarpatique tchécoslovaque. Enfin, en 1948, l'Île aux Serpents au large de la Mer Noire autrefois roumaine revient à la République Socialiste Soviétique d'Ukraine.



(Source : Wikipédia Common)

### **XI. L'Ukraine comme poids économique de l'Empire Soviétique**

L'Ukraine produit dans les années 50 le tiers du blé soviétique ainsi que 40% des productions de betteraves et de pommes de terre. Concernant les matières premières, les années 1950 voient l'Ukraine produire 47,8% de la production soviétique de fonte, 30,6% pour l'acier, 53% pour le minerai de fer (selon les données soviétiques de l'époque).

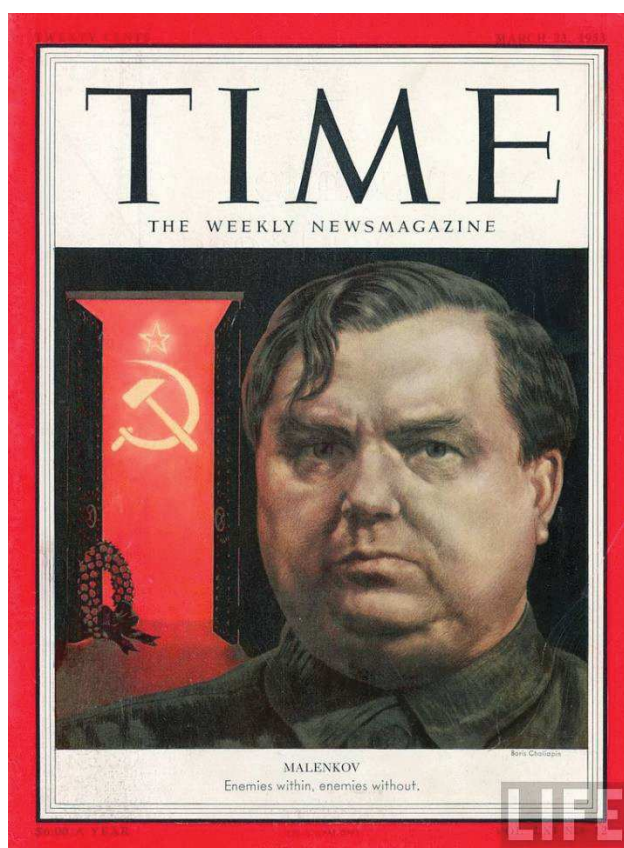
### **XII. L'Ukraine dissidente de la période soviétique**

On peut citer ici le Parti Unifié pour la Libération de l'Ukraine, le Comité National Ukrainien et l'Union Ouvrière et Paysanne Ukrainienne. Cette dernière, créée à Lviv en 1958, se voulait l'héritière de l'idée d'indépendance de l'Ukraine. Pour en savoir plus, cf. Arkady JOUKOVSKY. *Histoire de l'Ukraine*. Editions du Dauphin, 1993

### **XIII. Sur l'opposition Malenkov-Khrouchtchev**

Gueorgui Malenkov assure la transition en tant que président du Conseil des Ministres de l'URSS et se trouve un temps à la tête du pouvoir soviétique : il fait même deux fois la une du Time Magazine en 1953. L'Occident croit avoir trouvé le successeur de Staline, d'autres pensaient que Beria allait assurer ce rôle. Néanmoins c'est le bon dernier des candidats au rôle de leader soviétique qui s'impose : Nikita Khrouchtchev. Ancien fidèle de Staline, il s'oppose à Malenkov et à Beria. Ce dernier, chef du NKVD et premier à faire

une critique du stalinisme, est assassiné en juin 1953. Malenkov quant à lui, rapidement vu comme trop faible, réformateur modéré, voit ses idées reprises par Khrouchtchev notamment concernant la réforme de l'agriculture et sera complètement évincé en 1955. En effet, Nikita Khrouchtchev dispose du soutien du Parti et ressort des anciens documents de Beria accusant Malenkov d'être impliqué dans les purges communistes de Leningrad dans les années 1940 : Malenkov restera au Praesidium du Soviet Suprême et se chargera des centrales électriques, un poste le disqualifiant d'office du pouvoir. N'ayant pas voulu s'associer à la critique du stalinisme initiée par Beria, Malenkov fut mis en retrait par Khrouchtchev, qui l'embrasse complètement. Ce dernier se fera, par substitution à son rival, la figure de proue de la remise en question de l'action de Staline dès 1956 et son célèbre « *discours secret* ».



Georgiy Malenkov à la une du TIME, 23 mars 1953. (Source : Flickr)

#### **XIV. L'Ukraine, Khrouchtchev et la Crimée**

Plusieurs pistes sont possibles pour expliquer la rétrocession faite par Khrouchtchev de la Crimée à l'Ukraine. La première est d'ordre symbolique : en 1954, Khrouchtchev est dans

un cadre d'affirmation de son pouvoir, qu'il veut à la fois réformateur mais autoritaire. Par cette décision purement symbolique, il entend bien imposer son leadership et jauger la contestation au sein du Parti. La seconde est d'ordre sentimentale, car Khrouchtchev a un très long passif avec l'Ukraine. Son père Sergueï était mineur dans le Donbass. Nikita aura été le secrétaire général du Parti Communiste d'Ukraine entre 1938 et 1949. Il avait participé au nom de Staline à la défense de Kiev et de Kharkiv durant l'invasion allemande en 1941. En 1944, il entreprit d'administrer le pays en luttant contre les nationalistes, occasionnant l'exécution de quelques 300 000 personnes entre 1944 et 1952. Parallèlement, il assomma la population en imposant des quotas très élevés dans les fermes collectives : l'Ukraine devait fournir la moitié de sa production au gouvernement, ce qui occasionna des famines locales. Khrouchtchev agissait de la sorte pour impressionner Staline : mal lui en a pris, car le Parti le destitue en faveur de Kaganovitch entre mars et décembre 1947, seule interruption pour Khrouchtchev dans son exercice du pouvoir en Ukraine. Il retrouva sa place lorsque son remplaçant fut rappelé à Moscou. S'ensuit une période de reconstruction de l'industrie en Ukraine, plutôt tranquille. Cette aventure ukrainienne fera que Khrouchtchev parlera en termes élogieux du pays dans ses mémoires : *« Je dirais que le peuple ukrainien m'a bien traité. Je me rappelle avec enthousiasme les années que j'y ai passé. Il s'agissait d'une période pleine de responsabilités mais plaisante car elle m'apportait de la satisfaction... Mais loin de moi l'idée d'accroître mon importance. L'ensemble du peuple ukrainien a réalisé de grands efforts. J'attribue le succès de l'Ukraine au peuple ukrainien dans son ensemble. Je ne m'étendrai pas davantage sur ce thème, mais en principe il est très facile à démontrer. Je suis moi-même Russe et je ne veux pas offenser les Russes ».*

La dernière piste à explorer est d'ordre administrative : il convient de rappeler que l'Ukraine faisait à cette époque partie à part entière de l'Union Soviétique à cette époque, et que géographiquement la péninsule de Crimée jouxtant l'Ukraine, il était tout simplement à cette époque plus logique de rattacher la Crimée au territoire de la RSS d'Ukraine. Cette dernière critique est celle qui est le plus avancée par les hérauts du retour de la Crimée à la Russie comme elle eut lieu en 2014.

**XV. L'Ukraine comme objet d'Histoire dans la seconde moitié du XXème siècle**

Une reconsidération de l'Ukraine comme objet d'Histoire s'opère sous la période soviétique, en témoigne la création d'une chaire d'Histoire de l'Ukraine à Harvard en 1968. Les années 70 amènent quant à elles une nouvelle affirmation de la pensée nationale en Ukraine, avec notamment l'essor du système de *samvydav* (Самвидав, littéralement « *publication pour soi-même* ») qui constituent un ensemble de publications sur des questions philosophiques, littéraires ou poétiques sur les questions nationales ukrainiennes et les répressions soviétiques. Ces répressions s'accroissent dans les années 1980 sous Brejnev, jusqu'à l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir. Pour en savoir plus, cf. Arkady JOUKOVSKY. *Histoire de l'Ukraine*. Editions du Dauphin, 1993.

**XVI. Tchernobyl et l'affaiblissement de l'Empire soviétique**

Le pouvoir soviétique est fortement discrédité pour son incompetence lors de la gestion de la catastrophe de Tchernobyl : Gorbatchev, n'ayant pas voulu que le désastre s'ébruite à l'international, ne l'a révélé à la population que lorsque les premiers nuages radioactifs ont été détectés par des scientifiques suédois quelques jours plus tard. Tchernobyl, l'évacuation de Prypiat et la mort des quelques vingt mille « *liquidateurs* » dépêchés sur place ont montré pour beaucoup d'Ukrainiens que les avancées économiques comptaient plus pour le pouvoir soviétique que la santé et la vie de la des Ukrainiens eux-mêmes. L'accident de Tchernobyl, se déroulant dans un cadre de perestroïka et de glasnost gorbatchéviennes, soit à la fois une libéralisation de l'économie et de la vie politique et citoyenne en URSS, va laisser toutes les critiques à l'encontre de l'Empire Soviétique se libérer.

**XVII. Gorbatchev et la tentative de sauvetage de l'URSS : l'avènement de la CEI**

Suite à la réunification allemande validée par Mikhaïl Gorbatchev pour quelques cinq milliards de marks (là où les Allemands avaient prévu jusqu'à vingt-cinq milliards), l'URSS a prouvé son incompatibilité avec son temps et l'appareil d'État, complètement rouillé par l'usure de la corruption et exsangue des réformes qui tentent de le sauver, n'arrive plus à réagir. L'armée russe est encore sous le choc du putsch de Moscou, achevé

deux jours avant la proclamation d'indépendance ukrainienne. Ce putsch est capital dans la chute de l'URSS : il empêche la réalisation du projet de Gorbatchev « *d'Union des États Souverains* » (voir carte ci-dessous), réforme profonde du statut politique de l'URSS entériné par l'unique référendum de l'Histoire soviétique du 17 mars 1991. Appelée après le Putsch de Moscou « *Confédération des États Souverains* », elle devait accoucher d'une structure politique soviétique moins rigide, avec plus de prérogatives. Boris Eltsine se retire du traité à la suite du Putsch pour empêcher le sauvetage de l'Union. Pour reconstruire sur des fondements inédits la vie commune de l'Ukraine et de la Russie, Eltsine, qui entend bien enterrer définitivement et rapidement l'URSS, proposa une Communauté des États slaves : c'est la future CEI, qui ne prendra ce nom qu'avec l'entrée des Républiques d'Asie Centrale et du Caucase dans les années suivantes. (Voir deuxième carte ci-dessous)



Le projet d'Union des États Souverains de Gorbatchev : en rouge et orange, les Républiques ayant signé le traité suite à l'unique référendum de l'Histoire soviétique s'étant tenu le 17 mars 1991. En noir, les Républiques ayant refusé la signature. La proposition d'une « *fédération renouvelée* » pour l'URSS est entérinée à 76,4% des voix mais sera balayée à la suite du Putsch de Moscou par Eltsine. (Source : *Wikipédia*).



La Communauté des États Indépendants. La Géorgie et l'Ukraine ont depuis quitté l'organisation.  
 (Source : Larousse.fr)

### XVIII. Les prémisses du soft power ukrainien

Ainsi, en France, le Club de Kiev est fondé en septembre 1995. Cette association a pour but de :

- ▶ Regrouper industriels et hommes d'affaires français intéressés par les perspectives ukrainiennes, et notamment faciliter l'échange d'informations et retour d'expérience,
- ▶ Informer ses membres à travers un réseau de contacts et relations avec les administrations françaises et ukrainiennes,
- ▶ Développer et approfondir les relations avec la CCI Ukraine. Faciliter les partenariats pour les entreprises ukrainiennes en France et réciproquement.
- ▶ Aider à la création à terme d'une Chambre de Commerce Franco-Ukrainienne à Paris (ce qui aboutira à la CCIFU : Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Ukrainienne).

Autre exemple : l'association Les Enfants de Tchernobyl, largement médiatisée en Alsace d'où est originaire l'initiative. Fondée par Thierry Meyer et six autres membres fondateurs, elle a accueilli plus de trois cents projets et a permis à plusieurs centaines d'enfants victimes de la catastrophe originaire de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Fédération Russe de passer des vacances en France. Cette association se fonde en collaboration avec Green-Help, basée à Kiev, l'une des premières ONG post-soviétiques. Ce exemple cathartique (avec des Ukrainiens qui souhaitent panser les blessures de la catastrophe qu'ils ont subi en 1986) montre la volonté ukrainienne de se rapprocher de l'Occident par l'ouverture de la vie associative qui a pour effet de faire connaître à l'étranger l'Ukraine et les malheurs qu'elle a pu connaître sous le joug soviétique. Pour en savoir plus, cf. Arkady JOUKOVSKY. *Histoire de l'Ukraine*. Editions du Dauphin, 1993.

#### **XIX. Leonid Koutchma et l'autoritarisme néo-soviétique**

Koutchma opère une gouvernance quasi-managériale au sommet de l'État ukrainien : malgré des sympathies pro-russes, il mène « *l'entreprise Ukraine* » dans une direction ou dans l'autre en fonction de la conjoncture ambiante. Mais ses « *employés* », son peuple, ne lui pardonne pas son autoritarisme, qualifié en Occident de « *régime néo-soviétique* » : la censure de l'opposition, le meurtre du journaliste d'origine géorgienne Gueorgui Gongadzé en septembre 2000 qui met directement en cause Koutchma et son administration à travers des enregistrements audio prouvant que le président aurait engagé des mercenaires Tchétchènes pour enlever le journaliste. C'est le penchant ukrainien du cas Anna Politkovskaïa, la journaliste russe assassinée en 2006.



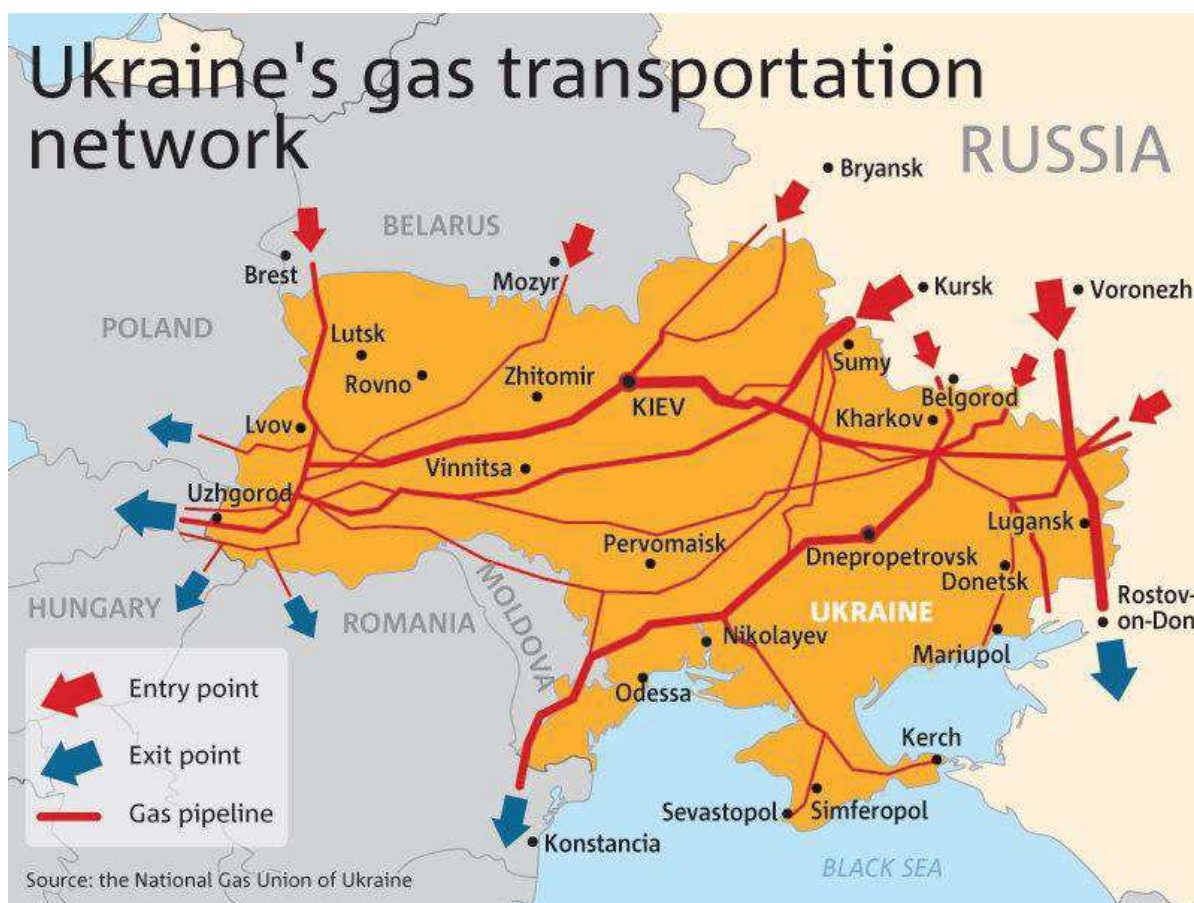


Gueorgui Gongadzé (source : France24)

## **XX. Les conflits gaziers russo-ukrainiens (2006-2009)**

Ces conflits débutent entre Gazprom pour la Russie et Naftogaz la compagnie gazière nationale ukrainienne, à la suite de l'arrivée au pouvoir de Iouchtchenko et de sa volonté de se rapprocher de l'Occident : l'Ukraine bénéficiait auparavant de prix extrêmement avantageux par rapport au prix du marché (cinquante dollars pour mille mètres cubes de gaz, contre deux-cent trente dollars pour les autres pays européens). Gazprom justifie la fin de ce tarif très avantageux par la volonté d'aligner le prix du gaz ukrainien, mais l'explication est sans doute liée à la volonté profonde d'Iouchtchenko de baser son fonds de commerce politique sur un rapprochement avec l'UE et l'OTAN. En effet, tant que les présidents ukrainiens n'étaient pas ouvertement pro-occidentaux et que l'Ukraine restait un partenaire de la Russie, les tarifs bas étaient justifiés. Une fois qu'une césure politique apparaît entre les deux pays, l'avantage sur les prix n'a plus de raison d'être du point de vue russe, et la Russie demande à l'Ukraine de payer sa dette. Si en 2008 les deux pays arrivent à trouver une entente sur la dette ukrainienne, en janvier 2009 suite à un différend dans les négociations entre Gazprom et Naftogaz les valves sont coupées. Il a fallu un déplacement de Ioulia Timochenko pour rencontrer Vladimir Poutine (alors premier ministre) et Dmitri Medvedev pour trouver un accord définitif. Preuve que lorsque le prix du gaz est en jeu, il faut malgré tout retrouver un équilibre avec la Russie. La césure

brutale de la présidence Iouchtchenko comporte donc des contrecoups qui lui sont reprochés et qui lui sont fatals.



Carte des principaux gazoducs ukrainiens à l'époque des conflits gaziers. (Source : logisztika.hu)

### **XXI. OTAN-Russie : l'impossible conciliation**

Au sortir de la Guerre Froide, la Russie considérait qu'elle pouvait être la troisième tête d'une grande troïka pour la sécurité européenne, avec l'UE et les États-Unis, se voit humiliée pendant toute une décennie. L'Occident la traite comme la perdante de la Guerre Froide, un État qui peut-être ne survivra même pas à la dislocation de l'URSS. Après une implosion de l'Union Soviétique, c'est une implosion de la Fédération de Russie que l'Occident croit encore possible. La Russie, qui selon les Américains, subit un « *recul catastrophique* », n'est donc plus considérée comme une partenaire potentielle mais comme une simple pièce de l'échiquier européen. Un « *accord tacite* » entre la Russie et l'OTAN se trouve en 1995, alors que l'Alliance entreprend de s'élargir aux anciens pays du bloc de l'Est : la Fédération demande à ce qu'il n'y ait pas d'arsenal nucléaire chez les nouveaux membres et aucun stationnement de troupes alliées chez les futurs adhérents. De plus, il aurait été dit que l'OTAN ne s'élargirait pas à l'étranger proche russe sans

consultation préalable de la Russie, qui entend bien jouer son rôle et éventuellement intégrer l'organisation à terme. L'Alliance accepte, mais ne tient pas sa promesse sur le long terme : lorsqu'en 1999 entrent dans l'Alliance la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque au Sommet de Washington, des discussions sont ouvertes dans le même temps pour l'entrée des pays baltes. Cette extension sans condition de l'OTAN humilie les Russes : le second mandat de Eltsine, marqué par la première Guerre de Tchétchénie, une défiance de plus en plus marquée vis-à-vis de l'Occident et l'entrée au gouvernement de promoteurs du multilatéralisme russe face à l'expansion unilatérale otanique, comme Evgueni Primakov ou Vladimir Poutine, entérine les débuts d'une nouvelle césure avec l'Occident. Lors du premier mandat de Vladimir Poutine, la nouvelle cassure Est-Ouest s'amplifie : l'OTAN continue ses élargissements. Pour en savoir plus, cf. Julianne SMITH. *La Relation OTAN/Russie : moment de vérité ou déjà-vu ? Revue « politique étrangère ». 2008.*

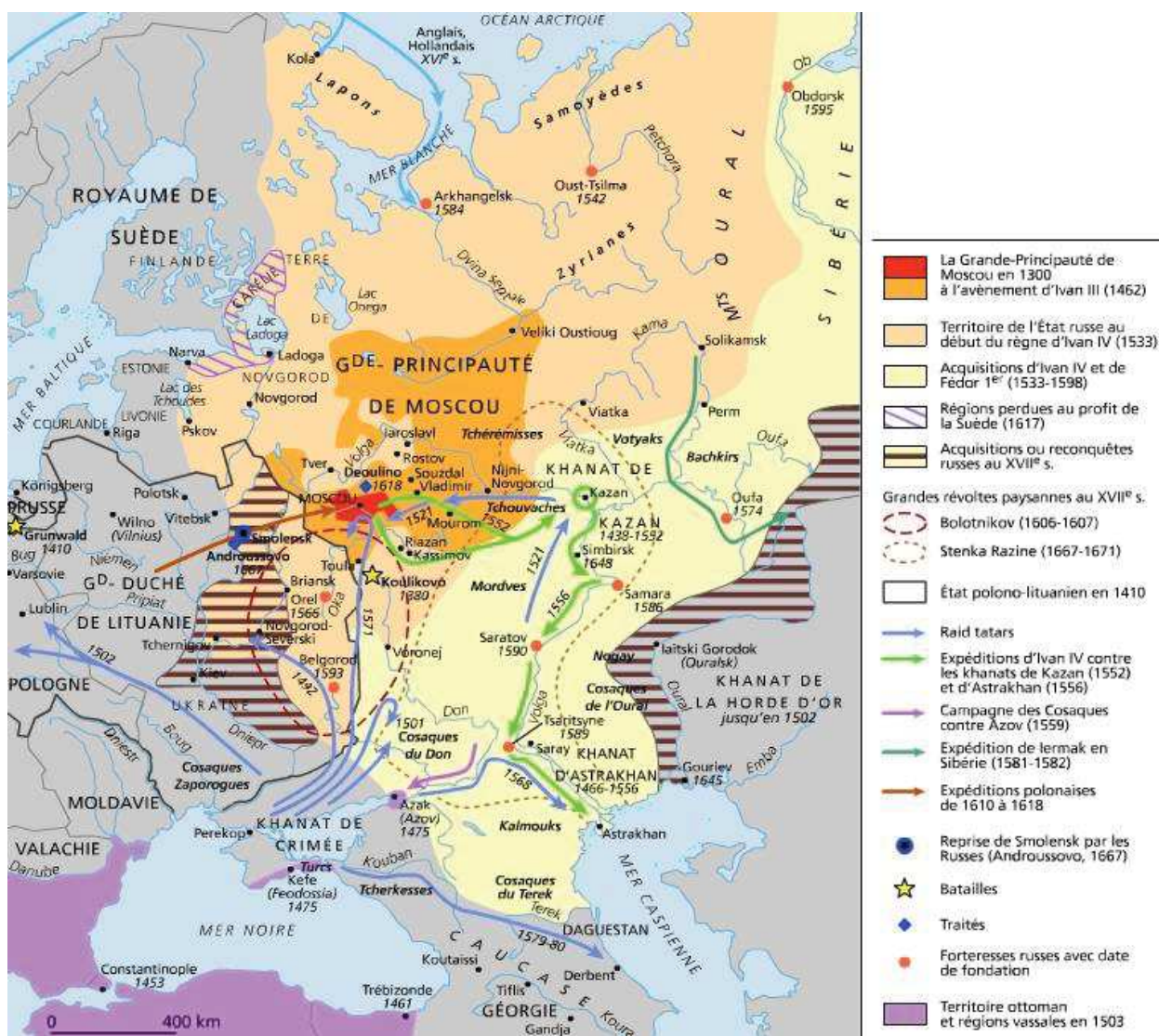
#### **XXII. Le « Poutine Collectif »**

S'appuyant sur son clan, les hommes de pouvoir les plus proches de lui, Vladimir Poutine instaure sa vision du pouvoir selon l'idée de la « *démocratie souveraine* ». Cela se traduit par une logique verticale du pouvoir, verrouillage des élections par le discrédit des opposants ou en leur accordant simplement un droit limité à la parole pour faire subsister une illusion démocratique libérale ... La côte de popularité de Poutine est là pour en témoigner : elle est très élevée, avec des pics de popularité lors de ses plus grands coups d'éclats internationaux, qui sont là pour relancer le plébiscite populaire, comme en Tchétchénie, où il passe d'un anonyme complet issu du KGB à celui de leader incontesté, ou en Crimée en 2014 lorsque la Russie intègre la péninsule comme nouvelle république fédérale. Enfin, une communication musclée s'opère autour du personnage présidentiel : séances photos torse nu à cheval dans la steppe, à la pêche ... tout pour créer une véritable union sacrée autour de lui.

#### **XXIII. Sur la singularité de la Moscovie par rapport à l'exception kiévienne**

Au vu de la volonté de restauration russe de l'héritage impérial, on peut y opposer l'argument que la Russie actuelle est aussi singulière que l'Ukraine contemporaine, tant par son peuple que par son Histoire. Continuité de la principauté de Moscou fondée en

1340 (qui n'existait pas à l'époque de la Rus de Kiev) qui elle-même a repris l'héritage de la principauté de Vladimir-Souzdal, sujette de la Rus (voir carte ci-dessous). Ce n'est qu'au gré de ses conquêtes ultérieures que la Russie au sens moderne du terme utilise l'héritage kiévien pour se légitimer et affirmer l'ambition de défendre l'orthodoxie et les peuples slaves. De la principauté de Moscou à la Russie moderne, il y a donc une ambition impériale séculaire qui, s'étant brusquement arrêtée avec la fin de la Guerre Froide, est devenue le cheval de bataille des plus nostalgiques des Russes, jusqu'au sommet du pouvoir.



(Source : Larousse.fr)

### XXIV. Sur la Guerre de Géorgie en 2008

Soutenu par les Américains qui l'ont aidé à moderniser son armée, Saakachvili lance en 2008 une offensive contre l'Ossétie du Sud avec l'aval de son allié Outre-Atlantique.

Après une brève percée, les Russes répliquent et occupent des localités au-delà des frontières ossète et abkhaze. Ils arrivent en quelques jours dans les faubourgs Nord de Tbilissi. C'est une véritable débâcle que les Américains laissent gérer au président français Nicolas Sarkozy afin de ne pas montrer leur implication dans cet échec cinglant : la gestion française de la crise géorgienne se conclura également par un fiasco, avec une reconnaissance de l'autonomie des Républiques d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud.



(Source : arretsurinfo.ch)

### XXV. Les Juifs d'Ukraine : entre influence politique et diaspora

Alors que les Juifs Ukrainiens sont plus présents en Israël que dans leur pays d'origine, certaines personnalités y occupent des places importantes. Les Juifs revendiqués ont ainsi réagi de manières différentes de la crise : les proches de l'ancien président Ianoukovitch, comme Yuhym Zviagilsky, ancien premier ministre, se sont par exemple montrés très discrets lors de l'Euromaïdan. Notamment du fait de l'instrumentalisation du « *fascisme ukrainien* » en 2014 qui rappelait aisément les pogroms Juifs des années 1940. D'autres, comme le Grand Rabbin président de la Fédération Juive d'Ukraine, Jacob Dov Bleich, a enjoint la Russie à « *cesser son agression* » en Ukraine. Le cas le plus emblématique de la prise de position pour l'Ukraine est sans doute celui d'Ihor Kolomoïsky, mais celui-ci, comme nous l'avons vu, agit surtout pour ses propres intérêts au travers de financement parfois contradictoires (son amitié avec le chef de Pravyi Sektor, Dmitry Iarosh, connu pour ses déclarations antisémites, porte à confusion) ce qui ajoute à la confusion et à la

division ambiante. Pour en savoir plus, cf. Olena BAGNO-MOLDAVSKY. *La Diaspora juive et la crise russo-ukrainienne*. IFRI mars 2015.

#### **XXVI. L'armée mexicaine russe des années 1990**

Dans les années 1990, l'armée russe compte une trop grande propension d'officiers, une trop grande affectation des soldats aux services administratifs pour une trop faible propension de troupes opérationnelles (52 000 administratifs pour 100 000 opérationnels) 13% du nombre total d'unités prêtes au combat (17% dans l'armée de l'air, 7% dans l'armée de terre et 70% dans la marine). En ajoutant à cela un matériel soviétique vétuste hérité du début des années 1990 : l'armée russe des années 1990-2000 utilise encore les vieux fusils d'assaut AK-74 et leurs versions commando (AK-74M ...) et chars d'assaut T-80 hérités de la Guerre d'Afghanistan.

**PARTIE II : Le « failed-state » ukrainien, terreau de la Guerre du Donbass**

**XXVII. Sur l'invasion russe de la Crimée**



Le Khanat de Crimée (1441-1783), construction géopolitique issue des invasions mongoles de l'Empire de la Horde d'Or avant son annexion par l'Empire Russe. (Source : Fracademic)

XXVIII. Les drapeaux séparatistes



« La République Populaire de Donetsk ». (Source : Youtube)



« République Populaire de Lougansk » (Source : Wikipédia)





« Novorossia : liberté et travail ! » Ancien Drapeau du projet Novorossia. Utilisé désormais uniquement pour le cadre militaire. (Source : w-dog.net)



Nouveau drapeau du projet (actuellement gelé) de Novorossia. (Source : Wikipedia)



« Malorossia ». Drapeau du projet d'État d'Alexandre Zakhartchenko. (Source : DeviantArt)

### XXIX. Quelques armes d'unités paramilitaires

#### A) Ukrainiennes ...



Les bataillons Azov, Dnipro et Donbass.



Le Bataillon Aïdar et le Bataillon de volontaires tchéchènes Doudaïev.

**B) ... Et séparatistes.**



Le bataillon Sparta et le Grand Ost des Cosaques du Don (respectivement à Donetsk et Lougansk). Il est à noter que l’emblème du bataillon Sparta est tiré du jeu vidéo *Metro 2033*, sorti en 2010 et conçu par le studio ukrainien 4A Games. Dans ce jeu, tiré de l’œuvre littéraire éponyme de l’auteur russe Dmitry Glukhovsky, l’Ordre Spartiate est l’une des nombreuses factions qui se disputent le métro de Moscou à la suite d’une guerre nucléaire ayant anéanti toute civilisation, forçant la population survivante à se réfugier dans les tunnels moscovites. Ceci afin de se protéger des autres factions, des bandits et des mutants. Les Rangers Spartiates, dans ce cadre géopolitique post-apocalyptique, tentent de rétablir l’ordre dans cette atmosphère chaotique.



Logo de l’Ordre Spartiate du jeu vidéo *Metro 2033*. (Source : [metrovideogame.wikia](http://metrovideogame.wikia))



Unité Continentale et le Bataillon Batman (les premiers à Lougansk, les seconds ont été démantelés suite à la mort de leur chef Alexander Bednov le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Certains de leurs membres ont été arrêtés à Lougansk, d'autres ont été dispatchés dans différentes unités combattantes novorossiennes).



De haut en bas et de gauche à droite : l'Armée Orthodoxe Russe de Donetsk, la Légion Hongroise de Saint Stephen de Lougansk, la division des mineurs de Donetsk et la Brigade Internationale « Pyatnashka » à la main blanche d'Abkhazie (région séparatiste géorgienne), de Donetsk également (unité d'Erwan Castel).

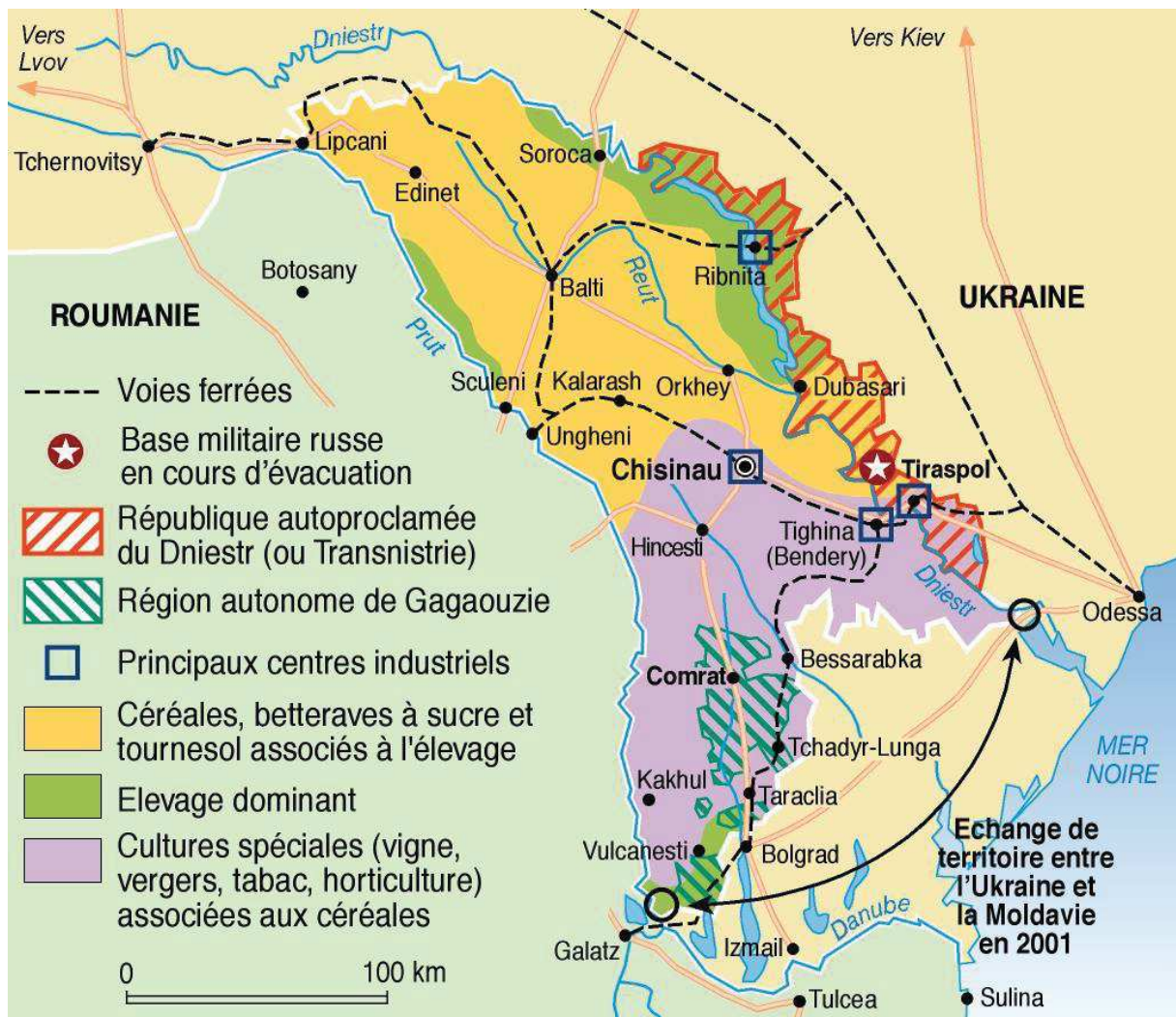
*(Sources : libre de droit)*

### **PARTIE III : Le concept de Rogue War, quelles perspectives ?**

#### **XXX. Sur la guerre civile moldave**

En 1992, dans la région du fleuve Dniestr à l'Est de la Moldavie, les séparatistes pro-russes transnistriens, épaulés par la 14<sup>ème</sup> armée russe du Général Alexander Lebed, des volontaires cosaques du Don et de Kouban, ainsi que d'autres volontaires russes et ukrainiens, font face aux troupes loyalistes de Chisinau. Le conflit fait environ 8000 morts. Cela mène à une partition du pays entre la République de Transnistrie à Tiraspol et l'État central moldave à Chisinau, qui a fraîchement proclamé son indépendance de l'URSS le 27 août 1991. En Transnistrie, la langue officielle est le russe, à l'instar des Républiques Séparatistes d'Ukraine.

Avec l'élection d'Igor Dodon, le nouveau président moldave pro-russe en 2016, les négociations ont été rouvertes entre Chisinau et Tiraspol. Mais la situation reste relativement gelée à l'heure actuelle. On note cependant le retrait progressif des troupes russes stationnées encore dans le pays, qui ont pris le temps de former l'armée transnistrienne.



Carte de la Moldavie comprenant le marquage avec la Transnistrie, qui longe le cours du Dniestr. (Source : Eurasian Observatory for Democracy and Elections – EODE)

### XXXI. Sur le conflit du Haut-Karabagh

Entre 1988 et 1994, les Arméniens ethniques du Haut-Karabakh, situé en Azerbaïdjan, entrent en conflit avec le gouvernement de Bakou. Ils proclament une République avec pour capitale Stepanakert. Ils sont soutenus par le gouvernement arménien à Erevan. La Russie, qui soutient l'Azerbaïdjan au début du conflit, tente un rôle de neutralité qui se caractérise dans les faits par un double-jeu : on retrouve en effet des mercenaires et des soldats de la CEI des deux côtés de la ligne de front. Les azéris sont soutenus par des moudjahidines afghans, des volontaires tchéchènes (car la Tchétchénie était indépendante de la Russie dans les années 1990 suite à la première guerre entre Moscou et Grozny) et différentes milices islamistes. En 1994, les Arméniens l'emportent et un cessez-le-feu est décrété suite aux pourparlers initiés par le Groupe de Minsk, créé en 1992 au sein de la CSCE (actuelle OSCE) afin de trouver une solution pacifique au conflit. Le Haut-

Karabakh, non reconnu par la communauté internationale, est toujours revendiqué par l'Azerbaïdjan. Le conflit est gelé, sujet à des escarmouches fréquentes et est réactivé ponctuellement en 2016 par la Guerre des 4 Jours, faisant environ 300 morts et donnant à Bakou l'occasion de récupérer une partie du territoire.



Situation du Haut-Karabagh en 2016. (Source : Youtube)



## SOURCES

### **A. Article de presse/ documentaires**

Isabelle LASSERRE. « *Ukraine : coup de chaud sur un conflit gelé* ». Le Figaro. 27 décembre 2017. <http://www.lefigaro.fr/international/2017/12/27/01003-20171227ARTFIG00205-ukraine-coup-de-chaud-sur-un-conflit-gele.php>

Anne DE TINGUY. « Vladimir Poutine et la crise ukrainienne : l'obsession de la puissance ». Le Huffington Post. 12 mars 2014. Actualisé le 5 octobre 2016. [https://www.huffingtonpost.fr/anne-de-tinguy/vladimir-poutine-et-la-crise-ukrainienne--lobsession-de-la-puissance\\_b\\_4943847.html](https://www.huffingtonpost.fr/anne-de-tinguy/vladimir-poutine-et-la-crise-ukrainienne--lobsession-de-la-puissance_b_4943847.html)

« *Ianoukovitch : "je suis le président légitime de l'Ukraine"* ». Le Monde. 28 février 2014. [http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/02/28/ukraine-le-president-dechu-ianoukovitch-sort-de-son-silence\\_4375589\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/02/28/ukraine-le-president-dechu-ianoukovitch-sort-de-son-silence_4375589_3214.html)

Anne-Julie CONTENAY. « *Porochenko : le « roi du chocolat » tient la barre de l'Ukraine.* » Europe 1. 28 mars 2014. <http://www.europe1.fr/international/porochenko-le-roi-du-chocolat-tient-la-barre-de-l-ukraine-1927943>

Anne-Laure BONNEL. « *Donbass : la Guerre Oubliée* ». Documentaire Spicée. 2015 <https://www.spicee.com/fr/program/donbass-la-guerre-oubliee-1065>

Archives INA. « *La « Révolution Orange » en Ukraine.* ». JT de France 2 du 5 décembre 2004. <http://fresques.ina.fr/jalons/fiche-media/InaEdu04602/la-revolution-orange-en-ukraine.html>

Natalia ZINETS, Jean-Stéphane BROSSE. « *L'Ukraine signe un accord préliminaire pour acheter 55 hélicoptères Airbus* » - l'Usine Nouvelle. 23 mars 2018. <https://www.usinenouvelle.com/article/l-ukraine-signe-un-accord-pour-acheter-55-helicopteres-airbus.N670824>

UNIAN. « *Journalist Maria Varfolomeeva freed from militant captivity* ». 3 mars 2016. <https://www.unian.info/society/1281764-journalist-maria-varfolomeeva-freed-from-militant-captivity.html>

« *Le « Lénine Noir » raconte son combat dans le Donbass* ». Sputnik. 13 avril 2014. <https://fr.sputniknews.com/interviews/201504131015644037/>

Julia BREEN. « *Rencontre avec un cosaque russe dans l'Est de l'Ukraine.* » Le Courrier de Russie. 1<sup>er</sup> mai 2014. <https://www.lecourrierderussie.com/international/ukraine/2014/05/rencontre-cosaque-russe-est-ukraine/>

Vera JERDEVA. « *Ukraine : des cadeaux de Noël russes pour les enfants du Donbass (MSU).* » Sputnik. 7 janvier 2015. <https://fr.sputniknews.com/international/20150107203374656/>

Dépêche AFP. « *La cyberattaque mondiale touche les ordinateurs de la centrale de Tchernobyl.* » Le Huffington Post. 27 juin 2017. [https://www.huffingtonpost.fr/2017/06/27/les-ordinateurs-de-la-centrale-tchernobyl-touche-par-la-cyberat\\_a\\_23004299/](https://www.huffingtonpost.fr/2017/06/27/les-ordinateurs-de-la-centrale-tchernobyl-touche-par-la-cyberat_a_23004299/)

Pascal RICHÉ. « *Ukraine : des volontaires français dans une brigade pro-russe.* » L'Obs. 26 août 2014. <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-monde/20140826.RUE5432/ukraine-des-volontaires-francais-dans-une-brigade-pro-russe.html>

« *Ukraine : un « coup d'État » en territoire séparatistes.* » Courrier International. 23 novembre 2017. <https://www.courrierinternational.com/article/ukraine-un-coup-detat-en-territoire-separatiste>

Oksana GRYTESENKO. « *Ukrainian protester says he was kidnapped and tortured.* » The Guardian. 31 janvier 2014. <https://www.theguardian.com/world/2014/jan/31/ukrainian-protester-kidnapped-tortured-kiev-bulatov>

« *Nadia Savtchenko, la chute de la Jeanne d'Arc ukrainienne.* » Courrier International, 23 mars 2018. <https://www.courrierinternational.com/article/portrait-nadia-savtchenko-la-chute-de-la-jeanne-darc-ukrainienne>

Jörg BABEROWSKI. « *der Westen kapiert es nicht* » et « *Die Ukraine als Nationalstaat* ». Die Zeit et Frankfurter Allgemeine. 25 mars 2015 et 27 août 2015.

Hélène DESPIC-POPOVIC. « *Les oligarques ukrainiens, atouts maîtres dans le jeu de Kiev.* » Libération. 9 mars 2014. [http://www.liberation.fr/planete/2014/03/09/les-oligarques-ukrainiens-atouts-maitres-dans-le-jeu-de-kiev\\_985799](http://www.liberation.fr/planete/2014/03/09/les-oligarques-ukrainiens-atouts-maitres-dans-le-jeu-de-kiev_985799)

Le Monde avec AFP. « *Des Mercenaires en Ukraine.* » 11 mai 2014. [https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/05/11/des-mercenaires-en-ukraine\\_4414868\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/05/11/des-mercenaires-en-ukraine_4414868_3214.html)

« *Renforts arabes : des mercenaires arrivent sur la ligne de contact dans le Donbass.* » Sputnik. 24 mai 2017. <https://fr.sputniknews.com/international/201705241031514705-lougansk-mercenaires-arabes/>

« *L'UE veut la guerre en Ukraine : la junte de Kiev intensifie les bombardements contre le Donbass et masse des troupes sur la ligne de front.* » Agora Vox. 24 août 2015. <https://www.agoravox.fr/actualites/europe/article/l-ue-veut-la-guerre-en-ukraine-la-171033>

Benoît VITKINE. « *Ukraine : « Motorola », figure de la rébellion séparatiste, tué dans un attentat.* » Le Monde. 17 octobre 2016. [http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/10/17/ukraine-motorola-figure-de-la-rebellion-separatiste-tue-dans-un-attentat\\_5015242\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/10/17/ukraine-motorola-figure-de-la-rebellion-separatiste-tue-dans-un-attentat_5015242_3214.html)

Dépêche AFP. « *Un commandant tchétchène pro-Kiev blessé par balles en Ukraine.* » Le Point. 2 juin 2017. [http://www.lepoint.fr/monde/un-commandant-tchetchene-pro-kiev-blesse-par-balles-en-ukraine-02-06-2017-2132360\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/un-commandant-tchetchene-pro-kiev-blesse-par-balles-en-ukraine-02-06-2017-2132360_24.php)

Emmanuel GRYNSPAN. « *Un écrivain russe prend les armes contre l'Ukraine.* » Le Temps. 15 février 2017. <https://www.letemps.ch/culture/un-ecrivain-russe-prend-armes-contre-lukraine>

Sébastien GOBERT. « *L'Ukraine remporte une nouvelle bataille de la « guerre du gaz » face à la Russie* ». RFI. 1<sup>er</sup> mars 2018 <http://www.rfi.fr/europe/20180301-ukraine-remporte-une-nouvelle-manche-guerre-gaz-face-russie>

EH. « *Donbass : les combattants pro-russes utilisent de l'artillerie lourde à Chyrokine.* » Ukrinform. 29 mars 2018. <https://www.ukrinform.fr/rubric-defense/2431371-les-combattants-prorusses-deploient-des-armes-de-calibre-120mm-a-chyrokine.html>

Benjamin JEANJEAN. « *Juncker prédit une nouvelle guerre des Balkans si l'Union s'écroulait.* » Sud Radio. 24 mars 2017. <https://www.sudradio.fr/monde/juncker-predit-une-nouvelle-guerre-des-balkans-si-lunion-europeenne-secroulait>

Claire GUYOT. « *Manifestations en Moldavie pour le rattachement du pays à la Roumanie.* » Euractiv. 26 mars 2018. <https://www.euractiv.fr/section/l-europe-dans-le-monde/news/manifestations-en-moldavie-pour-le-rattachement-du-pays-a-la-roumanie/>

Adam TAYLOR. « *Hunter Biden's new job at a Ukrainian gas company is a problem for U.S soft power.* » 14 mai 2014 [https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2014/05/14/hunter-bidens-new-job-at-a-ukrainian-gas-company-is-a-problem-for-u-s-soft-power/?noredirect=on&utm\\_term=.31bcb20aa39e](https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2014/05/14/hunter-bidens-new-job-at-a-ukrainian-gas-company-is-a-problem-for-u-s-soft-power/?noredirect=on&utm_term=.31bcb20aa39e)

Pascal BONIFACE. « *Ne rejetons pas la fédéralisation de l'Ukraine.* » Politis. 20 novembre 2014. <https://www.politis.fr/articles/2014/11/pascal-boniface-ne-rejetons-pas-la-federalisation-de-lukraine-29053/>

Rédaction numérique de RTL avec AFP. « *Ukraine : la Cour Pénale Internationale ouvre une enquête.* » RTL. 25 avril 2014. <http://www.rtl.fr/actu/international/la-cpi-ouvre-une-enquete-sur-l-ukraine-7771446518>

AFP. « *L'Ukraine invite la CPI à enquêter sur les crimes de guerre dans l'Est.* » L'Express. 8 septembre 2014. [https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/ukraine-pres-de-8-000-morts-dans-le-conflit-depuis-avril-2014-selon-l-onu\\_1713723.html](https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/ukraine-pres-de-8-000-morts-dans-le-conflit-depuis-avril-2014-selon-l-onu_1713723.html)

Benoît VITKINE. « *Ukraine : à Marinka, la rue Lénine traversée par la guerre.* » Le Monde. 24 avril 2018. <http://lirelactu.fr/source/le-monde/2f8f9e71-1af8-4a4c-8d82-234e6bacc0aa>

EH. « *Donbass : Opération des Forces Unies, les informations importantes à savoir.* » Ukrinform. 30 avril 2018.

<https://www.ukrinform.fr/rubric-defense/2451535-loperation-des-forces-unies-rentre-en-vigueur-les-positions-les-plus-importantes-a-savoir.html>

Illia PONOMARENKO. « *Open source investigators identify Russian Sniper in Donbass* » Kyiv Post. 2 avril 2018. <https://www.kyivpost.com/ukraine-politics/open-source-investigators-identify-russian-sniper-donbas.html>

Arthur CARPENTIER. « *Poutine a inauguré le plus grand pont d'Europe, reliant la Crimée annexée à la Russie.* » Le Monde. 15 mai 2018. [http://www.lemonde.fr/europe/article/2018/05/15/poutine-inaugure-le-plus-grand-pont-d-europe-reliant-la-crimée-annexée-a-la-russie\\_5299176\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2018/05/15/poutine-inaugure-le-plus-grand-pont-d-europe-reliant-la-crimée-annexée-a-la-russie_5299176_3214.html)

« *Frontline Ukraine : « how Europe failed to slay the demons of war. »* » The Guardian. 10 mars 2015. <https://www.theguardian.com/world/2015/mar/10/ukraine-russia-richard-sakwa-extract>

EH. « *Selon les statistiques, les Russes commencent à avoir une meilleure opinion de l'Ukraine.* » Ukrinform. 31 octobre 2017. <https://www.ukrinform.fr/rubric-society/2334509-selon-les-statistiques-les-russes-commencent-a-avoir-une-meilleure-opinion-de-lukraine.html>

Thomas GIBBONS-NEFF. « *Photographer of controversial Ukrainian combat photo "dismissed" from duties.* » The Washington Post. 29 août 2016. [https://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2016/08/29/photographer-of-controversial-ukrainian-combat-photo-dismissed-from-duties/?utm\\_term=.372554771895](https://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2016/08/29/photographer-of-controversial-ukrainian-combat-photo-dismissed-from-duties/?utm_term=.372554771895)

### **B. Revues et rapports**

Timothy SNYDER. « *A fascist hero in democratic Kiev.* » The New York Review of Books. 24 février 2010. <http://www.nybooks.com/daily/2010/02/24/a-fascist-hero-in-democratic-kiev/>

Isabelle FACON : « *Défense ukrainienne : une réforme difficile face à des défis multiples.* », Russie.nei.vision, numéro 101, Ifri, mai 2017.

Interview de Samuel CARCANAGUE pour l'IRIS. « *Le conflit du Haut-Karabagh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan risque-t-il de dégénérer ?* » 23 juin 2017. <http://www.iris-france.org/96565-le-conflit-du-haut-karabakh-entre-larmenie-et-lazerbaïdjan-risque-t-il-de-degenerer/>

M. Czuperski, J HERBST, E. HIGGINS, A. POLYAKOVA, D. WILSON. “*Cachés en plein jour : la Guerre de Poutine en Ukraine.*” Atlantic Council of the United States. Septembre 2015.

I. CHANTEFORT, R. WYNVEEN, K. DMYTRENKO. “*2016, Shelter Cluster in Ukraine.*” Shelter Cluster. 1<sup>er</sup> mars 2017.

### **C. Chaînes Youtube et réseaux sociaux**

Page Facebook UATV English. 3 février 2018. (Images fournies par l’ambassade d’Ukraine au Royaume-Uni). <https://www.facebook.com/UATVEN/posts/1838277846205170>

Chaîne Youtube RT France. « *Ukraine : Saakachvili se bat sous les yeux de Porochenko* ». 16 décembre 2015. <https://www.youtube.com/watch?v=D4jzNe0f41Q>

Chaîne Youtube RT Documentary. « *Renaissance : is Europe witnessing a nationalist upsurge ?* ». 9 avril 2015. <https://www.youtube.com/watch?v=IMWJf7OWSw4>

Chaîne Youtube Vice News. « *Taking over a ukrainian base.* » 22 mars 2014. [https://www.youtube.com/watch?v=tBLs\\_AsBtjg&list=PLiouFjRmoACh39MDOiML4eOWZmrcMyID6&index=16](https://www.youtube.com/watch?v=tBLs_AsBtjg&list=PLiouFjRmoACh39MDOiML4eOWZmrcMyID6&index=16)

Chaîne Youtube Vice News. « *The All-Girl Soldier Club. Child Warriors of Donetsk.* » 4 juin 2015. <https://www.youtube.com/watch?v=0vJPL6PYDTM>

Chaîne Youtube Public Sénat. « *« La Russie entend punir l’Ukraine » : Benoît VITKINE.* » 24 novembre 2016. [https://www.youtube.com/watch?v=4CQOJPzk\\_s&t=8s](https://www.youtube.com/watch?v=4CQOJPzk_s&t=8s)

Chaîne Youtube Vice News. « *Sentenced to death by a crowd.* » 12 novembre 2014. <https://www.youtube.com/watch?v=fV70uDYUqlc&t=127s>

Chaîne Youtube L’Obs. « *Ukraine : la Guerre oubliée du Donbass.* » 22 avril 2017. <https://www.youtube.com/watch?v=1SGeKeocjRU&t=120s>

Chaîne Youtube CNEWS. « *Ukraine : au cœur de la bataille de Debaltseve.* » 23 février 2015. <https://www.youtube.com/watch?v=IANsfP72zxw>

Chaîne Youtube France 24. « *Les mercenaires russes en Syrie : l’armée secrète de Poutine.* » 1er mars 2018. <https://www.youtube.com/watch?v=IrPdLXucZzc>

Chaîne Youtube France 24. « *Donetsk, une « République » sous perfusion.* » 14 octobre 2016. <https://www.youtube.com/watch?v=irLY5je7Js0>

### **D. Entretiens**

Entretien avec Maria Varfolomeieva, journaliste ukrainienne, réalisé en avril 2017.

Entretien avec Tetyana Kalynochenko, docteure en théologie et volontaire ukrainienne, réalisé en avril 2017.

Entretiens avec des étudiants ukrainiens, réalisés entre mars et juin 2017.

Entretien avec Vadym, colonel de l’armée ukrainienne, réalisé en octobre 2017.

Entretien avec Yuri Lukianchuk, agent d'Interpol à Kiev, réalisé en octobre 2017.

Entretien avec Konstantin, membre de l'Assemblée Nationale Ukrainienne – Autodéfense Ukrainienne, réalisé en octobre 2017.

Entretien avec Erwan Castel, séparatiste français à Donetsk, réalisé en mars 2018.

Entretien avec Oleg, combattant d'Azov, réalisé en avril 2018.

Entretiens (anonymes) avec des députés du Parti Radical ukrainien, respectivement de la Rada de Kiev et de la Verkhovna Rada, réalisé en avril 2018.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **A. Sur la Guerre du Donbass**

Ulrich BOUNAT. *La Guerre hybride en Ukraine : quelles perspectives ?* Paris, Éditions du Cygne. 2016.

Richard SAKWA. *Frontline Ukraine : Crisis in the Borderlands*. New York. I.B. Tauris. 2014.

### **B. Sur la politique extérieure russe**

Zbigniew BRZEZINSKI. *Le Grand Échiquier* Monrouge, Bayard Éditions. 1997.

Jean-Robert RAVIOT. *Russie : vers une nouvelle guerre froide ?* Paris, La documentation française. 2016.

### **C. Sur la vision séparatiste pro-russe**

Édouard LIMONOV. *Kiev Kaputt*. Paris. La Manufacture des Livres, collection « Zapoï ». 2017.

### **D. Sur l'Ukraine, son Histoire et son rôle dans les Relations Internationales**

Timothy SNYDER. *Terres de Sang : l'Europe entre Hitler et Staline*. Paris, Gallimard. 2010.

Anne DE TINGUY. *L'Ukraine, nouvel acteur du jeu international*. Louvain-la-Neuve. Bruylant. 2001.

Arkady JOUKOVSKY. *Histoire de l'Ukraine*. Paris. Éditions du Dauphin. 1993.

### **E. Autres**

Xavier DELEU. *Transnistrie - la poudrière de l'Europe*. Paris, Hugo Doc. 2005.

Gérard Chaliand, Jean-Pierre RAGEAU. *Géopolitique des Empires*. Paris. Flammarion, collection « *Champs Essais* ». 2010.

Bertrand BADIÉ. « *L'Impuissance de la Puissance* ». Paris. Fayard. 2004.

Bruno TERTRAIS. *La Revanche de l'Histoire*. Paris, éditions Odile Jacob. 2017.

Xavier RENOU. *La privatisation de la violence*. Marseille. Agone. 2009

*Plyve Kacha* est une chanson de l'UPA (Armée Insurrectionnelle Ukrainienne) des années 1940, chantée par les partisans de l'époque et qui est devenue l'hymne de la Révolution de Maïdan. Elle est encore entonnée aujourd'hui lorsque des combattants meurent dans le Donbass.

**Гей, пливе кача**

Гей, пливе кача, по Тисині. (*Oh, un caneton flotte sur la Tysina<sup>79</sup>*)

Пливе кача по Тисині. (*Un caneton flotte sur la Tysina*)

Мамко ж моя, не лай мені, (*Maman, ne me gronde pas*)

Мамко ж моя, не лай мені. (*Maman ne me gronde pas*)

Гей, залаєш ми в злу годину, (*Oh, nous nous mentons à l'heure sombre*)

Залаєш ми в злу годину. (*Nous nous mentons à l'heure sombre*)

Сам не знаю де погину, (*Je ne sais pas où je vais mourir*)

Сам не знаю де погину. (*Je ne sais pas où je vais mourir*)

Гей, погину я в чужім краю, (*Oh, je mourrai dans des terres étrangères*)

Погину я в чужім краю. (*Je mourrai dans des terres étrangères*)

Хто ж ми буде брати яму? (*Qui me préparera une tombe ?*)

Хто ж ми буде брати яму? (*Qui me préparera une tombe ?*)

Гей, виберут ми чужі люди, (*Oh, des étrangers la prépareront*)

Виберут ми чужі люди. (*Des étrangers la prépareront*)

Ци не жаль ти, мамко, буде? (*Regretteras-tu, maman ?*)

Ци не жаль ти, мамко, буде? (*Regretteras-tu, maman ?*)

Гей, якби ж мені, синку, не жаль? (*Oh, mon fils, comment ne pourrai-je pas regretter ?*)

Якби ж мені, синку, не жаль? (*Mon fils, comment ne pourrai-je pas regretter ?*)

Ти ж на моїм серцю лежав, (*Tu reposais sur mon cœur*)

Ти ж на моїм серцю лежав. (*Tu reposais sur mon cœur*)

---

<sup>79</sup> Surnom de la rivière Tisa, qui prend sa source dans les Carpathes de l'Ouest de l'Ukraine.



Гей, пливе кача по Тисині, (*Oh, un caneton flotte sur la Tysina*)

Пливе кача в по Тисині. (*Un caneton flotte sur la Tysina*)



Les Fondateurs de Kiev ; Kyi, Schek, Khoryv et leur sœur Lybid assistant à la Révolution de Maïdan, 2014.

(Source : Фокус.ua)



Armes de l'Ukraine. (Source : [expres.ua](http://expres.ua))